

ENQUÊTE SUR
l'histoire

Trimestriel ▲ Automne 93 ▲ N° 8 ▲ 38 F

**L'AVENTURE
COLONIALE**

L'EUROPE ET L'AFRIQUE

**LA PLUS
GRANDE FRANCE**

ARTHUR CONTE

**L'IMAGINAIRE
COLONIAL**

JACQUES MARSEILLE

**LYAUTEY
L'ÉNIGMATIQUE**

GILBERT COMTE

**LES TROUPES
DE MARINE**

D. VENNER



M4250 - 8 - 38,00 F - RD



l'aventure coloniale

4

Editorial

PAR DOMINIQUE VENNER

6

Actualité de l'histoire

PAR JEAN-JACQUES MOURREAU

9

L'Autriche des souvenirs

PAR JEAN-JACQUES MOURREAU

10

Agenda de l'histoire

PAR ÉRIC COUTANCES

13

Chronologie de la colonisation

PAR ADRIEN BROCARD



Quand le tirailleur rempile dans la pub.

14

L'imaginaire colonial

ENTRETIEN AVEC JACQUES MARSEILLE

18

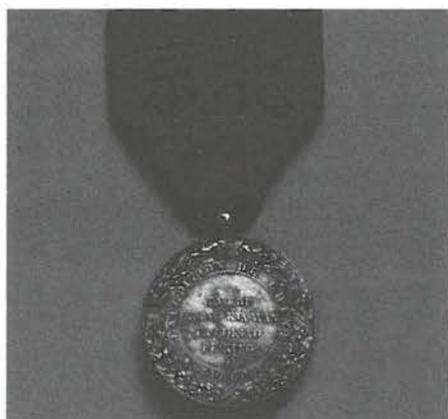
L'Afrique avant les Blancs

PAR BERNARD LUGAN

20

L'Europe et l'Afrique

PAR JAMES STEWART



Médaille coloniale, campagne de Chine, 1860.

27

Joyaux et boulets de la couronne

PAR GUY CHAMBARLAC

36

La plus grande France

PAR ARTHUR CONTE

45

De l'École coloniale à l'École nationale de la France d'Outre-mer

PAR PIERRE BONNEFONT

46

Les acteurs français de l'épopée

PAR ADRIEN BROCARD

51

Le ratage indochinois

PAR JACQUES NÉPOTE

53

Lyautey l'énigmatique

PAR GILBERT COMTE

59

Hippocrate sous les tropiques

PAR JEAN-FRANÇOIS GAUTIER

62

Troupes coloniales et armée d'Afrique

PAR DOMINIQUE VENNER

68

La bibliothèque impériale

PAR JEAN MABIRE

72

Un empire ruineux

PAR BERNARD LUGAN

74

L'Afrique depuis l'indépendance

PAR PIERRE BONNEFONT



Le général Lyautey en 1900

76

Les livres de l'histoire

81

Charlemagne sur les écrans

ENTRETIEN AVEC MARCEL JULLIAN

82

La parole est aux lecteurs

Affiche de recrutement des troupes coloniales vers 1930.



Directeur de la Rédaction : Dominique Venner
 Directeur de la publication et gérant : Gerald Penciolelli
 Directrice artistique : Céline Puybareau-Manaud
 Relations publiques : Véronique Villain

Ont collaboré à ce numéro :

Jean-Paul Angelelli, François Bluche, Adrien Brocard, Pierre Bonnefont, Guy Chambarlac, Bruno Chossat, Gilbert Comte, Arthur Conte, Eric Coutances, Jean-François Gautier, Bernard Lugan, Jean Mabire, Pierre Maugué, Jean-Jacques Mourreau, Jacques Népote, James Stewart, Frédéric Valloire, Eric Vatré, Pierre Vial

Enquête sur l'histoire

est édité par la société EC2M,
 Sarl au capital de 50 000 F. RC Paris B 385 099 526.
 Siège social : 60 Bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél.: (1) 47.03.91.68.
 Imprimerie Maulde et Renou.
 N° de commission paritaire 80171. Dépôt légal à parution ISSN 1166-1232
 Bulletin d'abonnement et Bon de commande encartés
 non numérotés entre les pages 66 et 67.

Les dernie

C'est un matin de début d'automne à Paris. Un soleil bref éclaire le mur terne d'une école construite autour d'une cour bitumée. Comme toutes les écoles françaises d'autrefois, elle ressemble à une prison. Au premier étage, au-dessus du préau couvert, la classe de 7^e est parfumée à la poudre de craie. Le maître a fait ouvrir les livres de lecture. Un élève lit à haute voix. Cet élève, c'est moi.

Je lis une histoire qui me plaît, une histoire de garçon. C'est le récit d'un combat du colonel Archinard contre Samory, seigneur noir de cette immensité imprécise qu'on appelait jadis le Soudan. Était-ce le combat de Kankan, au nord du Niger, en 1891 ? Je l'ai oublié. Ce dont je me souviens très bien, en revanche, c'est de l'illustration du livre et de mes sentiments.

Deux troupes se font face. Au premier plan, de dos, les Français, si l'on peut dire. Quelques marsouins et beaucoup de tirailleurs sénégalais autour d'un drapeau, d'un canon et d'un officier. Ils s'apprêtent à tirer sur la troupe beaucoup moins disciplinée que l'on distingue au loin. Une troupe de cavaliers sauvages, à n'en pas douter, qui brandissent des fusils et des lances, les « sofas » de Samory.

Sous la gravure, une légende explique que les soldats français apportent aux Africains la civilisation, c'est-à-dire des écoles, des médecins, des percepteurs et des lois. Dans l'instant suivant, ces soldats civilisés vont écrabouiller les guerriers moyenâgeux de Samory, des pillards et des esclavagistes, visibles là-bas sur leurs étrières.

En ce temps-là, on l'a compris, les obscurs ouvriers de l'histoire n'avaient pas encore inversé la ventilation qui soufflait sur les petites têtes blondes dans les écoles de la République.

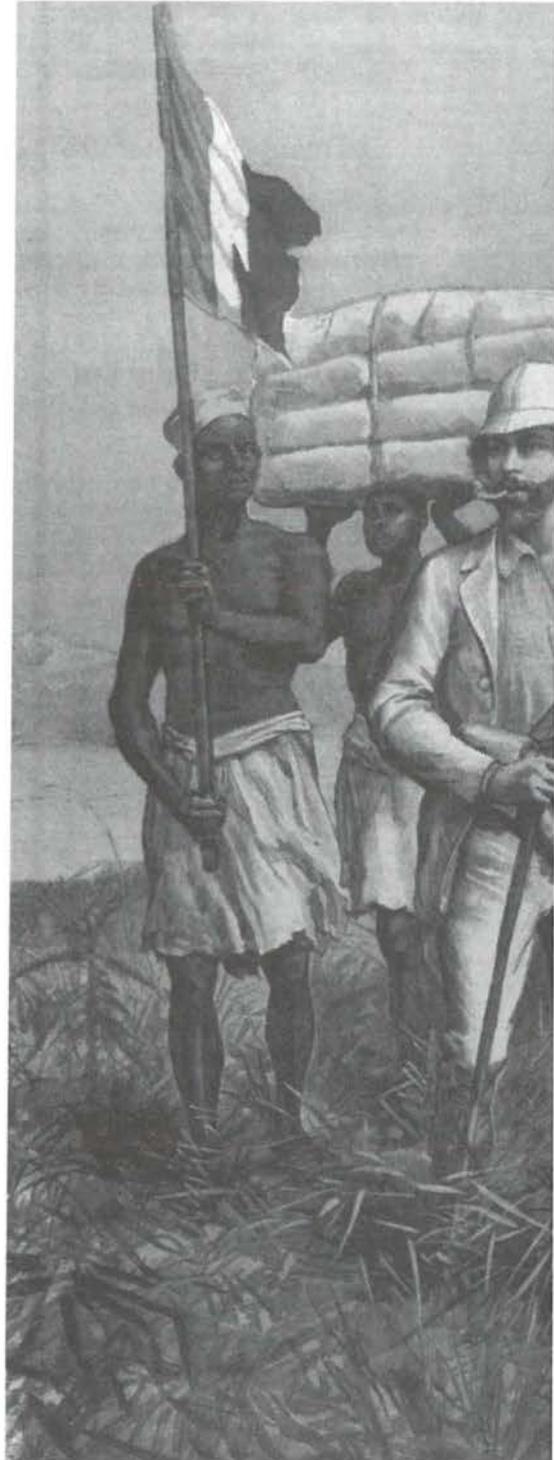
Tout, dans le récit et l'image, était fait pour entraîner la sympathie de lecteurs

acquis d'avance. Comment ne pas être du côté des soldats de la civilisation, qui plus est « nos » soldats ?

Et pourtant, le petit garçon que j'étais se sentait partagé. Certes, j'aimais nos soldats et c'était une belle aventure que celle de cette poignée de Français et de tirailleurs partis à la conquête d'une Afrique mystérieuse et dangereuse. J'aimais moins que ce fût pour y ouvrir des écoles, sans parler du reste. Dans mon âme simple, je me disais que chez Samory, les gamins de mon âge avaient une sacrée veine d'ignorer l'école, d'échapper à la réclusion dans des geôles lugubres pour y apprendre le plus clair du temps des choses bien moins passionnantes que monter à cheval, courir la brousse et jouer à la petite guerre avec de vrais fusils. Confusément, j'éprouvais aussi de la pitié pour les farouches cavaliers noirs qui, avec l'arrivée des Français, de leur machines et de leurs règlements, allaient perdre pour toujours la vie libre, insouciant et aventureuse qui avait été la leur depuis des temps immémoriaux.

Ces rebelles au « progrès » éveillaient ma sympathie. Était-ce l'effet d'une lecture intensive de Walter Scott ou celui d'une disposition native ? Spontanément, je penchais plus volontiers du côté du Téméraire que de Louis XI, de Bouteville que du Cardinal, et j'étais pour le loup maigre de La Fontaine contre le chien gras qui en vient à oublier son collier et sa chaîne.

Voilà qui nous ramène à la question de l'esclavage. La Fontaine le suggère proprement, beaucoup d'esclaves sont esclaves sans être conscients de leur état. Bref, mon livre de lecture rappelait que Samory se livrait à l'esclavage, industrie coupable interrompue par nos soldats. Mais le sort des guer-



Le lieutenant Mizon en mission au Haut-Cc

féodaux

riers m'importait plus que celui des esclaves. Je ne connaissais pas à l'époque l'histoire de Samory. Je ne savais donc pas qu'avant de devenir un grand conquérant, il avait été lui-même capturé à 18 ans par un roitelet local. La suite m'eût emballé. Au bout de sept années de servitude, il gagna sa liberté par les armes. Groupant quelques compagnons, il se tailla en huit ans, par ruse et violence, mais aussi par justice et sagesse, un empire grand comme la France. Pendant les vingt années suivantes ou presque, il tint nos colonnes en échec. L'issue, je la connaissais. Je savais qu'il avait fini par être capturé par le capitaine Gouraud et qu'il était mort en détention après avoir tenté de se suicider.

La fin d'un monde qui avait sa grandeur est toujours poignante, comme l'est celle d'un véritable homme libre. Tous les officiers qui ont connu Samory ou l'ont combattu, d'Archinard à Gallieni, ont dit leur estime, parfois même leur admiration pour cet adversaire-là.

Grâce leur en soit rendue. Ce fut leur grandeur. Jamais dans leurs propos ni leurs souvenirs on ne trouve trace de cette haine si fréquente chez les gens de plume. Chantre du parti colonial, républicain et partisan convaincu des « droits de l'homme », le P^r Gaffarel écrit alors : « *L'honneur français et les intérêts de la civilisation l'exigeaient : puisque Samory se mettait lui-même en dehors de l'humanité, il n'y avait plus qu'à le traquer comme une bête fauve.* » Le propos n'est pas isolé à l'époque. D'estimables intellectuels suggèrent ainsi que le fait pour des indigènes d'être rebelles à l'idée de la civilisation qu'on se fait sur les bords de la Seine, les place hors de l'humanité et qu'il convient donc de les abattre comme des bêtes nuisibles. Voilà une chanson que l'on a déjà entendue au profit d'autres croisades et que l'on entendra encore longtemps.

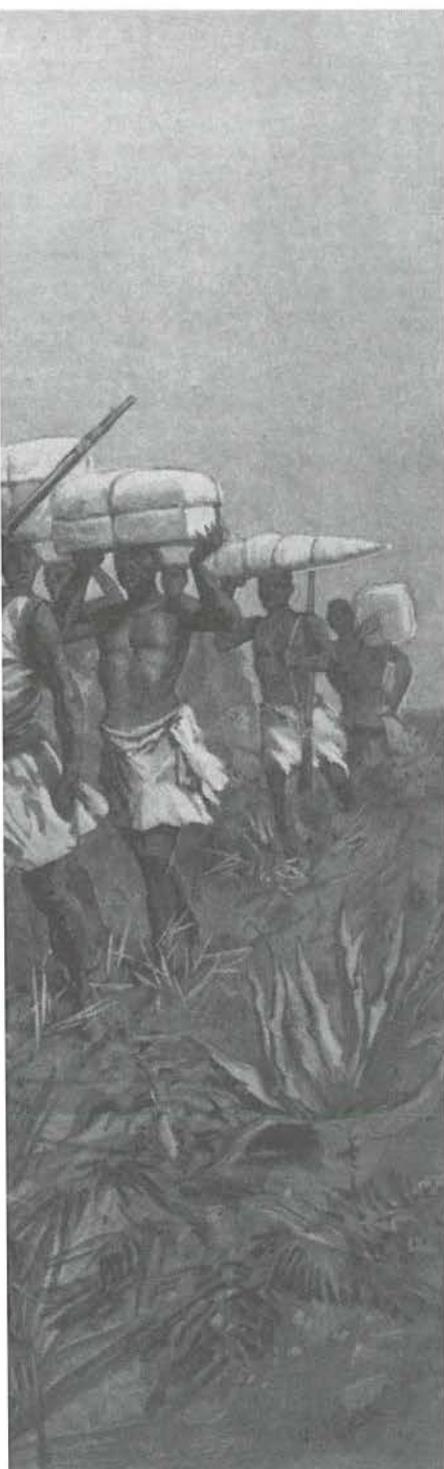
Le fait est que ce ne sont ni les chantres lointains de la civilisation ni les prédicateurs des droits de l'homme qui nous ont gagné des loyautés sans nombre parmi les populations de l'Empire disparu, mais les soldats – certains soldats – vestiges bien vivants d'une ancienne France juste, forte, guerrière et féodale.

A la même époque, dans leurs colonies africaines, les rigides soldats du Kaiser, sans le secours des idées de 1789, mais en s'appuyant sur la même tradition militaire et européenne du pacte féodal, surent obtenir aussi bien que nous la confiance des populations de leurs propres colonies. Pendant la première guerre mondiale, à la différence des Français, les Allemands refusèrent de mêler des soldats africains au conflit qui opposait les Européens en Europe. En revanche, ils les engagèrent avec succès en Afrique. Malgré l'encercllement de leur colonie de l'Ost Afrika (futurs Tanganyika, Ruanda et Urundi), le général de Lettow-Vorbeck, avec une petite armée composée en majorité d'auxiliaires indigènes, réussit pendant quatre ans à battre les meilleures troupes de Sa Majesté qui disposaient d'une supériorité écrasante.

A leur façon, les réticences de mon enfance me semblent anticiper sur l'ambivalence de la colonisation. Irrépressible et admirable manifestation de l'énergie dont l'Europe, en ce temps, était prodigue pour le meilleur et pour le pire, l'aventure coloniale portait en germe des effets dramatiques pour les colonisateurs autant que pour les colonisés. Et cela, personne n'y pouvait rien.

Ce numéro d'*Enquête sur l'histoire*, grâce à la qualité et à la diversité de vues de nos participants, reflète la richesse et les ambiguïtés d'une question dont les conséquences sont loin d'être épuisées.

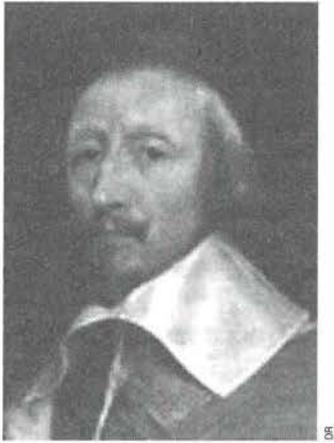
DOMINIQUE VENNER



erture du Petit Journal.

Actualité de l'histoire

HISTORIENS



Le Cardinal de Richelieu, à qui Roland Mousnier avait consacré une biographie fameuse.

■ André Corvisier et Jean de Viguierie, dans la revue *Réaction* n°10, rendent hommage à leur maître, Roland Mousnier, décédé le 8 février dernier. Membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, Roland Mousnier était l'éminent spécialiste des institutions de l'Ancien Régime et, plus particulièrement, du XVII^e siècle. Au sein de l'université française, il avait dirigé les premiers pas de plusieurs historiens aujourd'hui réputés. Dans les années soixante, il mit en évidence les anachronismes de la thèse de Boris Porchnev, à laquelle il répondit avec ses magistrales *Fureurs paysannes. Les paysans dans les révoltes du XVII^e siècle : France, Russie, Chine* (Calmann-Lévy, 1968). Mousnier était notamment l'auteur de : *Les Hiérarchies sociales de 1450 à nos jours* (PUF, 1969), *Les Institutions de la France sous la monarchie absolue - 1598-1789* (PUF, 1974 et 1980) et *L'Assassinat d'Henri IV* (« les trente jours qui ont fait la France », Gallimard, 1964). Peu avant sa disparition, il avait publié *L'Homme rouge* (Bouquins/Laffont, 1992), grande biographie du cardinal de Richelieu.

■ Helmut Diwald est décédé le 26 mai dernier, à l'âge de soixante-huit ans. Professeur d'histoire

moderne et contemporaine à l'université d'Erlanges-Nuremberg, il avait vu le jour en Moravie et passé une partie de sa jeunesse à Prague. Il s'était fait connaître par une remarquable biographie de Wallenstein. Son *Histoire des Allemands (Geschichte der Deutscher)* dont il manque toujours une traduction française, avait déclenché la fameuse « querelle des historiens » à la fin des années soixante-dix. Diwald, qui venait de publier *Handbuch der Deutsche Nation*, était un esprit libre. L'ont salué comme tel, au moment de sa disparition, plusieurs de ceux qui l'avaient critiqué de son vivant.

■ Francis Rapp qui a été élu en mars dernier à l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres, apportera sa contribution à la monumentale *Histoire du christianisme* à paraître, en treize volumes, chez Desclée de Brouwer. L'auteur des excellentes *Origines médiévales de l'Allemagne moderne* (Aubier, 1988) traitera de la période cruciale de 1450 à 1530. Passionné par le passé de son Alsace natale, Rapp se prépare également à publier en un seul recueil les nombreuses études d'histoire médiévale alsacienne parues sous sa signature, au fil de ces dernières années, dans diverses publications locales (Presses universitaires de Strasbourg).

■ Frédéric Scuvée s'est éteint le 24 juillet dernier à Cherbourg, dans sa soixante-seizième année. Originaire de Belgique, il avait, à raison des temps troublés de l'après-guerre, été se battre en Indochine, dans les rangs de la Légion étrangère. L'archéologie qui était son métier, fut sa grande et seule passion. Du Cotentin où il s'était installé, l'histoire et la terre n'ont guère gardé de secret pour lui. Ses travaux sur le cimetière barbare de Réville et sur la barque de Fermanville font autorité. Ils témoignent de l'intérêt particulier que Scuvée portait aux traces du passé nordique de sa patrie d'adoption.

ANNIVERSAIRES

Les 850 ans de Lübeck

Jusqu'à la fin de l'année, les festivités se multiplient à Lübeck. La patrie de Buxtehude et de Thomas Mann célèbre, en effet, le 850^e anniversaire de sa fondation. Érigée en 1143 par Adolphe II, comte de Holstein, agrandie par Henri le Lion, Lübeck a rapidement étendu son influence de l'estuaire de la Trave aux rives lointaines de la mer du Nord et de la Baltique. Ville libre et impériale, elle jouissait d'une large autonomie, se gouvernant elle-même par le biais d'un conseil oligarchique formé par les représentants des grandes familles marchandes. Devenue la deuxième ville d'Allemagne après Cologne, elle s'affirma comme la première des cités hanséatiques. Véritable « reine de la Hanse », elle exerça un véritable magistère sur la ligue marchande devenue la puissance politique de premier ordre dont Philippe Dollinger a retracé l'histoire prestigieuse dans un ouvrage resté l'unique référence française : *La Hanse - XII^e-XVII^e siècles* (Aubier, « collection historique », 1988). Plus de cent villes d'Europe centrale et orientale adoptèrent le droit de Lübeck, laquelle étendit son système monétaire à l'ensemble des villes hanséates. Présente à Bergen, comme dans les ports baltes, Lübeck accueillit la plupart des diètes hanséatiques, lesquelles confèrent à son sceau une valeur quasi fédérale. Tout au long de son histoire, Lübeck a bénéficié d'une situation privilégiée à l'est de l'Elbe et à proximité des détroits : elle commande le passage entre les deux mers septentrionales de l'Europe. Le temps n'a pas effacé les cinq siècles hanséates. Pour s'en convaincre, il n'est que de lire les *Buddenbrock* de Thomas Mann, ou se promener le nez au vent dans la vieille ville gardée par les tours jumelles du Holstentor. L'air du large et le

gothique en brique sont ceux de l'espace Baltique.

Renseignements : Office national allemand du tourisme (9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris). (1) 40.20.07.46.

ARCHÉOLOGIE

Destruction du patrimoine à Liège

Les vestiges mérovingiens et les restes d'un colombarium du XVIII^e siècle, découverts à la faveur de travaux sur la place Saint-Lambert de Liège, ont été détruits au bulldozer dans la nuit du 25 au 26 mai dernier. Survenant après la démolition de plusieurs monuments historiques, ces destructions ont déclenché une violente polémique et la mise en cause du bourgmestre de la ville.

L'âge des chevaux de Saint-Marc

Attribué jadis à Phidias ou à Lysippe, décrit admirativement par Pétrarque, le célèbre quadrigé de Venise garde bien des secrets. Sa datation, notamment, est restée longtemps controversée. Les études d'histoire de l'art l'établissaient entre le IV^e siècle avant notre ère et le IV^e siècle après Jésus-Christ. Les travaux d'une équipe du CNRS du Centre de recherche interdisciplinaire d'archéologie analytique de l'université Michel-de-Montaigne (Bordeaux-III) viennent de réduire la marge d'incertitude. Sur la base d'une datation par thermoluminescence, ils avancent que les chevaux de bronze doré ont été faits entre 300 avant notre ère et 100 après Jésus-Christ. Restent cependant de nombreuses inconnues : le nom du sculpteur, celui du fondeur, la raison pour laquelle ces bronzes ont été coulés. Un manuscrit du XV^e siècle établit que les chevaux de Saint-Marc appartiennent au butin que les

Vénitiens rapportèrent du pillage de Byzance en 1204. Oubliés dans l'arsenal de la Sérénissime, ils ne prirent place que cinquante ans plus tard sur la galerie extérieure de la basilique Saint-Marc où, dès lors, ils furent l'orgueil de Venise. Enlevés et transportés à Paris, sur l'ordre de Bonaparte, ils furent restitués par la France vaincue de 1815. Mais quelle fut leur place exacte dans la Nouvelle Rome de Constantin ? Ont-ils orné la tribune de l'hippodrome, comme l'avancent certains auteurs ? Et sont-ils hellénistiques ou romains ? Les spécialistes hésitent à répondre, l'autant que, ni dans l'art grec ni dans l'art romain, ils ne trouvent de chevaux présentant les mêmes caractéristiques que les fiers chevaux de Saint-Marc...

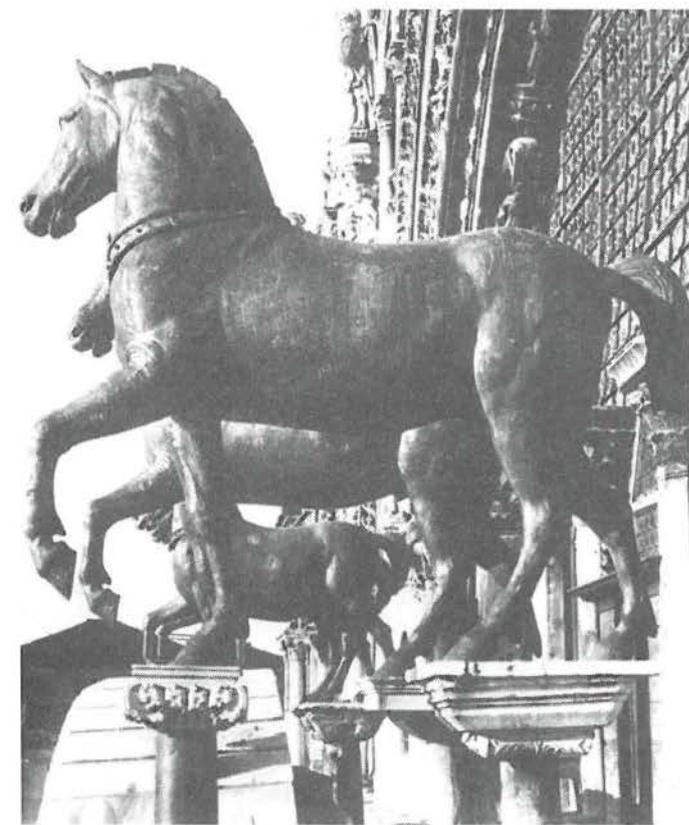
Tombes romaines à Windisch

Une travée de cent trente sept tombes, contemporaines de la colonnade romaine de *Vindonissa*, a été découverte lors de travaux de terrassement effectués début juin à Windisch (canton d'Argovie). Les archéologues helvétiques espèrent en tirer de nouveaux enseignements

sur le mode de vie de la population de *Vindonissa*. Le camp légionnaire portant ce nom, fut fondé au début de notre ère en Germanie inférieure. Il devait accueillir successivement la XII^e Légion et la XXI^e. Sa disparition, vers l'an 150, se fera au profit de l'agglomération civile, laquelle est à l'origine de l'actuelle Windisch.

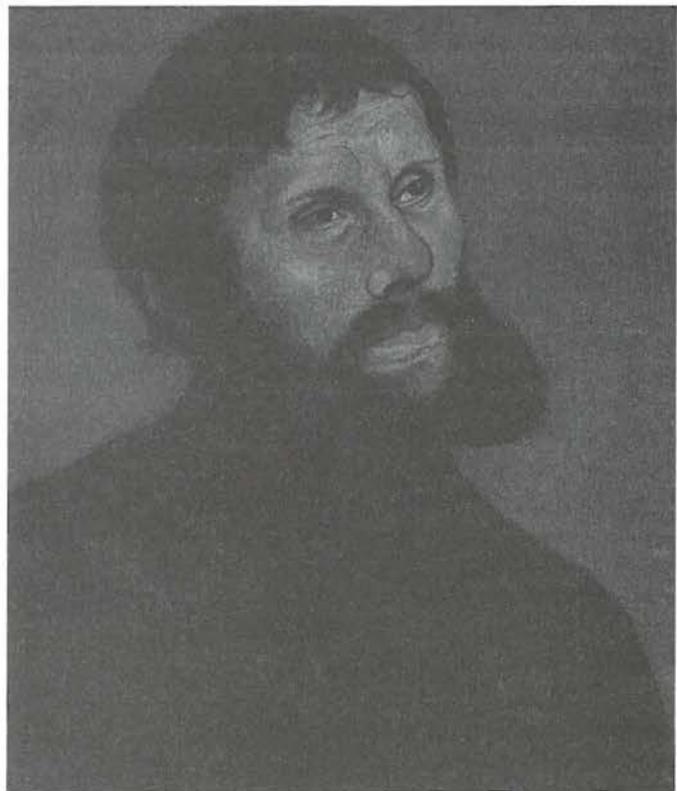
Sarcophages sous le lycée Charlemagne à Paris

Par plusieurs plans anciens de Paris, il était connu que le Lycée Charlemagne, dans le IV^e arrondissement, occupe l'emplacement d'un couvent médiéval du XIII^e siècle, adossé à l'enceinte de Philippe Auguste. Le chantier ouvert sur le site vient d'en apporter la confirmation. Au cours de l'été, les archéologues de la Ville de Paris y ont découvert un caveau de la chapelle *Ave Maria*, lequel a livré plusieurs sarcophages en plomb du XVII^e siècle et des fragments d'inscriptions lapidaires médiévales réutilisées pour la construction de la chapelle.



Les chevaux de Saint-Marc, célèbre quadriga de Venise.

EXPOSITIONS



Portrait de Luther en « seigneur Jörg » par Lucas Cranach l'ancien (1521).

Chefs d'œuvre du Musée des Beaux-Arts de Leipzig

Avec *Les Âges de la Vie* de Caspar David Friedrich, la fantastique *Chevauchée de Falkenstein* de Moritz von Schwind et les œuvres de Ludwig Richter, le romantisme allemand, richement représenté, montre ses multiples facettes. Mais il y a également les dessins italiens des XVI^e et XVII^e siècles, les peintures du Siècle d'or néerlandais de Franz Hals, Ter Borch, Pieter Saenredam, Rembrandt et d'autres. Il y a encore et surtout les œuvres germaniques de la fin du Moyen Âge et de la Renaissance, parmi lesquelles brillent celles de Martin Schongauer, de Dürer, de Cranach l'ancien et de Holbein le jeune. Ce sont soixante-cinq peintures et cent quatre dessins sélectionnés parmi les riches collections, trop méconnues, du *Kunstmuseum* de Leipzig. Éblouissant. Musée du Petit Palais (1, avenue Dutuit, 75008 Paris). Tél. (1) 42 65 12 73. Tous les jours, sauf les lundis et jours fériés, de 10 heures à 17 H 40. Jusqu'au 5 décembre.

Vercingétorix et Alésia

A raison des travaux de rénovation du château de Saint-Germain-en-Laye, le Musée des Antiquités nationales reporte l'exposition annoncée pour cet automne (voir notre précédent numéro) au printemps prochain. Inaugurée en même temps que les nouveaux locaux, elle présentera armes offensives et défensives, boulets, monnaies et bijoux découverts lors des fouilles opérées sur le site d'Alésia, à l'instigation de Napoléon III.

Informations : Musée des Antiquités nationales (BP 30 - 78103 Saint-Germain-en-Laye cedex). Tél. (1) 34 51 53 65.

Images et colonies

Affiches, cartes postales, peintures, un ensemble unique sur le thème de l'imaginaire colonial de 1880 à 1962 réuni à l'Hôtel des Invalides.

Musée d'histoire contemporaine - BDIC - Hôtel national des Invalides, Cour d'honneur, 75007 Paris. Du 23 octobre au 31 décembre 1993.

REVUES

■ *L'Afrique réelle*, revue bimestrielle, historique, politique, économique et d'actualité, éditée et dirigée par Bernard Lugan, professeur à l'université de Lyon III. Le premier numéro, publié en septembre 1993, est consacré à l'Afrique du Sud. Cette revue sera uniquement vendue par abonnement. Le numéro : 100 F.

L'Afrique réelle, BP 6, 03140, Charroux.

■ *Samothrace*, la nouvelle revue d'histoire militaire, a consacré ses deux premiers numéros à *L'Expédition d'Égypte (1798-1801)*. Nombreuses contributions dont celles de Jean Tulard, Philippe Masson, Jean Tranié, Jacques Vernet et David G. Chandler.

Éditions Samothrace : les Bureaux de Sèvres, 77-78 Grande rue, 92310 Sèvres, tél. (1) 45 34 10 10.

■ *Études danubiennes*, revue semestrielle éditée par le Groupe d'études de la monarchie danubienne, a publié un article de Jean Nouzille sur *l'Occupation de la Bosnie-Herzégovine en 1878 vue par la France*, un texte qui éclaire l'actualité brûlante.

Centre d'études germaniques : 8, rue des Écrivains, 67000 Strasbourg, tél. 88 35 02 69.

■ *Maugis*, revue trimestrielle d'Ardenne, vient de publier un passionnant dossier sur la géopolitique de cette région européenne. Elle y livre notamment un entretien avec Michel B. Fincœur, ainsi que des textes de Jean-Pierre Lambot et Camille Bellaire. Rue Albert Raty 112, B-6689 Vresse-sur-Semois, tél. 061/50 08 27.

■ *Saisons d'Alsace* a consacré son numéro d'hiver à *La Chasse en Alsace*, et celui du printemps à *L'Alsace imaginaire*.

Éditions de la Nuée Bleue, BP 406/31, 67001 Strasbourg cedex, tél. 88 23 30 83.

■ *Antaios*, nouvelle revue culturelle de réflexion sur le paganisme fondée par des universitaires brabançons.

Ce titre est celui d'une autre revue fondée jadis par Ernst Jünger et Mircea Eliade. Directeur : Christopher Gerard
Antaios, 168 Bte, 2 rue Washington, B 1050 Bruxelles.

■ La revue *Lorraine Populaire* présente un numéro spécial sur la *Lorraine gourmande*. Le sommaire alléchant propose près d'une trentaine d'articles sur la table lorraine et ses traditions, dont un hommage à l'abbé Louis Pinck. 93, Grand'Rue, 54000 Nancy, tél. 83 37 49 39.

LIVRES ANNONCÉS

Études historiques

Le Siècle des Scipions. Rome et l'hellénisme au temps des guerres puniques, par Pierre Grimal. Réimpression, édition corrigée. En septembre chez Aubier.

L'Impérialisme païen, par Julius Evola. En septembre chez Pardès (BP 47, 45390 Puisseaux).

Dictionnaire de la France médiévale, par Jean Favier. En septembre chez Fayard.

La Chevalerie, par Georges Duby. Album. En novembre chez Perrin.

Les Heures de Nuremberg, par E. Greenhill. En septembre/octobre, coédition Cerf/Bibliothèque nationale.

Le Procès de Marie-Antoinette, par André Castelot. En septembre chez Perrin.

La France et le Roi. De Rivarol à Chateaubriand, par Jean-François Chiappe. En novembre chez Perrin.

Lyon 1793, révolte et écrasement, par Jean Etevenaux, en septembre aux Éditions Horvath, Lyon.

Tocqueville et les Français, par Françoise Melonio. En octobre chez Aubier.

Staline et la guerre d'Espagne, par Pierre Broué. En octobre chez Fayard.

Histoire de la IV^e République. La République des illusions (1945-1951 et 1951-1954), deux volumes, par Georgette Elgey. En septembre chez Fayard.

La Page n'est pas tournée, (dixième tome) par Henri Amouroux. En septembre chez Robert Laffont.

Le Sang des Glières, par Pierre Vial. En septembre aux Presses de la Cité.

La France honteuse : le drame des Harkis, par Ad-el-Aziz Métiani. En septembre chez Perrin.

Histoire de l'Algérie, de la fin de la régence turque à l'insurrection de 1954, par Xavier Yacono. En septembre à l'Anthropos (BP 165, 78001 Versailles cedex).

Les Arabes dans l'Histoire, par Bernard Lewis. En septembre chez Aubier.

Le Retour de l'Islam, par Bernard Lewis. En septembre chez Gallimard (Folio/Histoire).

Histoire de l'Empire mongol, par Jean-Pierre Roux. En septembre chez Fayard.

Mars 17 (tome 2), d'Alexandre Soljenitsyne. En septembre chez Fayard.

La Puissance pauvre. Une histoire de la Russie de 1815 à nos jours, par Georges Sokoloff. En octobre chez Fayard.

Rendez-vous à Vera-Cruz, dernier roman historique écrit avant sa mort par Erwan Bergot. En septembre aux Presses de la Cité.

La Musique russe au XX^e siècle, par Franz Lemaître. En novembre chez Fayard.

Churchill et les Français, septembre 39-juin 40. La France à

la remorque de Londres. Fin septembre chez Plon.

Biographies et Mémoires

Du Guesclin, par Georges Minois. En septembre chez Fayard.

Bossuet, par Jean Meyer. En septembre chez Plon.

Casanova. Mémoires (tomes I, II et III). En septembre chez Robert Laffont (Collection Bouquins).

Marquise de La Rochejaquelein. Mémoires. Version complète (celle de 1889). En septembre chez Jean-Christophe Ménard, Libraire-éditeur, 65 place de Rougé, 49300 Cholet. Prix de souscription : 198 F (250 F après le 31 déc. 93).

Lavoisier, par Bernadette Bensaude-Vincent. En septembre chez Flammarion.

Marat, par Olivier Coquart. En septembre chez Fayard.

Napoléon. Récits des années de gloire par son secrétaire et son valet. Édition établie par Proctor Patterson Jones. Préface de Jean Tulard. En octobre, chez Abbeville Press (diffusion Flammarion).

Le Maréchal Ney, par Éric Perrin. En septembre chez Perrin.

Journal et mémoires de Thomas de Listière, valet de la marquise de Sévigné, par François Bluche. En septembre chez Critérium (collection Mémoires inattendus).

La Dernière favorite, Zoé du Cayla, maîtresse de Louis XVIII, par Catherine Delours. En septembre chez Perrin.

Raymond Aron, par Nicolas Baverez. En septembre chez Flammarion.

Abd-el Kader, par Smaël Aouli, Ramdane Redjala et Philippe Zoummeroff. En octobre chez Fayard

Benoist-Méchin, à l'épreuve du temps. Mémoires (tome 3). En septembre chez Bourin/Julliard.

Pages réalisées par Jean-Jacques Mourreau

L'AFRIQUE RÉELLE
REVUE TRIMESTRIELLE DIRECTION B. LUGAN

N° SPÉCIAL AFRIQUE DU SUD

Dossier droite blanche cartographie de la partition l'alliance zouloue

EXEMPLAIRE 100 F. FRANCO B.P. 6 CHARROUX 03140

L'Autriche des souvenirs

Découvrir Vienne et ses environs

Terre chargée d'histoire, la Basse-Autriche se fait particulièrement douce et accueillante à l'automne. Tandis que la saison reprend à l'Opéra de Vienne, les Heuriger d'alentour célèbrent joyeusement le vin nouveau. Les couleurs du Wienerwald sont alors un enchantement. Conditions idéales pour se mettre en quête du passé.

Tout premier séjour sur le sol autrichien doit commencer par les visites rituelles dans l'ancienne capitale impériale. Sur la statue que le Prince Eugène sur le Feldenplatz. Visiter la Hofburg et ses appartements du vieil empereur François-Joseph et ceux de l'impératrice Elisabeth (Sissi) qui y avait fait aménager une salle de gymnastique. Méditer dans les salles ombres du Schatzkammer devant ses insignes impériaux, la fameuse couronne à plaques, la lance sacrée, l'épée de Charlemagne, les reliques de l'Ordre de la Toison d'Or. Voir Schönbrunn et le Prater où la fantaisie Sissi, excellente cavalière, montait en amazone. Ne pas oublier le Belvédère qui fut le palais du Prince Eugène de Savoie. Ici, François II, l'empereur des Lumières, fit dîner somptueux lors du mariage de Marie-Antoinette avec le Dauphin. Il faut alors redescendre à Vienne pour aller rendre hommage aux Habsbourg qui reposent dans la Crypte des Capucins. Là, il convient de se défier des guides irrespectueux, bavards et obsédés du détail. Les complices de Joseph Roth et d'Alexander Lernet-Holenia viendront seuls. Avec des fleurs pour Zita qui attend que l'Empereur Charles la rejoigne enfin.

Fidèles aux Bourbons, vous pourrez rejoindre Frohsdorf qui fut le « Versailles autrichien ». Le château est baroque, mais il porte toujours l'écusson aux armes de France sur son fronton. Il a été la résidence principale du comte de Chambord, Henri V l'exilé,



Un premier séjour en Autriche doit commencer par la visite de Vienne, l'ancienne capitale impériale où se marient l'est et l'ouest de l'Europe.

défenseur du « Drapeau blanc ». Réunis dans un salon, des souvenirs de la monarchie en exil disent une France oubliée. Autre pèlerinage possible : Kirchberg-am-Wald. Lorsqu'il dut quitter le Hradshin de Prague, pour laisser la place à l'empereur d'Autriche Ferdinand, Charles X s'installa ici avec une suite de quinze personnes. Il y donna de grandes chasses, avant de se rendre à Goritz où la mort l'attendait.

Nostalgiques des Aigles, vous prendrez plutôt la direction du Marchfeld au nom évocateur pour tout saint-cyrien. À faible distance de Vienne, cette grande plaine est aujourd'hui le grenier à blé de l'Autriche. Longtemps, elle a été le « champ de bataille de l'Europe ». Rodolphe de Habsbourg y joua son destin, le 26 août 1278 à Dürnkrut, en affrontant victorieusement le roi de Bohême. Les assauts des Magyars y déferlèrent, plus tard ceux des Turcs. Ici, vint la Grande Armée et mourut Lannes. C'était en mai 1809. Les Français retiennent la victoire d'Essling. Les Autrichiens préfèrent évoquer Aspern. Deux batailles le même jour. Le 4 juillet de la même année, ce fut Wagram. Plusieurs monuments et musées entretiennent le souvenir.

Terre exposée, le Marchfeld ne compte pas ses châteaux. Il en est de modestes et de somptueux. Celui d'Erckartsau – pavillon de chasse détruit en 1945 et restauré depuis –

avait accueilli Charles, le dernier empereur, et les siens, avant le triste départ vers l'exil. Celui de Niederweiden – mis en ruine par les Turcs et par d'autres – a retrouvé sa splendeur. Il ne faut surtout pas manquer le Schlosshof dont l'austère beauté est inoubliable. Le Prince Eugène fut le maître de ces lieux. Marie-Thérèse lui succéda pour en faire le lieu privilégié de la cour. Ravagé à l'issue de la dernière guerre, lorsque les troupes d'occupation en arrachèrent les planchers et les lambris, le Schlosshof a retrouvé sa noble grandeur. Il fait comprendre le destin de l'Autriche. De sa grande terrasse que prolongeaient jadis des jardins, l'œil distingue les faubourgs de Bratislava.

Mais la Basse-Autriche, c'est aussi le riant vignoble des côtes du Danube. Il faut aller voir Melk qui surplombe le fleuve et commande la trouée de la Wachau. Le premier des Babenberg vint ici pour veiller à la marche orientale de l'empire. L'abbaye de Melk a pris le relais. Perle de l'art baroque, elle éblouit par ses ors et ses peintures en trompe-l'œil, si bien que le visiteur se surprend à envier le sort des bénédictins dans leur riche et vaste bibliothèque. Napoléon installa ici ses canons. On dit que les bénédictins laissèrent libre l'accès de leur cave et que les Français la vidèrent en une nuit.

J.-J. M.

Se rendre à Vienne

■ Austrian Airlines (47, avenue de l'Opéra, 75008 Paris, tél. (1) 47 42 55 05 – réservations au 42 66 34 66) proposent chaque jour trois vols entre Roissy et Vienne-Schwechat (à 15 km de Vienne).

Se loger

■ Pour visiter Vienne et explorer le Marchfeld : Hotel Am Sachsengang (A 2301 Wien-Grossenzersdorf, téléphone : 02249/29 01-10 ; télécopie : 02249/29 05). Cent chambres confortables dans un cadre champêtre, avec une table agréable qui permet de découvrir les délices de la gastronomie autrichienne (spécialité de l'établissement : la confiture d'oignon).

■ Pour explorer la Wachau : Schlosshotel Dürnstein (A 3601 Dürnstein 2, téléphone : 1943/2711 - 212 - télécopie : 1943/2711-351). Soixante-dix lits dans un château baroque ayant appartenu aux princes Starhemberg, qui surplombe le Danube. Somptueux (piscine couverte, salle de gymnastique et bain de vapeur).

Dîner et se divertir

■ A l'extérieur de Vienne et sur le Marchfeld : Marchfelderhof (A - 2232 Deutsch-Wagram, téléphone : 02247/2243 ; télécopie : 02247/2230-13). Les Viennois viennent y dîner en dégustant des vins fameux. L'établissement, très réputé, offre une multitude de petites salles décorées avec une fantaisie charmante. Certaines évoquent les batailles de l'époque napoléonienne. Ambiance très agréable.

Préparer le voyage

■ *Souvenirs français à Vienne à travers les âges*. Français résidant à Vienne, l'auteur a fait de ce livre de 132 pages le catalogue d'une exposition imaginaire sur les œuvres d'art et sur les rapports historiques entre la France et l'Autriche. Chez l'auteur : Philippe de Moustier (Rienösslgasse 3, A-1040 Wien).
■ *Empires et monarchies au fil du Danube*. Cette plaquette préfacée par Charles de Habsbourg-Lorraine et rédigée avec le concours de Philippe de Moustier, propose plusieurs itinéraires susceptibles d'intéresser le public français passionné d'histoire. Sur simple demande à l'Office national autrichien du Tourisme (47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. (1) 47 42 78 57 – télécopie : (1) 42 66 30 96).

Septembre

1^{er} septembre

1389 - Le duc Albrecht d'Autriche autorise la ville alsacienne de Thann à battre monnaie.

2 septembre

1872 - Mort à Copenhague de Nikolai Frederik Grundtvig. Fils de pasteur et pasteur lui-même, il a consacré sa vie à célébrer l'esprit héroïque du Nord et à réveiller « les dieux endormis ».

3 septembre

1658 - Le jour anniversaire de ses victoires de Dunbar et de Worcester, Oliver Cromwell meurt à Londres.

4 septembre

1873 - Relevé de ses ruines, le Théâtre de Strasbourg marque sa réouverture par une représentation des *Noces de Figaro* de Mozart.

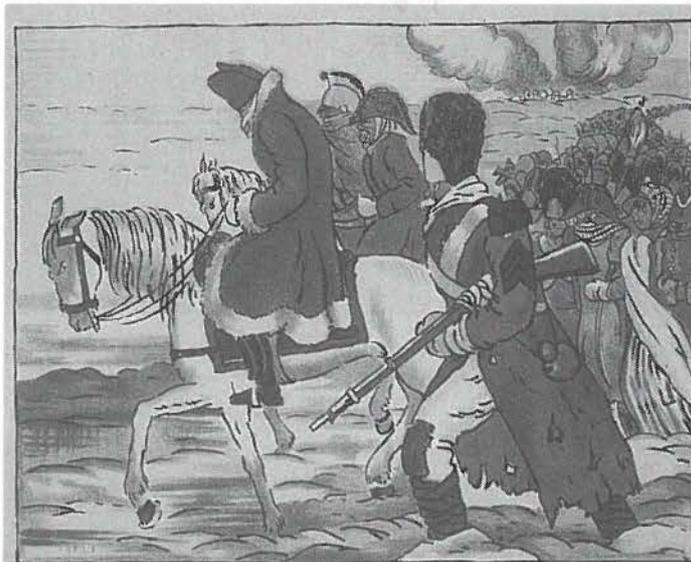
5 septembre

1914 - Héraut de Jeanne d'Arc et chantre de la « patrie charnelle », Charles Péguy, lieutenant au 276^e RI, tombe à Villeroy (Seine-et-Marne), à la veille de la bataille de la Marne.



Charles Péguy (1873-1914).

Agenda de l'histoire



L'INCENDIE DE MOSCOU

Incendie de Moscou en 1812.

8 septembre

1855 - En Crimée, le général MacMahon s'empare du bastion de Malakoff. A ceux qui lui disent que le terrain est miné, il réplique : « *J'y suis, j'y reste.* »

9 septembre

1917 - Révoqué par Kerenski, le général Kornilov, fils d'un officier cosaque, marche aussitôt sur Petrograd. Arrêté, il s'échappe en Ukraine où il organise une armée de volontaires pour lutter contre les bolchévistes. Moins de sept mois plus tard, il trouve la mort au combat.

11 septembre

1801 - Bonaparte, premier consul, annexe le Piémont et érige la Toscane en Royaume d'Etrurie.

12 septembre

1848 - Quelques mois après la brève guerre civile dite du *Sonderbund*, les Suisses adoptent une nouvelle

constitution, laquelle remplace le pacte de 1815 et donne à la Confédération des institutions fédérales dont un exécutif collégial toujours en vigueur.

13 septembre

1759 - Dans les Plaines d'Abraham, l'Anglais Wolfe l'emporte sur le Français Montcalm. Les deux chefs sont mortellement blessés, dans cette funeste bataille. Un an après la chute de Québec, Montréal capitule à son tour. Bientôt, la France accepte de céder toute la Nouvelle-France.

14 septembre

1812 - La Grande Armée de Napoléon entre dans Moscou en flammes.

15 septembre

1938 - A Berchtesgaden, Adolf Hitler reçoit Neville Chamberlain, le Premier ministre britannique, auquel il dit sa résolution d'obtenir l'autodétermination des Sudètes.

16 septembre

1977 - Disparition de la cantatrice Maria Callas.

18 septembre

1916 - Les Allemands arrêtent l'offensive du général Broussilov, laquelle a permis aux troupes russes de pénétrer en Bucovine.

19 septembre

1356 - Sur le plateau de Maupertuis, près de Poitiers, le Roi de France Jean le Bon est fait prisonnier par le Prince Noir.

20 septembre

1957 - Mort à Järvenpää du compositeur Jean Sibelius, chef de l'école nationale finlandaise. Ses premières œuvres s'inspirent directement des thèmes du *Kalevala*.

21 septembre

1558 - Charles Quint meurt au monastère de San Jeronimo de Yuste où il s'était retiré. Avec lui disparaît l'un des derniers serviteurs de l'idée médiévale d'un Empire universel.

24 septembre

768 - Mort à Saint-Denis de Pépin le Bref, fils cadet de Charles Martel et père de Charlemagne. Il s'était fait proclamer roi des Francs au champ de mai de Soissons.

25 septembre

1513 - Le conquistador espagnol Vasco Nuñez de Balboa découvre l'océan Pacifique après avoir effectué la première traversée de l'isthme de Panama.

28 septembre

1880 - Richard Wagner écrit à Louis II de Bavière : « *J'ai donné à mon Parsifal le titre de Festival sacré. Il me faut donc à présent lui donner une scène qui lui soit consacrée et en ce cas, il ne peut s'agir que de mon Théâtre des Festivals de Bayreuth, solitaire, à l'abri du monde...* »

29 septembre

855 - En l'abbaye de Prüm, mort de Lothaire. Ses trois fils se partagent l'Empire d'Occident.

30 septembre

1681 - Surprise en pleine paix par les troupes de Louis XIV venues l'assiéger, Strasbourg, ville libre et impériale, doit capituler.

Octobre

1^{er} octobre

273 - Echech de la candidature à l'Empire du Roi de France Philippe III.

2 octobre

870 - Rome devient la capitale de l'Italie.

3 octobre

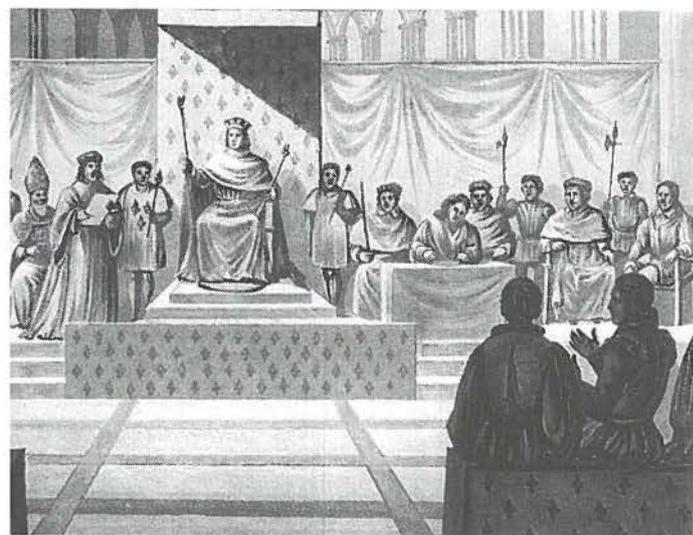
929 - Le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes qui s'est constitué au lendemain de la Grande Guerre, sous la dynastie serbe des Karađorđević, prend le nom de Yougoslavie.

4 octobre

749 - Dans l'enceinte de la ville morave de Brün, mort du duc Arnulf von der Trenck. Colonel des Pandours, il s'était comporté avec grande bravoure dans la guerre de Succession d'Autriche, mais les succès de ses irréguliers recrutés dans les confins militaires, avaient décidé de sa condamnation à mort, peine commuée par Marie-Thérèse en détention perpétuelle.

5 octobre

1285 - Avènement de Philippe IV le Bel, à l'âge de dix-sept ans.



Philippe IV le Bel (1268-1314).

6 octobre

7 - A l'issue de sa deuxième expédition en Italie, l'Empereur Charles le Chauve meurt sur le chemin du retour en Maurienne.

7 octobre

1571 - La bataille navale de Lépante met fin à la réputation d'invincibilité des Turcs et contribue à la gloire de Don Juan d'Autriche, alors âgé de vingt-trois ans. Fils naturel de Charles-Quint et de Barbara Blomberg, il va trouver la mort huit ans plus tard, dans les Pays-Bas en révolte, emporté par la peste ou empoisonné.

8 octobre

1858 - L'arraisonnement de l'Arrow, battant pavillon britannique, déclenche la seconde guerre anglo-chinoise.

9 octobre

768 - A Noyon, élévation à la royauté de Charlemagne.

10 octobre

1913 - Le percement du canal de Panama relie désormais l'Atlantique au Pacifique.

12 octobre

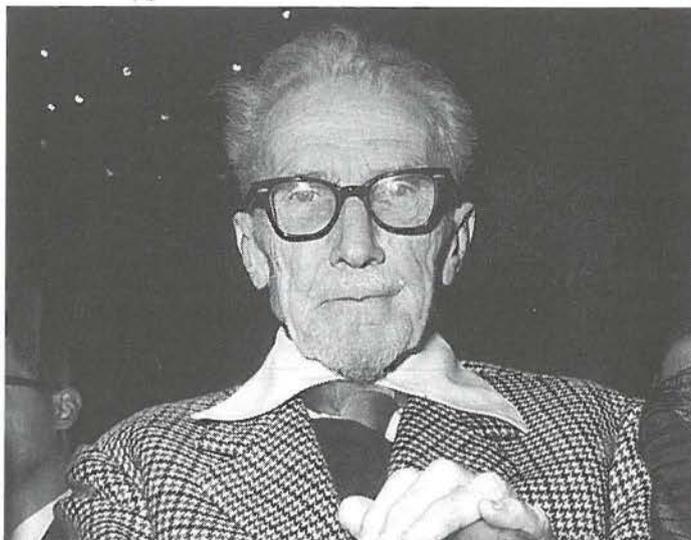
1945 - Le Conseil de contrôle allié ordonne la dissolution du parti national-socialiste en Allemagne.

13 octobre

1307 - Le pouvoir royal fait arrêter Jacques de Molay, grand maître des Templiers, sous l'inculpation d'hérésie et de menées monstrueuses.

14 octobre

1944 - Suicide à Herrlingen du Generalfeldmarschall Erwin Rommel. Ses funérailles se déroulent quatre jours plus tard à Ulm.



UPI PHOTO

Auteur des *Cantos*, créateur d'un nouveau langage poétique Ezra Pound (1885-1972), fût arrêté par les Américains en 1945, enfermé dans une cage de fer, puis interné dans un hôpital psychiatrique pendant treize ans en raison de sa fidélité au fascisme italien.

15 octobre

1582 - Les pays catholiques adoptent le calendrier grégorien.

16 octobre

955 - Sur les bords de la Recknitz, Othon I^{er} l'emporte sur les Slaves.
1793 - A onze heures, Marie-Antoinette est conduite au supplice. A midi un quart, l'exécuteur montre sa tête à la populace.

18 octobre

1955 - Mort à Madrid de l'écrivain José Ortega y Gasset.

19 octobre

1781 - La guerre d'Indépendance américaine touche à sa fin : à Yorktown, en Virginie, les forces anglaises du général Cornwallis capitulent.

21 octobre

1945 - Les Français votent pour la première fois.

22 octobre

741 - Mort à Quierzy de Charles Martel. A l'instar de Dagobert et de nombreux mérovingiens, le vainqueur de la bataille dite « de Poitiers » est enseveli à Saint-Denis.

23 octobre

1681 - Louis XIV fait son entrée officielle dans Strasbourg et rend sa Cathédrale au culte catholique.

24 octobre

996 - Près de Chartres, Hugues I^{er} Capet succombe à la variole. Son fils Robert II le Pieux lui succède.

25 octobre

1415 - Azincourt : les troupes de Charles VI sont battues et décimées par le corps expéditionnaire anglais commandé par Henri V.

26 octobre

1795 - La Convention se sépare, le Directoire lui succède.

27 octobre

1873 - Echech d'une tentative de restauration de la monarchie en France.

28 octobre

1962 - Par référendum, les Français approuvent l'élection au suffrage universel du président de la République.

29 octobre

1888 - Signature à Constantinople de la Convention du canal de Suez.

30 octobre

1885 - Naissance à Hailey, dans l'Idaho, du poète américain Ezra Pound.

31 octobre

1756 - Giovanni Jacopo de Seingalt alias Casanova s'évade des « plombs » de Venise où il était emprisonné pour « raison d'Etat ».

Novembre

1^{er} novembre

1179 - Sacre anticipé à Reims du prince Philippe, dernier capétien sacré du vivant de son père.

2 novembre

1917 - *La Déclaration* de Lord Balfour apporte le soutien du Royaume-Uni aux thèses sionistes en annonçant la création d'un « foyer juif » en Palestine.

3 novembre

1492 - Traité d'Etaples avec Henri VII. Les Anglais lèvent le siège de Boulogne, contre 750 000 écus payables en quinze ans.

4 novembre

1850 - Considéré comme « écrivain révolutionnaire », Théophile Gautier est expulsé de Naples.

5 novembre

1893 - Huit jours après avoir dirigé la première exécution de sa *Symphonie pathétique*, Tchaïkovski meurt à Saint-Petersbourg, victime du choléra.



HARBINE-TAPABOR

Tchaïkovski (1840-1893).

6 novembre

1792 - A Jemmapes, victoire de Dumouriez sur les Autrichiens.

7 novembre

1659 - Signature dans l'île des Faisans, sur la Bidassoa, du Traité des Pyrénées, lequel met fin à la guerre franco-espagnole qui durait depuis treize ans. La réconciliation est consacrée par le mariage de Louis XIV avec l'infante Marie-Thérèse.

8 novembre

1620 - En Bohême, les Impériaux commandés par Tilly écrasent l'armée protestante sur la Montagne blanche (Bila Hora). Funeste pour l'indépendance tchèque, cette bataille ouvre la guerre de Trente Ans.

9 novembre

1918 - Abdication de l'Empereur Guillaume II et révolution à Berlin.

10 novembre

1493 - Naissance à Einsiedeln, canton de Schwyz, de Philippus Aureolus, Theophrastus Bombastus von Hohenheim, qui se fera connaître sous le nom de Paracelse.

11 novembre

1918 - A Vienne, les socialistes exigent l'abdication de l'Empereur Charles, lequel signe au crayon un manifeste annonçant qu'il renonce « provisoirement » à toute intervention dans les affaires gouvernementales et qu'il remet au peuple autrichien le soin de décider de la forme de l'Etat. Le lendemain, l'assemblée provisoire des députés austro-allemands, proclame la *Republik Deutschösterreich* en affirmant que « l'Autriche allemande est partie intégrante de la République d'Allemagne ». Mais les Alliés qui ont accepté la sécession de tous les autres peuples de la Double Monarchie, refusent aux Austro-allemands le droit de disposer d'eux-mêmes.

12 novembre

1890 - Le « toast d'Alger » du cardinal Lavigerie marque le ralliement à la République de l'Eglise de France.

16 novembre

1831 - Mort à Breslau du stratège prussien Carl von Clausewitz, auteur de la formule célèbre : « *La guerre est la continuation de la politique avec l'emploi d'autres moyens.* »

17 novembre

1812 - Le feld-maréchal russe Koutousov bat Ney et Davout devant Smolensk.

18 novembre

1626 - Le pape Urbain VIII consacre la basilique Saint-Pierre à Rome.

19 novembre

1665 - Mort à Rome de Nicolas Poussin, figure majeure de la peinture française du Grand Siècle.

21 novembre

1916 - A Vienne, l'Empereur François-Joseph s'éteint à l'âge de soixante-seize ans. Il régnait depuis 1848.



ROGER WOLLET

Fernand de Magellan (1480-1521).

devenu le chef de file du radicalisme et le « Tigre » est pleuré même par la droite.

27 novembre

511 - Mort à Paris de Clovis I^{er}, roi des Francs depuis 481. L'Empereur Anastase lui avait décerné les titres de consul et de patrice.

22 novembre

1916 - Mort de Jack London. Il avait écrit : « *J'aimerais mieux être un superbe météore, chacun de mes atomes irradiant d'un magnifique éclat, plutôt qu'une planète endormie. La fonction propre de l'homme est de vivre, non d'exister.* »

23 novembre

1942 - A Friedrich Paulus, commandant la VI^e Armée encerclée dans Stalingrad, Adolf Hitler ordonne de résister sur place.

24 novembre

1929 - Mort à Paris de Georges Clemenceau. L'ancien communard

28 novembre

1520 - Le Portugais Magellan atteint le Pacifique après avoir doublé la pointe méridionale du continent américain par le détroit qui va porter son nom.

29 novembre

1938 - Le Roumain Codreanu et treize de ses camarades de la Garde de Fer sont assassinés dans les carrières de Ploesti, à une trentaine de kilomètres de Bucarest, lors d'une prétendue tentative d'évasion.

30 novembre

1934 - A Guyancourt (Seine-et-Oise), l'aviatrice Hélène Boucher se tue au cours d'un vol d'entraînement.

CHRONOLOGIE DE LA COLONISATION (1815-1935)

- 1815 : Le domaine colonial français est réduit à la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon, la Guyane et les cinq comptoirs de l'Inde.
- 1830 : Prise d'Alger par le futur maréchal de Bourmont (5 mai).
Van den Bosch introduit en Indonésie française le système de la culture forcée.
- 1837 : Début du « grand trek » boer.
- 1838 : Défaite des Zoulous à Blood River (16 décembre). Fondation par les Boers de la république du Natal.
- 1839 : Début de la guerre de l'opium menée par l'Angleterre en Chine jusqu'en 1842.
- 1842 : L'amiral Dupetit-Thouars contraint Tahiti à reconnaître le protectorat français.
- 1843 : La Grande-Bretagne annexe le Natal.
- 1847 : Reddition d'Abd el-Kader (23 décembre).
- 1854 : Faidherbe gouverneur du Sénégal jusqu'en 1864.
- 1855 : Livingstone découvre les chutes du Zambèze.
- 1857 : Révolte des Cipayes aux Indes.
- 1858 : L'Inde passe sous le contrôle de la Couronne britannique.
Interventions françaises en Chine jusqu'en 1860.
- 1863 : Protectorat français sur le Cambodge.
- 1867 : La Cochinchine colonie française.
- 1869 : Fin du percement du canal de Suez par Ferdinand de Lesseps
- 1871 : Les Anglais fondent la Gold Coast.
Révolte de la Kabylie.
Stanley retrouve Livingstone.
- 1873 : Prise d'Hanoi par Francis Garnier.
- 1875 : L'Angleterre prend le contrôle du canal de Suez.
- 1876 : Disraeli fait donner à la reine Victoria le titre d'impératrice des Indes.
Première expédition de Brazza au Congo.
- 1878 : Campagne de Nouvelle-Calédonie.
Seconde guerre anglo-afghane.
- 1879 : La Guinée-Bissau, colonie portugaise.
Brazza établit la souveraineté française au Congo.
Les Anglais sont défaits par les Zoulous à Isandhlawna.
- 1881 : Massacre de la mission Flatters dans le Hoggar (16 novembre).
Opération militaire en Tunisie qui devient protectorat français par le traité de Bardo.
- 1882 : Les Anglais occupent l'Égypte.
- 1883 : Protectorat français sur l'Annam et le Tonkin.
- 1884 : Début de la conquête du Tonkin par l'amiral Courbet. Elle sera partiellement achevée l'année suivante.
Début de la conférence de Berlin dite du « partage de l'Afrique ».
Protectorat allemand sur le Togo.
- 1885 : Gordon est tué à Khartoum (janvier), l'Angleterre abandonne le Soudan.
Protectorat français sur Madagascar.
Intervention de l'amiral Courbet à Formose.
L'Angleterre annexe la Birmanie.
Souveraineté de Léopold II, roi des Belges, sur le Congo.
La Somalie colonie italienne.
- 1886 : Le Gabon colonie française.
- 1887 : Création par la France de l'Union indochinoise (17 octobre).
- 1889 : Serpa Pinto gouverneur portugais du Mozambique.
- 1890 : La Guinée colonie française.
Cecil Rhodes entreprend la conquête des vastes territoires appelés Rhodésies en son honneur.
- 1891 : Colonie du Congo français.
Colonie allemande de l'Afrique orientale.
- 1892 : Campagne du Dahomey
- 1893 : La Côte-d'Ivoire colonie française.
Protectorat français sur le Laos.
- 1894 : L'Angleterre au Kenya, en Ouganda, au Nyassaland.
- 1895 : Deuxième protectorat français sur Madagascar.
- 1896 : L'armée éthiopienne de Ménélik défait les Italiens à Adoua (1^{er} mars).
La Somalie colonie française.
Madagascar colonie française. Gallieni gouverneur général. Campagne militaire.
- 1898 : Victoire de Kitchener sur le Madhi à Omdurman, au Soudan (2 septembre).
Capture de Samory par Gouraud.
La mission Marchand à Fachoda (10 juillet) qui sera évacuée au profit des Anglais le 3 novembre.
- 1899 : Le Dahomey colonie française.
Début de la guerre des Boers.
- 1900 : Jonction sur le lac Tchad des missions Foureau-Lamy, Joalland et Gentil.
Le sultan Rabah est tué à Kousséri.
Attaque des légations de Pékin par les Boxers. Intervention internationale sous commandement allemand (juin-août).
- 1901 : Protectorat anglais sur le Koweït.
- 1902 : Création des territoires du Sud-Algérien.
Le Cameroun colonie allemande.
L'Orange et le Transvaal deviennent colonies britanniques.
- 1905 : L'Oubangui-Chari colonie française.
- 1906 : Rébellion africaine du Natal.
La conférence d'Algeras reconnaît à la France une prépondérance au Maroc.
Début de l'agitation nationaliste en Inde.
- 1908 : Création de la colonie du Congo belge.
- 1910 : La Mauritanie colonie française.
Naissance de l'Union sud-africaine.
- 1911 : Une nouvelle crise franco-allemande au Maroc (Agadir) se termine par un accord.
Début de l'intervention militaire française.
Guerre italo-turque (1911-1912) : les Italiens obtiennent la Libye des Sénoussis.
- 1912 : Protectorat français au Maroc. Lyautey résident général.
- 1914 : Protectorat anglais sur l'Égypte.
Conquête du Togo allemand par les Franco-Anglais (26 août).
- 1917 : Déclaration Balfour, promesse d'un foyer juif en Palestine.
- 1918 : Reddition au Mozambique du général allemand von Lettow-Vorbeck, vaincu depuis 1914.
- 1919 : Création des deux colonies italiennes de Tripolitaine et de Cyrénaïque.
La Haute-Volta colonie française.
- 1920 : Mandat sud-africain sur l'ancien sud-ouest africain allemand.
Mandat anglais sur l'ex-Afrique-Orientale allemande (Tanganyika) et sur l'Irak.
Le Kenya colonie britannique.
Le Cameroun sous mandats français et anglais.
- 1921 : Désastre espagnol à Anoual devant les Riffains d'Abd el-Krim.
- 1922 : Indépendance de l'Égypte.
Le Togo sous mandats français et anglais.
Le Niger colonie française.
- 1923 : Mandat belge sur le Ruanda et l'Urundi.
- 1925 : La guerre du Rif s'étend à la zone française. Intervention du maréchal Pétain. Abd el-Krim dépose les armes en mai 1926.
- 1931 : Indépendance du Canada et de la Nouvelle-Zélande.
Exposition coloniale de Vincennes.
- 1934 : Création par l'Italie de la Libye à partir de la Tripolitaine et la Cyrénaïque.
- 1935 : Conquête de l'Éthiopie par l'Italie.

ENTRETIEN AVEC JACQUES MARSEILLE

L'imaginaire colonial en France

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉRIC VATRÉ

Professeur à l'université de Paris I, Jacques Marseille s'est fait connaître pour son doctorat d'État, *Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce* (Albin Michel 1984), qui a fait grand bruit.

Ce travail de référence balaye quantité d'idées qu'on se faisait de l'exploitation et de la rentabilité des colonies. Il s'exprime ici librement sur les sujets qui constituent l'imaginaire colonial.

Enquête sur l'Histoire : *L'une des principales caractéristiques de votre essai intitulé Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce est de souligner qu'à partir des années trente, l'Empire entravait plus qu'il ne stimulait la croissance économique de la métropole. Sur quels éléments fondez-vous votre démonstration ?*

Jacques Marseille : Ma démonstration est fondée sur une étude micro-économique des relations entre la France et son Empire colonial. Toutes les études antérieures étaient fondées sur les pourcentages globaux : on observait qu'en 1913 la France exportait seulement 13 % de ses marchandises vers l'Empire et y achetait 10 % de ses matières premières, donc que le débouché colonial ne pesait pas « lourd » ; en 1930 c'était près de 30 %, et à la veille de la décolonisation, près de 40 %. Des voix s'élevèrent alors pour dire : si l'on perd l'Empire colonial, ce sera une catastrophe car la France y réalise 40 % de ses exportations. J'ai donc essayé d'analyser, secteur par secteur, les entreprises pour lesquelles l'Empire était essentiel. Ainsi j'ai pu me rendre compte, en déglobalisant, qu'il y avait des secteurs



Marseille, comme Bordeaux, deux exceptions dans les comptes déficitaires de la colonisation.



SAGALYN

Jacques Marseille : « L'histoire d'un divorce, avec un divorcé joyeux, la métropole, et un divorcé malheureux, les colonies. »

que le formidable essor de la consommation intérieure en France. On perd l'Empire au moment où on instaure le Smig, où l'on place les filets de protection à l'initiative de l'État-providence, allocations familiales, salaire garanti... Ainsi, en l'espace de deux ans, on a complètement oublié que l'on possédait un Empire colonial. Je dirai que le drame se situe plutôt en sens inverse. À partir du moment où les colonies ont perdu la protection de la puissance tutélaire qui était la France, de grandes difficultés surgirent devant elles. C'est donc – d'où le titre de ma thèse – l'histoire d'un divorce, avec un divorcé joyeux, la métropole, et un divorcé malheureux, les colonies.

— Vous écrivez dans *L'Âge d'or de la France coloniale* (Albin Michel, 1986) : « La colonisation, c'est d'abord le mouvement, le rêve, l'espoir, la fuite ». *Partant, la geste coloniale, dans sa double dimension « initiatique » et « purgative », n'apparaît-elle pas comme indispensable au bon équilibre du corps social ?*

— On a colonisé au moment de la grande dépression économique qui affecte la France des années 1870 aux années 1890 et cela a représenté pour un grand nombre de Français

pour lesquels l'Empire ne représentait pratiquement rien, et d'autres qui s'en trouvaient dépendants. Un exemple : l'industrie cotonnière dans les années trente y réalisait 80 % de ses exportations alors que pour la chimie ou la sidérurgie l'Empire ne représentait pas un marché intéressant. En un mot, je me suis rendu compte qu'à partir des années trente, l'Empire avait eu pour vocation de protéger les canards qui allaient devenir boiteux, des secteurs en voie de déclin dont il ralentissait la chute inéluctable. De ce fait, l'Empire représentait bien un frein au développement de l'économie française.

— *Voilà une sérieuse mise en cause de l'interprétation tiers-mondiste, particulièrement du « pillage » du tiers monde dont nous nous serions rendus coupables...*

— Bien entendu, il n'y a pas eu de « pillage » au sens propre. Pour étayer cette argumentation, j'ai calculé ce que l'on appelle en économie « les termes de l'échange » – soit le pouvoir d'achat des marchandises exportées par un pays. Une des clefs de ma démonstration a été d'établir que les termes de l'échange ne se sont pas dégradés pour l'Empire colonial. Ainsi les matières premières que l'on achetait là-bas étaient souvent acquises 20 à 25 % plus cher que sur le marché international. Mais il est vrai que les denrées vendues par la métropole à l'Empire étaient plus onéreuses pour celui-ci que leur équivalent sur d'autres marchés. Globalement, on se trouvait devant une économie fermée, protégée, abritée de la concurrence internationale. Je dirai donc que la décolonisation a été en bien pour l'économie française dans la mesure où elle lui a ôté la charge d'un Empire qui la létonnait de l'esprit de concurrence.

Plutôt le Hoggar que Romorantin...

— *Quelles ont été, du point de vue de l'économie française, les conséquences à court et à long terme de l'abandon de l'Empire colonial ?*

— La France n'a absolument pas souffert de la perte de son Empire. Du point de vue des matières premières nous n'avons pas été pénalisés, soit parce qu'elles n'étaient pas essentielles à la croissance de notre économie, soit parce qu'on les acquérait à des prix supérieurs ceux du marché international. S'agissant des exportations, le schéma est le même. L'abandon de l'Empire eut lieu simultanément à la construction de l'Europe et en même temps

un moyen de trouver un exutoire à leurs problèmes. Lorsque l'on faisait son service militaire dans les années 1900, il devait être plus stimulant d'accomplir son temps dans le Hoggar qu'à Romorantin... Dans une période où les places étaient rares en France il y a eu la possibilité de se réaliser de manière différente.

— *La mentalité de type colonial avec la connotation de fierté liée à l'idée de domination militaire a-t-elle été réellement vécue en tant que telle ?*

— Il y a différentes catégories de relations entre Blancs et indigènes. D'un côté, vous avez toute une élite administrative de gouverneurs, de militaires de haut niveau – je pense à Lyautey – qui se montrent respectueux des coutumes, des traditions, des langues, et qui pratiqueront les premiers l'ethnologie ; d'un autre côté, vous avez le petit colon borné. L'exemple de Lyautey est l'un des plus intéressants – et l'on se souvient qu'il faisait exprès, lorsqu'il était pris en photographie avec le roi du Maroc, de tenir la bride du cheval du souverain.

« Colonisez l'Afrique, elle est à vous »

— *De Henri IV à Charles de Gaulle, quelle est la place attribuée à la colonisation dans l'imaginaire français ?*

— Je dirai que les intérêts coloniaux ont finalement peu pesé avant les années trente. On cite toujours une anecdote concernant Clémentel, ministre des Colonies avant la Première Guerre mondiale, et qui, observant un planisphère, eut ce mot : « Les colonies ! Je ne savais pas qu'il y en avait autant ! » Quant à Jules Ferry, lorsqu'il entreprend la conquête du Tonkin et de la Tunisie, il est en butte à l'hostilité générale. Et si l'on remonte à Charles X, on se rend compte que tout le monde était contre la conquête de l'Algérie. À l'époque, les économistes libéraux considéraient comme absurde de commercer avec des « indigènes » dépourvus de moyens. Les choses changent dans l'entre-deux-guerres. La France subit alors une série de traumatismes – la Première Guerre mondiale, le franc instable, la crise de 1929. Elle éprouve le sentiment qu'elle a perdu son rang de grande puissance. Ainsi l'Empire devient ce que l'on peut appeler un substitut de la puissance française. Douze millions de kilomètres carrés, cinquante millions d'habitants rappellent aux Français leur grandeur passée.



Élégante en pousse-pousse. Image souriante d'une Indochine qui semblait heureuse.

— *Quelle est la part des écrivains dans l'imaginaire colonial ?*

— L'ensemble de la littérature de l'époque partage l'opinion favorable à l'idée coloniale. Dans *Fécondité*, Zola observe à propos de l'Algérie : « *Ce royaume appartiendra à celui qui saura le prendre* ». Au banquet commémorant le cinquantenaire de l'abolition de l'esclavage, Hugo déclare : « *Allez, peuples, colonisez l'Afrique, elle est à vous. Dieu vous l'offre* ». Au passage, il faut bien voir le mépris que l'on ressent à l'époque pour les Africains, pour les « races inférieures ». L'Europe a parfaitement bonne conscience. Et Maupassant note : « *Le sillon de l'Arabe est un sillon paresseux* ». En fait, le sentiment dominant est qu'héritiers de Rome, du christianisme et de la Révolution, nous sommes un peuple supérieur capable de transmettre le progrès et la civilisation aux « races inférieures ».

N'oublions pas, enfin, l'influence de la presse populaire de fort tirage, tel *Le Petit Journal* et ses suppléments illustrés consacrés aux spahis, aux médecins coloniaux, à la bataille de Mazagran... Citons aussi les livres de Lavissee à l'usage de l'école primaire où la France est présentée comme l'artisan de la libération des esclaves au Congo, où l'on peut suivre les actions de Savorgnan de Brazza, de Gallieni, où l'on voit les routes se dessiner, les ports s'édifier... Tous les petits écoliers sont imprégnés de l'idée du progrès que la France apporte alors aux peuples qu'elle colonise.

— *Comment expliquer la convergence, au temps de Jules Ferry, entre républicains de gauche et cléricaux ?*

— Parce que le mot d'ordre commun est de « civiliser ». Il s'agit pour les républicains de conquérir des débouchés indispensables à l'économie, et en même temps d'apporter les Lumières au monde et faire rayonner la civilisation de la France. Pour les missionnaires, il s'agit de diffuser la religion catholique et de convertir ceux que l'on nomme alors des « primitifs ». L'unanimité habite les deux camps, de la gauche à la droite.

Ceux qui sont les plus hostiles à la colonisation se situent à l'extrême gauche et à l'extrême droite. La première, parce qu'elle considère qu'il y a trop à faire en France pour se charger des « peuples inférieurs ». La seconde parce qu'elle pense que la colonisation détourne de la Revanche et profite à la finance vagabonde. En revanche, la France « du centre », de loin la plus nombreuse – des socialistes aux républicains de progrès – est convaincue de son bon droit d'aller civiliser les « races inférieures ».

— *L'intervention de la France au Maghreb, en Afrique noire, en Asie du Sud-Est fut-elle déterminante quant au développement économique des populations ?*

— D'abord, je demanderais : le développement n'aurait-il pas eu lieu sans nous ? Ensuite, je poserai la question suivante : n'y a-t-il pas en Afrique noire une culture qui

refuse le modèle de développement qui a été celui de l'ensemble des pays industrialisés. Comment se fait-il que les pays du continent asiatique se convertissent si rapidement à l'économie de marché alors qu'il y a une telle difficulté, en Afrique noire, à assimiler ce que nous appelons le progrès ? En un mot, quelles sont les spécificités de l'Afrique noire ?

L'Empire, pour conserver à Vichy une part d'indépendance

— *L'Algérie n'est-elle pas en toute hypothèse un cas bien à part dans l'aventure coloniale française ?*

— Cette question, Maurice Thorez lui-même l'a posée lors d'un congrès du parti communiste. À l'évidence, l'Algérie est à part puisqu'elle constitue notre seule colonie de peuplement français européen. Elle est à part, aussi, en raison de sa situation géographique : elle relève en quelque sorte du « Mare nostrum », idée héritée de la colonisation romaine – avec en contrepoint les souvenirs historiques des ruines antiques et la présence de saint Augustin. La France s'est sentie investie d'une mission spécifique en Algérie.

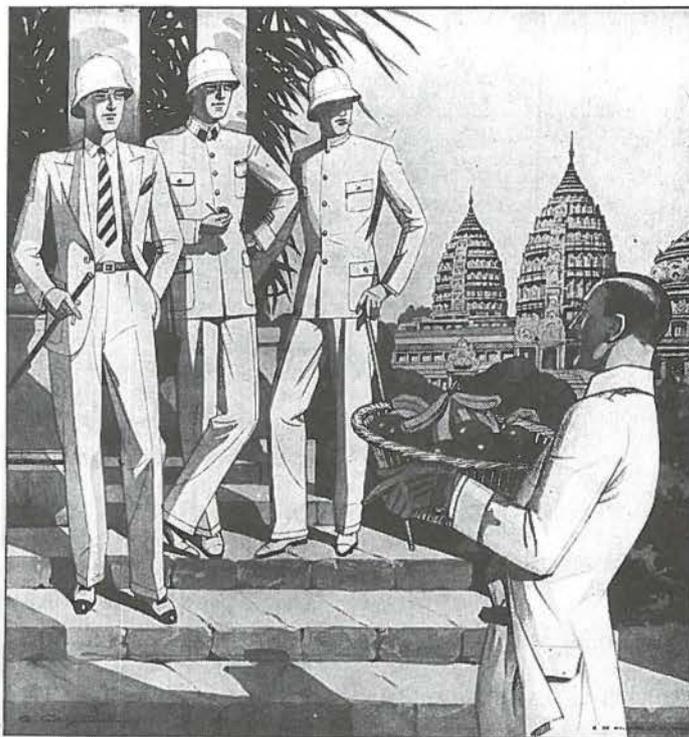
— *Vous regardez le « projet impérial » de Vichy comme le plus novateur dans notre histoire coloniale. Quels en sont les acquis ?*

— L'Empire est l'une des seules cartes que Vichy peut utiliser pour maintenir un semblant

GUIDE COLONIAL

BELLE JARDINIÈRE

Rue du Pont-Neuf PARIS Succursale : 1, Place de Clichy



UNIFORMES et VÊTEMENTS pour les COLONIES

VÊTEMENTS PRÊTS À PORTER ET SUR MESURE
pour HOMMES, DAMES, JEUNES GENS, FILLETES et ENFANTSSes seules Succursales sont à : PARIS, 1, Place de Clichy
LYON, MARSEILLE, BORDEAUX, NANTES, ANGERS, NANCY — Maison de Vente à SAINTES

ENVOI FRANCO SUR DEMANDE DE : CATALOGUES, FEUILLE DE MESURES ET ÉCHANTILLONS

JEAN-LOUP CHARNET

L'influence de la presse populaire à fort tirage contribua à ancrer dans l'esprit des Français l'image d'un colonialisme porteur des vertus civilisatrices, éveilleur des peuples primitifs.

Partir aux colonies n'était pas une mince affaire et de nombreux guides existaient qui donnaient tous détails sur la vie qu'allaient mener les aventureux chercheurs d'emploi exotiques. Dû à Louis-Gabriel Droux et paru en 1951, *France d'Outre-Mer* recensait avec minutie et clarté les possibilités d'obtention d'un emploi et les conditions de travail, les formalités administratives au départ, les possibilités de création d'entreprises, des renseignements sur les climats, le coût de la vie et les loisirs (dont un abondant chapitre sur la chasse en Afrique et la meilleure manière de massacrer les éléphants).

Du prix de la bouteille de Byrrh à Abidjan à celui du voyage de Colomb-Béchar à Bidon V, de la manière de s'alimenter dans le Haut-Tonkin à celle de traiter la domesticité indigène, de l'opportunité qu'il y a d'emmener ses enfants aux Colonies (l'auteur conclut par la négative), des précautions médicales (avoir

toujours du bon champagne sous la main pour combattre la fièvre bilieuse hémoglobinurique et préférer le bordeaux à tout autre vin) aux rudiments taxidermistes, ce sont 670 pages bien tassées grâce auxquelles le petit colon ou le fonctionnaire pouvait faire face à toutes les adversités. Mais ce guide montre autre chose et c'est l'impressionnante infrastructure hospitalière qui existait dans nos colonies et en particulier en AEF et AOF. A l'heure où l'Afrique se meurt de mille maux, il n'est pas indifférent de constater que la présence française était aussi faite de prévention et de soins. La médecine coloniale française a d'ailleurs toujours été considérée comme la meilleure du monde.

Enfin, c'est la nostalgie qui prédomine quand on a fini de feuilleter ce guide : oui, il était joli, le temps des Colonies...

A.D.G.

d'indépendance vis-à-vis de l'Allemagne. Cette carte joue pour Vichy comme un atout dans l'hypothèse d'un traité de paix. Elle joue aussi pour de Gaulle pour montrer aux Américains et aux Anglais que la France existe. L'Empire est donc un enjeu pour les « deux » France. Le côté novateur vient du fait que, sous Vichy, des hauts fonctionnaires – d'ailleurs assez méprisants pour les colons – ont conçu un projet économique d'industrialisation. Ces hauts fonctionnaires considèrent que si l'on a été battu par les Allemands, c'est parce que l'on n'a pas pu constituer une base de repli dans la période précédente. Il convient donc d'équiper les colonies, partant d'enlever le pouvoir aux colons qui ont maintenu les indigènes dans le rôle de paysans. L'idée étant de créer des métropoles secondes, des bases de développement industriel.

— *Quelles sont les causes historiques du déplacement de la gauche vers la droite, de la III^e à la V^e République, des tenants de l'idée coloniale ?*

— Jusqu'à la fin, les socialistes SFIO se sont montrés assez favorables à l'idée coloniale. En effet, la gauche estime qu'il vaut mieux être dominé par la France que colonisé par les Soviétiques ou les Américains. La gauche pense être capable d'apporter de nouvelles institutions et de faire vivre ensemble des communautés différentes. On en revient donc à l'idée de mission et de supériorité de civilisation. Au lendemain de la guerre, le déplacement se fait suivant l'idée que la droite pense que, si l'on abandonne l'Empire, les communistes vont prendre la place, tandis que la gauche redoute que les impérialistes américains étendent leur influence. Dès lors, la place de la France dans les colonies prend une dimension géostratégique.

— *L'idée de décoloniser était-elle si mal reçue dans l'opinion qu'on ait tant attendu pour la mettre en application ?*

— J'ai calculé que la conquête de l'Empire colonial dans son ensemble a coûté un milliard de francs – soit la recette de deux années l'impôt sur les boissons – ce qui n'était vraiment pas cher ! Mais une fois que l'on a conquis, que l'on a planté le drapeau, il est très difficile de partir. S'il n'y avait eu en jeu que le facteur économique, on serait sans doute parti beaucoup plus vite.

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉRIC VATRÉ

Le professeur Jacques Marseille publie en octobre chez Plon un essai intitulé *Vivre en France*.

UN CONTINENT DÉCHIRÉ

L'Afrique avant les Blancs

PAR BERNARD LUGAN

Un petit siècle de colonisation avait supprimé la pratique séculaire de l'esclavage, mis fin aux guerres tribales et aux ethnocides endémiques, traqué les maladies, importé des techniques étrangères. La brève parenthèse de la colonisation refermée, l'Afrique n'est-elle pas revenue à ses pratiques ancestrales ?

C'est à l'extrême fin du XIX^e siècle que les Européens pénétrèrent à l'intérieur du continent africain. Jusque-là, il n'en connaissaient que le littoral. Les Portugais qui l'avaient longé n'avaient pas tenté de contrôler l'arrière-pays. « Accrochés » à la côte, ils avaient construit des forts jalonnant la route des Indes et y vivaient en regardant vers le large, tandis que leurs voisins africains, qui ignoraient les techniques de la navigation maritime, tournaient résolument le dos à cet océan qui leur était étranger.

A partir du XVII^e siècle, les Portugais furent supplantés par les Hollandais, puis par les Anglais et les Français. En 1652, les premiers s'installèrent à la pointe australe de

l'Afrique, au Cap de Bonne-Espérance, mais ils se gardèrent bien d'en coloniser l'hinterland qu'explorèrent pourtant bientôt les plus hardis d'entre eux, les Trekboers, qui pratiquaient un élevage transhumant.

Au XVIII^e siècle, à l'apogée de la traite atlantique, les Européens étaient présents dans plusieurs dizaines de comptoirs côtiers, y attendant que des Noirs vinsent leur y livrer d'autres Noirs, mais l'intérieur du continent leur était toujours fermé.

Durant le XIX^e siècle, période qui précéda la colonisation, l'Afrique connut de terribles bouleversements. Ce n'était pas une nouveauté, mais le fait qu'ils furent observés et relatés par des explorateurs européens en était une.

Ainsi, au Sud, dans les années 1800-1820, la création de l'empire zoulou raya de la carte des peuples entiers. L'ethnocide alors pratiqué vida de ses populations toute une partie de l'actuelle Afrique du Sud (1). Le phénomène fut amplifié par des dissidents de la nation zoulou ou par des peuples fuyant les « impis » (régiments zoulous). Ses conséquences se firent sentir jusque dans le nord du lac Tanganyika où elles se prolongèrent jusque vers 1850.

Colonisation arabe et trafic d'esclaves

Au nord, la première colonisation de l'Afrique noire fut réalisée par les musulmans qui relièrent le Maghreb au Sahel à travers le Sahara. Les empires de l'Ouest africain des X^e-XVI^e siècles étaient islamisés. Qu'il s'agisse du Ghana, du Mali ou encore de l'empire du Songhai, tous étaient fils de l'Islam qui y

avait introduit son urbanisme, son organisation politique, ses méthodes et ses outils de commerce (2).

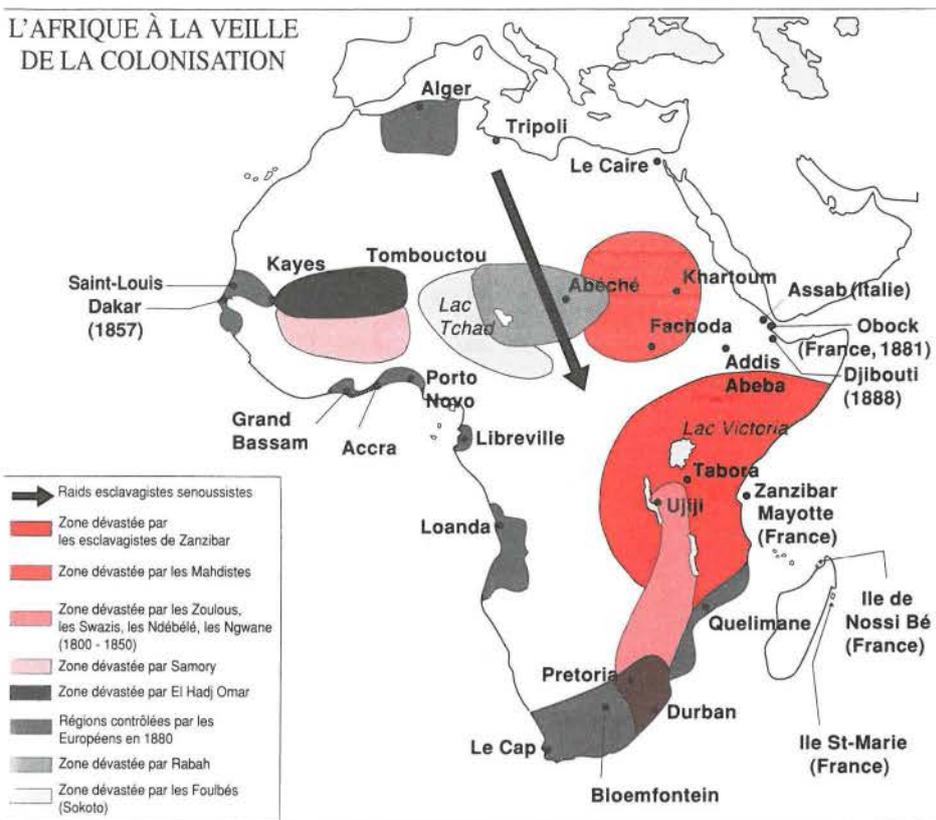
L'Islam relia l'Afrique noire à l'Afrique méditerranéenne grâce au commerce transsaharien dont une composante était celui des esclaves noirs (3). En Afrique occidentale, le XIX^e siècle fut une période d'accélération de la traite en raison de l'expansion des peuples noirs islamisés. Un immense territoire compris entre l'océan Atlantique et le Nil fut ainsi concerné. Ce fut l'époque de la constitution des grands empires pastoraux ou commerciaux ; ceux des Foulbés, de Rabah, d'El Hadj-Omar (4) ou encore de Samory (5).

Plus au centre, dans la région du lac Tchad, l'extrême fin du XIX^e siècle vit les Foulbés, Peuls islamisés, se lancer dans une vaste entreprise de conquête. En 1895, ils dévastèrent même tout l'est du Tchad actuel.

Les raids sénoussistes lancés depuis la Libye contribuèrent à dépeupler la même région et une partie de l'actuelle RCA. Le phénomène se poursuivit jusqu'en 1911, année de la mort du chef Snoussou tué par les troupes françaises.

Dans la région du Haut-Nil, entre Fachoda et le lac Albert, les années 1840 virent l'Égypte se lancer dans un puissant mouvement d'expansion dont les deux moteurs étaient le commerce de l'ivoire et celui des esclaves. Le mouvement mahdiste amplifia le phénomène. L'Europe, pas toujours désintéressée, s'indigna. Afin de montrer sa bonne foi et surtout parce qu'il avait besoin de prêts pour moderniser son pays, le khédive Ismaël (1830-1885) nomma des gouverneurs européens au Soudan afin qu'ils puissent y combattre les esclavagistes. La prise de

L'AFRIQUE À LA VEILLE DE LA COLONISATION



Khartoum par les Mahdistes et le massacre du gouverneur Gordon en 1885 provoquèrent l'intervention directe des Anglais dont le résultat fut la création du Soudan Anglo-Egyptien.

À la veille de la colonisation européenne, l'Afrique centrale et orientale fut profondément bouleversée par la traite zanzibarite qui fit sentir ses effets depuis le littoral de l'océan indien jusqu'à la cuvette du Congo qu'explora Stanley. Cette traite a été observée par tous les explorateurs et voyageurs de l'époque, qu'il s'agisse de Livingstone, de Burton, de Speke, le Grant et évidemment de Stanley.

Toute l'Afrique centre-orientale fut emportée dans le tourbillon des dévastations. Dans la région interlacustre où existaient de puissants royaumes, tous furent détruits ou se mirent au service des trafiquants d'esclaves. Le Buganda et le Bunyoro devinrent des quasi-protectorats musulmans alors que, à l'abri de ses « mille collines » et protégé par ses guerriers, le royaume tutsi du Rwanda fut le seul à échapper à la tourmente (6).

À Berlin, l'Europe se partage l'Afrique

En 1840, la capitale du sultanat de Mascate fut transférée sur l'île de Zanzibar où vint résider le sultan Seyid Said (7). Depuis des siècles, les Arabes possédaient cette île ainsi que de très nombreux comptoirs échelonnés sur toute la côte d'Afrique orientale, depuis la

Somalie jusqu'au Mozambique ; le littoral de Madagascar et les Comores faisaient partie de leur empire commercial (8).

Jusque dans les années 1820, les Arabes confièrent aux tribus Yao ou Nyamwezi le soin d'acheminer jusqu'à leurs comptoirs ivoire et esclaves. Puis ils décidèrent de se passer de ces intermédiaires et ils s'enfoncèrent vers le cœur de l'Afrique où, à l'image du célèbre Tippo-Tip (9) dans le Maniéma, ils constituèrent de puissantes chefferies islamisées.

En 1873, les Britanniques firent fermer le marché d'esclaves de Zanzibar mais la traite continua dans l'intérieur encore largement inexploré du continent. Les missions religieuses s'y risquèrent, ouvrant ainsi la voie à la colonisation européenne.

Les premiers furent les protestants de la Church Missionary Society, bientôt suivis par les Pères du Saint-Esprit puis par les Pères Blancs ou missionnaires d'Afrique du cardinal Lavigerie (10) qui débarquèrent à Mombassa à partir de 1878 et qui quadrillèrent toute cette partie de l'Afrique avec leurs missions.

Dans les vingt-cinq dernières années du XIX^e siècle, l'impérialisme européen connut à la fois une brusque accélération et un profond changement de nature. Les puissances décidèrent en effet de ne plus se limiter à une présence sur le littoral africain. Les bases, les points d'appui ou les comptoirs commerciaux que l'Europe y entretenait ne lui parurent plus correspondre aux nouvelles priorités géopolitiques. Afin d'éviter que les rivalités coloniales se

transforment en conflit, un Congrès fut réuni à Berlin en 1884. L'Europe s'y partagea l'Afrique.

Désormais, aux initiatives privées, à celles des explorateurs ou des religieux, succéda l'ambition impériale d'une Europe toute-puissante. La brève parenthèse coloniale s'ouvrait pour être refermée moins d'un siècle plus tard. Il importe d'avoir cette réalité temporelle à l'esprit afin de mieux la situer dans la longue durée africaine.

BERNARD LUGAN

Bernard Lugan est docteur en histoire et docteur d'État (ès lettres). Il enseigne l'histoire de l'Afrique à l'université de Lyon III.

(1) B. Lugan, *Histoire de l'Afrique du Sud*, Paris, 1990. Voir également le chapitre XII intitulé « Afrique du Sud, les guerres civiles noires : 1800-1895. » dans *Afrique, L'Histoire à l'endroit*, Paris, 1989.

(2) Sur le commerce transsaharien, on peut lire : Cahen C., *L'Or du Soudan avant les Almoravides : mythe ou réalité ?* » Revue Française d'Histoire d'Outre-mer, n°242-243, 1979, pp. 169-175.

Tamoult Z. : *Le Maroc et le Soudan au XIX^e siècle. Contribution à une histoire régionale*. Thèse de doctorat de 3^e cycle, Paris I, 1982.

(3) Renault F. ; Daget S., *Les Traités négrières en Afrique*, Paris, 1985.

(4) Sur El Hadj-Omar : Robinson D. : *La guerre sainte d'al-Hadj-Omar*, Paris, 1988.

(5) Sur Samory, on lira la thèse du regretté Y. Porson : *Samori : une révolution dyula*, Dakar, IFAN, 1968.

(6) Sur l'histoire et la constitution de l'Etat du Rwanda, on consultera : Lugan B., *Entre les servitudes de la houe et les sortilèges de la vache. Le monde rural dans l'ancien Rwanda*. Thèse de doctorat d'État, 6 tomes, Université de Provence, 1983.

(7) Sur Zanzibar et l'Afrique orientale, à lire les indispensables travaux de Jacques Marissal : *L'Islam et les royaumes interlacustres de l'Afrique de l'Est au XIX^e siècle*. Thèse de doctorat 3^e cycle, Paris I, 2 tomes, 1976.

(8) Verin P., *Les Échelles anciennes du commerce sur les côtes nord de Madagascar*. Thèse de doctorat d'État, 2 tomes, Paris I, 1975.

(9) Sur Tippo-Tip, on lira l'indispensable Bontinck F., *L'autobiographie de Hamed ben Mohammed el-Murjebi Tippo-Tip (1840-1905)*. Académie Royale des Sciences d'Outre-mer. Bruxelles 1974.

(10) Renault F., Lavigerie, *L'esclavage africain et l'Europe*. Thèse de doctorat d'État, 2 tomes. Édité à Toulouse, 1971.

Sur l'action de l'Association internationale africaine, on lira de Heremans R., *Les établissements de l'AIA au lac Tanganyika et les Pères Blancs. Mpala et Karema, 1877-1885*. Musée royal de l'Afrique centrale, Belgique, 1966.

Lugan B., *L'esclavage, l'Islam et les Pères Blancs*, Credic, Actes du Colloque de Stuttgart, Université de Lyon III, 1986.

L'EUROPE ET L'AFRIQUE

Bâtisseurs et conquérants

PAR JAMES STEWART

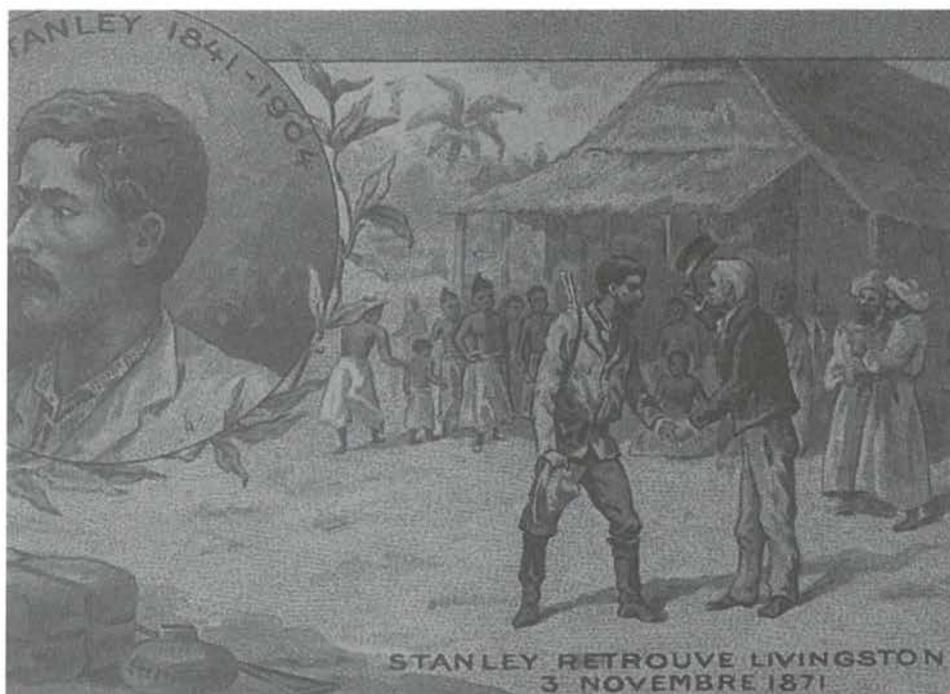
Intensifiée à la fin du XIX^e siècle, la colonisation de l'Afrique n'a duré guère plus d'une centaine d'années. De la Grande-Bretagne victorienne à l'Italie fasciste, toute l'Europe s'est lancée dans l'aventure, comme sous l'effet d'une impulsion irrésistible. Tour de piste.

L'Impérialisme victorien

Née en 1819, la reine Victoria a régné sur la Grande-Bretagne de 1837 jusqu'à sa mort en 1901. C'est sous ce long règne que l'Angleterre prit conscience de sa vocation impériale. Jusque vers 1830, l'Angleterre se contentait d'implanter à travers le monde des escales pour sa marine. Aux Indes, pourtant, elle se trouvait engagée, depuis la fin du XVIII^e siècle, dans une œuvre de conquête et d'organisation qui la liait irrévocablement. Après la révolte des Cipayes (1857), les territoires de la Compagnie des Indes furent transférés à la couronne (1858).

Dans les territoires de peuplement britannique, Canada, Australie ou Nouvelle-Zélande, les colons exigèrent de se gouverner eux-mêmes. Ce que le gouvernement anglais eut l'habileté de concéder non sans quelques résistances.

À Gladstone toujours prudent, s'opposait Disraeli, impatient de rehausser le prestige britannique. C'est lui qui fit attribuer à la reine, en 1877, le titre d'« impératrice des Indes ». Sous son gouvernement (1874-1880) l'Angleterre prit le contrôle du canal de Suez en achetant les actions du khédive (1875). Gladstone, qui n'avait cessé de combattre la



John Rowlands Stanley (1841-1904). Journaliste et explorateur britannique. Fils naturel d'une servante galloise, il embarque comme mousse à quatorze ans pour les Etats-Unis. Volontaire dans l'armée sudiste pendant la guerre de Sécession. Journaliste au New York Herald, il part pour l'Afrique en 1871 à la recherche de Livingstone, dont on est sans nouvelles depuis cinq ans. L'ayant retrouvé, il poursuit ses explorations jusqu'aux bouches du Congo, perçant plusieurs mystères de l'hydrographie africaine. Passé au service de Léopold II de Belgique, il jette les bases du futur Congo belge, et contribue à la fin de la traite des Noirs après avoir vaincu d'immenses difficultés avec une énergie intraitable.

politique agressive de Disraeli, ne put résister à la vague impérialiste qui submergeait le pays. Sa décision d'abandonner le Soudan, où Gordon trouva une mort glorieuse contre les forces du Mahdi (1885), entraîna sa chute.

Joseph Chamberlain, devenu secrétaire aux colonies, reprit la politique d'expansion en Afrique (Nigéria, Gold Coast, Kenya, Rhodésie, Afrique australe, Égypte). La mort de Gordon fut vengée par la conquête du Soudan (1896-1899). Après la guerre des Boers (1899-1902), selon le vœu de Cecil Rhodes, toute l'Afrique du Sud se trouva annexée.

À ce moment, pourtant, apparurent les signes annonciateurs du déclin. Première nation commerçante du monde, l'Angleterre n'était déjà plus la première nation industrielle. Elle se trouvait talonnée par l'Allemagne. Le commerce allemand se haussait presque au niveau du commerce britannique. La politique de constructions navales entreprise par Guillaume I et l'amiral Tirpitz fut ressentie comme une menace pour la suprématie de la Royal Navy. Cette situation amena la Grande-Bretagne à rechercher face à l'Allemagne un allié sur le continent. Ce sera la France, malgré l'anglophobie de l'opinion publique française depuis l'affaire de Fachoda (1898). Le rapprochement fut facilité par le soutien du ministre français des Affaires étrangères, Delcassé qui cherchait lui-même à faire sortir la France de l'isolement où l'avait placé sa défaite de 1870-1871. En 1904, fut scellée l'Entente cordiale par la reconnaissance mutuelle des zones d'influence. Les deux grandes puissances coloniales s'accordaient pour maintenir le partage du monde dont elles avaient été les principales bénéficiaires. La France s'employa à réconcilier l'Angleterre et la Russie. L'Entente cordiale s'élargissait en une Triple-Entente qui faisait peser sur l'Allemagne la menace d'un encerclement. L'Europe s'engageait sur une pente fatale.

Hormis quelques esprits clairvoyants (Caillaux ou Lyautey pour la France), personne en 1914 ne semblait comprendre que la guerre qui venait serait un suicide collectif pour l'Europe tout entière. Vingt ans après l'holocauste de 1914-1918, la catastrophe fut évitée par un nouveau conflit plus affreux encore.

En 1945, l'Angleterre crut être victorieuse lors qu'elle était définitivement déchu. Ces deux guerres entre Européens avaient hissé dans le monde de nouvelles puissances. L'Europe n'était pas seulement exsangue et aux trois quarts ruinée. Elle avait détruit, dans



Charles Gordon (1833-1885). Général britannique. Combat à Sébastopol, puis en Chine (1860). Passe au service de l'empereur de Chine (1863-1864), puis de l'Égypte (1874). Il soumet le Soudan oriental et lutte contre le trafic des esclaves. Lors de la révolte du Mahdi, il est envoyé au Soudan (1884), mais le gouvernement Gladstone lui refuse tout soutien militaire. Il parvient pourtant à résister pendant dix mois à Khartoum. Sa mort, lors de la prise de la ville, bouleversa l'Angleterre.



Le maréchal Horatio Kitchener (1850-1916). Commandant en chef de l'armée anglo-égyptienne en 1892, il venge la mort de Gordon en écrasant les forces mahdistes à Omdurman (1898) et en reprenant le contrôle de Khartoum (Soudan). Adjoint de Lord Roberts dans la guerre contre les Boers (1900-1902), il se signale par la brutalité de ses méthodes, dévastant le pays et déportant femmes et enfants dans des camps de concentration où la mortalité fut effrayante. Ministre de la Guerre britannique en 1914, il est tué dans des conditions mystérieuses alors que le navire qui le conduit en Russie saute sur une mine.

l'horreur de ces deux conflits, les justifications morales sur lesquelles avait été bâtie, depuis le XVI^e siècle, la domination mondiale de l'homme blanc.

La Rhodésie blanche 1965-1980

Tandis que la Rhodésie du Nord devenait la Zambie en 1964, Ian Smith, Premier ministre de Rhodésie du Sud proclamait l'indépendance unilatérale de cette riche colonie britannique, le 11 novembre 1965. Le processus de décolonisation prévu par le gouvernement de Londres se trouva interrompu. Les deux mouvements noirs représentant les deux principales ethnies, le Zapu et le Zanu, appelèrent à la lutte armée.

La Rhodésie comptait alors 270 000 Blancs et environ 5 millions de Noirs. Les deux communautés avaient vécu depuis soixante-dix ans en bonne intelligence. Les premières escarmouches avec la guérilla commencèrent dès 1966. Ian Smith, ancien héros de la RAF pendant la guerre, mobilisa toutes les énergies tandis que les grandes puissances s'efforçaient d'étrangler la petite Rhodésie. En 1972, le commandement des forces de sécurité fut confié à un officier à la renommée presque légendaire, le lieutenant-général Peter Walls, ancien des SAS, qui avait l'expérience de la guerre irrégulière menée par les Anglais en Malaisie dans les années cinquante. Sur le terrain, les résultats furent rapidement remarquables, mais la rébellion disposait de réserves humaines et matérielles inépuisables depuis l'indépendance du Mozambique en 1975. Les raids rhodésiens contre les sanctuaires externes de la rébellion mirent la guérilla à genoux ; mais ils lui fournirent un tremplin sans précédent sur la scène diplomatique. Déjà asphyxiée économiquement, la Rhodésie fut mise au ban de la communauté internationale par les efforts conjugués de l'URSS, de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Elle fut contrainte de disparaître en 1980 au profit d'un régime fondé sur la tyrannie tribale des Shonas et fardé de marxisme élémentaire. La Rhodésie devint le Zimbabwe, capitale Harare (ex-Salisbury).

Les Boers en Afrique du Sud

L'Afrique du Sud était pratiquement vide d'habitants quand arrivèrent les premiers fermiers hollandais en

L'INSTINCT DE L'ÉLITE ANGLAISE

En Angleterre, au cours des deux cents dernières années, on a rarement vu surgir un conducteur d'hommes génial du niveau d'un Pitt. Mais tous les conducteurs d'hommes de niveau ordinaire pouvaient alors s'entourer d'une couche de collaborateurs qui menaient au but, et ceux-ci pouvaient s'appuyer à leur tour sur les instincts de l'élite anglaise, imprégnée de familles de noblesse de sang, et surtout de la gentry, et éduquée par elle.

Or, cet instinct d'une couche sociale ne s'apprend pas dans l'enseignement supérieur, ni dans les livres et les journaux ; il est suscité par la discipline de la vie sociale et les contacts personnels entre adolescents et hommes politiques expérimentés dans les clubs de l'élite.

Tout jeune Anglais de bonne famille a été dans les colonies et, au moyen de contacts personnels avec les cercles d'administrateurs ou d'hommes d'affaires, il a acquis le sentiment de ce que sont les affaires politiques.

Entre tous les peuples, celui qui finalement gagnera la course, c'est celui dont la couche dirigeante possède des capacités supérieures à celle des autres. Que l'armée soit désagrégée, que l'économie tombe en pièces, que des possessions étrangères aient été perdues – tous ces faits ont moins d'importance que la question de savoir si la couche dirigeante, épine dorsale de la nation, a gardé ses dons d'action. Si les Romains ont fini par venir à bout de tous leurs adversaires et si l'*imperium romanum* était, justement, romain – ils ne devaient ce succès ni aux intellectuels du forum, ni au seul entraînement de leurs légions, mais à cette couche de familles anciennes qui, même après Cannes, et après les guerres civiles de Marius et de Sylla, a fermement maintenu la tradition politique, et dont l'horizon était plus vaste que celui des Carthaginois et des Grecs.

OSWALD SPENGLER

Discours au Congrès de la noblesse allemande, Breslau, 16 mai 1924.
(*Écrits historiques et philosophiques*, Éditions Copernic, Paris, 1980).



David Livingstone (1813-1873). Missionnaire et explorateur écossais. Il explore le cours du Zambèze de 1853 à 1856, découvre les chutes Victoria (1855). Il entreprend à partir de 1858 l'exploration du bassin du Zambèze, tout en luttant contre le trafic des esclaves. Parti de Zanzibar en 1865, il résout le mystère des sources du Nil, tandis que l'Europe est sans nouvelles de lui. Retrouvé en 1871 par Stanley, il poursuit en sa compagnie pendant quelques mois l'exploration de l'Afrique centrale. Il meurt de maladie deux ans plus tard.

1657. Le Portugais Bartolomeu Dias avait découvert en 1488 le cap de Bonne-Espérance, mais ce fut seulement en 1652 que la Compagnie hollandaise des Indes y établit un centre de ravitaillement pour ses navires. Cette expédition était commandée par Jan Van Riebeeck. Après la révocation de l'édit de Nantes (1685), un groupe de huguenots français arriva au Cap. Tandis qu'agriculteurs et viticulteurs s'implantaient dans la région du Cap, d'autres Blancs progressaient vers l'intérieur. Ils allaient se heurter aux Xhosas puis aux Zoulous qui achevaient une longue migration depuis l'Afrique centrale. La guerre entre les deux races commença vers 1775.

Les Anglais occupèrent Le Cap (1795) et s'en assurèrent définitivement la possession au traité de Paris (1814). Les Boers supportèrent d'abord assez bien la domination britannique mais une importante immigration anglaise et l'abolition de l'esclavage (1833) provoquèrent le « grand trek » boer (1835-1854). Quelques 12 000 Boers se mirent en route à la recherche de nouvelles terres. Le premier groupe décida

de s'établir dans le Natal, sous la direction de Maritz et de Retief qui furent massacrés par les Zoulous. Pretorius les vengea à la bataille de Blood River (1838). Ces Boers commencèrent à organiser une République du Natal, que l'Angleterre annexa dès 1843. D'autres groupes, fondèrent deux autres républiques boers : la République du Transvaal et l'État libre d'Orange. La découverte des diamants dans les rivières Orange et Vaal (1867) donna à l'Afrique du Sud une importance économique imprévue. Les Anglais, qui entendaient s'assurer le contrôle des gisements, annexèrent le Transvaal en janvier 1877, mais les Boers de cette région, conduits par Kruger, Joubert, et M. W. Pretorius, se révoltèrent et battirent les troupes britanniques à Majuba Hill (février 1881). Par les conventions de Pretoria et de Londres (1881/1884), le Transvaal recouvra son autonomie. Cependant la ruée vers l'or qui suivit, vers 1885, la découverte des immenses réserves d'or du Witwatersrand, accéléra l'afflux d'immigrants britanniques. Président du Transvaal depuis 1883, Kruger essaya de

maintenir la suprématie politique des « Afrikaners » mais Cecil Rhodes, Premier ministre de la colonie du Cap et champion de l'impérialisme britannique, entreprit l'étranglement méthodique des républiques boers. Devant les préparatifs belliqueux des Anglais, Kruger prit les devants et leur déclara la guerre le 12 octobre 1899.

Les Anglais envoyèrent des renforts considérables (de 25 000 hommes au début des hostilités à 200 000 hommes l'année suivante). Malgré leur écrasante supériorité matérielle et numérique, il leur fallut trois ans pour réduire le courageux petit peuple boer. Les suspects et les familles des combattants furent déportés dans des camps de concentration, les fermes incendiées, le bétail abattu. Il y eut 3 990 Boers tués au combat, 1 080 moururent de maladie, mais 30 000 autres périrent dans les camps anglais.

Le 31 mai 1902, après une résistance héroïque, le président Kruger fut contraint de signer le traité de paix de Vereeniging. Les deux républiques de l'Orange et du Transvaal devinrent des colonies de la couronne. Cependant, après la rébellion du Natal (1906), les Blancs sentirent la nécessité de se solidariser face aux Noirs qui représentaient 67 % de la population. L'Union sud-africaine fut proclamée le 31 mai 1910. Deux anciens généraux boers, Botha et Hertzog, prirent la tête du pays.

En 1914, l'Union sud-africaine se rangea aux côtés de l'Angleterre dans la guerre contre l'Allemagne. Le général Smuts fit partie du cabinet de guerre britannique et, avec Botha, il participa à la signature du traité de Versailles (1919). L'ancien Sud-Ouest africain allemand (future Namibie) fut confié en mandat à l'Union sud-africaine (1920).

Les troupes sud-africaines devaient prendre une part importante aux opérations de la Seconde Guerre mondiale contre l'Axe en Éthiopie, en Afrique du Nord, en Italie.

Au lendemain de la guerre, le problème racial se posa avec plus d'acuité que jamais, en partie à cause de l'extraordinaire expansion économique que connut alors l'Afrique du Sud et de l'intervention des grandes puissances (USA et URSS) dans ses affaires intérieures. L'inquiétude des Blancs favorisa la victoire des « Afrikaners » intransigeants qui obtinrent la majorité absolue aux élections de mai 1948. Devenu Premier ministre, le Dr Malan (1948-1954) appliqua aussitôt son programme d'apartheid qui se définissait comme « le développement séparé des races ». Ses successeurs, Stridjom, Verwoerd et Vorster accen-

tuèrent la politique d'apartheid. L'Union fut transformée par référendum en une République sud-africaine (1961) qui se retira du Commonwealth. L'apartheid devait être démantelé à la fin des années quatre-vingt par le président De Klerk, malgré la résistance d'une importante minorité d'électeurs blancs, tandis que les troubles de plus en plus sanglants opposaient les deux principales ethnies noires, les Xhosas (ANC de Nelson Mandela) et les Zoulous (Inkhata du chef Butthélézi).

Le Congo belge

Après les premières expéditions de Livingstone et de Stanley, l'Europe s'intéressa à l'Afrique centrale. En 1876, le roi des Belges Léopold II réunit à Bruxelles une Conférence géographique internationale destinée à étudier le centre de l'Afrique et à lutter contre la traite des Noirs. L'année suivante, Stanley acheva la traversée du continent africain d'est en ouest. Il accepta les offres de Léopold II et repartit au Congo où il fonda Léopoldville face à l'établissement français créé sur l'autre rive du fleuve par Brazza.

À la suite de cette expédition, Léopold II fonda en 1882 l'Association internationale du Congo qui fit reconnaître son autorité à plusieurs centaines de chefs noirs, puis il obtint à la conférence de Berlin (1885) la reconnaissance d'un État indépendant du Congo placé sous sa souveraineté, à titre personnel. Jusqu'en 1894 se poursuivit contre les sultans arabes trafiquants d'esclaves une lutte sans merci. En 1908, la Chambre des députés accepta le testament de Léopold II qui faisait don à la Belgique de l'État du Congo, lequel devint alors la colonie du Congo belge. Durant un demi-siècle, la Belgique allait développer d'une main ferme la richesse économique du pays, tout en menant une œuvre « civilisatrice » par ses médecins, ses missionnaires, ses enseignants (fondation des universités de Léopoldville et d'Elisabethville). Après la Seconde Guerre mondiale, le Congo évolua vers l'autonomie interne. Après les graves émeutes de 1959 à Léopoldville, s'ouvrirent des négociations qui aboutirent à l'indépendance de la République du Congo, proclamée à Léopoldville le 30 juin 1960. Le Congo deviendra le Zaïre en décembre 1971, capitale Kinshasa. Les troubles ethniques de la décolonisation ne lui seront pas épargnés avec notamment la tentative de sécession du Katanga (aujourd'hui Shaba) en 1972-1973.



Le général Louis Botha (1862-1919). Commandant en chef des forces de l'État libre du Transvaal (1899-1902) contre l'Angleterre. Partisan après la guerre d'une réconciliation entre Boers et Anglais. Premier ministre du Transvaal (1907-1910) puis de l'Union sud-africaine (1910-1919), il s'empara des possessions allemandes du Sud-Ouest africain (future Namibie) en 1915.



Le colonel Georges de Villebois-Mareuil (1847-1900). Brillant combattant de l'armée de la Loire en 1870, il est en 1892 le plus jeune colonel de l'armée française. Démissionnaire en 1895 par opposition à un régime qui heurte ses convictions nationalistes, il voit dans la guerre des Boers l'occasion de venger l'affront subi par la France à Fachoda. Chef d'état-major du général Joubert en décembre 1899, il entreprend de lever une Légion étrangère, mais il est tué au combat le 5 avril 1900.



Gustav Nachtigal (1834-1885). Explorateur allemand, médecin militaire, il est le premier Européen à traverser le Tibesti. Après avoir exploré le Soudan central, il est envoyé en Guinée en 1884 et établit le protectorat allemand sur le Togo et le Cameroun.

L'Afrique allemande

L'Afrique orientale allemande (Deutsch-Ostafrika), capitale Dar es-Salaam, comptait en 1914 le Tanganyika, le Ruanda et l'Urundi. Placée depuis le XVIII^e siècle sous la souveraineté du sultan de Mascate et d'Oman établi à Zanzibar au XIX^e siècle, la partie littorale fut acquise à la fin de 1884 par Karl Peters pour la Deutsch Ostafrikanische Gesellschaft et, après la répression par Wissmann d'un soulèvement arabe (1889-1890), devint colonie allemande en 1891. Après une pacification difficile, l'Allemagne entreprit la mise en valeur du pays et réussit à gagner la confiance des populations. Malgré l'encerclement de la colonie par les forces très supérieures en nombre des Anglais, des Belges et des Portugais, le général von Lettow-Vorbeck, à la tête d'une petite armée composée en majorité d'auxiliaires indigènes, réussit à remporter de brillants succès. Chassé de la côte, Lettow-Vorbeck mena une longue guérilla à travers le Mozambique portugais et réussit à ne déposer les armes que sur l'ordre du gouvernement allemand, après l'armistice européen, le 14 novembre 1918. L'ancienne Afrique-Orientale allemande fut alors placée

sous mandat britannique (Tanganyika, future Tanzanie) et belge (territoires du Ruanda et de l'Urundi, au nord-ouest de l'ancienne colonie). La Tanzanie devint indépendante en 1961. À la suite d'un référendum (1961) le Ruanda se sépara de l'Urundi (devenu le Burundi), chacun constituant en 1962 un État indépendant.

Le Sud-Ouest africain (Sudwest-Afrika), capitale Windhoek, région stérile et désertique, occupée par diverses populations bantuphones, fut colonisée par les Allemands en 1884. Les Allemands triomphèrent des Hereros (1904) et de leur ennemis traditionnels, les Hottentots (1908). Durant la Première Guerre mondiale, les troupes de l'Union sud-africaine firent la conquête du pays (juillet 1915) et la SDN confia à l'Union un mandat sur ce territoire (1920). Mandat retiré par l'Onu en 1966. Indépendance sous le nom de Namibie en 1990.

Le Togo, sur le golfe de Guinée, avait été visité à partir du XV^e siècle par les Portugais. Le 5 juillet 1884, l'explorateur allemand Nachtigal y établit un protectorat au bénéfice de son pays. L'intérieur fut conquis par la suite. Les Allemands aménagèrent un port à Lomé (1904). Conquis par les Franco-Anglais en 1914, le Togo fut divisé en 1922, par la SDN, en deux territoires sous mandat français et anglais, qui furent placés en 1946 sous la tutelle des Nations unies. Le Togoland britannique opta par référendum pour son incorporation au Ghana en 1956, tandis que le Togo français devenait une république autonome au sein de l'Union française. Indépendance en 1960.

Le Cameroun avait été exploré et conquis par les Allemands à partir de 1884. Il fut reconnu comme colonie allemande en 1902. Évacué par les Allemands au début de 1916, le Cameroun fut divisé en 1922 en deux territoires sous mandat de la SDN, l'un français (90 % de l'ancienne colonie allemande) et l'autre britannique. Le Cameroun est indépendant depuis 1960 et, en 1961, la partie méridionale du Cameroun britannique demanda son admission dans la République fédérale du Cameroun, tandis que la partie septentrionale entra dans la fédération du Nigéria.

Les présides espagnols

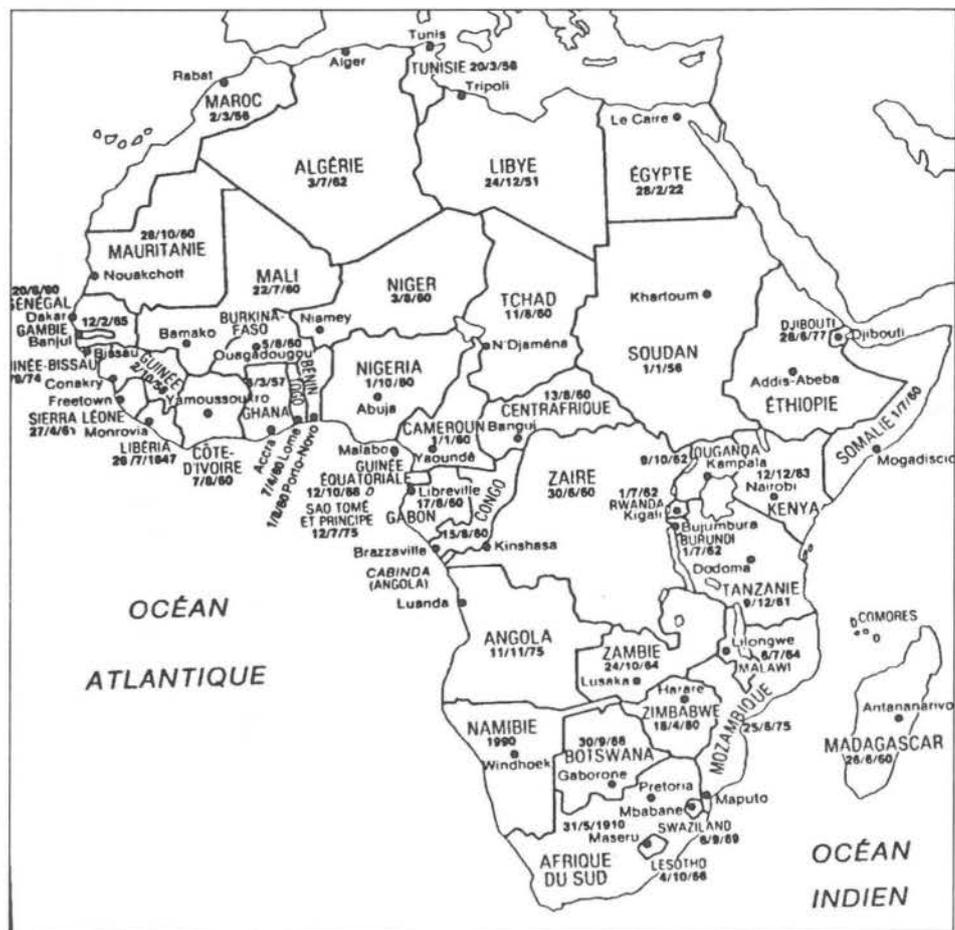
La présence espagnole en Afrique-du-Sud s'inscrit dans l'histoire du flux et du reflux européen de part et d'autre de la Méditerranée. Les musulmans, après avoir submergé le Maghreb à partir de 647, franchissent le détroit de Gibraltar qui doit son nom au



Alexandre Serpa Pinto (1846-1900). Officier portugais, explorateur et chasseur. Envoyé en 1877 pour une mission scientifique et humanitaire du bassin du Congo à celui du Zambèze. Gouverneur du Mozambique (1889), il tente de réunir cette colonie à l'Angola en annexant la future Rhodésie. Il se heurtera aux ambitions anglaises. Londres obtiendra son rappel en 1890.

conquérant berbère (Djebel el-Tarik). La conquête de la péninsule espagnole est foudroyante. Le coup d'arrêt à la conquête de l'Islam n'est donné que loin au nord des Pyrénées par Charles Martel, à Poitiers, en 732. Dès lors, lentement, le flux s'inverse. La Reconquista commence. A Novas de Tolosa, en 1212, les chevaliers chrétiens remportent une victoire écrasante sur les « Arabes ». Séville est reconquise. Le dernier acte se joue en 1492 par la prise de Grenade. L'ancien maître musulman est rejeté en Afrique. Il y est poursuivi par le cardinal Ximènès de Cisneros, flamboyant chef des armées de Castille et d'Aragon.

Les Castillans ont été précédés en Afrique du Nord par les Portugais qui se sont emparés de Ceuta en 1415 et de Tanger en 1471. Les Espagnols, qui avaient pris pied aux Canaries en 1477, occupent Mers el-Kébir en 1504, Oran en 1509, Bougie et l'îlot du Pénon qui ferme le port d'Alger en 1510. Charles-Quint débarque à l'est d'Alger en 1541, mais sa flotte ayant été dispersée par la tempête, il est contraint de réembarquer sans avoir pris la ville. L'éclatante victoire sur mer de son fils naturel don Juan d'Autriche qui écrase la flotte



L'Afrique politique après la décolonisation. Dates des indépendances.

turque à Lépante, en 1571, ne modifie pas la situation sur terre. Chassés de Bougie et du Pénon, les Espagnols se maintiennent cependant à Oran jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Devenus maîtres de Melilla en 1496 et de Ceuta en 1580, ils ne lâcheront plus ces bases marocaines, livrant de durs combats à Tétouan en 1860. Sérieusement ébranlés en 1921 par le désastre d'Anoual, infligé par le Rifain Abd el-Krim, ils se reprennent, aidés par la France, tandis que se distingue à la tête de la Bandera (légion étrangère espagnole) un jeune général nommé Franco.

L'Afrique des Portugais : Angola, Mozambique, Guinée-Bissau

L'Angola tire son nom de l'ancienne tribu de NGola. Elle fut abordée pour la première fois par Diogo Cão qui prit possession de la région côtière au nom du Portugal en 1484. En 1575 fut fondée la ville de Saint-Paul-de-Loanda (Luanda) qui devint le centre de la traite des Noirs à destination du Brésil (environ 15 000 esclaves exportés annuellement aux XVII^e-XVIII^e siècles). Au XIX^e siècle, les Portugais étendirent leur domination sur l'intérieur. Devenu territoire en 1951, puis province en 1955, l'Angola fut depuis 1961 le théâtre d'une guerre de décolonisation. L'indépendance, accordée en 1975, ne devait pas ramener la paix. Capitale Luanda.

Vasco de Gama aborda en 1498 au Mozambique. Les Portugais s'emparèrent de Sofala en 1506, et l'année suivante, de l'île de Mozambique. En remontant le Zambèze, ils entrèrent vers 1511 en relations avec l'empire du Monomotapa. Les Portugais se maintinrent fermement sur la côte et, après les explorations de Serpa Pinto, les Portugais firent des tentatives pour réaliser la jonction du Mozambique et de l'Angola mais se heurtèrent à l'opposition de Londres. Devenue province portugaise d'outre-mer, la colonie ne vit se manifester le nationalisme africain qu'en 1962 avec une sanglante guérilla à partir de 1964. Indépendant depuis 1975, le Mozambique n'a pas échappé aux conflits inter-ethniques de la décolonisation. Capitale Maputo (ex-Lourenço Marques).

Située entre le Sénégal au nord et la Guinée (Conakry) au sud, la Guinée-Bissau a été découverte par les Portugais en 1446 et devint une colonie portugaise en 1879. Soulèvement indépendantiste en 1966. Une République de Guinée-Bissau a été créée en 1974.

Les colonies italiennes : Libye, Éthiopie, Érythrée et Somalie

Si l'on oublie Rome et la République de Venise, l'Italie fut une « tard venue » dans la course aux colonies, ce qui lui valut d'apparaître comme une concurrente indésirable et d'en subir les conséquences.

La guerre italo-turque de 1911-1912, suivie du traité de Lausanne, donna aux Italiens la Libye des Sénoussis. La pacification ne fut achevée qu'en 1932. Les deux colonies de Tripolitaine et de Cyrénaïque, créées en 1919, furent réunies en 1934 pour former la Libye. Une active colonisation fut entreprise de 1933 à 1940 par le maréchal Balbo, gouverneur de la Libye. Conquête par l'Angleterre sur l'Italie à la faveur de la Seconde Guerre mondiale, en 1943, la Libye fut proclamée indépendante le 24 décembre 1951 par l'Onu.

L'Éthiopie devait poser des problèmes diplomatiques beaucoup plus complexes. Au cours des siècles, l'Éthiopie (Abyssinie) fut soumise à de multiples invasions. Cependant, malgré les persécutions religieuses, le christianisme y resta fortement implanté. A la fin du

XIX^e siècle, l'Angleterre intervint dans les affaires éthiopiennes depuis l'Égypte. Tout allait changer avec l'accession au pouvoir de Ménélik grâce au soutien des Italiens déjà présents dans la région. Au début de son règne (1889-1907), il leur accorda une sorte de protectorat sur le pays. Disposition qu'il dénonça bientôt, encouragé par l'Angleterre peu désireuse de voir les Italiens progresser vers le Soudan. Ménélik infligea aux Italiens la cuisante défaite d'Adoua (1^{er} mars 1896). Désavoué par l'opinion, le gouvernement italien reconnut alors l'indépendance de l'Éthiopie tout en conservant des intérêts dans le pays. La question éthiopienne resurgit trente ans plus tard sous le régime fasciste qui tentait de relever la grandeur de l'Italie. Le nouveau négus Haïlé Sélassié (couronné en 1930) ayant favorisé d'autres puissances (États-Unis notamment) au détriment de l'Italie, Mussolini décida de conquérir le pays. Il pensait à tort que sa vigoureuse opposition à Hitler dans la question autrichienne, dès 1934, lui assurerait le soutien de la France et de la Grande-Bretagne. La conquête, commencée le 3 octobre 1935 donna la victoire à l'Italie en quelques mois. Elle eut cependant les plus graves répercus-

sions internationales. La politique de sanctions adoptée par la France et la Grande-Bretagne rejeta l'Italie du côté de l'Allemagne, privant ainsi Paris et Londres d'un allié essentiel. Ce fut l'une des causes de la Seconde Guerre mondiale. Les Italiens accomplirent en Éthiopie un effort immense de mise en valeur, mais en pure perte. L'Angleterre mena la reconquête de l'Éthiopie en 1940-1941, Haïlé Sélassié entra dans sa capitale et par le traité de Paris (1947) l'Italie renonça définitivement à l'Éthiopie. En 1950, l'Onu décida de fédérer l'Érythrée et l'Éthiopie, malgré l'opposition des musulmans érythréens. La région devait ensuite s'enfoncer dans les troubles les plus sanglants attisés par les ambitions de l'URSS dans la région.

Pour sa conquête de l'Éthiopie, l'Italie utilisa comme base de départ le territoire de l'Érythrée, colonie italienne depuis 1890. Occupée par l'armée britannique dès 1941, l'Érythrée, soustraite définitivement à l'Italie, fut intégrée à l'Éthiopie après la guerre. À partir de 1974, elle lutta pour son indépendance qui vient d'être proclamée (1993).

Colonie italienne depuis 1885, la Somalie fut occupée comme l'Érythrée par l'armée britannique en 1941-1942, mais, en 1950, l'Onu en confia l'administration à l'Italie sous sa tutelle. La Somalie indépendante est née en 1960 par la fusion de la Somalie ex-italienne et du Somaliland, ex-colonie britannique de Somalie.

JAMES STEWART

■ L'ensemble de la colonisation française est évoqué page 27 et suivantes.



Askaris (auxiliaires indigènes de l'armée italienne) pendant la campagne d'Érythrée, en 1935.



Après avoir elles-mêmes profité de la traite depuis le XVI^e siècle, les nations européennes furent amenées à combattre les chefs esclavagistes africains et les trafiquants arabes au XIX^e siècle.

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

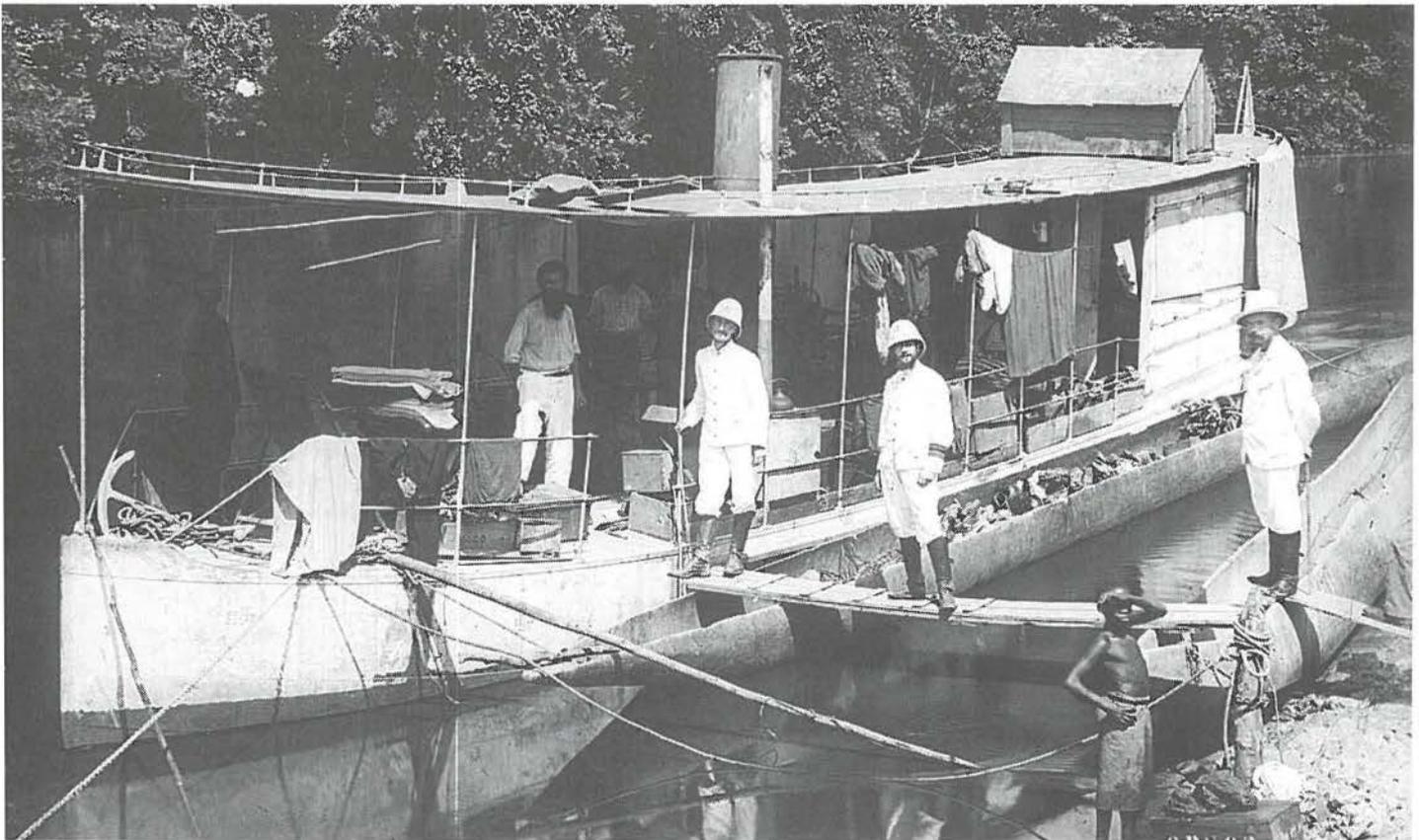
- W. Baumgart, *The Idea and Reality of British and French colonial expansion (1880-1914)*, Oxford university Press, 1982.
- J. Bossis, *La Méditerranée fasciste, l'Italie mussolinienne et la Tunisie*. Thèse de doctorat, La Sorbonne, 1980.
- R. Delgado, *Historia de Angola*, 4 volumes publiés entre 1948 et 1955, Lobito.
- C. Dubois, *Le Prix d'une guerre. Deux colonies pendant la Première Guerre mondiale (Gabon-Oubangui-Char) 1911-1923*. Thèse de doctorat de 3^e cycle. Aix-en-Provence, 1985.
- J. D. Fage, *A History of Africa*, Londres, 1978.
- H. Grimal, *La Décolonisation, de 1919 à nos jours*, Bruxelles, 1985.
- P. Guillon, *L'Expansion, 1881-1898*, Paris, 1985.
- Id., « Les Questions coloniales dans les relations franco-allemandes à la veille de la Première Guerre mondiale ». *Revue historique*, n° 503, juillet-septembre 1972.
- E. De Leone, *La Colonizzazione dell'Africa del nord*, Padoue, 1960.
- Bernard Lugan, *Histoire de l'Afrique du Sud*, Perrin, Paris 1990 (réédition actualisée et complétée de l'édition de 1986).
- Id., *Cette Afrique qui était allemande*, Éd. J. Picollec, Paris 1990.
- Id., *Afrique, bilan de la décolonisation*, Perrin, Paris, 1991.
- J.-M. Miège, *Expansion européenne et décolonisation de 1870 à nos jours*, Nouvelle Clio, Paris, 1973.
- M. Mourre, *Dictionnaire d'histoire universelle*, Editions universitaires, Paris, 1968.
- James Morris, *Pax britannica, the Climax of an Empire*, Faber & Faber, Londres, 1968.
- R. Oliver & C. N. Sanderson, *The Cambridge History of Africa, volume 6, 1870-1905*, Cambridge university Press, 1985.
- François d'Orcival, *Rhodésie, pays des lions fidèles*, La Table Ronde, Paris, 1966.
- G. Oudard, *Cecil Rhodes*, Paris, 1953.
- Thomas Pakenham, *The Boer War, Macdonald*, Londres, 1979.
- R. Pelissier, *Les Guerres grises : résistances et révoltes en Angola (1845-1940)*. Deux tomes, Orgeval, 1970.
- A. Roeykens, *Léopold II et l'Afrique*, 1958.
- René Sédillot, *Histoire des colonisations*, Fayard, Paris, 1958.
- Id., *La Chute des empires, 1945-1991*, Perrin 1992.
- J. Stongers, *Combien le Congo a-t-il coûté à la Belgique ?*, Académie royale des sciences coloniales, tome XI, Bruxelles, 1957.
- M. Townsend, *The Rise and Fall of Germany's colonial Empire (1884-1918)*, New York, 1930.

HISTORIQUE DES COLONIES FRANÇAISES

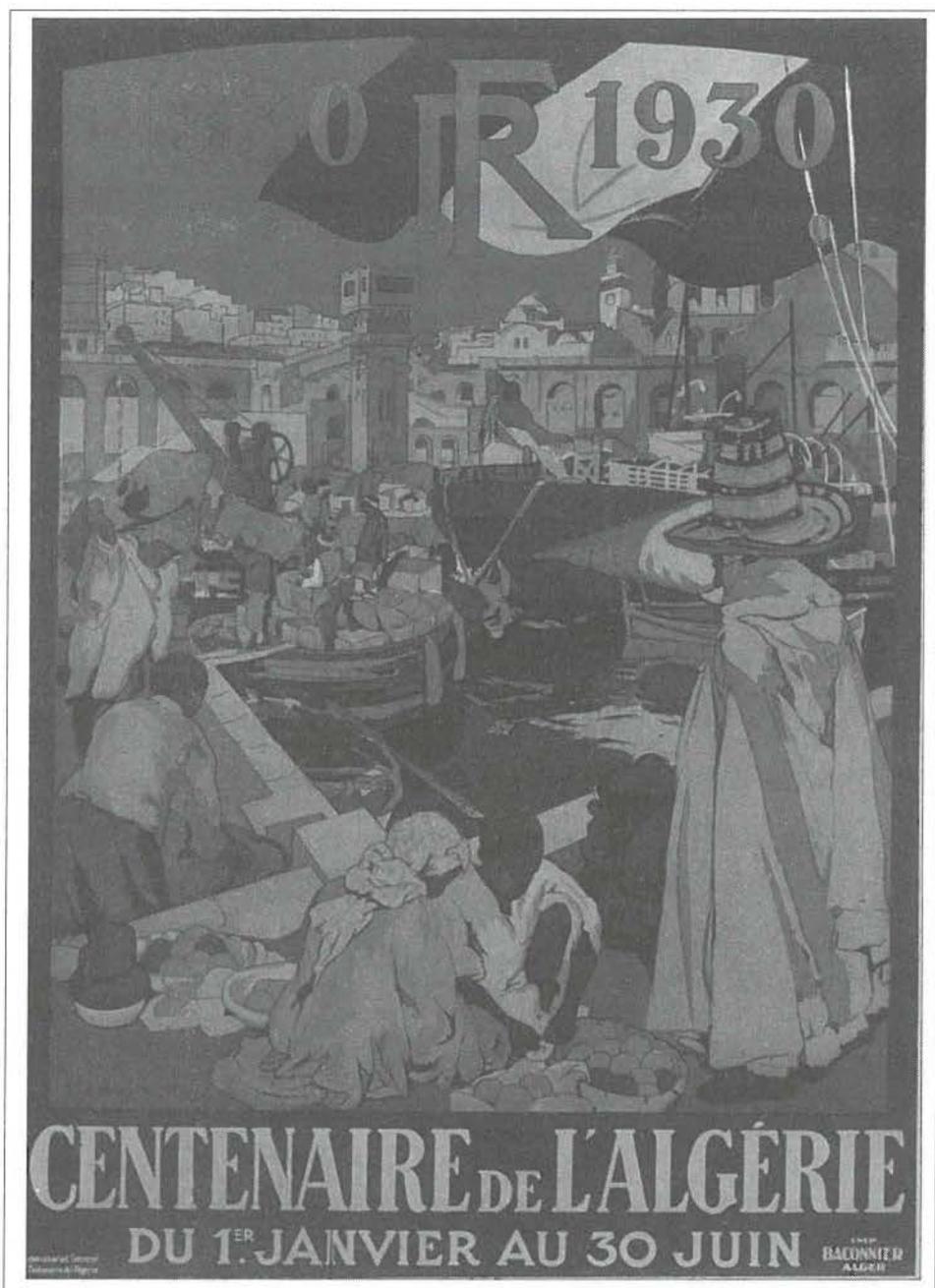
Joyaux et boulets de la couronne

PAR GUY CHAMBARLAC

Du XVI^e au XX^e siècle, de l'Amérique aux Indes, la France a régné, avec quelques éclipses, sur un empire où le soleil ne se couchait jamais. Redécouverte des taches roses de la grandeur perdue qui, sur les planisphères d'autrefois, firent rêver nos grands-pères.



A bord d'un petit vapeur, sur un affluent du Congo, en 1905, des officiers de l'infanterie de marine rejoignent leur poste. Ces petits bâtiments portant partout la volonté du conquérant, sont des instruments essentiels de la pacification.



ALGÉRIE

Le Maghreb changea bien des fois de mains jusqu'à la domination des Turcs au XVI^e siècle. Dès lors, Alger devint un repaire d'écumeurs de mer. C'est seulement en 1830 que la France, par la conquête d'Alger, rendit son entière sécurité à la navigation dans la Méditerranée occidentale.

Après la prise d'Alger, la France étendit sa conquête. Mais bientôt Abd el-Kader arma contre elle les populations. Si Constantine fut prise dès 1837, c'est seulement après la capture d'Abd el-Kader (fin de 1847) que l'Algérie fut soumise dans son ensemble. Les révoltes de la Kabylie en 1871 et du Sud-Oranais en 1901 ont à peine troublé son organisation qui

s'est étendue jusqu'aux Territoires du Sud (1902). Après une guerre cruelle (1954-1962, voir *Enquête sur l'histoire* n°2), l'Algérie est devenue indépendante en 1962. Capitale : Alger.

ANNAM

Les régions où s'est déroulée l'histoire annamite débordent le cadre géographique de l'Annam du XIX^e siècle. Les premiers missionnaires catholiques débarquent en Cochinchine en 1615, les Français en 1684.

La fin du XVIII^e siècle est une période d'extrême confusion. Le descendant des seigneurs de Cochinchine, conseillé par l'évêque d'Adran, Pigneau de Behaine, s'adresse à la

France. L'aide de quelques officiers français permet au prince de surmonter tous les obstacles. Il conquiert successivement la Cochinchine et le Tonkin et fonde la nouvelle dynastie des Nguyễn en prenant le trône sous le nom de Gia-Long (1802-1820).

Ses successeurs adoptent une politique toute différente : les Français ayant eux-mêmes changé. Un massacre de missionnaires français, en 1858, incite Napoléon III à intervenir. Des opérations aboutissent à la cession de la totalité de la Cochinchine (1867) constituée alors en colonie française autour de Saigon.

La résistance de l'empereur Tu Duc provoque de nouvelles interventions françaises au Tonkin cette fois (1873-1885) qui aboutissent à la création de l'Union indochinoise (1887) qui comprend, sous l'autorité d'un gouverneur général français la colonie de Cochinchine (Saigon), les protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, auxquels vient s'ajouter le Laos en 1893. La réunion de l'Annam, de la Cochinchine et du Tonkin constituera en 1949, sous l'égide de la France, l'État du Viêt-nam. Le départ de la France en 1954 entraîne la constitution de deux États indépendants séparés par le 17^e parallèle, réunifiés en 1976 dans la République socialiste du Viêt-nam, capitale Hanoi.

ANTILLES FRANÇAISES Guadeloupe et Martinique

La Guadeloupe jusqu'alors habitée par les Indiens Caraïbes, a été colonisée, mise en valeur par la France à partir de 1635 avec l'apport d'esclaves noirs importés d'Afrique. Elle a été à plusieurs reprises occupée par les Anglais, mais n'a plus cessé d'appartenir à la France depuis 1816. Chef-Lieu : Basse-Terre.

La Martinique, chef-lieu Fort-de-France, fut colonisée à partir de 1635. Attaquée à maintes reprises par les Anglais au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, elle fut définitivement restituée à la France en 1815. Elle connut sous la Révolution une violente agitation des Noirs. La Guadeloupe et la Martinique forment depuis 1946 des départements français d'outre-mer.

Voir aussi à Saint-Domingue.

CAMBODGE

Le Cambodge devint le centre de la civilisation khmère du X^e au XIV^e siècle. En 1431, les Siamois s'emparent de l'antique capitale d'Angkor. L'histoire du Cambodge fut désor-

mais un long déclin jusqu'au XIX^e siècle, le pays se trouvant menacé d'être absorbé à l'ouest par les Siamois, à l'est par l'Annam. Le roi du Cambodge fut finalement obligé de faire appel à la France (1854) qui établit son protectorat par un traité signé à Oudong (juillet 1863). De 1887 à la Seconde Guerre mondiale, le Cambodge fit partie de l'Indochine française. Il devint indépendant en 1953. Capitale : Phnom Penh.

CAMEROUN

Région d'Afrique équatoriale explorée et conquise par les Allemands à partir de 1884. Reconnu comme colonie allemande en 1902, le Cameroun s'agrandit de certains territoires de l'Afrique-Équatoriale française à la suite des accords sur le Congo de novembre 1911. Évacué par les Allemands au début de 1916, le Cameroun fut divisé en 1920 en deux mandats, français et britannique. Indépendance en 1960. Capitale Yaoundé.

CANADA (Nouvelle-France)

Dès la fin du X^e siècle, des Normands, établis sur la côte occidentale du Groënland, avaient fait quelques incursions sur le littoral canadien. Mais c'est à Jacques Cartier, que revient la gloire d'avoir réellement découvert le Canada, en remontant le Saint-Laurent jusqu'aux sites actuels de Québec et de Montréal (1535/1536-1541). Il fallut attendre la fondation du Québec par Champlain pour que commençât réellement la mise en valeur du Canada. Champlain mourut en 1635, et ses successeurs durent lutter contre les Iroquois. En 1668, la Nouvelle-France fut intégrée dans le domaine royal. En même temps se poursuivait l'exploration du pays : du Luth reconnaissait le haut Missouri (1680), Jolliet atteignait le Mississippi (1678), et Cavalier de La Salle, le descendant, découvrait la Louisiane (1682).

En 1690, pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, les Anglais attaquèrent la Nouvelle-France, défendue par M. de Frontenac, mais l'Acadie dut être cédée à l'Angleterre par le traité d'Utrecht (1713) et sa population léportée en 1755.

L'Angleterre allait profiter de la guerre de Sept Ans pour s'emparer de la Nouvelle-France. Montcalm, malgré sa brillante victoire de Marillon (1758), fut vaincu par la supériorité écrasante de l'Angleterre (1759), à qui le traité de Paris (1763) céda la Nouvelle-France.



Surprise extraordinaire des Sauvages.

Gravure naïve du XVIII^e siècle évoquant l'expédition au Canada, un siècle plus tôt, du régiment de Carignan-Salière contre les Iroquois. Le graveur a représenté les soldats de son temps et non ceux du siècle précédent.

COMORES

Archipel situé au large de la côte orientale de l'Afrique, à l'entrée du canal de Mozambique ; ses principales îles sont la Grande Comore, Mohéli, Anjouan et Mayotte. Sous l'autorité de sultans arabes depuis le XI^e siècle, elles furent visitées par les Portugais (1505), les Anglais (1591) et les Hollandais (1607). La France prit possession de Mayotte en 1843 et des autres îles entre 1886 et 1898.

La Grande Comore est indépendante depuis 1975. Capitale : Moroni. Cependant Mayotte est devenue en 1976 un territoire français d'outre-mer à la suite d'un référendum.

CONGO FRANÇAIS

La région tire son nom du grand fleuve né en plein cœur du continent noir et finissant dans l'océan Atlantique après un cours de 4 650 kilomètres.

C'est seulement par le nord que Brazza parvint, en 1877, jusqu'aux sources de quelques-uns de ses affluents proches de celles de l'Ogooué. Mais au même moment, en pénétrant par l'est dans le bassin du Congo, l'Anglais Stanley descendait pour la première

fois (1876-1877) jusqu'à la mer le grand fleuve dont Livingstone avait déjà étudié une bonne partie du cours supérieur.

À son deuxième voyage (1879-1882), Brazza plaça par traité tous les territoires du roi Makoko sous la protection de la France et fonda la ville qui deviendra plus tard Brazzaville. En qualité de commissaire général du gouvernement (1887-1897) il organisa la colonie dite d'abord du Moyen-Congo intégrée dans l'AEF en 1910. La République populaire du Congo est indépendante depuis 1960. Capitale : Brazzaville.

CÔTE-D'IVOIRE

Sur les rivages de la Côte-d'Ivoire, la France a possédé des établissements commerciaux bien avant 1842. Elle en a profité pour asseoir son autorité sur ce littoral en 1883. Après l'exploration de l'intérieur du pays par Binger au cours de ses missions de 1887-1889 et de 1892, la Côte-d'Ivoire devint en 1893 une colonie, incluse en 1899 dans l'AOF. Les luttes contre le célèbre conquérant noir Samory, dont le capitaine Gouraud s'empara en 1898, les explorations de l'intérieur et la pacification en 1910, permirent un développement économique

qui s'est développé après 1945. La Côte-d'Ivoire est indépendante depuis 1960. Capitale : Abidjan.

DAHOMÉY

En 1851, la France signa un traité de commerce avec le Dahomey et se fit reconnaître le comptoir côtier de Ouidah, mais se heurta à la résistance du roi Glé-Glé (1858/1889) et de son fils Béhanzin (1889/1894). Celui-ci fut vaincu et fait prisonnier à la suite des deux rudes campagnes de 1890 et 1892-1893 au cours desquelles périt le commandant Faurax. Le Dahomey devint alors l'une des colonies de la fédération d'Afrique-Occidentale française (1899). Il devint indépendant en 1960 et, en 1975 a pris le nom de Bénin. Capitale : Porto-Novo.

GABON

La France a commencé de s'établir au Gabon en 1839. Elle y a, au cours des années suivantes, étendu ses territoires et fondé Libreville. De là sont partis les explorateurs Paul du Chaillu, Serval, Génoyer, Aymès, puis ceux de l'Ogooué (Marche, Compiègne, Ballay) dont Savorgnan de Brazza a continué l'œuvre de reconnaissance jusqu'au Congo. À la suite des explorations de ce dernier, le Gabon est devenu en 1886 une colonie française qui s'intégra en 1910 dans l'AEF. Indépendance en 1960. Capitale : Libreville.

GUINÉE FRANÇAISE

Colonie française (1890) relevant du gouvernement général de l'Afrique-Occidentale française. Constituée en 1890 quand les « Rivières-du-Sud » eurent été détachées du Sénégal, la Guinée française fut complétée en 1896 par la soumission du Fouta-Djalou, et s'agrandit par la suite de territoires situés sur la rive droite du Niger, dans l'hinterland, difficilement pacifié, de la Sierra Leone et du Liberia. Elle relevait depuis 1895 du gouverneur général de l'AOF. Indépendance en 1958. Capitale : Conakry.

GUYANE FRANÇAISE

Région naturelle de l'Amérique du Sud, bornée par l'océan Atlantique. L'histoire de la Guyane commence avec l'arrivée de Christophe Colomb aux bouches de l'Orénoque (1498). Les premiers établissements français



ROBERT VOLLET

François Dupeyron (1697-1763). Envoyé aux Indes dès 1720, il assume aussitôt d'importantes fonctions militaires et commerciales. Il veut faire de la colonie une puissance territoriale en s'appuyant sur les souverains locaux. Défenseur intrépide de Pondichéry contre une flotte anglaise en 1748, il est le promoteur incompris d'une grande politique coloniale, dont les Anglais s'inspirent avec profit.

datent de 1604. Longtemps disputée par les Anglais et les Hollandais, elle fut restituée à la France en 1817. Elle fut en partie colonie pénitentiaire jusqu'en 1946. Département français d'outre-mer depuis 1946. Région en 1975. Chef-lieu : Cayenne.

HAUTE-VOLTA

La colonie française de Haute-Volta fut créée en 1919 avec une partie de la colonie du Haut-Sénégal-Niger. Supprimée en 1932 et partagée entre les colonies françaises voisines, elle fut restaurée en 1947. Elle devint indépendante en 1960. La Haute-Volta est devenue le Burkina-Faso en 1984. Capitale : Ouagadougou.

INDE FRANÇAISE

Elle a son origine dans la Compagnie des Indes orientales, fondée par Colbert en août 1664, qui établit son premier comptoir, à Surat, en 1668. Le premier artisan de l'Inde française fut François Martin, qui fonda les comptoirs de Pondichéry (1673) et de Chandernagor (1686). Arrivé aux Indes dès 1721, Dupleix fut nommé gouverneur général en 1742. Il s'empara de Madras, avec l'aide de La Bourdonnais (1746). Dupleix fut le premier européen qui s'immisça dans les affaires intérieures indiennes, cherchant des alliés parmi les princes locaux contre la Compagnie anglai-

se des Indes orientales. La puissance française en Inde atteignit alors son apogée et s'étendait sur quelques 30 millions d'Indiens. Mais la politique audacieuse de Dupleix était entravée par le conseil des directeurs qui prétendaient administrer les affaires de l'Inde depuis Paris. Dupleix fut rappelé en 1754. Son successeur, Lally-Tollendal, dut capituler à Pondichéry (1761) et fut injustement condamné. Le traité de Paris (1763) ne laissa à la France que les cinq comptoirs de Chandernagor, Pondichéry, Karikal, Mahé et Yanam. Ils passèrent sous l'autorité directe de la couronne en 1769, mais furent plusieurs fois occupés par les Anglais jusqu'en 1816. Devenue indépendante, l'Inde se fit restituer Chandernagor dès 1952 et les autres territoires de l'Inde française en 1954.

INDOCHINE FRANÇAISE

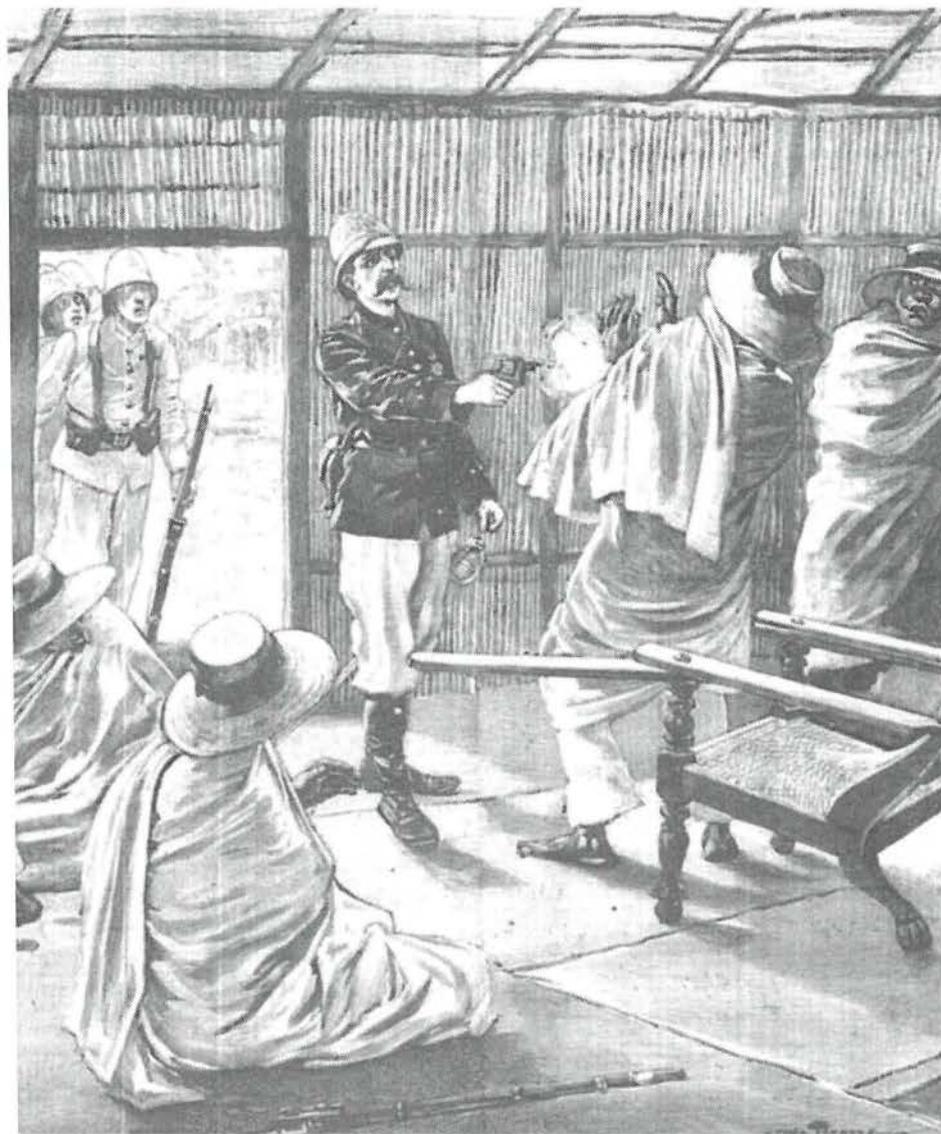
Voir à Annam, Cambodge, Cochinchine, Laos, Tonkin.

LAOS

Après avoir été longtemps divisé en principautés rivales, puis soumis au Siam, le Laos fut unifié au XIV^e siècle. Mais les attaques birmanes, dès la fin du XVI^e siècle, amenèrent la division du royaume laotien en trois États. Louang Prabang, Vientiane et Champassak, qui ne cessèrent plus de se combattre. Exploré par Doudart de Lagrée et Francis Garnier (1866-1868), le D^r Neiss (1883) et la mission Pavie (1887-1897), le Laos, royaume de Louang Prabang, qui était menacé par la Chine et le Siam, accepta en 1893 le protectorat de la France qui obtint du Siam l'évacuation de la rive gauche du Mékong. Le Laos fut reconnu indépendant en 1949 dans le cadre de l'Union Française et pleinement indépendant en 1953. Capitale : Vientiane.

LOUISIANE FRANÇAISE

Cette immense région bordée par le golfe du Mexique fut négligée par les Espagnols. En 1682, Cavalier de La Salle descendit le Mississippi, prit possession de ses deux rives au nom de la France et donna au pays le nom de Louisiane, en l'honneur de Louis XIV. La colonisation française ne commença qu'avec Le Moyne d'Iberville en 1699. La Nouvelle-Orléans, fondée en 1718, devint la capitale de la colonie en 1722. Essentiellement agricole, la Louisiane avait besoin d'une importante main-d'œuvre d'esclaves noirs qui furent ame-



Le général Gallieni pendant la campagne de Madagascar, en 1896.

s d'Afrique. Colonie de la couronne de France depuis 1731, la Louisiane occidentale (rive gauche du Mississippi) fut abandonnée à l'Espagne par le traité secret de Fontainebleau (novembre 1762), tandis que la rive droite du Mississippi était cédée à l'Angleterre par le traité de Paris (1763). La partie espagnole, revendiquée à la France en 1800, fut jugée par la Cour de cassation comme une partie indéfendable contre les agressions anglaises : le Premier consul préféra donc céder la Louisiane aux États-Unis, pour 80 millions de francs (traité du 30 avril 1803).

MADAGASCAR

La grande île de l'océan Indien, séparée de l'Afrique par le canal de Mozambique, fut découverte en 1500 par le Portugais Diego de Gama. Les Français entreprirent sans succès d'en occuper les rivages depuis Fort-Dauphin au

sud-est de l'île, fondé en 1643. Quand les Français voulurent (après 1815) faire valoir leurs droits historiques sur Madagascar, ils durent lutter contre les conquérants Hovas qui bénéficiaient de l'appui des Anglais désireux d'y asseoir leur influence. En 1883, les Français qui s'appuyaient sur les Sakalaves, hostiles aux Hovas, bombardèrent Tamatave. Les Hovas furent contraints de signer (1885) un traité qui plaça l'île sous le protectorat de la France. Ce traité n'ayant pas été observé, une expédition dirigée par le général Duchesne s'empara de Tananarive (1895) et fit signer à la reine Ranavalona un nouveau traité de protectorat. Une sérieuse insurrection ayant éclaté peu après, Madagascar devint, en 1896, une colonie française à laquelle le général Gallieni donna, de 1896 à 1905, un grand essor après une ferme pacification. Madagascar est devenue indépendante en 1960. Capitale : Tananarive.

MAROC

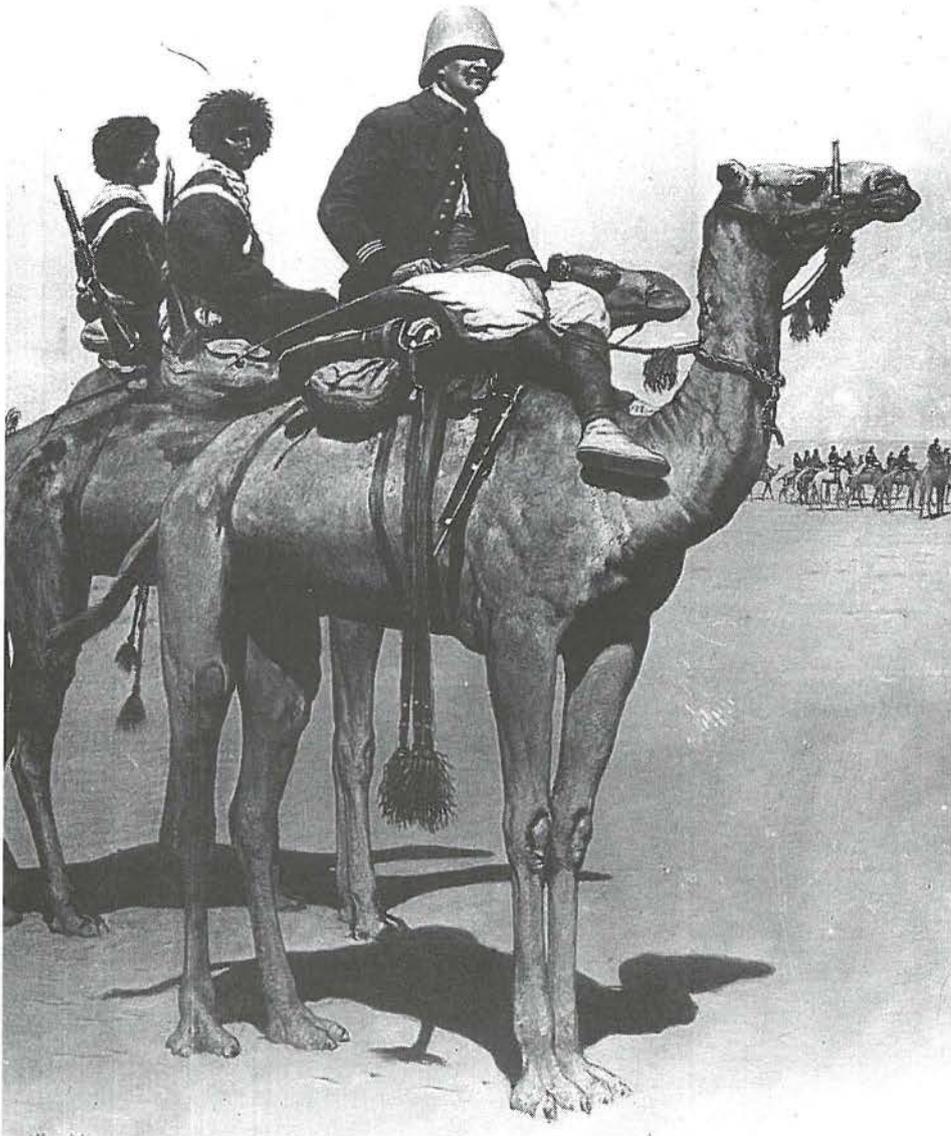
L'état d'anarchie dans lequel se trouvait le Maroc détermina en 1904 une intervention de la France et de l'Espagne dont les droits furent reconnus par la conférence d'Algésiras (1906). La France intervint pour rétablir l'ordre. L'arrivée de la *Panther* allemande à Agadir ne fit que retarder l'extension de l'autorité française. Après entente avec l'Allemagne (novembre 1911), l'œuvre commencée fut poursuivie non sans difficultés (massacre de Fez, avril 1912). Nommé résident général en 1912, Lyautey entreprend une œuvre de pacification dans le respect de l'autorité du sultan et des traditions chérifiennes. Le Maroc devint un protectorat français. Pendant la Grande Guerre (1914-1918) Lyautey sut très habilement, avec les faibles forces dont il disposait, conserver le territoire déjà occupé. Toutefois, les Rifains de la zone espagnole se soulevèrent sous la conduite d'Abd el-Krim. Force fut donc aux Espagnols d'entreprendre sur la côte nord, d'abord isolément, puis après entente avec la France, une véritable guerre. L'intervention française (1925-1926) permit la pacification de la région. Le Maroc est indépendant depuis 1956. Capitale : Rabat.

ÎLE MAURICE

Île des Mascareignes, dans l'Ouest de l'océan Indien, à l'Est de Madagascar. Découverte en 1505 par le Portugais Pedro Mascarenhas, elle fut occupée en 1598 par les Hollandais qui la nommèrent *Mauritius* en l'honneur de Maurice de Nassau et y restèrent jusqu'en 1710. Après leur départ, les Français s'établirent dans l'île (1715) qui prit le nom d'Ile-de-France ; elle devint l'une des principales bases de la puissance française dans l'océan Indien. Après une longue résistance, l'île fut conquise en décembre 1810 par les Anglais qui s'en firent confirmer la possession en 1814. Elle est devenue indépendante en 1968. Capitale : Port-Louis.

MAURITANIE

Les Français, en relation commerciale avec la région depuis le XVI^e siècle, accrurent à partir des campagnes de Faidherbe leur influence en Mauritanie qui devint en 1910 une colonie de l'AOF longtemps troublée par une dissidence endémique. Indépendance proclamée en 1960 sous l'appellation de République islamique de Mauritanie. Capitale : Nouakchott.



ROGER-VOLLET

Un capitaine français et son goum maure dans le Hodh, au Sahara occidental. Occupée par les Français, avec Faïdherbe à partir de 1855, la Mauritanie ne sera jamais complètement soumise, ce qui donne du sel à l'aventure.

NIGER

Depuis l'ouverture des pistes transsahariennes par les musulmans venus d'AFN, la région comprise aujourd'hui dans la République du Niger fut une voie de passage entre l'Afrique du Nord et le pays tchadien. Colonisé par la France après la destruction de l'État de Rabah (1900), le Niger devint un territoire militaire. Pendant vingt ans, plusieurs révoltes durent y être réprimées, mais vers 1920 le territoire pouvait être considéré comme pacifié et en 1922 le Niger fut érigé en colonie à l'intérieur de l'Afrique-Occidentale française. Le Niger proclama son indépendance complète en 1960. Capitale : Niamey.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Groupe d'îles de la Mélanésie, situé dans l'océan Pacifique et comprenant, outre l'île même de la Nouvelle-Calédonie ou « Grande-Terre », d'autres îles habitées par des Canaques. Les îles Wallis-et-Futuna, situées au nord-est des Fidji à 3 000 km à l'est de la Nouvelle-Calédonie constituent un territoire d'outre-mer. Découverte en 1774 par Cook, la Nouvelle-Calédonie a été annexée à la France en 1853, après le massacre des marins de l'*Alcmène* par les Canaques. Une révolte fut réprimée en 1878. Après avoir servi de champ

d'expérience pour une colonisation pénale, elle est devenue terre de colonisation libre. Territoire français d'outre-mer depuis 1946. Capitale : Nouméa.

**Océanie
(établissement
français de l')**

L'établissement de la domination française dans les îles de l'Océanie fut préparée par l'action des missionnaires qui arrivèrent aux îles Gambier dès 1831 et aux îles Marquises en 1838. La Polynésie française comprend : les îles Marquises, (découvertes en 1595 par l'Espagnol Alvaro Mendana), dont l'amiral Dupetit-Thouars prit possession au nom de la France en 1842 ; Tahiti et ses dépendances, qui devinrent un protectorat en 1843 et une colonie en 1880 après plusieurs soulèvements sanglants (1838, 1842, 1845-1846) ; les îles Gambier, protectorat depuis 1844, annexées en 1881 ; les îles Australes ou Tubuai, protectorat depuis 1889, colonie depuis 1900 ; Tuamotu, l'archipel de la Société (îles du Vent, îles Sous-le-Vent).

Organisés par un décret de 1885, les Établissements français de l'Océanie devinrent un territoire d'outre-mer en 1946 et reçurent le nom de Polynésie française en 1957. Capitale : Papeete.

OUBANGUI-CHARI

Érigé en colonie en 1905 et intégré à l'AEF (janvier 1910). Les missions Maistre, Crampel (massacré dans le Dar Kouti) et Dybowski, bloquèrent la pénétration allemande vers l'est, et ouvrirent à la France la route du Tchad. Grâce à l'énergie de Biotard, les droits de la France furent maintenus sur le Haut-Oubangui. Les progrès en direction du Bahr-el-Ghazal, firent décider (1896) l'envoi de la mission Marchand en plein cœur de la contrée, pour étendre le domaine de la France du côté du Soudan égyptien, alors au pouvoir des Mahdistes. Mais, les Anglais arrivèrent très vite au même point que lui et Marchand fut arrêté sur le Nil à Fachoda (1898). Bientôt le traité franco-anglais du 21 mars 1899 fixa la limite du domaine de la France en lui fermant la route du Nil. L'activité des Français se reporta vers celle du Tchad. De 1908 à 1912, les effectifs augmentés permirent la pacification complète du pays. En 1960, l'Oubangui-Chari est devenu indépendant sous le nom de République Centrafricaine. Capitale : Bangui.

LA RÉUNION

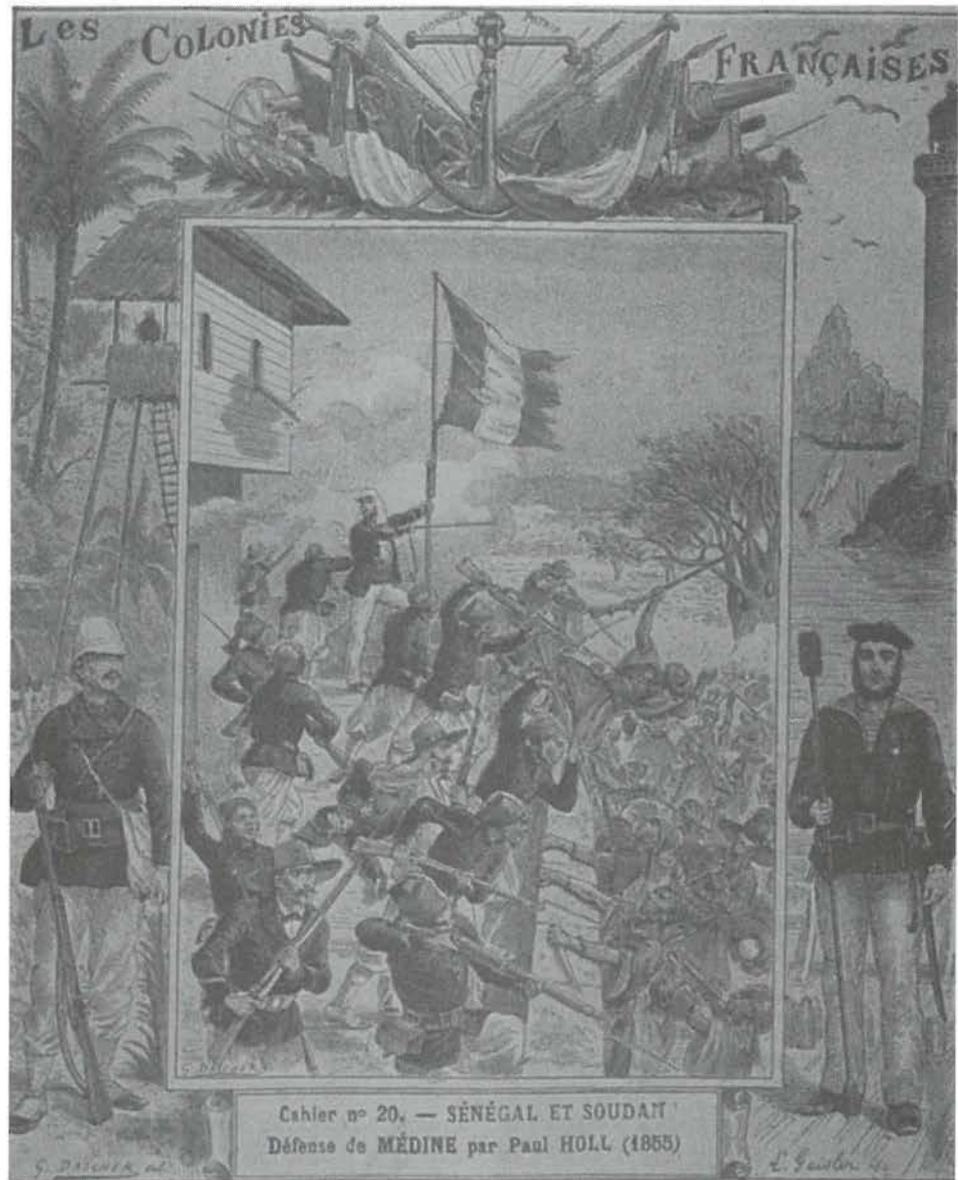
Île de l'archipel des Mascareignes, dans l'océan Indien, à l'est de Madagascar, découverte le 15 février 1513 par le Portugais Pedro Mascarenhas. La France en prit possession en 1638. La colonisation fut entreprise et l'île prit le nom d'île Bourbon. Au XVIII^e siècle, le développement de la culture du café intensifia la traite des Noirs et l'île Bourbon comptait plus de 60 000 habitants en 1789. Rebaptisée île de la Réunion en 1793, elle fut occupée par les Anglais de 1810 à 1815 ; l'esclavage y fut aboli, comme dans les autres colonies françaises, en 1848. Depuis 1946, la Réunion est un département français d'outre-mer, statut de région en 1973, chef-lieu : Saint-Denis.

SAINT-DOMINGUE

Île de l'océan Atlantique, la plus grande des Antilles après Cuba. Découverte en décembre 1492 par Christophe Colomb, elle fut d'abord nommée Hispaniola (« petite Espagne »). En 1638, des boucaniers établis sur l'île de la Tortue dévastèrent les établissements espagnols et s'établirent à Saint-Domingue avec l'accord de la France. En 1659, les Français s'implantèrent dans la partie occidentale de l'île, qui leur fut reconnue par le traité de Ryswick (1697) ; ils en firent l'une de leurs plus brillantes colonies. En 1789, la partie française comptait 7 800 plantations de canne à sucre et 600 000 habitants (dont 400 000 esclaves noirs). La décision de l'Assemblée nationale, accordant par un décret du 28 mars 1790 les droits politiques aux Noirs, encouragea leur sanglante révolte, en 1791, sous le commandement de Toussaint Louverture. En 1802, le général Leclerc, à la tête de 20 000 Français débarqua à Saint-Domingue, s'empara par surprise de Toussaint Louverture et le déporta en France. Mais les tentatives reprirent bientôt. Les Français évacuèrent complètement l'île (1803-1805). En 1809, la partie orientale de l'île fit sécession et forma un État à part sous le nom de République dominicaine. À l'ouest, le nouvel État haïtien devint une république troublée par une instabilité permanente et par d'innombrables guerres civiles.

SÉNÉGAL

Dès le XVI^e siècle, le Sénégal a été fréquenté par les marins français qui, au siècle



En 1857, au Sénégal, le conquérant toucouleur El-Hadj Omar assiège Médine, dont Paul Holl organise la résistance. Huit Européens, soutenus par quarante auxiliaires indigènes, repoussent victorieusement plusieurs milliers d'adversaires.

suivant, y ont fondé des établissements permanents – dont principalement la ville de Saint-Louis fondée en 1659 – constamment disputés par les Anglais au XVIII^e et XIX^e siècles. À partir de 1854, Faidherbe développa la colonie dont il était le gouverneur. La construction du chemin de fer de Saint-Louis à Dakar, puis de celui qui dessert le haut fleuve, la signature d'une série de traités de protectorat au nord, à l'est et au sud des établissements français ont amené peu à peu le Sénégal à devenir la base d'expansion française en direction du Soudan. En 1902, le Sénégal intègre l'AOF dont la capitale est Dakar, tandis que Saint-Louis est le chef-lieu de la colonie. Indépendance en 1960. Capitale : Dakar.

SOMALIE FRANÇAISE (Djibouti)

Les côtes somaliennes étaient passées au début du XIX^e siècle sous la suzeraineté des imams de Mascate, puis du sultan de Zanzibar (1814-1866). La seconde moitié du XIX^e siècle voit se développer la colonisation européenne, italienne, britannique et française.

La Côte française des Somalis, située sur le golfe d'Aden, a pour origine le poste d'Obock que la France acheta dès 1862 à des chefs danakis. En 1888, fut créé le port de Djibouti, puis le chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba. Devenue colonie en 1896, puis territoire



La mission Marchand. Partie du Congo en 1896, elle atteint Fachoda, sur le Nil, trois ans plus tard, le 10 juillet 1898, après un incroyable périple de 5 000 kilomètres. Deux mois après, les forces britanniques du général Kitchener arrivent à leur tour pour déloger les Français. En France, l'opinion s'enflamme. Mais le ministre Delcassé qui tient à l'entente britannique contre l'Allemagne s'incline. Le bassin du Nil reste à l'Angleterre.

re d'outre-mer en 1946. Indépendante en 1976 sous le nom de République de Djibouti.

SOUDAN FRANÇAIS

Le territoire du Soudan français a son origine politique dans le désir conçu dès le XVII^e siècle de parvenir jusqu'à Tombouctou. Mais Faidherbe fut le premier à étendre la domination française jusqu'au Niger. Gouverneur du Sénégal (1854-1865) il en prépara la réalisation, qu'exécutèrent plus tard, de 1881 à 1895, Brière de l'Isle, Borgnis-Desbordes, Combes, Gallieni, Archinard, de Trentinian, etc. La destruction de l'empire de Ségou, la conquête du Kaarta, du Macina, de Tombouctou, du Yatenga et du Mossi, telles ont été les grandes étapes des progrès réalisés par la France dans la vallée du Niger. Dès lors devint possible, en 1958, l'organisation du Gouvernement général de l'AOF, dans lequel entra naturellement le Soudan français. Il y fut très vite disloqué, en raison de son étendue excessive (Niger, Tchad, Haute-Volta). Le Haut-Sénégal-Niger reprit en 1920 son nom glorieux de colonie du Soudan français.

En 1959, le Soudan forma avec le Sénégal la Fédération du Mali. Accord rompu par le Sénégal en 1960. Le Soudan devint alors État

indépendant sous le nom de Mali. Capitale : Bamako.

TCHAD

À la fin du XIX^e siècle, l'expansion de la France au Sahara et au Congo avait son aboutissement logique au Tchad. Des conventions signées le 6 août 1890 avec l'Angleterre, le 15 mars 1894 avec l'Allemagne, réservèrent à la France un accès au Tchad. Le lieutenant de vaisseau Gentil, parti du Congo en 1895, remonta le Chari, et atteignit le Tchad en 1897. Une deuxième mission, sous les ordres du lieutenant de vaisseau Bretonnet, fut anéantie à Togbao (17 juillet 1899) par le conquérant noir Rabah, sultan du Baguirmi (Bretonnet est tué). En 1900, trois missions parties l'une d'Algérie (Foureau-Lamy), l'autre du Soudan (Voulet-Chanoine, puis Joalland-Meynier), la troisième du Congo (Gentil) opérèrent leur jonction au Tchad. L'empire de Rabah fut détruit (combat de Kousseri, 22 avril 1900). La conquête du Tchad se poursuivit avec le lieutenant-colonel Largeau, qui refoula les Senoussis du Kanem, le lieutenant-colonel Moll, qui périt au combat. La pacification du Tchad est acquise en 1917, mais le territoire était devenu colonie française dès 1900.

Le Tchad est un État indépendant depuis 1960. Capitale N'Djamena (ex Fort-Lamy).

TOGO

Visitée à partir du XV^e siècle par les Portugais, cette région de l'Afrique occidentale, sur le golfe de Guinée, vit se développer le commerce des esclaves et, plus tard, de l'huile de palme. Le 5 juillet 1884, l'explorateur allemand Nachtigal établit un protectorat allemand sur la région côtière et jusqu'à 1890 l'intérieur fut conquis sans grande difficulté. Les Allemands aménagèrent un port à Lomé (1904). Conquis par les Franco-Anglais dès le 26 août 1914, le Togo fut divisé en 1922, sous l'égide de la SDN, en deux mandats, français et anglais, qui furent placés en 1946 sous la tutelle des Nations unies. Indépendance en 1960. Capitale : Lomé.

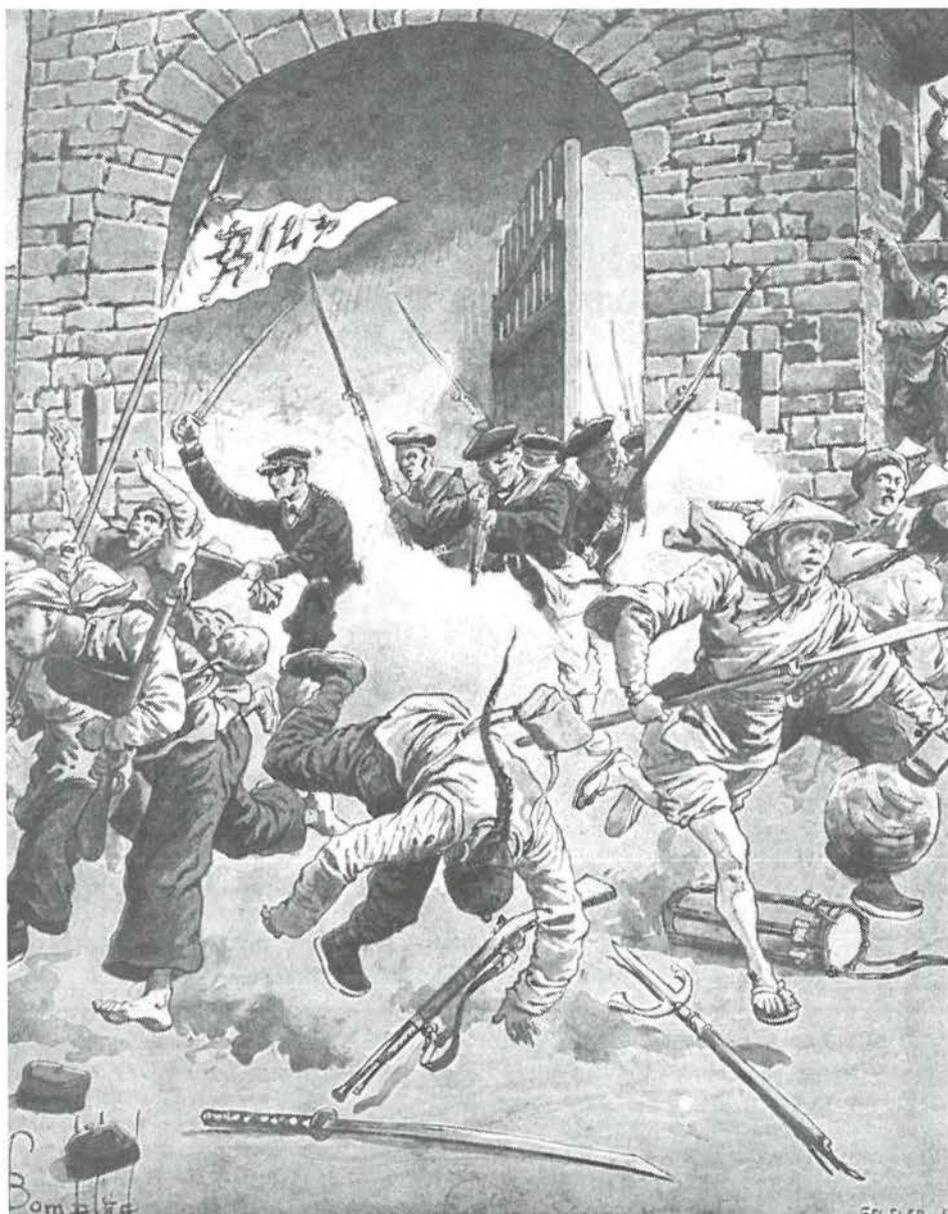
TONKIN

Une fois la Cochinchine conquise, on voulut savoir exactement d'où venait le Mékong, dont le delta arrose ce pays. L'expédition dirigée par Doudart de Lagrée et Francis Garnier recueillit sur le fleuve Rouge (1868) des renseignements qui en montrèrent la valeur comme voie commerciale. L'aventurier Jean Dupuis ne tarda pas à la confirmer en remontant le fleuve Rouge jusqu'à Manhao, puis en redescendant à Hanoi. Il voulut que la France s'établisse au Tonkin, c'est-à-dire dans la vallée du fleuve Rouge. Cette ambition fut combattue par les mandarins envoyés au Tonkin par la cour de Huê, qui exerçait son protectorat sur le pays. De là un conflit que le lieutenant de vaisseau Francis Garnier fut chargé de régler en 1873 sur l'ordre de l'amiral Dupré, gouverneur de la Cochinchine. Il conquiert la citadelle de Hanoi, puis tout le delta du fleuve Rouge. Mais il fut désavoué par le gouverneur français alors qu'il venait d'être tué dans une embuscade (21 décembre 1873).

Le traité du 5 janvier 1874, s'il ouvrit le fleuve Rouge au commerce, reconnut la souveraineté de l'Annam sur le Tonkin. De là résulta une période de troubles. Force fut d'envoyer à Hanoi le commandant Rivière qui, une seconde fois, enleva la citadelle (26 avril 1882), mais qui tomba à son tour dans une embuscade des Pavillons-Noirs (19 mai 1883). La France intervint alors vigoureusement, dégagea les villes du delta du Tonkin, envoya à Huê l'amiral Courbet qui contraignit l'empereur Tu Duc à reconnaître notre protec-

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

- J. Binoche-Guerda, *La France d'Outre-Mer, 1815-1962*, Masson-Histoire, Paris 1992.
- Henri Blet, *Histoire de la colonisation française*, 3 tomes, Arthaud, Paris 1948.
- Henri Brunshwig, *L'Afrique noire au temps de l'Empire français*, Denoël, 1988.
- Gilbert Comte, *L'Empire triomphant, 1871-1936*, Denoël, Paris 1988.
- Arthur Conte, *L'Épopée coloniale de la France*, Plon, Paris 1992.
- C. Coquery-Vidrovitch (sous la direction de), *Afrique occidentale, colonisateurs et colonisés au temps des Français, 1860-1960*, La Découverte, Paris, 1992.
- Raoul Girardet, *L'idée coloniale en France, 1871-1962*, La Table Ronde, Paris 1972.
- Bernard Lugan, *Afrique, Histoire à l'endroit*, Perrin, Paris 1989.
- Bernard Lugan, *Afrique, bilan de la décolonisation*, Perrin, Paris 1991.
- Jacques Marseille, *Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce*, Albin-Michel, Paris 1984.
- Jean Martin, *L'Empire renaissant, 1789-1871*, Denoël, Paris 1987.
- Philippe Masson, *La France et la Mer au siècle des grandes découvertes*, Tallandier, Paris 1993.
- Frédéric Mauro, *L'Expansion européenne 1600-1870*, PUF, Paris 1967.
- Jean Meyer et autres, *Histoire de la France coloniale des origines à 1919*, 2 tomes, Armand Colin, Paris 1991.
- P. Montagnon, *La Conquête de l'Algérie*, Pygmalion, Paris 1986.
- P. Montagnon, *La France coloniale*, Pygmalion, Paris 1989.
- Jean Planchais, *L'Empire embrasé, 1946-1962*, Denoël, Paris 1990.
- André Picciola, *Missionnaires en Afrique 1840-1940*, Denoël, Paris 1987.
- Paul Sérant, *Les enfants de Jacques Cartier*, R. Laffont, Paris 1991.
- Xavier Yacono, *Histoire de la colonisation française*, P.U.F., Paris 1969.
- L'Afrique et la crise de 1930. N° spécial de la *Revue française d'Histoire d'Outre-mer*, n° 232-233, 1978.
- Ch. R. Ageron, *France coloniale ou parti colonial ?*, PUF, Paris 1978.
- Id. *L'Anticolonialisme en France de 1871 à 1914*, PUF, Paris 1973.
- Broc, Numa, *Dictionnaire illustré des explorateurs et des grands voyageurs français du XIX^e siècle*, deux tomes parus, Paris 1988 et 1992.
- J.-L. Miège, *Le Maroc et l'Europe (1830-1894)*. Thèse de doctorat d'État, 4 tomes, Paris 1961.



Prise de la forteresse d'Hanoi par le lieutenant de vaisseau Francis Garnier, le 20 novembre 1873. Envoyé au Tonkin pour traiter avec les représentants de l'empereur d'Annam, l'officier doit affronter les « Pavillons-Noirs » chinois qui contrôlent la région. En un mois, avec une force infime, deux avisos, deux petites canonnières, trente marsouins aux ordres du sous-lieutenant de Trentenian, et une centaine de matelots, Francis Garnier conquiert le delta du Tonkin, ce qui ressemble aux exploits de Pizarre deux siècles plus tôt, massacres et trésors en moins. Mais le 21 décembre, Garnier est tué dans une embuscade aux portes d'Hanoi. La France le désavouera.

orat sur l'Annam et sur le Tonkin (25 août 1883).

La pacification fut menée par nos troupes, tandis que l'amiral Courbet, agissant avec l'escadre d'Extrême-Orient à Fou-tchéou et à Formose, préparait la conclusion de la paix avec la Chine (traité de T'ien-tsin, 9 juin 1885). Alors put être organisée la nouvelle conquête de la France, après qu'un traité conclu avec l'Annam le 6 juin 1884 eut fixé le régime du protectorat de l'Annam et du Tonkin qui devinrent partie intégrante de l'Union indochinoise le 17 octobre 1887. (Voir l'Annam).

TUNISIE

Conquise en 1574 par les Turcs, la Tunisie redevient à peu près indépendante. Au XIX^e siècle, l'état d'anarchie qui règne dans le pays menace l'Algérie et amène l'intervention de la France. Par le traité du Bardo, en 1881, la France imposa son protectorat. En 1920, fondation du parti nationaliste Destour, dont Habib Bourguiba devint le secrétaire général en 1934. Après avoir obtenu l'autonomie interne en 1954, la Tunisie devint indépendante en 1955. Capitale : Tunis.

GUY CHAMBARLAC

LA PLUS GRANDE FRANCE

L'ambition de Jules Ferry

PAR ARTHUR CONTE

Avec l'avènement de la III^e République et l'arrivée au pouvoir des républicains, se définit pour la première fois une véritable politique d'expansion coloniale. « Porter partout où elle le peut sa langue, ses mœurs, son drapeau, ses armes, son génie », telle est l'ambition que Jules Ferry propose à la France et qu'il va s'efforcer de mettre en œuvre.

Le voilà, le vrai créateur de ce qui va être le plus grand Empire colonial français. Le géant de l'œuvre.

Né en 1832 à Saint-Dié dans une famille de « bonne bourgeoisie », excellent élève de droit à Strasbourg, puis à Paris, parlementaire chevronné, ministre de fer, Jules Ferry est un modèle de Lorrain avec sa carrure robuste, son épais visage lourdement modelé, son goût pour la besogne, sa sobre passion pour l'action persévérante, sa gravité, sa droiture, sa ténacité, son caractère inflexible, son ardent patriotisme.



Jules Ferry (1832-1893). Avec lui commence la grande politique coloniale de la France en Tunisie, Indochine, Afrique et Madagascar.

ROGER VIOLET



48 - Congo Français. - BRAZZAVILLE
Départ des deux frères pour une excursion apostolique à Linzolo

M^r Augouard (1852-1921) au Congo en 1905. Tandis qu'en France s'affrontent catholiques et anticléricaux, aux colonies, les missionnaires se font les auxiliaires zélés du franc-maçon Jules Ferry. L'Église et la République ont en commun la certitude d'apporter la civilisation aux indigènes « arriérés ».

simple député, les combat-il sans merci. Nul ne dira mieux que lui cette évidence : « *Les nations, au temps où nous sommes, ne sont grandes que par l'activité qu'elles développent... Rayonner sans agir, sans se mêler aux affaires du monde, en se tenant à l'écart de toutes les combinaisons européennes, en regardant comme un piège, comme une aventure, toute expansion vers l'Afrique ou vers l'Orient, vivre de cette sorte, pour une grande nation, croyez-le bien, c'est abdiquer et, dans un temps plus court que vous ne pouvez le croire, c'est descendre du premier rang au troisième et au quatrième.* »

Et comment la France serait-elle absente du partage du monde ?

À moi l'Égypte, à toi Tunis

Toutes les puissances européennes, d'un seul élan, s'équipant des multiples nouveaux outils et armements que procure un sensationnel progrès, partent à la conquête de l'univers.

Il est trop vrai qu'en trente ans l'Afrique noire, pour ne citer qu'elle, va passer quasiment tout entière sous la domination de l'Europe.

Comment la France serait-elle en reste ?

Aux yeux de Jules Ferry, la colonisation comporte des devoirs moraux et humanitaires. « *Nous ne ferons pas la politique des vautours.* »

En 1878, au Congrès de Berlin, au hasard d'une conversation de couloir, l'Angleterre fait discrètement savoir qu'elle ne verrait pas d'inconvénient à une intervention de la France en Tunisie.

Quelle est l'explication ? Les Anglais ne sont pas coutumiers de telles offrandes.

Réponse : Ils viennent d'annexer Chypre. Ils doivent avoir des visées sur l'Égypte. Ils nous offrent par avance une compensation. Partage du gâteau. À moi, l'Égypte ; à toi, Tunis.

Mieux encore : Bismarck, qui n'est pas laissé dans l'ignorance de la proposition britannique, fait savoir qu'elle ne peut que l'enchanter.

Une idée est née et fermente. La Régence de Tunisie est à la ruine. Elle est aussi pauvre que peu peuplée. Elle manque de routes et de ports. La déplorable administration du ministre Mustapha, l'accroissement démentiel des impôts, une série d'épidémies ont conduit le pays dans un état lamentable. L'anarchie menace. Les partisans kroumirs harcèlent la frontière algérienne.

Léon Gambetta, à l'apogée de son prestige, dit à Jules Ferry : « *Moi, je vous soutiendrai à fond.* »

Le 4 avril 1881, par une déclaration solennelle au Parlement, Jules Ferry proclame sa résolution de rétablir d'urgence l'ordre sur la frontière algéro-tunisienne et en Tunisie même.

De surcroît, voici qu'arrive en France la nouvelle du massacre de la mission Flatters, anéantie le 16 février par les Touareg du Hoggar. La nouvelle déchaîne en France un fantastique sentiment d'horreur et d'indignation.

En toute hâte, Jules Ferry fait rassembler à la frontière algéro-tunisienne un corps expéditionnaire.

Le 24, le général Fourgénéol de Bostquénard attaque à la tête de deux colonnes. Il pro-

COLONISATION ET CONQUÊTE SONT DES NÉCESSITÉS

La colonisation en grand est une nécessité politique tout à fait de premier ordre. Une nation qui ne colonise pas est irrévocablement vouée au socialisme, à la guerre du riche et du pauvre. La conquête d'un pays de race inférieure par une race supérieure, qui s'y établit pour le gouverner, n'a rien de choquant. [...] Autant les conquêtes entre races égales doivent être blâmées, autant la régénération des races inférieures ou abâtardies par les races supérieures est dans l'ordre providentiel de l'humanité. L'homme du peuple est presque toujours chez nous un noble déclassé ; sa lourde main est bien mieux faite pour manier l'épée que l'outil servile. Plutôt que de travailler, il choisit de se battre, c'est-à-dire qu'il revient à son premier état. *Regere imperio populos*, voilà notre vocation. Versez cette dévorante activité sur des pays qui, comme la Chine, appellent la conquête étrangère. Des aventuriers qui troublent la société européenne faites un *ver sacrum*, un essaim comme ceux des Francs, des Lombards, des Normands ; chacun sera dans son rôle. La nature a fait une race d'ouvriers ; c'est la race chinoise, d'une dextérité de main merveilleuse sans presque aucun sentiment d'honneur ; gouvernez-la avec justice, en prélevant d'elle pour le bienfait d'un tel gouvernement un ample douaire au profit de la race conquérante, elle sera satisfaite ; – une race de travailleurs de la terre, c'est le nègre ; soyez pour lui bon et humain, et tout sera dans l'ordre ; – une race de maîtres et de soldats, c'est la race européenne. Réduisez cette noble race à travailler dans l'ergastule comme des nègres et des Chinois, elle se révolte. Tout révolté est chez nous, plus ou moins, un soldat qui a manqué sa vocation [...]. Or la vie qui révolte nos travailleurs rendrait heureux un Chinois, un fellah, êtres qui ne sont nullement militaires. Que chacun fasse ce pour quoi il est fait, et tout ira bien. Les économistes se trompent en considérant le travail comme l'origine de la propriété. L'origine de la propriété, c'est la conquête et la garantie donnée par le conquérant aux fruits du travail autour de lui. Les Normands ont été en Europe les créateurs de la propriété ; car, le lendemain du jour où ces bandits eurent des terres, ils s'établirent pour eux et pour tous les gens de leur domaine un ordre social et une sécurité qu'on n'avait pas vus jusque-là.

ERNEST RENAN

La Réforme intellectuelle et morale de la France, 1871, Calmann-Lévy.



Savorgnan de Brazza (1852-1905). Officier de marine d'origine italienne. Après avoir exploré le cours de l'Ogooué et celui du Congo, il signe avec le roi Makoko un traité qui donne à la France un immense territoire sans tirer un coup de feu. Il meurt d'épuisement après s'être vainement opposé aux grands intérêts qui mettent le pays en coupe réglée.

gresse sur deux axes sans rencontrer la moindre opposition, d'une part sur Tunis, d'autre part sur Le Kef. Tout se passe comme si les Kroumirs n'avaient jamais existé.

En concordance, la corvette cuirassée *Reine-Blanche*, sans davantage rencontrer de résistance, bombarde le fort installé dans l'îlot de Tabarka, puis, le 30 avril, mouille devant Bizerte, dont le gouverneur capitule sans l'ombre d'une hésitation. Dès le 2 mai, une brigade d'infanterie, amenée par deux paquebots, débarque sous les ordres du général Bréart et occupe la ville. Le 11, cette même brigade campe sous les murs de Tunis. Toujours pas trace d'un Kroumir.

Nous occupons sans coup férir Le Kef et Tabarka. L'armée du bey se range à nos côtés. C'est une promenade.

TALLANDIER

Contrairement à toutes les prévisions, il y a peu de réactions gênantes à travers le monde.

Le gouvernement anglais reste muet. Bismarck aussi, et il ne tardera pas à déclarer à notre ambassadeur en Prusse, Saint-Vallier, qu'il acceptera jusqu'à l'annexion. Il n'y a toutefois pas d'annexion proprement dite. On ne s'aligne pas sur le modèle algérien. Jules Ferry opte pour un tout autre type de projet, fort familier aux Britanniques : celui du protectorat.

Fin 1881, la Tunisie est devenue française à peu de frais. « *La Tunisie est tombée comme un abricot mûr* », commente un journaliste.

Pour autant, Jules Ferry est peu récompensé de sa victoire. L'expédition en Tunisie vaut au président du Conseil d'être la cible de multiples et rudes critiques.

Le débat qui s'engage le 5 novembre devant la Chambre sur le problème tunisien est, durant quatre séances, extrêmement pénible. Le cabinet est à l'évidence condamné.

C'est *in extremis* que Gambetta, intervenant puissamment à la tribune le 9 novembre, empêche que le protectorat ne sombre avec le gouvernement.

Jules Ferry, lui, refuse de boire davantage de vinaigre. Dès le lendemain, il donne sa démission.

Du moins la conquête de la Tunisie va-t-elle donner un irrésistible élan à l'expansion française outre-mer.

Brazza nous donne le Congo

C'est dans les quinze mois qui séparent la chute du premier ministère Ferry (9 novembre 1881) de la formation du second (21 février 1883) que se confirme en France une véritable ambition coloniale, à pleine conscience. Le grand Vosgien ne sera pas monté vainement en avant-garde.

Fin 1881, seuls quelques spécialistes et quelques rêveurs savent apercevoir pour la France la possibilité de se constituer un vaste Empire qui lui donnera « pour des siècles » (en réalité, ce sera pour à peine cent ans) des avantages énormes. Dans leur quasi-totalité, les hommes politiques ne cultivent que leur jardin. L'imagination n'est pas au pouvoir. L'opinion publique demeure totalement indifférente.

Début 1883, l'éclairage est totalement différent. Il n'y a point qu'explorateurs et géographes à envisager un programme colonial stratégiquement pensé. L'idée de bâtir un



EUROPÉANISER L'AFRICAIN, C'EST LE DÉPOSSÉDER DE SON IDENTITÉ

Le système politique suivi jusqu'ici pour franciser ou conquérir moralement les musulmans est d'une barbarie voisine du procédé des primitifs Américains à l'égard de ces Peaux-Rouges qu'on dépouillait de leurs territoires de chasse, en leur laissant la pleine liberté de mourir de faim [...].

Depuis la conquête de l'Algérie, deux principes fondamentaux, alternés suivant les mouvements de l'opinion, semblent avoir exclusivement dirigé notre politique colonisatrice. L'un consiste à exproprier les Arabes, puis à les refouler dans le désert ; l'autre à les franciser en leur imposant nos institutions. Les Arabes ne se sont pas laissés refouler, pour l'excellente raison que le désert ne peut nourrir personne, et qu'avant de consentir à mourir de faim plusieurs millions d'hommes commencent généralement à opposer quelque résistance. Les indigènes n'ont pas plus accepté d'être francisés que refoulés, parce que jamais jusqu'ici un peuple n'a pu changer sa constitution mentale pour adopter celle d'un autre. On continuera la série des ruineuses expériences, jusqu'au jour où nos gouvernants, enfin éclairés, s'aviseront que laisser au pays conquis ses institutions, ses coutumes, son genre de vie, ses croyances [...] est la plus simple, la moins coûteuse et la plus sage des solutions.

GUSTAVE LE BON

La Psychologie politique, Paris, 1910.

Au tournant du siècle, tandis que la presse populaire et les ouvrages scolaires donnent de la colonisation une image idéale, quelques pamphlets ripostent par des caricatures féroces. Dessin de Grandjean ans *L'Assiette au beurre*, 1903.

Le empire d'outre-mer est entrée dans les esprits. Les vastes plans d'expansion sont ouvertement discutés dans un certain nombre de sociétés, comme la Société de géographie à Paris. De nombreux diplomates, les frères Jules et Paul Camon en tête, sont acquis à la résolution de ne pas abandonner à l'Angleterre, à l'Italie et à d'autres tout le champ colonial.

Ils sont appuyés par les milieux d'affaires à la quête de marchés nouveaux. Ils ne sont pas moins soutenus par la franc-maçonnerie, laquelle, pour des raisons humanitaires, veut à quelque sorte « mondialiser » les idées publicitaires. Plusieurs organes de presse viennent leur parti. Pour leur part, les feuilles populaires, comme *Le Petit Illustré*, excellent à illustrer le côté pittoresque et exotique de la question. Sans doute, dans le grand public, on ne fait encore mal la distinction entre exploration et colonisation. On s'y passionne pour les

exploits de téméraires pionniers. Le goût du panache renaît. Il y a fierté collective à voir le drapeau, qui fut si humilié par les uhlands de Bismarck, flotter à nouveau glorieusement sur des territoires âprement disputés. Voyez donc ce qui se passe avec Savorgnan de Brazza.

La conquête du Soudan

Sans doute a-t-elle de la couleur, la scène où, en septembre 1880, après avoir remonté le fleuve Ogooué, gagnant de vitesse Stanley, pourtant avec des moyens qui sont loin de valoir ceux de son rival, il signe avec le roi Makoko, roi des Tékés, un traité par lequel les Tékés passent sous protectorat français.

C'est sans difficultés qu'en décembre 1882 le Parlement adopte une loi déclarant colonies françaises les terres ayant fait l'objet

des traités signés par Brazza avec Makoko et ses vassaux. Maurice Rouvier, rapporteur du projet devant la Chambre, ne trouve aucun contradictoire quand il prononce un discours pourtant « impérial ». Tous les députés applaudissent debout quand il souligne que l'entreprise n'a pas coûté une goutte de sang.

Lorsqu'il est rappelé, le 15 juillet 1885, Brazza laisse notre autorité installée, grâce à la présence de vingt et un postes, sur un énorme triangle limité par l'océan, le fleuve Congo et une ligne joignant l'estuaire du Gabon au cours inférieur de l'Oubangui. Il a reconnu dans la vallée du Niari-Kouilou la voie d'accès la plus directe du Congo.

Nous ne faisons point que nous installer solidement en Afrique équatoriale.

Au Soudan occidental (le Soudan futur Mali, principale ville Bamako, à ne pas confondre avec le Soudan qui, autour de Khar-

L'ACADÉMIE DES SCIENCES D'OUTRE-MER

L'Académie des sciences coloniales, fondée à Paris en juillet 1892, a pris, le 7 juin 1957, le nom d'Académie des sciences d'outre-mer. Établissement public national, elle est depuis 1959 sous la tutelle de l'Éducation nationale.

Elle a pour vocation d'examiner sous tous leurs aspects, scientifiques, politiques, économiques, historiques, sociaux, culturels, les questions touchant aux pays d'au-delà des mers. Depuis ses nouveaux statuts (1972), elle étudie l'ensemble des problèmes du tiers monde et ceux du monde francophone.

Elle comprend 5 sections de 40 membres. En outre, 50 places de membres associés permettent à d'éminentes personnalités étrangères de participer aux travaux de l'Académie.

Son importante bibliothèque compte 50 000 volumes, 35 000 brochures, 3 000 titres de périodiques et 750 manuscrits inédits.

Mondes et cultures, revue trimestrielle, publie les comptes rendus des séances et une bibliographie. Elle publie en outre des travaux et mémoires, notamment un dictionnaire biographique d'outre-mer, *Hommes et Destins*, en dix volumes. Des personnages célèbres ont été membres de l'Académie des sciences d'outre-mer, comme les maréchaux Joffre, Franchet d'Espèrey, Lyautey, Leclerc de Hauteclocque, les présidents Gaston Doumergue et Edgar Faure, les écrivains Jérôme Tharaud et Gabriel Hanotaux, le professeur François Perroux, etc.

Aujourd'hui, plusieurs personnalités marquantes du monde politique et des milieux culturels appartiennent à l'Académie, tels le président Léopold Senghor, Alain Decaux, Pierre Messmer, François Luchoire, Yves Guéna, Jean-Pierre Soisson et, parmi les scientifiques, Théodore Monod, Yves Coppens, etc.

Siège de l'académie : 15, rue Lapérouse, 75116 Paris, 47 20 87 93. Secrétaire perpétuel : Gilbert Mangin, Conseiller honoraire à la Cour de cassation, ancien magistrat de la FOM.



Tirailleur portant la tête du sultan esclavagiste Rabah. Ancien esclave lui-même, ce dernier, né au Soudan en 1846, entra en conflit avec les Français au Tchad, défut le lieutenant Bretonnet à Niellin, puis fit mettre à mort l'explorateur de Béhagie. Tué avec un grand nombre des siens au massacre de Kousseri (1900).

toum, sera dit « Soudan égyptien », des avancées considérables sont réalisées sous la direction de chefs entreprenants, le général Brière de l'Isle, le colonel Borgnis-Desbordes, le commandant Combes, le capitaine Gallieni.

Le haut Niger est atteint. Plusieurs forts sont construits sur les rives, à Bafoulabé, Bamako et Kita.

Un projet de voie ferrée destinée à relier le Sénégal au Niger est dressé.

En vain Lat Dior, au Cayor, essaie-t-il de maintenir une vieille société féodale et soulève-t-il ses tribus : il périt, non sans grandeur et non sans s'être soumis : le Cayor est divisé en provinces dont les administrateurs français désignent les chefs.

Jules Ferry – qui en est alors à présider son premier ministère – engage les opérations de toute sa fermeté.

Il fait étroitement surveiller Ahmadou, car « ne lâchez jamais la bride à un dromadaire rétif », et ordonne de pourchasser rudement Samory, grand chef musulman qui domine le paysage.

Du coup, à nous campagnes sur campagnes, où s'illustrent superbement « marsouins » de l'infanterie de marine, soldats de

la Légion étrangère, sapeurs du génie, tirailleurs sénégalais, et où, si nous alignons des officiers d'élite dont beaucoup se couvrent de gloire, nous comptons aussi une incomparable promotion de sous-officiers, qui sont peut-être même la force principale de nos armées.

L'énergie est vite récompensée.

Le colonel Borgnis-Desbordes, en trois campagnes, de 1880 à 1883, établit une liaison permanente du Sénégal au Niger, par une chaîne de postes et de fortins.

Borgnis-Desbordes, protégeant Bamako, inflige à Samory deux sérieux revers sur la rive droite du Niger. En 1886, le colonel Frey, à Niagassola, accule « ce diable d'almany » à une si nette défaite que le fier guerrier doit se résigner à signer une paix.

Nous délogeons Mahmadou Lamine de Sénoudébo, puis, avec pourtant dix mille hommes, il n'arrive même pas à submerger le poste de Bakel, défendu par à peine vingt et un Européens et mille deux cents indigènes.

« La paix nous suit comme notre ombre », commente Borgnis-Desbordes.

Et, de l'autre côté de la planète, l'île de Tahiti, déjà placée sous protectorat français, est officiellement annexée – de même que Rapa, de même que les Gambier.

C'est le roi Pomaré qui demande l'annexion à la France des îles du Vent. Ainsi l'archipel de la Société devient tout entier colonie française. Et bientôt, ce sera le tour de Madagascar.

À nous le Tonkin et toute l'Indochine

Dans la péninsule indochinoise, de profonds changements politiques sont à attendre dès lors qu'est arrivé à Saigon, en 1881, comme premier gouverneur civil de notre colonie de Cochinchine, Charles-Marie Le Myre de Villers, ancien préfet d'Alger, pourvu de toutes les qualités de souplesse et de fermeté nécessaires pour réussir en Extrême-Orient. Il n'est pas personnage ni à végéter dans un bureau ni à se laisser piéger par les intrigants. De plus, il a pleine conscience que les pays d'Indochine – Cochinchine, Annam et Tonkin – forment un tout qui ne peut être administré et tenu que dans une vision d'ensemble. Enfin, il s'affirme tout de suite déterminé à faire échec aux savantes manœuvres exécutées par la Chine pour troubler notre jeu.

D'entrée de jeu, il explique au gouvernement pourquoi l'Annam demeure rétif à toute

L'EXPOSITION COLONIALE INTERNATIONALE DE 1931

entente : c'est que la cour de Huê y est encouragée par le Tsong Li-Yamen, le ministère des Affaires étrangères chinois. En contradiction avec les notifications du traité de Saigon, ledit ministère a notamment envoyé au Tonkin, sous prétexte de combattre les pirates Pavillons-Noirs, des troupes qui s'installent carrément dans le delta – au Tonkin, dépendance de l'Annam.

Le Myre de Villers, sur place, réagit vivement. Pour lui, la collusion des troupes annamites, des réguliers chinois et des Pavillons-Noirs « du damné Lu Vinh-Phuoc » est trop flagrante. Il donne consigne au commandant Henri Rivière, avec quatre cents hommes, de remonter le fleuve Rouge pour en débarrasser les rives des pirates qui les infestent.

Le 26 avril 1882, sans l'accord de Paris, mais avec l'assentiment de Le Myre de Villers, Henri Rivière s'empare de la citadelle de Hanoi. L'opération ne prend pas plus d'une demi-heure.

La Chine proteste immédiatement et renforce ses troupes.

Le ministère Duclerc, qui vient de succéder au ministère Gambetta, voit sans plaisir survenir une telle complication. Cependant, estimant qu'il y va de l'honneur national, il envoie en Indochine un corps expéditionnaire de trois mille hommes destiné à affirmer le protectorat, fût-il incertain, que le traité de 1874 nous a conféré sur l'Annam et le Tonkin.

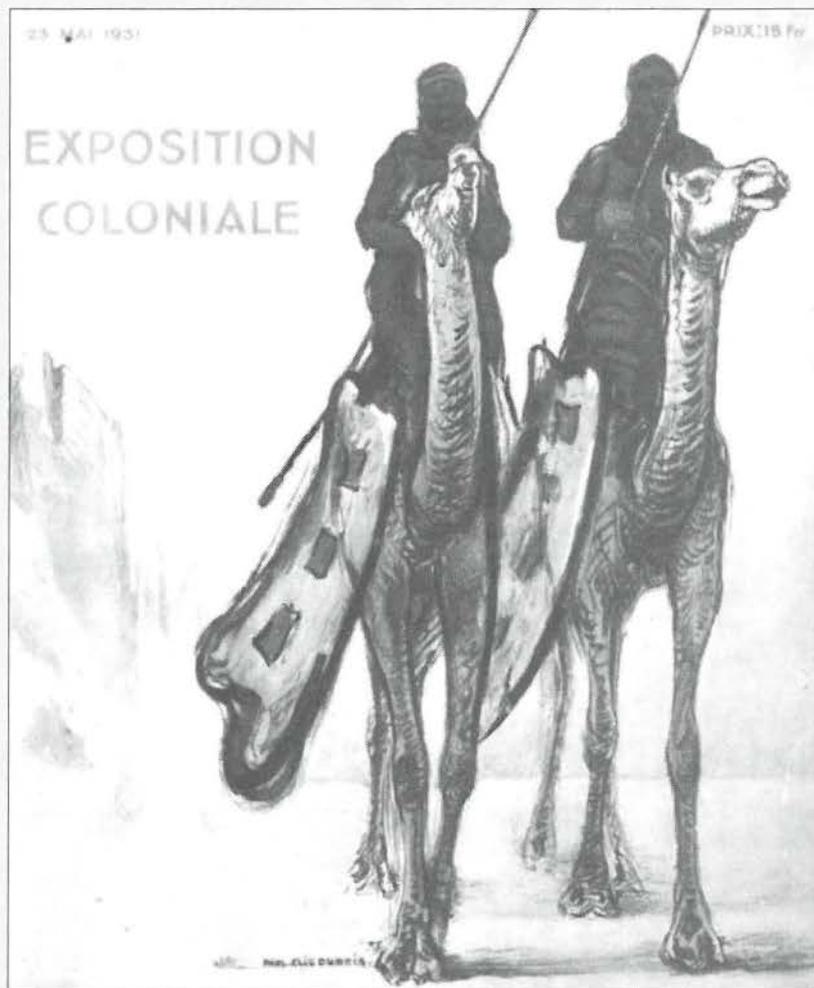
Mais voici Jules Ferry, à nouveau président du Conseil, investi le 21 février 1883.

Marins et fonctionnaires en poste en Cochinchine n'admettent pas que l'avance en cours au Tonkin soit interrompue.

Les parlementaires colonialistes, à la seule idée d'un éventuel abandon, crient au scandale.

Les hommes d'affaires soutiennent que l'établissement d'une zone neutre placerait en fait sous le contrôle chinois la plus utile partie du Tonkin, la région minière. D'autres font valoir que nous ne devons pas nous laisser trop éloigner de la riche province chinoise du Yunnan, qui promet bien des trafics. Il y a le souci du prestige français. Il y a le sentiment que « si nous n'y allons pas, les Anglais iront, et les Allemands ».

Ferry n'hésite pas. Il obtient sans difficulté de la Chambre les crédits pour assurer l'envoi en Indochine d'un renfort de quatre mille hommes – faisant aisément valoir, au demeurant, qu'il ne s'agit pas de conquérir le Tonkin mais d'y mettre fin aux incursions chinoises. Par ailleurs, au besoin, le personnage est même capable du plus haut cynisme bismarckien.



MARIE TAPAUD

De mai à novembre 1931, se déroulèrent dans le bois de Vincennes les fastes d'une exposition coloniale qui porta à son apogée la gloire de l'Empire colonial français.

Précédemment, depuis 1895, des expositions coloniales beaucoup plus restreintes avaient été organisées dans les grands ports coloniaux : Bordeaux, Nantes et surtout Marseille où, eut lieu en 1922 une exposition importante. Mais, en 1931, celle de Vincennes pour la première fois – et la dernière – présente, dans une véritable apothéose, les colonies françaises d'Afrique du Nord, d'Afrique noire, de Madagascar et de l'océan Indien, d'Indochine, du Pacifique et des Antilles.

C'est Paul Reynaud, ministre des Colonies, qui, en 1930, lança le projet de l'exposition et en confia le commissariat général au maréchal Lyautey. Celui-ci avait alors 76 ans et, depuis son départ du Maroc en 1925, vivait quelque peu en disgrâce, retiré sur ses terres de Lorraine. Le projet

l'enthousiasma et il sût le réaliser splendidement.

Tous les territoires de la France d'outre-mer étaient présents à Vincennes : les pays du Maghreb avec leurs souks, l'Afrique noire avec ses villages et sa mosquée soudanaise, ses griots et ses marabouts, Madagascar avec d'étonnantes sculptures, la Polynésie avec ses cases fétiches, l'Indochine avec l'extraordinaire reconstitution du temple d'Angkor.

Le succès populaire fut considérable. L'exposition reçut huit millions de visiteurs dont environ un million d'étrangers, parmi lesquels George VI d'Angleterre et Wilhelmine de Hollande.

Cependant, une opposition se manifesta à l'exposition, inspirée par Aragon et le parti communiste, et un groupe de surréalistes qui organisèrent une « contre-expo », mais sans aucun succès. L'anticolonialisme n'était pas encore à la mode.

P. B.

Puis, avec un terrible réalisme, il sait exploiter à fond l'effet produit à Paris par « le massacre de la colonne Rivière », au Tonkin, le 19 mai 1883.

Jules Ferry choisit de procéder par « *petits paquets* », des détachements à faible effectif. La méthode ne va pas sans graves inconvénients.

On se met à hésiter entre carotte et bâton. Bâton : le général Bouët, attaquant à plein succès, s'empare de la ville fortifiée de Sontay, et occupe une large partie des territoires tonkinois. Carotte : Jules Ferry autorise le capitaine de frégate François-Ernest Fournier, stationné à T'ien-Tsin, à entrer en négociation avec le pacifique prince Li Hung-Tchang, vice-roi chinois du Tché-Li. Les pourparlers aboutissent le 11 mai 1884 à une convention, signée à T'ien-Tsin, par laquelle la France s'engage à respecter la frontière de la Chine ; la Chine promet en retour de retirer ses troupes du Tonkin, reconnaît notre protectorat sur l'Annam, et les deux puissances s'accordent des avan-

tages commerciaux réciproques.

Bâton : le 16 décembre, Courbet, avec à peine neuf mille hommes, mais avec l'appui d'une puissante artillerie, après trois jours de combats acharnés, s'empare de la redoutable citadelle de Son Tay. Le corps expéditionnaire est confié au très déterminé général Millot, avec sous ses ordres les généraux Négrier et Brière de l'Isle, Courbet gardant le commandement de l'escadre. Au prix de seulement huit tués, Millot s'empare de la base de Bac-Ninh, important nœud de communications routières puis prend Hong Hoa et Tuyen Quan sur la rivière Claire. Le but fixé par Jules Ferry est atteint : nous voici maîtres de tout le delta.

Ne reste plus à obtenir que l'exécution des engagements pris par Li Hung-Tchang au nom de la Chine.

Mais déception. Les dirigeants chinois ergotent, désavouant l'infortuné Li Hung-Tchang. Ils se refusent absolument à évacuer Lang Son, Cao Bang et les localités voisines

des frontières du Kouang Toung et du Kouang Si, pas davantage Lao Kay et les places voisines des frontières du Yunnan, qu'ils s'étaient engagés à quitter avant le 26 juin 1884.

Un incident démesurément grossi

Le 13 juillet, Jules Ferry adresse un ultimatum à Pékin exigeant, outre l'évacuation immédiate du Tonkin, une indemnité de deux cent cinquante millions de francs « *au moins* ». Le délai expire le 22 juillet.

Encore une fois, naturellement, le président du Conseil français y va de la manière la plus carrée.

Pressé d'en finir, il donne à Courbet l'ordre de bombarder le port chinois stratégique de Keelung dans l'île de Formose.

Les 23 et 24 août, pénétrant dans la rivière Min à la tête de trois croiseurs, Courbet canonne et démantèle l'arsenal de Fou-Tchéou – le seul que possède sur le continent l'Empire du Milieu –, met par le fond la flotte chinoise qui s'y trouve imprudemment rassemblée dans sa quasi totalité.

Le général Brière de l'Isle, qui a relevé Millot, attaque quant à lui « plein Tonkin ».

Le temps ne se gâte qu'à Paris. C'est que l'opposition, les vacances terminées, reprend du poil de la bête. Tous les ennemis du président du Conseil interviennent, d'autant plus qu'à vrai dire, plus que sa politique extérieure et que sa politique coloniale, c'est sa politique intérieure qui est en cause : la droite lui en veut à mort de son anticléricalisme, l'extrême gauche de son ultra-conservatisme, le parti radical de son opportunisme.

À l'évidence, l'atmosphère de Paris n'est pas bonne. Les nouvelles du Tonkin restent inquiétantes. Même si, dans le seul mois de février, Négrier prend Lang Son, le camp retranché de Dong Son, Dong Dang, et fait sauter la Porte de Chine tandis que le colonel Giovanninelli dégage Tuyen Quang superbement défendue par Dominé, le théâtre d'opérations continue de révéler de multiples pièges. L'intransigeance de Pékin ne faiblit pas. L'amiral Courbet critique en termes amers « *Notre politique de demi-mesures* »... L'Angleterre et les États-Unis nous font connaître leur mécontentement. Ironie des ironies : l'Allemagne est le seul pays européen à se montrer favorable à la cause française.

Courbet obtient d'occuper les îles Pescadores (fin mars) et d'organiser le « blocus du riz » dans les eaux de la Chine du Nord.

DE L'ÉCOLE COLONIALE À L'ÉCOLE DU PALABRE

Procédures et Intuition dans la palabre – sous-titre : « Comment en prendre et en laisser », voilà qui eût fait le titre d'un cours précieux, à l'École coloniale, au lieu, par exemple, de tant d'heures inutiles consacrées à la « technologie primitive ». N'importe qui pourra toujours distinguer un bâton à four d'une charrue – mais un pauvre type d'un menteur, ou d'un cheval de retour ? Je n'ai pas encore compris ce qui les pousse à faire tant de kilomètres à pied pour soumettre leurs palabres au « Commandant » ; mais, chaque matin, ils sont au moins dix qui m'attendent, gros de leurs chicanes et agglutinés sur les marches du bureau. Lorsque j'arrive, ils s'écartent en me saluant militairement, eux aussi, comme ils viennent de voir faire par les gardes, mais pas toujours de la bonne main. De l'autre, ils retiennent leur pagne sur l'épaule. La plupart sont âgés, quelques-uns portent au menton un peu de barbe tressée ; les femmes baissent pudiquement les yeux sur leurs seins nus... Djelibà règne sans partage sur ce peuple patient de plaideurs [...] Bien sûr, il y a le tribunal civil et le tribunal correctionnel, et c'est moi-même qui préside l'un et l'autre ; mais Djelibà ne croit pas beaucoup à ces institutions publiques et officielles. Il pense qu'à l'audience, « *il y a trop de monde pour qu'on puisse dire la vérité* ». Hier, comme j'avais « renvoyé » deux de « ses »

plaignants devant « les juridictions régulières », il m'a fait un petit cours : « *Mon commandant, m'a-t-il dit, tu fais comme tu veux. Mais tu sais, les affaires, ici, c'est toujours les mêmes, tribunal ou pas tribunal : le fétiche, le poison, les chèvres qui bouffent les cultures, la femme qui "court". Si tu leur règles ça dans ton bureau, sans personne, ils peuvent tout dire et ils sont contents de ta décision. Celui qui a tort paie tout de suite, il ne pourrait pas te faire affront, et tout le monde rentre chez soi sans attendre. Si ça se passe au tribunal, ils racontent n'importe quoi, ils savent qu'ils ont droit à des délais, et ils n'en finissent pas pour payer. Alors tu es forcé de les mettre en prison. Mais pendant qu'ils sont en prison, il y en a d'autres qui font les cons avec leurs femmes ou leurs terrains. Tu vois, ça recommence... Si encore on leur donnait dix ou vingt coups de chicotte à la place... Eux, ils préfèrent cela, tu sais...* » Il a vu mon haut-le-corps et il ajoute aussitôt, patelin : « *Bien sûr, on vient de l'interdire encore une fois, la chicotte... Mais ça fait tellement de fois qu'on dit ça... Déjà quand on courait après Samory, en 1913...* »

RAYMOND GAUTHEREAU

Journal d'un colonialiste. Seuil, 1986, p. 38-39.

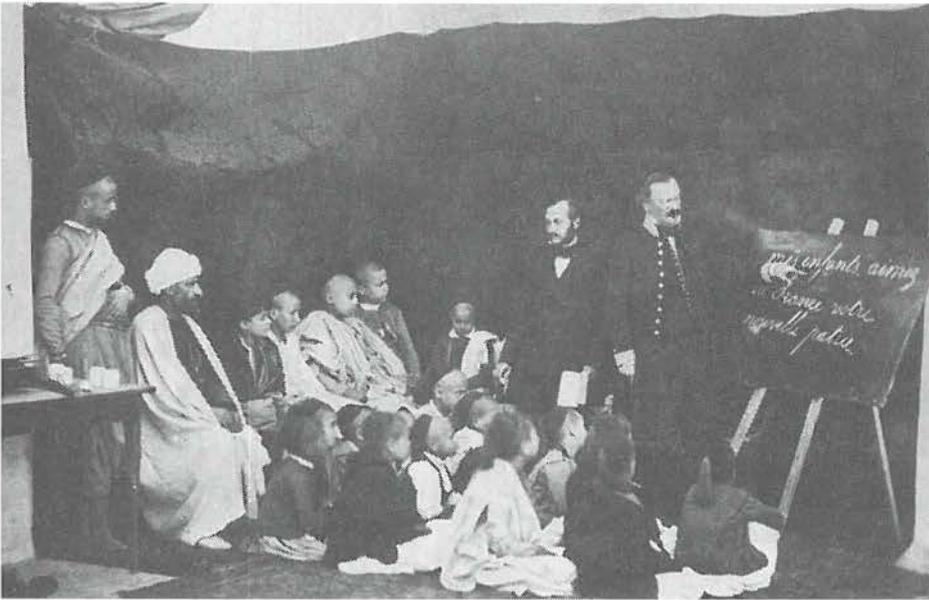
Souvenirs d'un jeune administrateur des colonies, frais émoulu de l'école en 1945 et affecté pour son premier poste en Côte-d'Ivoire.

EUGÈNE ÉTIENNE FONDATEUR DU « PARTI COLONIAL »

Personnalité capitale de notre histoire coloniale, encore qu'assez mal connue, que celle d'Eugène Etienne, Français d'Algérie, né à Oran en 1844 d'un père officier d'active. Dès la fin de ses études secondaires, il a abandonné la préparation à Saint-Cyr pour entrer dans une maison marseillaise d'exportation et d'importation tandis que, militant ardent et convaincu, la protection de Rouvier l'avait introduit dans la familiarité des cercles républicains. Les lendemains de la défaite l'ont retrouvé dans l'entourage immédiat de Gambetta et c'est sous le patronage d'un tribun qu'il est élu député d'Oran en 1881. Désormais le nom d'Etienne apparaît comme inséparable de toutes les manifestations de la politique française d'expansion coloniale. Sous-secrétaire d'Etat aux Colonies durant trois ans, de 1889 à 1892, son influence va rester longtemps présente sur des bureaux qu'il a plus qu'aucun contribué à mettre en place et sur un personnel administratif dont il a largement contrôlé le recrutement. Journaliste de talent, inspirateur de *la Dépêche coloniale* et directeur des *Tablettes coloniales*, on retrouve sa signature, au début du XX^e siècle, dans *le Figaro*, *le Temps*, *la Petite Gironde*, *le Petit Marseillais*. Surtout, animateur infatigable, il n'est guère de comités, de groupement ou d'association consacrés à la défense des intérêts coloniaux qui ne témoignent de sa présence. Figure complexe d'ailleurs, où il demeure singulièrement difficile de savoir ce qui domine du républicain de conviction insoupçonnable, du pied-noir obstinément fidèle à sa communauté d'origine et de l'homme d'affaires que la poursuite de ses propres entreprises ne semble jamais avoir laissé indifférent. Ses liens un peu trop apparents avec certains milieux financiers, la rapidité de sa fortune, ses intérêts dans certains conseils d'administration n'ont pu manquer d'entourer sa réputation d'une constante suspicion. Mais l'homme paraît avoir bénéficié de dons assez exceptionnels : une intelligence rapide et précise, le goût des responsabilités et celui de l'initiative, un charme, un pouvoir de séduction très généralement reconnus, le sens de l'amitié, une certaine générosité autoritaire mais chaleureuse qui lui a valu d'incontestables dévouements et de très sûres fidélités.

RAOUL GIRARDET

L'idée coloniale en France,
La Table Ronde, Paris 1972, p. 68-69.



« Enfants, aimez la France votre nouvelle patrie... En Algérie, comme en Indochine ou au Sénégal, les instituteurs croyaient sincèrement transformer leur élèves en petits Français. Illusion ébréquée par le grand mouvement identitaire de la décolonisation.

Négrier franchit la frontière chinoise sans rencontrer de résistance, poussant jusqu'à Yang Bo.

Le parti de la paix à Pékin reprend l'avantage. Il amorce des négociations. En marge de la diplomatie officielle, des pourparlers secrets sont noués. Ils sont même tout près d'aboutir. Déjà Pékin donne son aval au texte provisoirement arrêté.

Par malheur, Jules Ferry va être victime d'un stupide incident démesurément grossi.

Tout part d'un télégramme du général de Négrier, ouvert à Paris le 25 mars 1885 au soir qui fait état d'une offensive surprise des Chinois.

Texte : « L'ennemi a attaqué le 22 mars... le 24, tous nos efforts ont échoué devant une supériorité numérique considérable... L'artillerie n'ayant plus de munitions, j'ai dû rompre le combat. Tous les blessés ont été reportés à Lang Son... »

C'est l'affolement dans les salles de rédaction comme dans les couloirs du Parlement.

Le 26 mars, un député de droite, Jules Lafosse, dénonce l'expédition du Tonkin comme « la plus folle et la plus criminelle des entreprises ». Le 28, dans une atmosphère de stupeur, Clemenceau y va de ses rugissements.

La majorité s'effrite comme à vue d'œil.

Pire encore : les journaux du soir publient un télégramme catastrophique de Brière de Lisle, commandant en chef du corps expéditionnaire.

Texte : « Je vous annonce avec douleur que le général de Négrier, grièvement blessé, a été contraint d'évacuer Lang Son. Les Chi-

nois, débordant par grandes masses... ont attaqué avec impétuosité nos positions... J'espère pouvoir défendre tout le delta... »

Ce télégramme – hâtivement rédigé par un chef ayant dans l'instant manqué de maîtrise de soi – peut paraître consternant.

La vérité est tout autre.

Quarante-huit heures plus tard, Brière de Lisle s'empresse d'envoyer des nouvelles rassurantes.

La journée du 28 mars a même été un jour de victoire pour nos troupes à Ki Lua.

En revanche, sur la foi des premiers télégrammes, Paris croit à une déroute totale.

Le public ignore – et pour cause, puisque les pourparlers sont secrets – que l'accord avec la Chine est conclu et qu'il n'y a plus dans la négociation qu'à mettre au point un protocole annexe.

Il voit le Tonkin aux abîmes, la Cochinchine perdue, le Cambodge menacé, notre corps expéditionnaire peut-être voué au massacre. Alors qu'il ne s'agit que d'échauffourées, on parle d'un autre Waterloo, d'un nouveau Sedan.

Loin d'abdiquer, Jules Ferry monte à la tribune du Palais-Bourbon, plus calme et hautain que jamais. Il annonce l'envoi au Tonkin d'un renfort de dix mille hommes. Il demande un crédit de deux cents millions, moitié pour la Guerre, moitié pour la Marine.

Dans un climat de typhon – alors que ses adversaires l'injurient et que ses partisans restent bras croisés –, il déclare : « Il nous faut réparer, venger l'échec de Lang Son. Il le faut non seulement pour la possession du Tonkin, pour la sécurité et l'avenir de nos possessions

LE PETIT SOLDAT DE L'EMPIRE par Guy Georgy

Pour apprécier le rôle des administrateurs des colonies, il faut lire *Le Petit Soldat de l'Empire* de l'ambassadeur de France Guy Georgy, ancien administrateur de la FOM qui servit, après la guerre, au Cameroun et au Gabon, à Brazzaville et à Dakar et fut gouverneur au Congo au moment de la décolonisation. Reconverti alors dans la diplomatie, il a été ambassadeur en Bolivie, en Libye, en Iran et en Algérie.

Son livre est modestement sous-titré « *récit* » mais il s'agit, en réalité, d'un récit d'aventures africaines qui inspirent constamment à l'auteur une réflexion, illustrée par des anecdotes souvent savoureuses, sur la colonisation, la sociologie de l'Afrique et la psychologie des Africains.

Ainsi, s'agissant de l'administrateur de la FOM, Guy Georgy rappelle que « *son immersion dans la population était la raison de sa force et de son acceptation par la collectivité... Quoi que les belles âmes aient pu dire de la colonisation, de ses abus, de ses méfaits, l'administrateur vivait seul au milieu du peuple et se déplaçait toujours sans arme et sans escorte* ».

Quant au paysan africain – et voici quarante ans, l'Afrique était essentiellement paysanne – c'est, écrit Guy Georgy, « *le produit du clan et de la tribu, fondu dans sa collectivité, fils du groupement avant d'être celui d'un père et d'une mère, ne connaissant que le lien du sang et soumis corps et âme à la volonté du chef père représentant des symboles et des coutumes* ».

Une anecdote, parmi d'autres, témoigne de l'attachement à la France de nombreux Africains. En 1957, le vice-président de la récente Assemblée territoriale du Congo, Jacques Opangault, se trouvait à Pointe-Noire quand deux navires de la Royal Navy y firent escale. Leur commodore invita à son bord, suivant l'usage, les notabilités françaises et africaines dont Jacques Opangault qui retourna son carton avec cette mention vengeresse : « *Non ! car je n'ai pas oublié Trafalgar...* »

Le Petit soldat de l'Empire, par Guy Georgy, Ambassadeur de France. Flammarion, 1992.

PIERRE BONNEFONT



Combats au Tonkin. Un thème que populariseront les images d'Épinal.

d'Indochine, mais pour notre honneur dans le monde entier. »

Il est submergé par un déferlement de haine. Rarissimes sont les députés qui osent soutenir le président du Conseil.

Le plus dramatique de la scène est que Ferry a les moyens de répliquer, de laisser ses interpellateurs muets de surprise.

Il a en poche les télégrammes l'informant de l'approbation donnée par Pékin aux préliminaires de paix.

Bien d'autres à sa place n'hésiteraient pas à brandir une telle arme. Il ne le fait pas ? C'est que l'approbation de Pékin, si quasiment assurée soit-elle, n'est pas encore absolument acquise.

Dès lors, il est sans cuirasse face à trop d'épées. Dans un tumulte indescriptible, on vote sur la priorité de la discussion des crédits, priorité qui est demandée par le gouvernement.

Pour : seulement 149 voix. Contre : 306. Jules Ferry est renversé.

Il doit quitter le Palais-Bourbon par une porte dérobée, tandis que sur la Concorde une foule de vingt mille Parisiens aux bords de l'hystérie hurle : « *À bas Ferry ! À la Seine Ferry ! À mort le Tonkinois !* »

Comble d'ironie : Jules Ferry tombe le 30 mars 1885 ; le 31, dans le bureau qu'il occupe pour quelques heures encore, il est informé de l'acceptation définitive de la Chine. Le traité définitif est signé le 9 juin ; l'affaire de Lang Son n'aura pas eu la moindre influence sur le cours des pourparlers ; la Chine renonce définitivement à la suzeraineté

sur le Tonkin et l'Annam ; elle s'engage à respecter les accords conclus entre l'Annam et la France ; les deux puissances contractantes décident de disperser toutes les bandes de pirates, la France au Tonkin, la Chine sur son territoire.

Ainsi, malgré la chute de Jules Ferry, malgré la mort de Courbet (aux Pescadores, le 11 juin 1885), la France recueille les fruits de la politique persévérante de l'homme d'État, de l'action énergique et perspicace de l'homme de guerre.

Après lui, l'organisation de l'Indochine est vigoureusement poursuivie.

Il n'y a plus qu'à pacifier les secteurs qui restent rétifs, mater les innombrables bandes de pillards qui narguent nos gendarmes. Nous n'avons plus à maîtriser une insurrection, mais une piraterie.

La pacification du delta est achevée dès 1890.

Jules Ferry ? Il vit treize années encore, poursuivi par des haines qui ne connaissent pas de répit.

Il n'aura pas moins incarné l'une des plus hautes et brillantes personnalités de la III^e République – sinon la plus grande. Il restera comme le plus grand bâtisseur de l'Empire colonial français.

ARTHUR CONTE

Ancien ministre, ancien président de l'ORTF, Arthur Conte est l'auteur de nombreux ouvrages historiques. Il a publié en 1992, chez Plon, *L'Épopée coloniale de la France*. Son nouveau livre, *Les Nostalgies françaises*, paraît en octobre chez le même éditeur.

DE L'ÉCOLE COLONIALE À L'ÉCOLE NATIONALE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER 1889-1960

La première école d'Etat, conçue en France pour l'administration et le commandement civils, a été – bien avant l'ENA – l'École coloniale, née en 1889 et dénommée en 1934 École nationale de la France d'outre-mer (ENFOM). Elle disparut en 1960, dans sa soixante-et-onzième année.

La « *Colo* » dans le jargon des élèves et anciens élèves, appellation qui perdure bien après la dissolution de l'École – fût, en 1889, la transformation et l'extension de l'École cambodgienne créée en 1885 par Auguste Pavie, l'un des premiers hauts fonctionnaires de l'Indochine française.

L'École – installée en 1890 avenue de l'observatoire, derrière le palais du Luxembourg – eut pour vocation de former les administrateurs et les magistrats destinés à servir en Afrique noire, à Madagascar, en Indochine, dans le Pacifique et aux Antilles. Après la guerre de 1914-1918, à la demande du maréchal Lyautey, l'École reçut mission de préparer au concours du Contrôle civil du Maroc et de Tunisie, étant bien entendu que le corps des contrôleurs civils et celui des administrateurs de la FOM étaient indépendants l'un de l'autre. Enfin, en 1948, une section nouvelle fut chargée de former les inspecteurs du travail spécialistes du droit social d'outre-mer.

La vie en brousse

À la sortie de l'École, commençait aussitôt la grande aventure africaine ou indochinoise des jeunes administrateurs de la FOM, avec d'abord – jusqu'aux environs de 1950 – un interminable voyage en paquebot qui les conduisait, eux et les autres coloniaux du Havre, de Bordeaux ou de Marseille à Saïgon ou Tamatave ou dans les ports plus proches d'Afrique occidentale.

Arrivés dans le territoire où ils avaient été affectés, ils s'initiaient aux affaires pendant quelques mois dans les bureaux du gouvernement, puis partaient en brousse rejoindre leur poste et là, pendant deux ou trois ans, immergés dans l'Afrique profonde, ils apprenaient à connaître l'Afrique et les Africains.

Dur apprentissage, car les administrateurs, comme les employés des comptoirs, vivaient en brousse sans eau courante, sans téléphone, sans électricité et donc sans radio (le transistor n'existait pas), sans climatiseur, sans réfrigérateur (sauf à pétrole, parfois) et sans médecin, le moins éloigné pouvant se trouver à 50, 100, ou 200 km, ce qui voulait dire à 8, 15 ou 20 jours de marche en saison de pluies.



Le gouverneur Bonne-Carrère visite une plantation de café.

Que faisaient-ils ? Tout... comme l'explique jadis Maurice Delafosse, l'un des premiers gouverneurs de la Côte-d'Ivoire : « *L'administrateur des colonies est secrétaire, comptable, percepteur, juge de paix, notaire, huissier, officier d'état-civil, architecte, ingénieur des travaux publics, topographe, infirmier, commissaire de police, caporal instructeur...* »

Et, ces dernières années, le gouverneur Louis Sanmarco (promotion 1931), évoquant la distorsion entre la formation théorique reçue à l'École et la multiplicité incroyable des problèmes à résoudre ensuite sur le terrain, se plaisait-il à dire : « *Nous recevons une formation d'anarchistes, d'anarchistes autoritaires.* » En fait, on peut prétendre que les administrateurs de la FOM, en brousse et ailleurs, furent des despotes éclairés et humanistes car ils se considéraient investis d'une mission civilisatrice.

Les Africains qui ont connu l'époque coloniale ne l'ont pas oublié comme en témoigne, par exemple, lors des cérémonies commémoratives du centenaire de Brazzaville en 1980, l'invitation adressée par le président socialiste de la République populaire du Congo, à plusieurs anciens gouverneurs généraux de l'AEF et gouverneurs du Congo qui, dans la tribune officielle, furent placés au premier rang, alors que les diplomates et conseillers soviétiques se trouvaient relégués aux derniers rangs...

La dernière promotion de l'ENFOM avant sa dissolution, celle de 1958, compta 58 élèves dont – il faut le souligner – 30 étaient africains et malgaches.

Les grands anciens

Que devinrent, après 1960, les gouverneurs généraux, gouverneurs et administrateurs de la FOM ? Certains s'orientèrent vers le secteur privé mais beaucoup furent intégrés dans les différents corps de l'administration métropolitaine : Conseil d'État, Cour de cassation, Cour des Comptes, Inspection générale des Finances, diplomatie, magistrature, etc.

Et, il convient aussi de rappeler ou de faire savoir que plusieurs anciens élèves de l'ENFOM furent ou sont encore, en France ou en Afrique, des hommes politiques de premier plan, tels en France, le gouverneur général Pierre Messmer, ancien Premier ministre et, en Afrique, le président du Sénégal Abdou Diouf, major de la promotion 1958 dont est sorti également son Premier ministre Habib Thiam.

Aujourd'hui, dans le gouvernement d'Edouard Balladur, se trouve encore un ancien de l'ENFOM, Philippe Mestre (promotion 1948), ministre des Anciens combattants, ancien directeur du cabinet de Raymond Barre à Matignon.

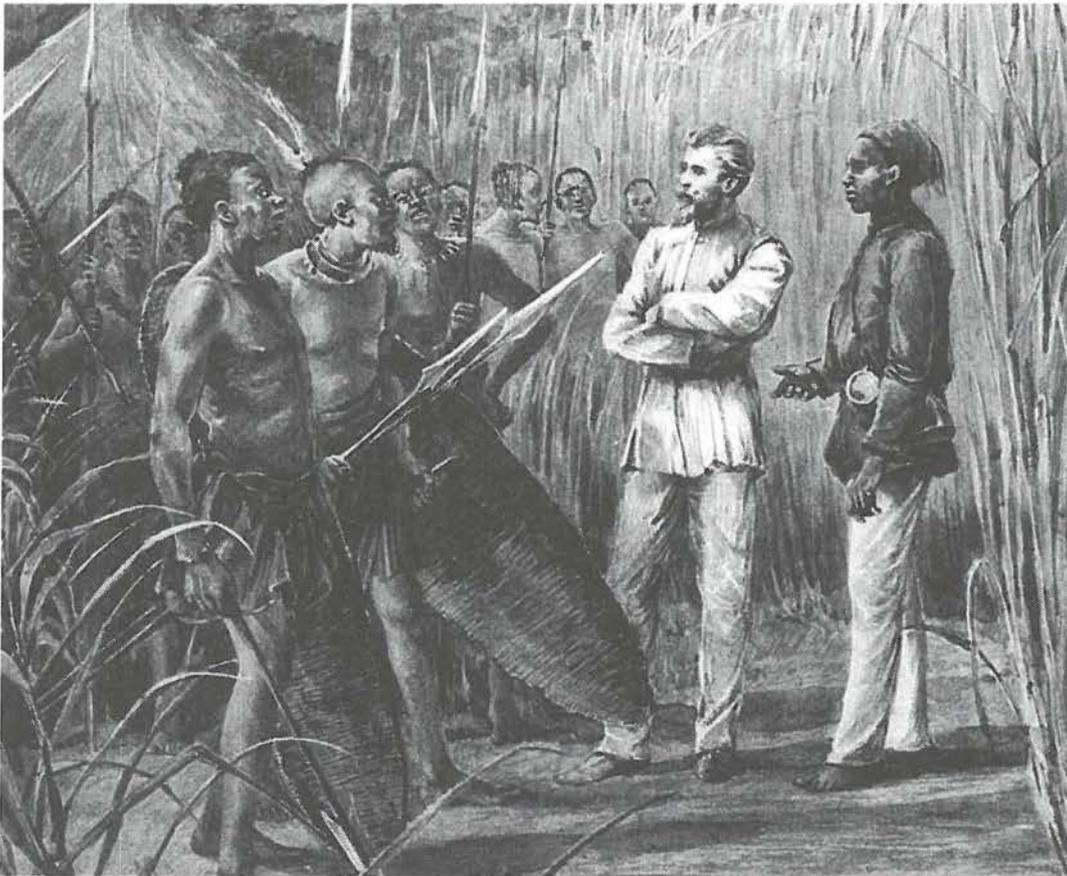
PIERRE BONNEFONT

SOLDATS, MISSIONNAIRES, COLONS

Les acteurs français de l'épopée

PAR ADRIEN BROCARD

Les uns portaient le sabre, les autres la croix, d'autres avaient une boussole pour seul emblème : la carrière de chacun des bâtisseurs de l'Empire est une aventure singulière. Beaucoup n'en reviendront pas.



L'explorateur Paul Crampel au Congo en 1891.

Louis Archinard (1850-1932)

Officier. Succédant à Gallieni au commandement supérieur du Haut-Sénégal et du Niger en 1888, il défait Ahmadou, sultan du Ségou, puis Samory en 1891. Il dirige en 1896 le comité technique au ministère des Colonies.

Mgr Augouard (1852-1921)

Missionnaire de la congrégation des Pères du Saint-Esprit, il participe à l'expédition de Savorgnan de Brazza. Fondateur de nombreuses missions en Afrique centrale, il devient archevêque de Cassiopée en 1905.

Albert Baratier (1864-1917)

Officier. Il prend part à la campagne contre Samory au Niger en 1891, marche sur Kong avec la colonne Monteil en 1895, et participe à la mission Marchand en 1896. Rentré en France, il dresse la carte du Haut-Oubangui. Il meurt au front en 1917.

Louis-Gustave Binger (1856-1936)

Officier. Chargé de missions scientifiques au Sénégal et au



Louis Brière de L'Isle

Henri de Bournazel
(1898-1933)

Mythique officier de spahis. Gouverneur du Tafilalet en 1932, il est tué au cours d'une opération dans le djebel Sagho, au Maroc.

Pierre Savorgnan de Brazza
(1852-1905)

Officier de marine d'origine italienne, il remonte l'Ogooué et l'Alima jusqu'au Congo en 1875, place les États du roi Makoko sous protectorat français et fonde Brazzaville en 1880. Commissaire général du gouvernement, il organise la colonie du Congo français de 1887 à 1897.

Louis Brière de L'Isle
(1827-1896)

Officier. Vétéran des expéditions de Chine et de Cochinchine, gouverneur du Sénégal en 1877, il contribue à la prise de Bac-Ninh, Thâi-Nguyen et Hong-Hoa en 1883, puis débloque Tuyên-Quang en 1885.

Thomas-Robert Bugeaud
(1784-1849)

Officier. Ancien vélite de la Garde impériale, il est envoyé en Algérie en 1836, trouve une situation difficile et écrase les troupes d'Abd el-Kader le 6 juillet. Gouverneur général de l'Algérie en 1840, maréchal de France en 1843, il occupe l'ensemble du pays et défait les Marocains le 14 août 1844 à Isly. S'estimant insuffisamment soutenu, il démissionne en juin 1847.

René Caillé
(1799-1838)

Fils d'un boulanger des Deux-Sèvres. Débarque au Sénégal en 1816 à 17 ans et décide de découvrir Tombouctou. Ayant appris l'arabe, déguisé en indigène, il parvient à la cité mythique en

1828 après avoir vaincu des difficultés sans nom.

Paul du Chaillu
(1837-1903)

Explorateur américain d'origine française. Après un voyage au Gabon en 1855, il pousse ses explorations jusqu'au cœur de l'Achango en 1863. Premier Blanc à avoir rencontré les Pygmées.

Amédée-Anatole Courbet
(1827-1885)

Officier de Marine. Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie de 1880 à 1882, il commande la division navale au Tonkin en 1883 et impose le protectorat français sur l'Annam par le traité de Huê, avant d'enlever Sontay aux Pavillons-Noirs. Après la violation par la Chine du traité de T'ien-Tsin, il bombarde Foutcheou, occupe Formose, détruit la flotte chinoise et contrôle les Pescadores. Le 9 juin 1885, la paix est signée sur le *Bayard*, à bord duquel il meurt deux jours après.

Paul Crampel
(1864-1891)

Il explore le nord du Congo français en 1888 et projette de relier par le Tchad les possessions françaises d'Algérie, du Soudan et du Congo, lorsque le chef musulman Senousi le fait tuer à El-Kouti.

Jules Crevaux
(1847-1882)

Médecin de marine, il explore les fleuves de la Guyane française de 1876 à 1879, les monts Tumuc-Humac et les affluents septentrionaux de l'Amazone, puis remonte le rio Magdalena, franchit la cordillère des Andes, gagne l'Orénoque et rencontre en 1880 la tribu des Guaraounos. Il est tué par les Tobas en explorant le rio Pilcomayo à travers le Gran-Chaco boréal.



Amédée-Anatole Courbet

Marc-Edmond Dominé
(1848-1921)

Officier de zouaves en Algérie. Chef de bataillon au Tonkin après la guerre de 1870, il se distingue en défendant Tuyên-Quang assiégée par les Chinois en 1885.

Ernest Doudart de Lagrée
(1823-1868)

Officier de marine, il est de l'expédition de Crimée, puis commande les troupes françaises au Cambodge en 1862. Commandant une mission d'exploration du Mékong qui doit relier Saïgon au Yunnan à travers le Laos, il meurt à Tong-Tchouen et Francis Garnier ramène la mission.

Charles Du Pin
(1814-1868)

Officier brillant et dissipé, il participe à la prise de la Smala d'Abd el-Kader en 1843 et guerroye en Algérie jusqu'en 1847. Chef d'état-major à la division de Constantine en 1853, il participe aux opérations en Kabylie. Après la guerre de Crimée, envoyé au Mexique en 1862, il défend les Terres Chaudes contre les juaristes en levant une troupe de coupe-jarrets, les « colorados ».

Marie-Jules Dupré
(1813-1881)

Officier de marine, il se bat en Crimée, se rend en Syrie, participe à l'expédition en Cochinchine.



Louis Faidherbe

ne en 1861, puis commande la division navale des côtes orientales d'Afrique. Gouverneur de la Réunion en 1864, promu contre-amiral en 1867, il commande en 1870 la division navale de Chine et d'Orient, avec laquelle il bloque les ports d'Extrême-Orient. Gouverneur de la Cochinchine en 1871-1874, il signe avec l'Annam un traité avantageux.

Jean Dupuis (1829-1912)

Négociant français, il cherche en 1871 à se rendre au Yunnan en traversant le Tonkin par le fleuve Rouge. Ses différends avec les autorités annamites amènent l'intervention de Francis Garnier et la conquête du pays.



Joseph Gallieni

Henri Duveyrier (1840-1892)

Élève de l'explorateur allemand Heinrich Barth, il tente en 1859 la traversée du Sahara, atteint les oasis de Ghardaïa, d'El-Goléa et du Ghat et séjourne chez les Touareg auxquels il consacre un ouvrage en 1864.

Louis Faidherbe (1818-1889)

Officier. Gouverneur du Sénégal de 1854 à 1865, après un début de carrière en Algérie et à la Guadeloupe, il lutte contre les Maures et les Toucouleurs, conquiert les deux rives du Sénégal, la Casamance et le Cayor, et dirige l'expédition du Fouta-Djalou et du Bas-Niger. Il lance de nombreux travaux d'utilité publique. Commandant l'armée du Nord pendant la guerre de 1870, il est chargé après la défaite d'une mission scientifique dans la haute Egypte.

M^{re} Alphonse Favier (1837-1905)

Missionnaire lazariste, il part pour la Chine en 1862, et oblige en 1871 le gouvernement chinois à payer à la France des réparations après les massacres de T'ien-Tsin. Evêque de Pékin en 1899, il assiste l'enseigne de vaisseau Paul Henry lorsque les Boxers assiègent la ville en 1901.

Paul Flatters (1832-1881)

Officier. Ayant pris la tête de deux expéditions successives pour reconnaître le tracé d'un chemin de fer transsaharien en 1880, il meurt lors de la seconde mission, massacrée par les Touareg le 16 février 1881, à Bir el-Garama, dans le Hoggar.

Père Charles de Foucauld (1858-1916)

Officier, il combat l'insurrection algérienne de Bou-Amama en

1881, quitte l'armée et effectue un voyage d'études au Maroc, puis dans le Sud-Oranais. Touché par la grâce, il entre en 1890 dans une Trappe ardéchoise, mène une vie d'humilité en Palestine et en Syrie, est ordonné prêtre et fonde à Beni-Abbès, dans le Sud-Algérie, l'ermitage de la Fraternité. En 1905, il s'installe à Tamanrasset, dans le Hoggar, et s'y lie d'amitié avec l'Amenokal. Vénéré comme un marabout, le « Frère Charles de Jésus » est assassiné par des Senousis le 1^{er} décembre 1916.

Fernand Foureau (1850-1914)

Explorateur. Après avoir activé le forage de puits artésiens dans l'Oued-Righ en 1878, il poursuit, sur les traces de Duveyrier, l'étude scientifique du Sahara de 1888 à 1896. En 1898, il est de la mission Lamy qui traverse le Tassili des Ajjer pour rejoindre au Tchad les missions Joalland-Meynier et Gentil, et participe à la victoire de Kousseri sur le sultan esclavagiste Rabah. Gouverneur de Mayotte et des Comores en 1906.

Joseph Gallieni (1849-1916)

Envoyé sur les bords du Niger en 1879, il négocie avec Ahmadou, chef des Toucouleurs de Ségou, un traité accordant à la France l'exclusivité du commerce dans le Haut-Niger en 1881. Gouverneur du Soudan en 1886, du Tonkin de 1893 à 1895, puis gouverneur général à Madagascar de 1896 à 1905, il rétablit l'ordre dans l'île, dépose la reine Ranaivalona III et travaille au développement de l'île. Rentré en France, il devient gouverneur de Paris en août 1914 et joue un rôle décisif dans la victoire de la Marne. Ministre de la Guerre de 1915 à 1916, il est élevé au maréchalat à titre posthume, en 1921.

Francis Garnier (1839-1873)

Officier de marine. Affecté en



Francis Garnier

Cochinchine, il est nommé inspecteur des Affaires indigènes chargé de l'administration de Cholon. Adjoint de Doudart de Lagrée dans une mission d'exploration du Mékong en 1866-1868, il ramène l'expédition après la mort de son chef, puis étudie la navigabilité du fleuve Bleu pour établir une voie d'accès entre la Chine et le Tibet en 1872. L'amiral Dupré lui confie en 1873 le commandement de l'expédition du Tonkin. Il enlève la citadelle d'Hanoi et trouve la mort en combattant les pirates chinois, les Pavillons-Noirs.

Emile Gentil (1866-1914)

Officier, il explore l'Afrique équatoriale avec Brazza, puis reconnaît le cours du Chari jusqu'au lac Tchad en 1895-1898 et place le Baguirmi sous protectorat français. Commissaire du gouvernement français au Chari



Emile Gentil

En 1900, il défait Rabah à Kouno, rejoint avec sa mission celles de Foureau et Lamy et de Joalland et Meynier, et participe à la victoire de Kousseri. Il devient ensuite commissaire du gouvernement au Congo français.

Jules Gérard
(1817-1864)

Officier de spahis célèbre par ses chasses au lion en Algérie, il tente d'explorer le pays de Kong et se noie en traversant la rivière Congo, dans la Sierra Leone.

Henri Gouraud
(1867-1946)

Officier de chasseurs, il capture Samory au Soudan en 1898. Appelé par Lyautey au Maroc en 1910, il se distingue à l'assaut du camp du Roghi en 1914. Nommé, après la Grande Guerre, haut-commissaire en Syrie de 1919 à 1923, il réprime les révoltes de Damas et de Cilicie. Gouverneur militaire de Paris en 1923.

Jules Harmand
(1845-1921)

Médecin de marine, il est de l'expédition Delaporte au Cambodge en 1873, participe à la prise de Hai Dzuong, devient gouverneur de Nam Dinh et reprend des explorations scientifiques au Siam, au Cambodge et au Laos en 1874-1877. Commissaire général de la République au Tonkin en 1884, il signe le premier traité de protectorat avec la Chine de Hué.

Jules Joalland
(1870-1940)

Officier d'artillerie. Envoyé au Soudan en 1898, il remplace Foureau et Voulet à la tête de l'expédition qui, rejoignant celles de Foureau et Lamy et de Gentil, défait Rabah à Kousseri.

Joseph Joffre
(1852-1931)

Officier du génie, affecté au Tonkin, il participe à l'occupation

des Pescadores dans le détroit de Formose en 1885, organise la défense du Haut-Tonkin, puis est nommé au Soudan pour diriger les travaux du chemin de fer de Kayes au Niger. En 1894, il se porte au secours de la colonne Bonnier et établit l'autorité française sur Tombouctou, avant d'être envoyé à Madagascar. Victorieux des Allemands sur la Marne en 1914, il commande en chef les armées françaises jusqu'en 1916. Maréchal de France en 1917.

François Lamy
(1858-1900)

Officier. Dirige avec Foureau l'expédition qui part en 1899 de la Méditerranée pour rejoindre au Tchad, en avril 1900, les missions Gentil et Joalland-Meynier, il prend la direction de l'ensemble et meurt à Kousseri, en combattant le sultan Rabah.

François-Henry Laperrine
(1860-1920)

Officier. Il sert sous les ordres de Joffre dans le Sud-Oranais et au Soudan, commande le Territoire des Oasis de 1902 à 1910, crée les premières compagnies sahariennes et effectue en 1904 la jonction avec des méharistes soudanais partis de Bourem. Chargé d'assurer l'ordre au Sahara pen-



François-Henry Laperrine



KHARABINE TAPABOR

Mort du commandant Lamy au combat de Kousseri, le 22 avril 1900. Jusqu'aux premières années de l'indépendance du Tchad, la capitale du territoire, aujourd'hui N'Djamena, était Fort-Lamy.

dant la Grande Guerre, il prend le commandement des Territoires sahariens en 1919, puis remplace Nivelle à la tête du 19^e corps d'armée. Il meurt en 1920, en tentant la première traversée aérienne du Sahara.

Emmanuel Largeteau
(1866-1916)

Officier. Après un début de carrière au Sénégal, il fait partie de la colonne de Kong conduite contre Samory par le colonel Monteil, et participe à la mission Marchand en 1895. Il conquiert le Tchad en expulsant les Senoussis du Kanem et du Bahr el-Ghazal de 1901 à 1904, en combattant le Ouadaï de Doudmourrah de 1906 à 1908, en pacifiant le Massali et l'Ennedi en 1910 et en contrôlant le Borkou en 1913. Il participe à la conquête du Cameroun allemand en 1914 et meurt en 1916, à Verdun.

M^{re} Charles-Martial Lavignerie
(1825-1892)

Prélat. Fondateur des écoles d'Orient en Syrie pour soutenir les missions du Levant, il visite

le Liban après les massacres de 1859-1860. Archevêque d'Alger en 1867, il crée des orphelinats indigènes, des villages arabes chrétiens, fonde l'ordre des missionnaires d'Afrique, connus sous le nom de Pères blancs, et celui des Sœurs missionnaires d'Afrique. Chef de l'Eglise d'Afrique, cardinal en 1882, administrateur apostolique de la Tunisie en 1884, il lance en 1888 la Société anti-esclavagiste. A la demande de Léon XIII, il préconise le ralliement des catholiques à la République en 1890.

Ferdinand de Lesseps
(1805-1894)

Diplomate et homme d'affaires français, créateur du canal de Suez. Consul de France en Egypte de 1833 à 1838 et ami du prince héritier. Ayant conçu le projet d'un percement de l'isthme de Suez, il obtient le soutien de Napoléon III et mène à bien le percement du canal, achevé le 17 novembre 1869. Il échoue dans son projet ultérieur de percement de l'isthme de Panama, englouti dans un énorme scandale politico-financier.

Hubert Lyautey
(1854-1934)

Voir article page 53.

Eugène Mage
(1837-1869)

Officier de marine, affecté au Sénégal en 1858, il visite les Dwaish du Tagant, en Mauritanie, puis, de 1863 à 1866, le Haut-Sénégal et le Soudan occidental jusqu'à Ségou. Il meurt dans un naufrage sur les Roches Noires, au sud d'Ouessant, en 1869.

Charles Mangin
(1866-1925)

Officier. Il sert de 1890 à 1894 au Soudan, puis commande, de 1895 à 1898, l'escorte de la mission Marchand. Affecté au Tonkin de 1901 à 1904, il est chef d'état-major des troupes françaises en Afrique Occidentale de 1907 à 1911. Rejoignant Lyautey au Maroc, il bat à Sidi-bou-Othman, en septembre 1912, le prétendant El-Hiba et prend d'assaut, en juin 1913, la casbah de Ksiba, occupée par les Tadraït. Après avoir contribué à la contre-offensive victorieuse de juillet 1918, il commande l'armée du Rhin après l'armistice, puis est nommé inspecteur général des troupes coloniales et membre du Conseil supérieur de la guerre.

Jean-Baptiste Marchand
(1863-1934)

Officier. Il participe à plusieurs expéditions au Sénégal, au Soudan et en Côte d'Ivoire, puis commande en mars 1897 la mission qui part de Loango pour tenter de rejoindre le Nil, objectif atteint le 10 juillet 1898 à Fachoda. Menacé par une expédition anglaise commandée par Kitchener, il évacue le poste quatre mois plus tard, sur ordre du gouvernement. Après avoir pris part à la campagne de Chine, il démissionne de l'armée en 1904, est rappelé et blessé pendant la Grande Guerre.



François de Négrier

Henry Moll
(1871-1909)

Officier, il explore le Cameroun allemand et le Congo français jusqu'au Tchad, en 1905 et 1906. Commandant le territoire du Tchad, il est tué le 9 novembre 1910 en combattant les Massalat, à Doroté (Dridjel).

Louis Monteil
(1855-1925)

Officier. Après avoir étudié un projet de chemin de fer au Sénégal, il commande de 1890 à 1892 une expédition de Saint-Louis à Tripoli par la boucle du Niger et le Fezzan. En 1893, il dirige au Congo français les postes du haut Oubangui, puis se rend en Côte d'Ivoire pour combattre Samory, en 1895.

François de Négrier
(1839-1913)

Officier. Envoyé en Algérie après la guerre de 1870, il détruit la kouba d'El-Abiod dans le Sud-Oranais. Au Tonkin en 1884, il prend Nac-Ninh, Hong-Hoa, Kep, surprend en 1885 le camp de Nui-bop, enlève Dong-Song, la cita-

delle de Lang Son, et attaque en mars le camp de Bang-Bo mais doit battre en retraite. Grièvement blessé, il confie le commandement au lieutenant-colonel Herbingier, qui évacue Lang Son.

Auguste Pavie
(1847-1925)

Diplomate et explorateur. Vice-consul de France à Luang-Prabang, il conduit plusieurs expéditions à travers l'Indochine de 1886 à 1895, reconnaît le golfe de Siam, et rapporte les éléments d'une carte du Cambodge. En 1887, il délimite les frontières entre le Siam et l'Annam. Ministre plénipotentiaire au Siam en 1892-1893, il est nommé par la suite commissaire général au Laos et organise les territoires de la rive gauche du Mékong. Il rentre en France en 1895.

Henri Rivière
(1827-1883)

Officier. En Nouvelle-Calédonie, il réprime la révolte canaque de 1878, est envoyé à Saïgon en 1881, s'empare d'Hanoi en 1883, mais il est tué dans une embuscade.

Louis-Edgar de Trentinian
(1851-1942)

Officier. Il prend part à la campagne de Francis Garnier au



Henri Rivière

Tonkin en 1873. Il est nommé au Soudan, dont il encourage l'essor économique, puis succède à Gallieni à la tête du corps d'occupation de Madagascar, qu'il commande de 1905 à 1907. Général de division lors de la bataille de la Marne en 1914, il passe au cadre de réserve en 1916.

Joseph Vantini, dit Yusuf
(vers 1808-1866)

Enlevé tout jeune par un corsaire turc et vendu comme esclave à Tunis, il entre dans la garde du bey. Réfugié à Alger à la suite d'une intrigue amoureuse, il se met à la disposition du maréchal de Bourmont lors du débarquement français et prend Bône en 1831. Bey de Constantine, commandant les spahis de la province d'Oran, puis colonel après la prise de Mascara, il s'empare de la



Joseph Vantini, dit Yusuf

smala d'Abd-el-Kader avec le duc d'Aumale et commande une colonne de cavalerie à la bataille d'Isly. Il soumet les Ouled-Naïls, lutte contre les tribus du Djurdjura en 1847, contre celles du Sud en 1852 et commande les troupes irrégulières turques en Crimée. Après avoir combattu en Kabylie en 1857, il obtient le commandement de la division d'Alger de 1862 à 1864.

ADRIEN BROCARD

LES PIÈGES DE L'ASSIMILATION

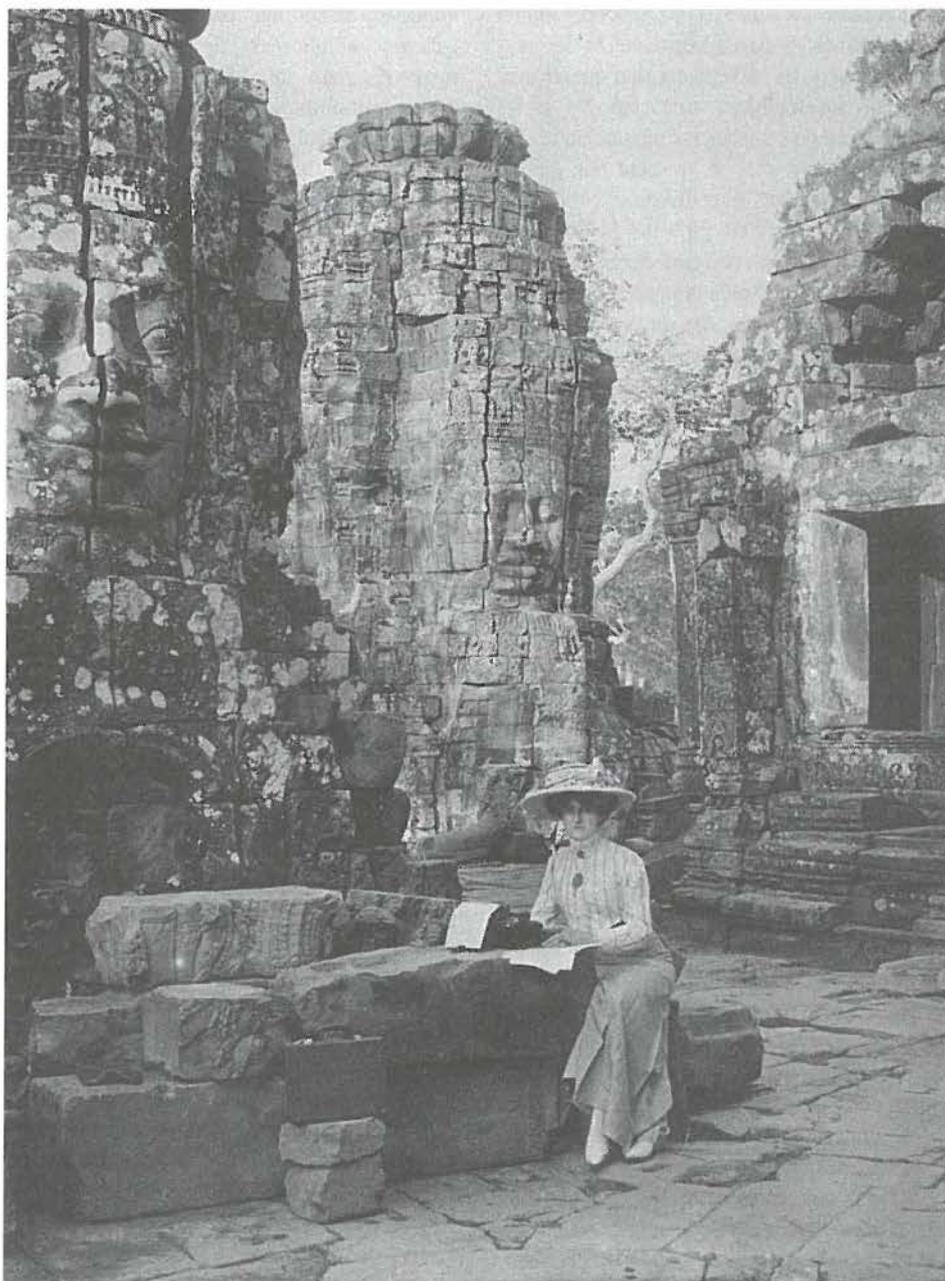
Le ratage indochinois

PAR JACQUES NÉPOTE

Après trois siècles d'étroites relations, pourquoi en est-on arrivé là ? Tout avait pourtant bien commencé entre la France et l'Indochine dès le XVIII^e siècle. Les Français n'étaient pas venus en conquérants. Ils avaient été appelés par le vœu des souverains et des populations. Examen d'un immense gâchis issu des meilleures intentions.

Sans entrer dans le débat du bien-fondé de la colonisation française en général, celle de l'Indochine, en dépit du dévouement passionné et du sacrifice de nombreux Français, fut un ratage stratégique dont témoigne par exemple la cascade des guerres au Viêt-nam, ou l'auto-génocide khmer rouge.

Et pourtant, la France, qui était en relation avec les pays d'Indochine (1) depuis le début du XVII^e siècle (2), disposait d'atouts exceptionnels. C'est dans l'élan d'un traité conclu à Versailles entre Louis XVI et le fondateur du Viêt-nam moderne que s'inscrit l'intervention française. Au Cambodge, c'est au terme d'une persévérante demande des princes khmers que s'établit le protectorat français (1863). Quant au Laos, il n'a franchi le XIX^e siècle que grâce à l'interposition française. C'est avec l'accord des populations que la France a pris pied en Indochine. Comment imaginer d'ailleurs qu'à ses mois de ses bases, elle eût pu gérer durable-



Restoration des ruines d'Angkor. Photo prise en 1907 avec le premier conservateur français. La découverte de ces monuments prodigieux incite à s'interroger sur le destin de l'empire khmer passé de la prospérité à la ruine entre le XIII^e et le XV^e siècle.

ment une Indochine une fois et demie plus vaste qu'elle et militairement incontrôlable (les Américains en ont fait récemment l'amère expérience), si sa présence n'avait pas correspondu, au-delà de heurts conjoncturels, à une attente ? Une part importante des élites « indo-chinoises » ont en effet vu dans la présence française un moyen privilégié d'accéder à la modernité, à une méthodologie intellectuelle considérée comme nécessaire à la survie de leurs nations. Pour leur part, les diplomates et les officiers de marine, souvent légitimistes, de la monarchie de Juillet et du Second Empire, surent souvent engager positivement les premiers contacts. Ils ne voyaient rien que de normal dans les traditions aristocratiques et les clientélismes de ces sociétés monarchiques, de la même façon qu'ils ne voyaient rien que de très respectable dans leurs diversités culturelles.

Or, en tant qu'État, qu'a fait la France de ce capital si ce n'est, de manière insidieuse, un immense gâchis ? Après la proclamation de la République, la France des années 1880 s'est projetée dans une idéologie jacobine qui, après avoir pris le pouvoir en métropole, entendait bien faire de même outre-mer. Les bureaucrates coloniaux n'ont alors eu de cesse de remodeler les sociétés « indo-chinoises » au nom du progrès, tout en les tenant en lisière au nom d'un darwinisme culturel. En clair, ils n'ont eu de cesse de les subvertir. Prenons l'exemple du Viêt-nam : entre la mort de l'empereur Tu Duc (1883) et l'accès au trône de l'empereur Khai Dinh (1916) qui achève la mainmise de l'administration coloniale sur le pays, sept empereurs se succèdent, dont trois périssent de mort violente (du fait des perturbations engendrées par la gestion coloniale), et trois autres sont déportés par les Français !

On pourrait examiner chaque aspect de la présence française, jusqu'aux plus positifs, on y verrait comment l'administration jacobine a contribué à gauchir ces sociétés. Sans doute, là où n'existait le plus souvent qu'une justice éloignée de ce terme, a-t-on apporté la notion de service public et d'état de droit, mais était-ce une raison pour balayer les droits coutumiers et la personnalité des lois au profit de codes uniformes décalqués du « modèle » (si l'on ose dire) français ?

Quand nous quittons l'Indochine au milieu des années 1950, sans doute avons-nous « mis en valeur » le pays (à un coût social et financier pour la France que n'ont jamais compensé les profits de quelques planteurs), laissant des milliers de kilomètres de chemin de fer, de routes, de canaux et de digues, laissant des

dizaines de villes propres et des marchés, sans doute avons-nous restauré bien des monuments (et aussi détruit quelques autres...) et construit des musées, mais nous avons surtout ébranlé culturellement et sociologiquement ces pays de façon irrémédiable (3). Nous avons tout à la fois désorienté, stérilisé, discrédité les élites traditionnelles, sans jamais promouvoir de véritables élites modernes susceptibles de prendre en main leur avenir. Nous avons fragilisé les équilibres politiques qui reposaient traditionnellement sur des jeux de souverainetés multiples et sur une imbrication savante de galaxies composées de quelques grands royaumes, mais aussi de plusieurs vice-royautés et de multiples principautés ou chefferies. Nous avons balayé cette complexe diversité garante des harmonies et des cohésions sociales d'une mosaïque de populations aux destins divergents, au profit d'un canevas administratif mécanique, éloigné des réalités autant que des autorités légitimes.

Par machiavélisme à courte vue ou fausse rationalité, l'administration coloniale a tracé sur les cartes d'état-major des frontières arbitraires devenues celles de l'indépendance. Ce qui revenait à créer des « Alsace-Lorraine » génératrices de rancœurs durables. Ainsi en Cochinchine, a-t-elle rattaché des provinces khmères au Viêt-nam. En Haute-Région, elle a attribué à l'administration vietnamienne le berceau des peuples thaïs, rebaptisé Diên Biên Phu...

On pourrait multiplier les exemples qui conduiraient à s'interroger sur le bon sens ou la perspicacité de certains des hauts fonctionnaires du Gouvernement général de l'Indochine, et sur l'usage que ces administrateurs ont fait d'un siècle de recherches sur le patrimoine culturel de ces peuples.

JACQUES NÉPOTE

Jacques Népote est docteur en ethnologie et en histoire. Il est chargé de recherche au CNRS. Il est l'auteur de nombreux travaux sur l'Indochine et le Cambodge.

(1) Rappelons que l'Indochine est un concept géographico-culturel qui englobe trois pays : le Cambodge, le Laos et le Viêt-nam, aussi différents entre eux que la Hongrie, la Grèce et la Turquie.

(2) Georges Taboulet, *La Geste française en Indochine*. Paris, Adrien Maisonneuve, 1955, deux tomes.

(3) On lira les ouvrages admirables de Paul Mus, dont *Viêt-nam, sociologie d'une guerre*. Paris, Seuil (collection Esprit « Frontière ouverte »), 1952, 373 pages ou *Planète Viêt-nam, petite sociologie visuelle*. Paris, Arma Artis, 1988, 149 pages.

SYRIE ET LIBAN : PROTECTORAT FRANÇAIS ET UTOPIE MULTICULTURELLE

« Je proclame solennellement le Grand Liban et, au nom de la République française, je le salue dans sa grandeur et sa force... »

Cette proclamation du général Gouraud en date du 1^{er} septembre 1920, marque le début de la X^e croisade (1920-1943). Mais tandis que les neuf premières avaient été entreprises au nom de l'Occident chrétien, la dixième le fut au nom et sous les auspices du Grand Orient maçonnique. Plus de Royaume chrétien de Jérusalem, mais un État du Grand Liban, où vivrait une population composée de 50 % de chrétiens et de 50 % de musulmans. Les Loges crurent avoir trouvé dans cet amalgame artificiel un champ rêvé d'épanouissement pour l'idéal humaniste de tolérance, de progrès social et de paix universelle, qui les animait. Mais une chose est de cultiver l'utopie entre soi, autre chose de l'imposer sur le terrain. [...]

Pour mieux opérer le nivellement indispensable et atténuer les tensions inévitables entre des communautés violentées dans leur évolution historique, l'administration coloniale française, pratiquement aux mains des francs-maçons sous la III^e République, dépêcha à Beyrouth des fonctionnaires totalement acquis aux idées en vogue dans les Loges [...]

Si l'on avait laissé l'utopie multiculturelle au vestiaire lors de la Conférence de la Paix de 1919-1920, jamais le pays du Cèdre ne se serait abîmé cinquante-cinq ans plus tard dans les flots de sang et de larmes que l'on sait. Non, décidément, la franc-maçonnerie n'était pas seulement un inoffensif patronage pour adultes. L'histoire récente du Proche-Orient montrait que l'institution essentiellement philanthropique, philosophique et progressiste pouvait se transformer à l'épreuve des faits en une redoutable machine à tuer.

JEAN CURUTCHET

Ancien vénérable de la Loge de Bayonne GLF.

(*La Lumière de la liberté*, Guy Trédaniel Editeur, Paris 1993, p. 101-103, 110.)

Lyautey

l'énigmatique

PAR GILBERT COMTE



De tous les colonisateurs français, il fut le plus grand. Le Maroc, seule vraie réussite impériale de la France, fut son œuvre. Au siècle des masses, il était resté un féodal, défenseur intransigeant des coutumes, des traditions et des élites arabes et berbères. D'où sa réussite. Soldat dégoûté de l'armée, patriote souffrant de son pays, catholique en rupture de foi, monarchiste sans roi, aristocrate prêchant le devoir social, esthète cultivant le goût de l'action, écrivain aimant la guerre. Il reste une énigme. Portrait d'un irrégulier.

Hubert Lyautey, à Paris en 1900.

À bientôt soixante-quinze ans du 11 novembre 1918, l'exact caractère des grands soldats sortis maréchaux du premier conflit mondial échappe toujours à la plupart d'entre nous, tant chacun d'eux ressemble aux autres avec ses traits durs, la grosse moustache gauloise, le regard sec sous le képi mou. Joffre, Gallieni, Foch, Pétain, Lyautey reproduisent apparemment à l'infini le modèle d'un militaire presque entièrement disparu, efficace, vainqueur, mais bourru, grognon, rébarbatif, exactement l'inverse de nos gentils généraux médiatiques. Ces chefs inflexibles, capables d'envoyer par milliers les leurs à la mort, sur un calcul stratégique, s'occupaient d'ailleurs peu de communiquer. Dans leurs *Mémoires*, Joffre, Foch, racontent le déroulement des batailles, ou leur préparation, sans rechercher l'éloquence, le style, ni l'examen psychologique.

Royaliste au berceau

Seul Gallieni livre beaucoup plus de lui-même, dans de longs récits parus entre 1885 et 1891, sur ses explorations et campagnes au Soudan français. Hélas ! ces gros ouvrages de bonne facture ne se rencontrent plus guère, même chez les bouquinistes. Avec son illustre adjoint et cadet, Louis, Hubert, Gonzalve Lyautey, la fortune lui légua plus qu'un disciple, mais le vrai fils de ses œuvres, passionné, humain, sagace, audacieux, épris à sa manière de méditations et d'actions qu'ils ne séparèrent jamais.

André Maurois en tête, les meilleurs de ses biographes ont dit, sur le second, l'essentiel de ce qu'il faut savoir à propos d'une enfance éprouvée par un sévère accident, la solitude méditative sous les yeux remplis d'affection d'une mère légitimiste, d'un père orléaniste, ces deux sentiments unis dans un royalisme de haute époque, tout ensemble intellectuel, moral et sentimental. Aujourd'hui, ce terme de « royaliste » désigne des gens peut-être sympathiques mais bizarres, un peu farfelus, demeurés contre toutes les tendances de leur époque partisans d'un recours au roi dans le vieil hexagone national. A la naissance du jeune Lyautey, en 1854, la fidélité aux princes en exil incarnait de toutes autres valeurs, l'amour du bien public, le désintéressement. Il s'agissait au fond d'une catégorie de l'idéalisme français, comme plus tard, à gauche, le socialisme à la Jaurès. En 1889, la grand-mère du futur maréchal s'émerveillait encore, à 92 ans, parmi une descendance de



TALLANDIER

Affecté en Algérie de 1880 à 1882, le lieutenant Lyautey s'éprend de l'Afrique du Nord et de ses habitants, dont il apprend la langue et apprécie les coutumes au point de revêtir des vêtements de bédouin, comme plus tard T.E. Lawrence.

soixante douze personnes : « *Mes enfants, je rend grâce à Dieu de ce que parmi vous, étant pourtant si divers, il n'y ait aucun républicain.* » Des mots comme celui-là, entendus très tôt, vous forgent pour la vie une redoutable opiniâtreté.

Un militaire pas comme les autres

En 1875, Louis-Hubert atteint ses 21 ans dans le respect ardent des convictions familiales. Cependant, leur maintien s'avère déjà très difficile. Malgré une majorité monarchiste considérable à l'Assemblée nationale, l'absence du roi ne se vit plus dans une écrasante tragédie, comme après le meurtre de Louis XVI,

ou même le départ de Charles X. Désormais, la France vit très bien sans monarque. Elle n'en porte plus le deuil tous les matins, mais travaille, prospère, s'enrichit, se redresse.

Chez les Lyautey comme dans beaucoup d'autres familles, beaucoup gardent une affection émue, nostalgique, pour le comte de Chambord qu'ils appellent Henri V, dernier descendant des Bourbons par la branche française, retiré depuis 1845 dans son exil autrichien de Frohsdorf. Les admirateurs du reclus n'entendent pas, pour autant, pratiquer de nouveau cette émigration de l'intérieur où sa politique les enfonça entre 1840 et 1870. Deux à trois générations d'hommes de valeur s'y usèrent dans l'inactivité. Les fils ne souhaitaient nullement répéter ce suicide social. Mais com-

ment donc s'y prendre pour s'adapter au monde moderne sans se compromettre avec ces mauvaises mœurs de la république ?

Deux ans après la défaite nationale sous ces coups de Bismarck, l'armée semble offrir une solution idéale. Autour de Mac-Mahon, quelques grands noms de l'ancienne noblesse, le nombreux royalistes même peuplent le haut commandement. Dans les casernes, personne ne tracassera des adolescents courageux pour leurs opinions, pourvu qu'ils servent loyalement le régime instauré par M. Thiers. Évidemment, cette généreuse doctrine cache un piège. Aucun gouvernement au monde ne confie jamais sa sécurité aux frontières, ni même celle du dedans à des chefs douteux, acquis du bout des lèvres. Quoiqu'encore très bourgeoise, la république utilise les aristocrates conservateurs parce qu'elle les sait patriotes, mais aussi désireux de se tailler une plus large place dans le siècle.

Avec sa mère née Grimoult de Villemotte, avec un oncle paternel promu lieutenant à Vagram, puis chevalier de la Légion d'Honneur au Kremlin, pendant le bref passage de Napoléon, avec un aïeul blessé par un cosaque à la même époque, Lyautey réunit dans sa personne des traditions nationales suffisantes pour entrer à Saint-Cyr. Selon le jugement par son opus suave d'André Maurois, l'établissement *le déçut un peu*. L'« un peu » étonne sous la plume de ce fin biographe. Près de trente ans plus tard, l'intéressé lui-même en avoue l'avantage, dans une lettre à Jacques Silhol, fils d'un de ses camarades de promotion. *J'ai éprouvé à Saint-Cyr la même rancœur que vous* » confie-t-il. Mot écrasant ! Le *trousse* alors en usage, attribue comme synonyme à rancœur les mots haine, rancune, ressentiment. Une expression si dévastatrice ne tombe pas sans de graves raisons des souvenirs d'un homme mûr, déjà presque célèbre.

La nature, en effet, le dota dès l'enfance d'une sensibilité extrême, effervescente, quelque peu féminine. Dès l'école, il a vécu entre deux exercices la plume à la main. Lui non plus ne laissera pas de *Mémoires*. A quoi bon, jusqu'à une correspondance énorme, à son frère, sa sœur, à de nombreux amis en tient lieu ? Près sa mort, les fidèles fouilleront, trieront, tourneront ces liasses colossales, pour en retirer dans le genre des morceaux choisis plusieurs volumes alertes, souvent drôles. Là s'épanouit l'œuvre épistolaire d'un véritable écrivain, charnant, inattendu, pittoresque, plein de verve, de caractère, soulevé du fond de l'âme par le plus puissant des anticonformismes.



TALLANDIER

« Je ne travaille plus que pour l'œuvre rationnelle et historique, pour le Maroc en soi – et, aussi, pour le cher Maroc musulman où sont conservées toutes les traditions que je respecte, toutes les conceptions sociales que je partage. Je n'ai le souci de plaire à aucun des vestons, pas plus à Paris qu'ici. Je fais les choses parce que je les crois bonnes et non parce qu'elles leur plaisent. » Général Hubert Lyautey, Lettre à Wladimir d'Ormesson, 6 août 1919.

Presque chaque jour, l'écriture lui tient lieu de conversation avec des familiers quelques fois établis à des centaines, des milliers de kilomètres. Ses *Lettres de Jeunesse*, *Lettres d'Aventures*, *Lettres du Sud-Oranais* n'en finissent pas de transporter son petit monde du Tonkin à Madagascar, des intrigues parisiennes à la frontière algéro-marocaine. Même en opération, il s'efforce de tout voir, pour le raconter : la couleur du ciel, la grâce des paysages, la beauté des costumes. Au Maghreb, il admire le « tableau composé comme un Delacroix » d'une rencontre entre spahis et musulmans dans une « symphonie de velours, de pourpre, de soie et d'or ». Atteint à Madagascar d'une redoutable bilieuse hématurique, maladie tropicale par excellence, à l'issue souvent mortelle, il revient peu à peu à la vie grâce aux soins d'un médecin mélomane, le Dr Condé, qu'il écoute avec joie lui jouer en pleine brousse, sur un calme plateau, le menuet de Boccherini. Encore qu'il s'estime « rudement crevard », « la douceur, la paix » dues au violon le laissent dans un grand bonheur.

En mission pour Henri V

L'homme supérieur qu'il va devenir tient largement à cette délicatesse de soldat lettré, amateur de bons textes, de beaux voyages, de bonne musique, déjà rare dans l'institution militaire. Bien évidemment, il aura souffert à Saint-Cyr des promiscuités d'un milieu beau-

coup plus brutal. Lorsqu'il en sort, en 1874, la grâce, l'intelligence, ni même la fidélité monarchique ne suffisent à satisfaire cette nature forte, riche et complexe. Neuf ans plus tard, le royalisme demeure en lui toujours intact, et ardent. Il profite d'une permission pour se rendre à Goritz, afin d'offrir ses hommages au Comte de Chambord. Aussitôt après la réception, il en envoie comme d'habitude un compte-rendu circonstancié à son ami Antonin de Margerie.

Quand apparut celui qu'il nomme sans hésiter « le roi de France », avec dans l'encre, dans la voix, une glorieuse majuscule, il avoue avoir tremblé « comme une feuille ». Brave homme, grand seigneur affable mais timide, le dernier des Bourbons ne laisse pas alors à ses contemporains le profil d'un héros légendaire. Lyautey ne l'en contemple pas moins avec des yeux dévorés d'amour. Dévotement, il lui baise la main, découvre qu'« une phosphorescence, réellement une lumière » en émane, qu'« elle vous enveloppe... vous baigne ».

Le souverain *in partibus* considère son visiteur avec un intérêt particulier, parce qu'il doit reprendre dès le lendemain son voyage en direction de Rome. Justement, des nouvelles fâcheuses proviennent à Goritz de la Cour pontificale. Selon ce qu'elles rapportent, le Pape Léon XIII ne croit plus du tout aux chances d'une Restauration quelconque à Paris. Réaliste impitoyable, il souhaite dans l'intérêt de l'Église le ralliement des catholiques français, royalistes pour la plupart, aux

institutions républicaines. Henri V charge donc Louis-Hubert d'une mission capitale, puisqu'il rencontrera le souverain pontif dans quelques jours : « *Il faut que le pape sache qu'il y a encore en France une jeunesse royaliste, agissante, pleine de foi ; il y a autour de moi autre chose que de vieux états-majors. Il faut qu'il le constate. Il faut le voir et lui parler franchement.* »

Le tournant d'une vie

Investi de cette parole sacrée, notre capitaine descend par le train jusque chez les Césars. Le premier soir, il rêve seul, en esthète, auprès du Capitole. Puis il se rend à Saint-Pierre, et n'aime pas du tout la Basilique. D'après une lettre à son ami Joseph de La Bouillierie, le personnel ecclésiastique du Vatican ne lui plaît pas davantage. Il peste, il tonne contre ces « *prélats du palais, majordomes, maîtres de chambre, auxquels j'ai eu à faire, et dont les élégances raffinées, enrubannées, pomponnées, les installations d'appartement tiennent trop du maître et du boudoir* ».

Le 31 mars 1883, soit seize jours seulement après son passage à Goritz, une audience pontificale lui permet de transmettre à Sa Sainteté les paroles du « *roi de France* ». De son propre aveu, la réponse d'un Léon XIII, rompu depuis toujours au maniement des âmes simples le laisse « *profondément troublé, désorienté* ». Dès le 11 avril, une autre lettre à Antonin de Margerie prouve qu'il discerne parfaitement les arrière-pensées de la tortueuse diplomatie pontificale : « *Non seulement le Pape n'est pas légitimiste mais il détourne de le rester... Chez nous, c'est vers la République qu'il s'oriente et voudrait nous orienter.* »

Pour un novice, l'intuition ne manque certainement pas de profondeur. Un vrai romantique s'affirmerait probablement là fidèle au Trône, quel qu'en soit le prix, selon le stupide adage : « *C'est bien plus beau parce que c'est inutile* ». L'authentique homme d'action, lui, ne se fie qu'à l'utile, voire à l'utilitaire, même si l'honneur, l'élégance, figurent parmi les moyens d'un intérêt bien compris. Le choix du Vatican contre la monarchie anticipe d'ailleurs de quelques années celui des autres chancelleries européennes, toutes impériales ou royales, ne l'oublions pas. A ce moment essentiel de sa vie, Lyautey discerne qu'on ne devient pas grand serviteur de l'Etat sans les institutions de son pays, à plus forte raison contre elles. Quelques semaines plus tard, la mort inattendue du Prétendant le dispense d'un choix déli-



Lyautey, recevant à Vincennes en 1931 le sultan Sidi Mohammed ben Youssef, lui fait les honneurs de l'Exposition coloniale. Dessin aquarellé de Pierre Joubert.

cat. S'il garde en lui une préférence profonde pour la Royauté, il ne transfère pas sa foi politique sur les Orléans et se résigne à la République. Il ne l'aime pas, l'accepte comme un état de fait, mais se prépare à bien la servir, parce qu'il n'existe pas d'autre moyen d'aider au redressement du pays, du moins dans les carrières officielles. A Paris, au même moment, un jeune publiciste provençal, nommé Charles Maurras, s'intéresse tout spécialement à la littérature anglaise...

Quoi qu'il fasse, en dépit de toute sa vaillance, le plus déterminé des hommes n'échappe jamais au fardeau de ne pouvoir choisir l'époque ni l'endroit de sa naissance, par conséquent ni se soustraire à l'obligation d'en subir les faiblesses, les tares, les hideurs. L'année même où le digne mais suffisant Seigneur de Frohsdorf expire dans une discrétion conforme à celle de toute son existence, le toujours curieux Ernest Renan publie une description impitoyable du monde où Lyautey doit désormais s'ouvrir un chemin : « *Une société où la distinction personnelle a peu de prix, où le talent et l'esprit n'ont aucune cote officielle, où la haute fonction n'ennoblit pas, où la*

politique devient l'emploi des déclassés et des gens de troisième ordre, où les récompenses de la vie vont de préférence à l'intrigue, à la vulgarité, au charlatanisme qui cultive l'art de la réclame, à la rouerie qui sert habilement les contours du Code pénal... »

« Caser des gens »

Par une autre fatalité du sort, le pouvoir attire de générations en générations ce qu'elles produisent de plus douteux en individus incertains, faibles, médiocres, parce qu'hors de lui leur existence paraît sans raison. Dans ce milieu spécial, les promotions fonctionnent à l'inverse des lois ordinaires. Des vices, des travers propres à mettre n'importe qui au ban d'une activité normale procurent en politique récompenses et considération. Déjà disqualifiée en secret par quelques-uns des scandales d'où surgiront les fureurs boulangistes, la République s'efforce au moins d'offrir au peuple quelques satisfactions d'amour propre.

Puisque la prépondérance du Reich bismarckien lui ôte pour longtemps tout espoir de revanche en Europe, elle cherche vers

VIE ET ŒUVRES DE LYAUTEY

- 1854 : Naissance à Nancy, le 17 novembre, d'Hubert Lyautey.
- 1856 : (mai) Chute de l'enfant, du premier étage de l'appartement de son arrière-grand-mère, place Stanislas.
- 1858 : Opération de la colonne vertébrale. Hubert reste couché pendant deux ans. Puis, il commence à marcher avec des béquilles jusqu'à 10 ans.
- 1864 : Début des études au lycée de Nancy.
- 1868 : Etudes au lycée de Dijon.
- 1872 : Hubert prépare le concours de Saint-Cyr à l'école Sainte-Geneviève.
- 1873-1875 : Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr. Profonde déception. Hubert rédige son journal intime (*Notes quotidiennes ou Notes de jeunesse.*)
- 1874 (8 mars) : Rencontre avec le capitaine Albert de Mun.
- 1876 : Nommé sous-lieutenant, il est affecté à l'école d'état-major à Paris. Continue à rédiger son journal intime. Retraite à la Grande Chartreuse. Sa foi est ébranlée.
- 1878 (février-mars) : Mission en Algérie. Il écrit son journal.
- 1878-1880 : Sous-lieutenant au 20^e chasseurs à Rambouillet, puis à Châteaudun.
- 1880 : Promu lieutenant au 2^e hussards à Sézanne (Marne).
- 1880-1882 : Lieutenant au 2^e hussards en Algérie. Échange avec sa famille et ses officiers une abondante correspondance. (*Lettres d'Algérie*)
- 1882 (novembre) : Promu capitaine, à 28 ans, il est affecté au 4^e chasseurs à Bruyères (Vosges). Il traverse une crise spirituelle grave et rompt avec toute pratique religieuse.
- 1883 : Rencontre le comte de Chambord à Goritz. Audience privée au Vatican du pape Léon XIII. Écrit ses *Lettres d'Italie* (publiées en 1929 et 1931).
- 1883 (octobre) : Aide de camp du général L'Hotte à Commercy.
- 1885 (mai) : Aide de camp du général L'Hotte à Tours. Rédige son journal pendant l'année 1886 (*Journal de Tours*).
- 1887 (décembre) : Capitaine au 4^e chasseurs à Saint-Germain-en-Laye. Il fréquente les salons littéraires parisiens.
- 1891 (15 mars) : Il publie un article retentissant, anonyme, dans la *Revue des Deux Mondes* : « Du rôle social de l'officier dans le service militaire universel. »
- 1892 : Il se lie avec l'universitaire Paul Desjardins.
- 1893 (mars) : Lyautey, promu chef d'escadron, est affecté à Gray (Haute-Saône). En congé, il voyage à travers l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie et descend le Danube jusqu'à la mer Noire ; puis, il séjourne à Constantinople, visite la Grèce et revient par l'Italie.
- 1894 (octobre) : Il est nommé à l'état-major des troupes du Tonkin. Il devient chef d'état-major du colonel Gallieni, avec qui il se lie d'une profonde amitié et qui lui révèle l'action colonisatrice. Il écrit ses *Lettres du Tonkin*.
- 1897 (janvier) : Appelé par Gallieni à Madagascar et promu lieutenant-colonel, il pacifie le nord-ouest de l'île. Il écrit ses *Lettres de Madagascar*.
- 1900 (mai) : Il est promu colonel, à 46 ans, et publie un essai : *Du rôle colonial de l'armée*. (septembre) Nommé commandant supérieur des Territoires du sud, qu'il pacifie en deux ans.
- 1902 (juillet) : Il est nommé colonel du 14^e hussards à Alençon.
- 1903 (octobre) : Nommé commandant du Territoire d'Aïn-Sefra (Oranie) et promu général de brigade (49 ans), il pacifie les confins algéro-marocains, et écrit ses *Lettres du Sud-Oranais*.
- 1906 (décembre) : Nommé par intérim au commandement de la division d'Oran.
- 1907 (septembre) : Promu général de division à Oran. (octobre) Envoyé en mission d'inspection à Rabat auprès du corps d'occupation du général d'Amade. Il écrit ses *Lettres de Rabat*.
- 1910 (décembre) : Lyautey est nommé général de corps d'armée à Rennes.
- 1912 (avril) : Il est envoyé au Maroc comme résident général de France. (octobre) Il est élu à l'Académie française, où il sera reçu le 8 juillet 1920. Il effectue une mission officielle auprès du roi d'Espagne Alphonse XIII.
- 1916 : Nommé en décembre ministre de la Guerre, il s'oppose au projet de l'offensive Nivelle, mais il démissionne le 14 mars 1917 devant l'hostilité de la Chambre des députés.
- 1917 (mai) : Retour au Maroc comme résident général.
- 1920 : Il publie les *Lettres du Tonkin et de Madagascar*.
- 1921 (février) : Il est élevé à la dignité de maréchal de France.
- 1925 : Suspect à la gauche portée au pouvoir en 1924, on lui enlève le commandement des troupes du Rif pour les confier à Pétain. Il démissionne de son poste de résident général au moment de l'affaire du Rif. Il s'installe en Lorraine à Thorey.
- 1927 : Il publie *Paroles d'action* (Ed. Colin).
- 1929 : Il est nommé haut-commissaire à l'Exposition coloniale de Vincennes qu'il inaugure en 1931. Publication des *Lettres de jeunesse* (1883-1893). Ed. Grasset.
- 1934 : Mort de Lyautey à Thorey le 27 juillet.
- 1935 : (30 octobre) Inhumation à Rabat.
- 1961 : (10 mai) Réinhumation aux Invalides.

l'Afrique, l'Asie, des compensations territoriales capables de rendre admissible aux Français la perte de Metz, de Strasbourg. Dans une lettre à son intime amie Juliette Adam, Gambetta explique en outre les arrière-pensées inavouables de l'opération : « *La politique d'expansion gagne du terrain parmi nos amis. Les gouvernements démocratiques ont leurs exigences : il leur faut caser plus de gens... L'Algérie ne nous suffit pas.* » Même lorsqu'elle méprise la gauche, la jeune armée soutient ce programme. Il lui promet des émotions.

En garnison à Saint-Germain-en-Laye, Lyautey ne participe nullement à cet enthousiasme. Assez seul dans son milieu militaire plutôt frustré, il rencontre chaque dimanche les ralliés de sa sorte, ralliés à une république dédale qu'ils voudraient généreuse, honnête, noble, pensante. Louis-Hubert côtoie là des libéraux huppés, bien résolus à conquérir de l'influence, comme Brunetière, François Coppée, d'Haussonville, Paul Desjardins, Eugène-Mélchior de Vogüé, Jonnart, futur gouverneur-général de l'Algérie, Paul Deschanel, futur président de la République, avec au-delà d'eux, Ernest Lavisse, et la puissante *Revue des Deux Mondes*. Charles Roux, député de Marseille, établit de précieux contacts entre ces intellectuels et le Parlement, les armateurs, ces milieux d'affaires eux aussi très intéressés par l'acquisition d'un domaine colonial.

Le disciple de Gallieni

Lyautey rencontre parmi eux de la sympathie, beaucoup de considération pour ses idées sur le service militaire obligatoire qu'il voudrait plus intelligent, moins formaliste, plus social. Les idées qu'il développe sur ce thème rassurent ses supérieurs. Réactionnaire jusqu'aux os, monarchiste rentré comme lui, le général de Boisdeffre, chef d'état-major général apprécie cependant beaucoup ce subordonné incommode, encore à la recherche de lui-même, aux abords de ses 40 ans. En 1894, sous forme d'une mutation au Tonkin, il lui donne la chance de sa vie, avec le poste d'adjoint auprès de Joseph Simon Gallieni, l'opérateur-soldat pacifique, depuis longtemps lassé de la médiocrité du monde.

Excepté par les noms de quelques rues et boulevards, un peu partout en France, nos compatriotes ne savent plus grand chose de cet homme d'exception, sauveur de Paris avec Boisdeffre, en 1914, sans doute parmi les plus grands militaires de l'histoire nationale. Un

COMMENT DÉSOMBÉIR AVEC ÉLÉGANCE

Par ce même courrier arrivera au ministère ma réponse à la dépêche du 1^{er} avril m'interdisant formellement d'ouvrir des opérations et de prévoir la jonction par Taza sans une nouvelle autorisation du gouvernement. Comme ces instructions étaient absolument contraires à l'approbation formelle de mes directives, qui m'avaient été données le 9 mars, j'ai bien compris que ce retour en arrière ne pouvait être motivé que par la préoccupation électorale, la crainte d'avoir une grosse affaire de guerre entre les deux tours de scrutin. Ces instructions sont en effet pratiquement inexécutables, ainsi que je le démontre dans ma réponse, et si j'avais arrêté des mouvements en plein cours, j'aurais provoqué ici une recrudescence de dissidence et d'agressions des plus périlleuses et j'aurais endossé une bien plus lourde responsabilité qu'en passant outre.

Je passe donc outre, ainsi que j'en rends compte, parce que c'est mon devoir formel, clair et net, de chef responsable et conscient de mes responsabilités. Mais je passe outre avec d'autant moins de scrupules qu'en somme tout le monde sera content, puisque, de fait, par suite des circonstances locales, des pluies prolongées, les mouvements se sont trouvés retardés de telle sorte que la progression ne reprendra sérieusement que le 10 mai, c'est-à-dire après les élections. C'était tout ce qu'on demandait, n'est-ce pas ? Alors, tout va bien, et je pense même qu'au fond on est très heureux que je sois ce que je suis et ne me laisse pas impressionner par ces dissertations. Cherchez ma lettre au courrier. Je crois qu'en la lisant vous reconnaîtrez qu'il est impossible de dire plus poliment et de meilleure grâce que je ne puis me conformer aux instructions qu'on me donne.

LYAUTEY

Lettre à Pierre de Margerie,

Rabat, 23 avril 1914.

homme complet, à la Vauban, explorateur, administrateur, colonial expert dans l'art de gagner des batailles, puis d'acquiescer aussitôt après la confiance, l'affection des anciens adversaires, parce qu'il les respecte. Pour lui, l'entreprise coloniale ne se justifie qu'à condition d'apporter le progrès matériel et moral avec elle, selon ce qu'il appelle d'une formule imagée « *la politique de la tache d'huile* », une irradiation du bien-être.

Gallieni figure aussi parmi les rares officiers connus pour leur républicanisme intransigeant. Sans illusions d'ailleurs sur les coulisses interlopes du pouvoir, il sait qu'entre l'hégémonie humanitaire qu'il préconise et les banques résolues à exploiter sans limites la main-d'œuvre indigène, le Conseil des ministres ne tranche pas toujours selon ses principes. Entre Lyautey et lui, néanmoins, entre l'aristocrate et le démocrate, l'estime, la confiance, l'amitié naissent immédiatement.

En commun, ils professent le goût des conversations distinguées, des lectures sérieuses, fusse à la veille d'un combat, le mépris des contingences, le sens de l'action pratique, positive. Au contact de ce chef éminent, Lyautey éprouve la sensation de renaître, de ressaisir une existence, bloquée depuis longtemps pour lui, par l'échec du vieux royalisme. Parti de France, comme il l'avoue dans une lettre à son frère « *écauré de stérilité, de non vivre, et surtout des académiciens militaires* », il se détache « *des galons et de la hiérarchie* » par tout ce qu'ils représentent d'artificiel. Mais il découvre qu'en l'idée coloniale se maintient désormais quelque chose du meilleur de la vitalité française.

Gloire et misère

Non sans équivoque ni malentendus ! Avec la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 sur ses canonniers, la république justifie au nom de doctrines généreuses maintes annexions résolues d'après des calculs mercantiles. Des politiciens d'affaires à la Eugène Étienne, ou paisiblement véreux comme Maurice Rouvier, réalisent des profits considérables sous de nobles justifications. Gallieni lui-même, Lyautey plus tard en Algérie, au Maroc traitent avec cette détestable engeance pour servir le pays malgré elle, à travers ses combinaisons. Triste sort ! La loi du genre condamne d'ailleurs à ne l'accomplir qu'au loin : « *C'est vraiment le côté lamentable de ma vie que les destinées, auxquelles je me sens si clairement appelé, ne puissent jusqu'à nou-*

vel ordre que se dérouler hors de France » se désole le futur maître du Maroc dans une lettre de 1904 à sa sœur.

Plainte d'apparence injuste puisqu'une gloire, définitive, l'attend pour les proches années. Mais en lui, le vieux fond royaliste demeure : cette conviction qu'un chef ne mérite amour et respect qu'au service historique de son peuple. Tandis qu'il s'élève maintenant dans la hiérarchie, une anxiété le ronge : comment rendre une âme à cette Armée devenue en métropole même « *la citadelle de toutes les routines, de tous les enrayages* » ? Sans cesse, lui viennent des mots terribles contre l'institution « *incohérente, entassée vaille que vaille dans les cadres vermoulus* », avec « *ses routines... son incapacité à se plier à quoi que ce soit de pratique... ses préjugés... sa réglementation rigide inadéquate à l'action efficace.* » En août 1914, le haut-commandement confirmera ces griefs quand il enverra au feu l'une des générations les plus courageuses jamais sortie des entrailles nationales, dans les fameux pantalons garance, rouges comme des cibles. Pendant ce temps, les Teutons présumés balourds utilisaient des uniformes gris-verts mieux adaptés aux guerres modernes...

Curieusement – mais ce serait là le sujet d'un tout autre article – ce vrai héros de l'instinct national ne noue, n'entretient presque aucun rapport avec les nationalistes avoués, de Barrès à Maurras. Bien qu'amateur de littérature, sans doute ne jugeait-il pas opportun de traiter d'affaires politiques avec des littérateurs. Eux-mêmes, d'ailleurs, ne prirent pas particulièrement l'aventure coloniale. Ils l'accusent de détourner loin du Rhin des forces beaucoup plus utiles en Europe.

Heureuse France quand même, capable de réunir tant de talents divers, inégalables, aux approches de l'épreuve. Quoi qu'il soit devenu, jusqu'où il allait monter, et il ira très haut, Louis-Hubert se désolait dès 1905 de vivre dans « *un pays qui ne veut plus rien* ». Jamais l'inquiétude ne le laisse en repos. « *Se retirer dans un trou, lire, rêver, écrire, c'est le seul lot qui, dans ce naufrage, vaille quelque chose et c'est celui auquel j'aspire* », écrit-il entre deux victoires.

GILBERT COMTE

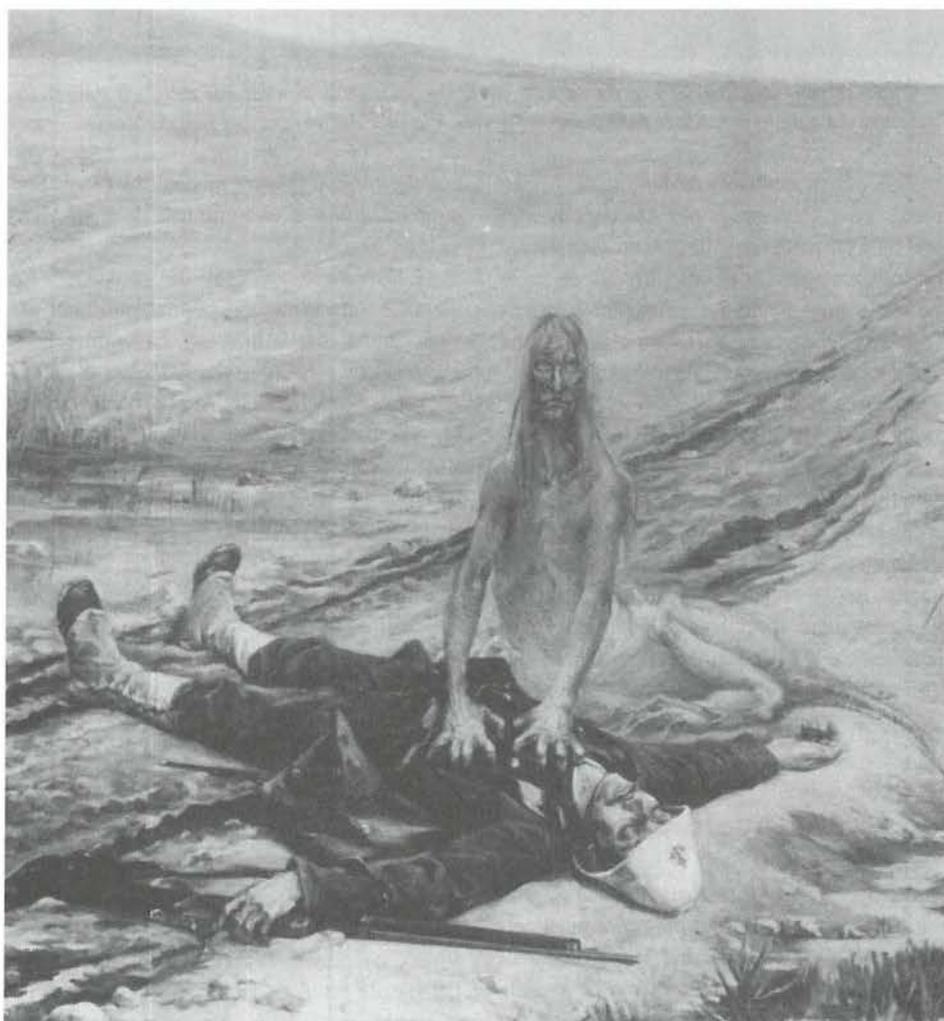
Gilbert Comte, spécialiste de l'Afrique, fut chroniqueur au *Monde* plusieurs années. Il a publié en 1988 chez Denoël *L'Empire triomphant, 1871-1936, Afrique occidentale et équatoriale*.

Hippocrate sous les tropiques

PAR JEAN-FRANÇOIS GAUTIER

Ce sont les méconnus de l'aventure. Leurs ennemis étaient les maladies tropicales. Leurs armes, une science balbutiante qu'ils feront progresser à pas de géant. Leurs champs de bataille, les hôpitaux militaires de Constantine, Hanoi ou Saint-Louis. Chargés de la santé des soldats, ils soigneront aussi les populations. Mais tous les critères « occidentaux » de la médecine étaient-ils transposables en Afrique ?

Un tableau de Gros, *Les Pestiférés de Jaffa*, a immortalisé une visite de Bonaparte à ses soldats malades. Les armées stationnées en Égypte craignaient alors la peste comme un mal diabolique. Il fallait leur redonner confiance. De cette époque date la mission essentielle des services de santé militaire : protéger les soldats vis-à-vis de maladies inconnues en métropole.



La Fièvre, tableau allégorique de Paul Legrand, rappelant le tribut payé au paludisme, à la dysenterie et autres maladies tropicales par les officiers et les soldats des expéditions coloniales avant la révolution épidémiologique de la fin du XIX^e siècle.

JL CHARMET



Publicité pour une liqueur à la fin du XIX^e siècle. Le prestige de la médecine associé à l'attrait de l'exotisme. La quinine fut utilisée pour traiter les fièvres, à la suite des travaux de François Maillot.

Les cadres sanitaires de la Grande Armée furent, pour l'essentiel, des chirurgiens non diplômés en médecine. Ils furent assistés par des infirmiers, puis par des officiers de santé formés spécialement. La colonisation ouvrit ensuite ce corps aux bactériologistes et aux médecins. L'École impériale de santé de Strasbourg (1856) fut chargée de leur formation, complétée à l'hôpital d'instruction du Val-de-Grâce. L'annexion allemande de l'Alsace conduisit plus tard à l'ouverture d'une école à Lyon (1889), et d'une autre à Bordeaux (1890) préparant à la marine et à l'outre-mer. Les « coloniaux » reçurent ensuite une année d'enseignement spécialisé à l'école du Pharo de Marseille (1904). La plupart de leurs laboratoires de bactériologie devinrent des annexes de l'Institut Pasteur.

Le Dr Laveran prix Nobel de physiologie

Le traitement symptomatique de la malaria consacra les mérites du militaire lorrain François Maillot (1804-1894) qui, contre les doctrines médicales en vigueur, utilisa en 1834 le sulfate de quinine, récemment mis au point par deux pharmaciens militaires, pour traiter les fébriles des armées d'Afrique. Il publia une longue étude sur *L'État sanitaire de la garni-*

son de Bône, restée un modèle du genre. Son nom fut donné à la commune de Béni-Mansour en Algérie.

L'hématozoaire agent du paludisme fut identifié en 1880 à l'hôpital militaire de Constantine par Alphonse Laveran (1845-1922). Dans son *Traité des maladies et épidémies des armées* et son *Traité d'hygiène militaire*, Laveran recommanda le drainage des sols, l'implantation de l'eucalyptus et la mise en culture pour lutter contre l'infestation. Il ne fut écouté et appliqué qu'en Afrique du Nord, par quelques officiers amateurs de grands travaux. Il reçut en 1907 un prix Nobel de physiologie.

Albert Calmette (1863-1933), qui devait plus tard mettre au point le BCG, fonda le laboratoire de l'hôpital de Saigon en 1894. Il y fut rejoint par Alexandre Yersin (1863-1943), affecté lui aussi au corps de santé coloniale d'Orient, qui étudia les pestiférés de Hong-Kong et découvrit en 1894 l'agent bactérien de la peste (bacille de Yersin). Il recommanda la quarantaine, l'isolement dans des lazarets, et la création de cordons sanitaires autour des foyers infectieux. Il fonda et dirigea ensuite l'École de santé de Hanoi qui forma les premières promotions de chirurgiens indochinois. L'un de ses disciples, Paul Simond (1858-1947), montra en 1898 que les ectoparasites (puces et poux) constituent, avec les rats sur

lesquels ils prolifèrent, les principaux vecteurs de propagation de la peste. Il en déduisit les mesures d'hygiène préventive qui s'imposaient.

Hyacinthe Vincent (1862-1950) marqua lui aussi son époque par une multitude de travaux en hygiène tropicale (application du chlore au traitement des plaies infectées), et par la mise au point de sérums antigangréneux, antistreptococcique, anticollibacillaire et antityphoïdique. Ce dernier a été utilisé avec succès dès 1911 parmi les troupes du Maroc décimées par les fièvres typhoïdes. Plus tard, son énergique intervention auprès de Millebrand, alors ministre de la Guerre, permit à Vincent d'imposer ses méthodes au reste de l'armée et de stopper une épidémie de typhoïde et de paratyphoïde ravageant les rangs des « poilus » en 1914, risquant de compromettre le sort des armes (45 000 malades et 8 000 morts durant les premiers mois). Il reçut pour cette « bataille de la Marne antityphoïdique » la médaille militaire réservée aux généraux vainqueurs. Il termina sa carrière d'épidémiologiste à l'Institut Pasteur et au Collège de France.

D'autres noms sont à citer dans la légende de la santé coloniale. Celui de Marchoux (1862-1943), fondateur en 1896 de l'Institut de bactériologie de Saint-Louis (Sénégal) qui ouvrit des filiales dans toute l'Afrique, jusqu'à Tananarive (1899). Celui de Sacquepée (1874-1944), dont les études de prévention des toxico-infections alimentaires par les bacilles carnés imposèrent dès 1907 une indispensable hygiène des rations. Ceux de Girard et Robic, pour le premier vaccin vivant antipesteux à Tananarive (1932). Ceux de Mathis, Laigret et Sellards, pour le vaccin contre la fièvre jaune à Dakar (1934).

Nouvelles missions entre les deux guerres

Née pour assurer la santé des soldats, liée aux recherches néopastoriennes et aux travaux de bactériologie expérimentale, la médecine coloniale connut, entre les deux guerres, une modification profonde de sa mission. La santé des colons et des populations indigènes devint progressivement l'un des éléments de la politique générale des gouvernements de tutelle. Infirmiers de brousse et dispensaires de ville se multiplièrent, avec leurs tâches administratives, leurs consultations à jours fixes, la formation des aides, des infirmiers locaux, l'entretien du

LES CONSÉQUENCES DE L'HUMANITARISME COLONIAL

Là où règne la disette, il y a, non pas trop d'habitants au kilomètre carré, mais trop d'habitants à la calorie disponible. Il y faut donc augmenter les moyens alimentaires plus que le nombre d'habitants. Mais c'est le contraire qui se produit.

La mortalité des adultes, et plus encore des enfants, diminue par l'application des conquêtes de l'hygiène et de la médecine. Au surplus, la civilisation, véhiculée le plus souvent par la colonisation, a éliminé diverses formes de la mortalité primitive : en Nouvelle-Zélande, le cannibalisme a disparu ; dans l'Inde, les Anglais ont supprimé les sacrifices humains qui invitaient les dieux à donner de bonnes récoltes ; ils ont interdit de brûler les veuves, vivantes, sur le bûcher de leurs époux défunts. La tolérance invitait à laisser faire. L'idée que l'Occident se fait du progrès appelait à interdire. On a choisi contre la tolérance et pour la civilisation. Pour les mêmes raisons, malgré les brahmanes, les Anglais ont autorisé le remariage des veuves, l'union d'hommes et de femmes de castes différentes. Cette fois, ils ont stimulé la natalité.

En Afrique du Nord, la colonisation française a poussé l'ingénuité – ou la maladresse – jusqu'à favoriser de son mieux les naissances : non seulement par le jeu des allocations familiales, mais aussi par la création d'établissements hospitaliers destinés à combattre la stérilité des femmes.

Ainsi les musulmanes, lorsqu'elles redoutaient d'être répudiées par leurs maris, faute de leur avoir donné des enfants, trouvaient en des centres d'accueil dotés des moyens les plus modernes tout le secours nécessaire pour accéder à la dignité maternelle.

Diminuant la mortalité, augmentant la natalité, le progrès finalement multiplie les bouches à nourrir, abaisse le niveau de vie, aggrave la misère. Émancipés de leurs colonisateurs, les pays arriérés gardent les malfaisants bienfaits de la civilisation : sur la lancée, ils continuent à enregistrer trois fois plus de naissances que de décès, alors que leur revenu demeure médiocre. Et leur drame, selon un mot célèbre, n'est pas tant d'avoir faim que de savoir, désormais, qu'ils ont faim.

RENÉ SÉDILLOT

L'histoire n'a pas de sens, Fayard, 1965, p. 70-71.

matériel et les campagnes de vaccination. C'est ainsi que l'Institut Marchoux de Bamako entreprit à partir de 1935 le recensement des lépreux pour toute l'Afrique occidentale. Et que le médecin militaire Jamot tenta d'organiser la prophylaxie de la trypanosomiase au Cameroun.

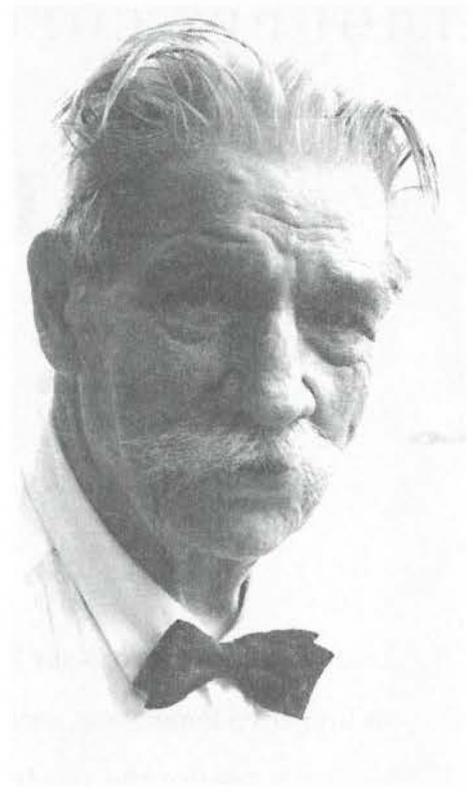
Cet ordre à l'européenne heurta souvent les traditions locales, les médecines ancestrales et tout un contexte ethno-culturel. La santé devint, pour le colonisateur, un critère d'appréciation de ses bontés civilisatrices. Mais les principaux facteurs préventifs, hygiène et alimentation, ne cadraient pas avec les coutumes ni avec les habitudes de travail. Beaucoup d'efforts furent dispensés en pure perte.

Les bonnes intentions ont engendré des famines

Paradoxalement, c'est Albert Schweitzer qui, avec sa clinique chirurgicale de Lambaréné (Gabon), tant critiquée, paraît avoir le mieux compris les besoins du terrain et le rôle du colonisateur : réponse à l'urgence seule, adaptation aux structures tribales, cases accueillant les familles, et refus des techniques occidentales déstabilisatrices pour les mentalités locales (il négligea dans un baraquement des groupes électrogènes et deux barges motorisées, dons de « généreuses » organisations américaines).

Après la Deuxième Guerre mondiale, la médecine expatriée calqua son action sur les objectifs d'une filiale de l'Onu, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), apparue en 1948, forte d'une définition utopique et totalisante de la santé conçue comme « un état de bien-être complet, physique, mental et social, et non pas simplement l'absence de maladie ou d'infirmité ».

Protégées de toute critique par ces intentions en apparence généreuses mais impossibles à mettre en pratique sans que se soit imposé un ordre importé, les institutions médicales modernes parties à la conquête des marchés néocoloniaux abandonnèrent les missions d'étude, de recherche et d'hygiène confiées à la santé militaire. Elles dérivèrent vers un protectionnisme social calqué sur les mœurs européennes et sur la définition de la santé de l'OMS. L'exemple le plus tragique est celui des pratiques anténatales et périnatales en pays subsahariens. Une médecine plus technicienne que curative y fait naître pratiquement de force les bataillons de la faim qui



SIPA

Le docteur Albert Schweitzer (1875-1965). Alsacien, prédicateur protestant, médecin et organiste célèbre. Il fonde au Gabon l'hôpital de Lambaréné en 1913. Arrêté par les Français en 1917, il revient à Lambaréné en 1924. Il y poursuivra une action médicale adaptée aux mentalités, aux habitudes culturelles et aux structures tribales de ses malades.

meurent ensuite dans le plus grand désarroi entre la misère sanitaire, l'insuffisance alimentaire, les carences économiques, les guerres tribales et les inconséquences politiques.

Cette politique a été encouragée par les multinationales du lait condensé écoulant leurs excédents à des prix « caritatifs », et par des laboratoires écoulant leurs spécialités périmées ou, à une certaine époque, des poches de sang sidatisé. Mais elle crée des désordres ethno-culturels et casse des équilibres démographiques millénaires parmi des populations qu'elle est incapable d'encadrer. Caractéristique du néocolonialisme, la médecine utopiste et rationaliste de la « misère du monde » a aidé à l'apparition de flux migratoires externes et internes incontrôlables, ou de mégapoles africaines, indiennes et américaines qui sont autant de catastrophes sanitaires contredisant tragiquement les intentions initiales.

JEAN-FRANÇOIS GAUTIER

TROUPES COLONIALES ET ARMÉE D'AFRIQUE

Une poignée de capitaines

PAR DOMINIQUE VENNÉ

Leurs noms sont gravés sur la pierre et sur les cartes. Brazzaville, Port-Gentil, Fort-Archambault ou Binger en témoignent encore. Marins et soldats, marsouins et bigors, légionnaires et tirailleurs, ils aimaient la poudre plus que les palabres. Conquérants, explorateurs, bâtisseurs de villes ou bagarreurs féroces, de Cao-Bang à Tombouctou, ils furent les vrais acteurs de l'aventure.

De 1871 à 1891, pendant vingt ans, la France affaiblie et humiliée par sa défaite de 1870 est isolée en Europe, sans appui, sans allié. L'expansion coloniale apparaît à certains comme le seul moyen de reprendre rang parmi les grandes puissances, d'échapper au déclin. Mais l'armée refuse son concours. Pour elle, la priorité est en Europe, dans la préparation de la revanche. L'aventure coloniale restera donc l'affaire d'une poignée de soldats, ceux de l'armée d'Afrique et ceux des troupes de Marine.

L'armée d'Afrique est née de la conquête de l'Algérie. L'ancienne Régence turque est son berceau, sa justification et son assise, même quand on l'envoie se battre ailleurs.

Les troupes de marine ont une origine plus ancienne qui date du début du XVII^e siècle. Elles connaîtront leur âge d'or sous la III^e République avec la conquête de l'Indochine, de l'Afrique noire et de Madagascar. Devenues troupes coloniales de 1900 à 1961, elles incluent de nombreux contingents indigènes, tirailleurs sénégalais, annamites, tonkinois ou malgaches.

Si l'on excepte quelques unités, telles les « compagnies franches de la marine » formées



Les Dernières Cartouches, célèbre tableau d'Alphonse de Neuville immortalisant le combat d'un détachement du 2^e régiment d'infanterie de marine à Bazeilles, les 31 août et 1^{er} septembre 1870. L'artiste a cependant pris quelques libertés avec la réalité. Il a représenté les marsouins, dont la tenue était bleue, sous l'uniforme foncé de la ligne par souci d'une meilleure harmonie de couleur. Il a également figuré un chasseur à pied et un tirailleur algérien qui n'ont jamais participé à ce combat.

en 1690, ou le régiment étranger de Karrer constitué en 1719, ni l'ancienne monarchie, ni la plus forte raison la Révolution, le 1^{er} Empire ou la Restauration ne se dotent vraiment de formations permanentes spécialisées pour intervenir aux colonies. Jusqu'au XVIII^e siècle, le gros des troupes de marine est affecté à la sécurité des ports de métropole et des Antilles, les riches « isles à sucre » convoitées par l'Angleterre, et qui sont défendues de préférence au Canada (1).

Une organisation relativement stable séparant les troupes de la guerre et celles de la marine, tant sur le plan militaire que budgétaire, ne se dessine qu'à partir de la monarchie de Juillet, avec la création permanente, le 4 mai 1831, de deux premiers régiments d'infanterie de marine, renforcés par des batteries d'artillerie. Comme par le passé, leur mission principale reste pourtant la défense des ports.

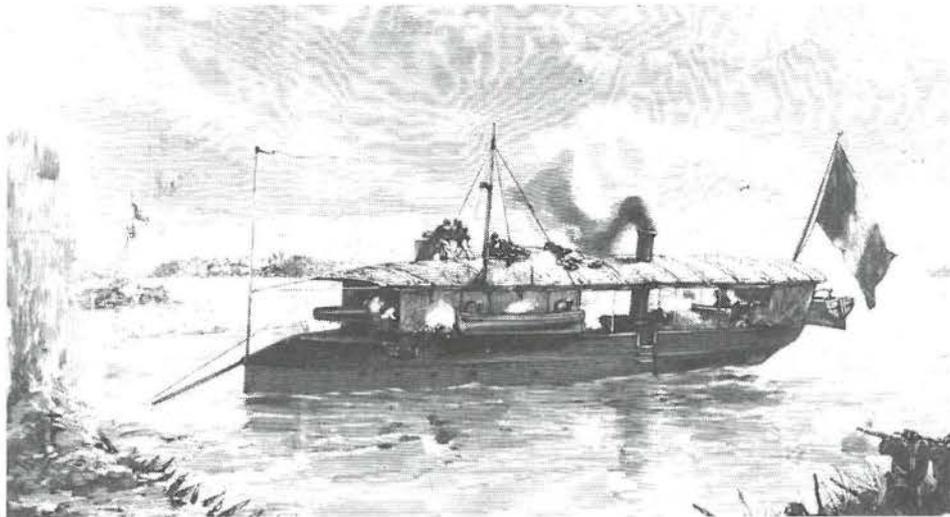
Le Second Empire renforce ces troupes qui interviennent alors en Crimée, au Sénégal, en Chine, en Cochinchine, au Mexique et en France même lors de la guerre franco-prussienne, où elles s'illustrent au combat de Bazailles, le 1^{er} septembre 1870 (2).

Marsouins et bigors

Les hommes de l'infanterie de marine ont déjà gagné un surnom. On les appelle *marsouins*, parce qu'aux yeux des matelots, qui ne se fatiguent guère, ils accompagnent les navires sans se fatiguer, comme les cétacés. Les matelots de marine, eux, sont appelés *bigors*. Sans doute parce que, servant leurs pièces à terre, ils semblent s'incruster aux rochers de la côte comme des bigorneaux. L'ensemble des troupes de marine revendique hautement le nom de *marsouille*.

Venant des milieux les plus défavorisés, en l'absence de famille, de champs et d'usine, recrutés près des ports, les marsouins ont rarement la vie rose, même quand on leur tolère le « régulier » indigène. Barbus et moustachus, coiffés de l'immense casque colonial appelé de l'ancre de marine, vêtus d'un paletot molleton élimé, bardés de musettes, de carabinières et de bidons, ils cheminent sur toutes les pistes du vaste monde, fredonnant, pour se remonter : « On nous appelle les têtes. On a mauvaise réputation. Mais s'en fout comme d'une musette. On est trop au bataillon. »

Malgré la politique coloniale entreprise à partir de 1881 à l'initiative de Jules Ferry, la



La canonnière L'Espingole. Aux ordres de l'enseigne de marine Balny d'Avricourt, elle participe à la conquête du delta du Tonkin en 1873.

UN SIÈCLE DE CAMPAGNES

Armée d'Afrique et troupes de marine sont engagées à partir du Second Empire dans de nombreux conflits en dehors de leurs territoires d'origine. Campagne de Crimée (1854-1856), opérations du Sénégal (1854-1865), campagne d'Italie (1859), de Chine (1857-1860), opérations de Cochinchine (1859-1861), campagne du Mexique (1861-1867), guerre franco-prussienne (1870-1871), campagne de Nouvelle-Calédonie (1878), de Tunisie (1881), du Tonkin (1884-1886), de Formose (1885), du Dahomey (1892), de Madagascar (1895-1897), de Chine (1900), du Maroc (1911-1912). Elles participeront de façon massive aux deux guerres mondiales et seront engagées dans la guerre du Rif (1924-1926), les campagnes du Levant (1919-1927), la guerre d'Indochine (1946-1954), et la guerre d'Algérie (1954-1962). Des tirailleurs algériens participeront à la pacification de l'Indochine et de l'Afrique noire. Des tirailleurs sénégalais feront campagne au Maroc. Quant à la Légion, elle sera engagée partout où l'on meurt. Cela reste vrai aujourd'hui. Un légionnaire tué n'a pas d'incidence politique. Il ne coûte même pas le prix d'une pension...

Les corps expéditionnaires coloniaux sont parfois renforcés par des unités métropolitaines de ligne composées d'engagés ou d'appelés volontaires pour servir outre-mer. Et cela malgré l'état-major pour qui après 1871, l'unique priorité se trouve en France même, face à l'Allemagne.

III^e République hésitera longtemps sur le statut à accorder à ces troupes. L'armée, qui a les yeux braqués sur la « ligne bleue des Vosges » est hostile à leur autonomie et à leur développement, ce que résume la maxime du général Lewal, ministre de la Guerre en 1885 : « 10 000 hommes aux colonies sont 10 000 hommes de moins sur le continent. »

Finalement, une loi du 5 juillet 1900, avec effet au 1^{er} janvier 1901, met fin à des années de controverses et d'expédients. Les troupes de marine deviennent alors troupes coloniales. Les unités stationnées en métropole, qui sont les plus nombreuses, sont rattachées au ministère de la Guerre. Outre-mer, ces troupes relèvent de l'administration des Colonies. Des appelés sont incorporés dans les régiments coloniaux de la métropole, mais ils ne peuvent être envoyés aux colonies que sur leur demande pour compléter les unités d'engagés.

Paradoxe, cette loi intervient au moment où la conquête est pratiquement achevée.

Troupes indigènes

Dès le début de la colonisation, au XVII^e siècle, on a recruté des auxiliaires indigènes. Les premiers en date furent levés au Sénégal, en 1678, par la Compagnie des Indes Occidentales. D'autres suivront. La plus ancienne unité indigène formant corps, celle des zouaves d'Algérie, constituée en 1830, appartient à l'armée d'Afrique. Viendront ensuite les spahis algériens (1834) et les régiments de tirailleurs algériens (1854). Créés en 1857, les tirailleurs sénégalais dépendent des troupes de marine, comme les premiers tirailleurs annamites formés en 1879.

C'est en Algérie, dès le début de la conquête, que l'on expérimente en grand la

ROGER-VOLLET



Le sergent Bobillot au siège de Tuyên-Quang, en 1885. La supériorité en armement des Français est très relative. L'infanterie de marine est armée du fusil Gras modèle 1874 calibre 11 mm (poudre noire) à un coup.

formation d'unités indigènes. Système repris et amplifié par la suite en Afrique noire et en Extrême-Orient par les troupes de marine.

Malgré la brièveté de son commandement, le maréchal de Bourmont, commandant en chef de l'expédition d'Alger, a compris que l'avenir ne serait pas assuré sans le recrutement de corps auxiliaires indigènes. Il anticipe ainsi sur le principe républicain d'une colonisation économe de ses forces militaires comme des deniers publics. La recrue indigène est un soldat à bon marché, premier avantage. Ce soldat est mieux adapté au climat et au pays que le militaire français. De surcroît, il favorise de bonnes relations avec les populations conquises.

Quand les passions nationales ou idéologiques ne viennent pas s'en mêler, tout homme de guerre éprouve de l'estime pour l'ennemi valeureux. Chez les indigènes, le sentiment est d'autant plus fort que la France jouit alors d'un prestige militaire immense. En l'absence de sentiment national, la simple xénophobie n'est pas un obstacle majeur aux ralliements. Ceux-ci sont conformes à

l'éthique féodale des tribus arabes, kabyles ou africaines. En offrant à leurs traditions guerrières l'occasion de s'exercer à son service, la France affaiblit d'autant les rangs de ses ennemis tout en se gagnant des fidélités sans prix. L'avenir montrera que le calcul était bon. Beaucoup trop bon, bien entendu. En Algérie, quand la France pliera bagages de la façon que l'on sait, les harkis et les anciens combattants paieront atrocement leur indéfectible loyauté.

Politique des races

A l'imitation des Romains, les officiers des troupes de marine, comme ceux de l'armée d'Afrique, savent utiliser les haines séculaires entre les ethnies. Ce sera la « politique des races ». Au Sénégal et au Soudan, on recrute parmi les Bambaras fétichistes pour combattre les Toucouleurs islamisés. A Madagascar, on s'appuie sur les Sakalaves de la côte contre les Hovas des hauts plateaux. Au Sahara, on joue les Chaambas contre les Touareg Hoggar. Dans la future colonie du Tchad, on favorise les Saras sédentaires du sud que les Goranes et

les Toubous nomades ont toujours considéré comme leurs esclaves.

En décembre 1887, au combat de Toubakouta, le capitaine Fortin met en fuite les 4 000 guerriers du marabout Mamadou Lamine. Il n'a pourtant que deux compagnies de tirailleurs et deux pièces de montagne. Mais il s'est assuré le renfort de 300 cavaliers boun-doukés et d'un millier de guerriers de Moussa Molo, roi du Foula-Dougou, vieil adversaire du marabout. C'est de bonne guerre !

Tirailleurs sénégalais

Le recrutement des tirailleurs repose sans doute sur la prime d'engagement, le prestige de l'uniforme, le privilège de posséder des armes modernes et aussi l'appât du pillage, assorti de distribution de petites « épouses » gratuites. Mais cela n'explique pas tout.

Les tirailleurs sénégalais qui se recrutent d'ailleurs plus souvent au Soudan (futur Mali), en Haute-Volta et en Guinée qu'au Sénégal, viennent pour la plupart de tribus guerrières pour qui se battre est naturel. Ils croient qu'il vaut mieux mourir dans la peau d'un guerrier que dans la défroque d'un vieillard impotent, philosophie qui en vaut d'autres. Incorporés aux tirailleurs, ils y découvrirent un ordre rude et juste qui leur convient. Ils sont fiers aussi de servir un maître prestigieux, dont la puissance rejaillit sur eux. Le lien qui les lie à leurs officiers et au drapeau est de nature féodale. Il assure une loyauté à toute épreuve, comme le prouvera la fidélité des anciens soldats quand viendra le temps de la décolonisation.

Durant la conquête, les unités de tirailleurs, formations régulières relativement entraînées et disciplinées, équipées d'armes plus ou moins modernes, sont renforcées par des bandes d'irréguliers rassemblés pour une campagne ou une expédition.

La colonne du commandant de l'artillerie de marine Archinard, qui s'empare en 1890 de Ségou, capitale d'Ahmadou, est forte de 3 600 hommes, dont seulement 40 marsouins, 34 spahis soudanais, 400 tirailleurs sénégalais et 45 artilleurs indigènes. Le reste, plus de 3 000 hommes, est formé d'irréguliers. On imagine mal aujourd'hui ce qu'il fallait de qualités à la poignée de cadres européens, officiers et sous-officiers, pour commander une telle troupe.

Un exemple. En 1899, le sergent Bouthel, de l'infanterie de marine, est chef de poste à Zinder. Il est le seul Européen. Il commande une centaine de tirailleurs et règne sur 10 000



Mort du commandant Faurax, de l'infanterie de marine, au Dahomey, en 1892.

ROGER VOLET

MORTALITÉ DES TROUPES FRANÇAISES AU SOUDAN (1880-1885)

La moyenne de la mortalité des Européens est considérable pour les premières années, effrayante même. Elle oscille entre 40 et 45 pour 100. Mais, à cette époque, de 1880 à 1885, j'en appelle au jugement impartial et autorisé du général Borgnis-Desbordes, des colonels Boilève et Combes, quel Européen, sur son sol natal même, eût résisté à des fatigues et des privations semblables à celles qu'endurèrent nos jeunes soldats sous ce climat tropical ? Aucun d'eux, pendant cette période, ne fit moins de 2 000 kilomètres en l'espace de huit mois, n'ayant pour toute nourriture que du biscuit de mauvaise qualité, souvent avarié, de la viande de conserve fermentée sous l'action d'une chaleur torride, du riz, du maïs, du mil, et, pour toute boisson, de l'eau boueuse coupée de tafia. Cependant c'est dans de pareilles conditions hygiéniques qu'ils construisirent sur notre ligne de ravitaillement sept forts, la route de 600 kilomètres qui les relie, les divers établissements qui les complètent ; en même temps ils assiégèrent et prirent quatre villages fortifiés, livrèrent neuf batailles rangées et quarante-trois engagements partiels.

ÉTIENNE PÉROZ
Au Soudan français. Calmann-Lévy,
 Paris, 1896, p. 452.

méfiance pour l'aventure coloniale et fait tout pour en détourner ses brillants poulains. La Marine elle-même considère avec dédain ses parents pauvres de la « marsouille ». Autant dire que les officiers des troupes de marine sont rarement des premiers de Saint-Cyr ou de Polytechnique. Plus souvent, ils sortent du rang ou de l'école de Saint-Maixent. Parmi eux, une bonne proportion de fils d'agriculteurs ou de sous-officiers de l'arme. Ce sont des hommes d'action, durs, turbulents et ambitieux, ce qui n'exclut pas un penchant pour la rêverie. Ils attendent du service aux colonies une promotion rapide, compensation des risques courus, maladies, surmenage, mort au combat.

Pourtant, l'avancement, la double solde et les décorations ne disent pas les raisons des Marchand, Gallieni, Largeau, Mangin, Gouraud, Trentenian, Joffre, Lyautey (3), et de tant d'autres. Ce qui les attire si loin de la France c'est bien autre chose. Tous, à leur façon, fuient la mesquinerie et le mortel ennui des casernes dans une France étriquée. Adieu vieille Europe, que le diable t'emporte ! Ils vont là où les pousse l'instinct de l'aventure et de la conquête. Comme Psichari, ils ne sont pas loin de penser que « l'Afrique est un des derniers refuges de l'énergie nationale ».

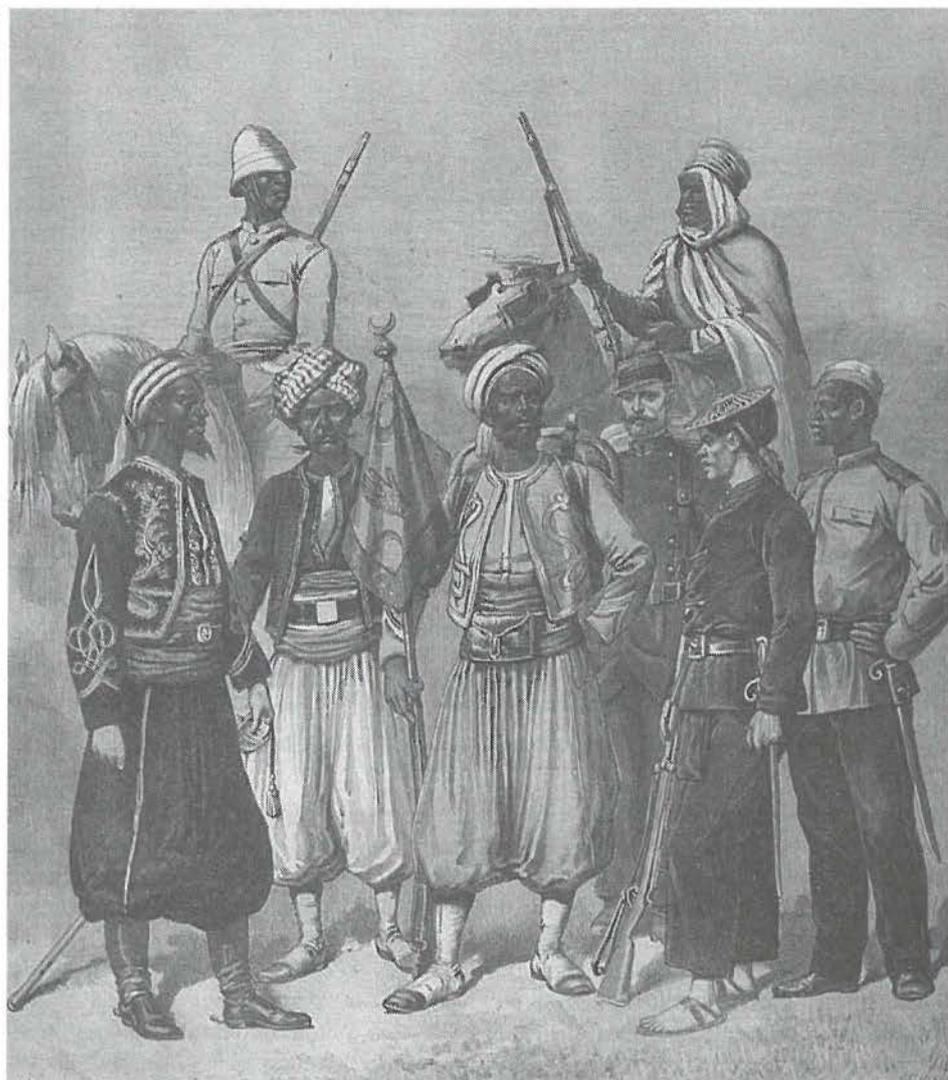
Bon connaisseur, Lyautey écrit : « Il n'y a pas de ces petits lieutenants, chef de poste ou de reconnaissance, qui ne développe en six mois plus d'initiative, d'endurance, de persuasion, de personnalité qu'un officier de France dans toute sa carrière. » Ce qu'ils

entreprennent, c'est souvent à leurs risques et périls, malgré les consignes de prudence et de temporisation de Paris. Ils en prennent d'ailleurs à leur aise, misant sur l'éloignement, l'absence de communications et le grand désordre de leurs administrations de tutelle, Colonies et Marine. Tous rêvent d'attacher leur nom à la découverte de nouveaux territoires, ces fameuses tâches blanches qui subsistent encore sur la carte de l'Afrique. Par eux, le gouvernement est le plus souvent mis devant le fait accompli. L'audace compense la faiblesse des moyens. Parfois la griserie de la conquête vire au drame ou à la folie, comme au Soudan, en 1899, avec les capitaines Voulet et Chanoine, qu'il est aisé de fustiger à un siècle de distance, quand on vit soi-même dans un univers de quiétude et de sécurité (4).

La « Coloniale », ce sont aussi les officiers à la manière de Gallieni et de Lyautey, respectueux des croyances et des coutumes indigènes qu'ils s'efforcent de préserver. Ethnologues avant la lettre, ils se passionnent pour l'histoire, les mœurs et la langue des peuples dont ils ont la charge. Arbitres et conciliateurs entre ethnies rivales, ils s'efforcent à la justice et apportent une paix qui disparaîtra après leur départ quand viendra la décolonisation.

La « force noire »

En 1910, le colonel Mangin publie *La Force noire*, ouvrage controversé dont le ressentiment est énorme. Il expose une idée simple. La natalité allemande étant supérieure



Uniformes de certains régiments des troupes de marine et de l'armée d'Afrique dans le Petit Journal du 7 mars 1891. Bien que non encore officielle, l'appellation « troupes coloniales » était courante.

à celle de la France, il suffirait, en cas de guerre, de remplacer les soldats métropolitains en nombre insuffisant par des Africains. « Nous avons, dit Mangin, dans nos colonies africaines un réservoir d'hommes considérable presque inépuisable. Les races du Niger et du Sénégal sont robustes, guerrières et dévouées à leurs chefs. »

Ministre des Colonies en 1911, Messimy renchérit : « L'Afrique nous a coûté des montagnes d'or, des milliers de soldats et des ruisseaux de sang, mais les hommes et le sang, elle doit nous les rendre avec usure. »

Le projet est vivement critiqué à gauche comme à droite, pour des raisons différentes. Devant la montée des périls, on tente cependant de mettre sur pied cette « force noire ». C'est l'échec. Loin d'être inépuisables, les ressources en hommes se révèlent courtes. Le recrutement, intensifié à partir de 1912 et surtout de 1914, se fait mal. En tout, 180 000 tirailleurs « sénégalais » sont mobilisés de

1914 à 1918. Ils auront 30 000 tués, soit le même pourcentage que les troupes métropolitaines.

Responsabilité française

Ce n'est pas d'avoir envoyé à la mort des dizaines de milliers de soldats africains ou asiatiques derrière ses drapeaux, sur tous les théâtres d'opération et jusqu'en Europe au cours des guerres mondiales, que la France peut se sentir coupable. Tant qu'elle le fit en respectant le pacte militaire et féodal, c'est-à-dire en assumant pour le meilleur et pour le pire son rang de nation suzeraine, en étant grande sinon généreuse, elle remplissait pleinement ses obligations. Les soldats indigènes qui mouraient pour ses généraux et ses capitaines étaient payés de tout par la fierté qu'ils tiraient de s'être battus sous des chefs prestigieux, justes et redoutables. Et c'est bien le

sort le plus enviable que l'on puisse offrir à un mortel dont l'âme est tant soit peu guerrière.

Si l'on veut à toute force se sentir coupable, ce n'est pas sur le terrain des pertes qu'il faut chercher. Un État est comptable des souffrances et des sacrifices qu'il impose. En s'acharnant à prouver que son ancienne grandeur n'était qu'imposture, la France, par la voix de ceux qui parlent en son nom, dérobe aux morts ce qui les justifiait. Elle ajoute à l'abaissement de son rang la forme la plus méprisante de l'ingratitude.

DOMINIQUE VENNER

(1) Pour défendre le Canada de 1756 à 1759, le marquis de Montcalm ne reçoit aucun renfort. Il dispose de 3 000 hommes de troupes régulières et d'environ 15 000 miliciens (vieillards inclus), face aux 80 000 Anglais du général Wolf.

(2) Par décret du 5 juin 1856, la Marine crée au sein de la flotte la spécialité de marin fusilier destinée au service de la mousqueterie à bord, avec bataillon d'instruction à Lorient. Formant des compagnies de débarquement, ces fusiliers marins participent à de nombreuses opérations coloniales. De 1914 à 1915, la brigade de fusiliers marins de l'amiral Ronarc'h livre de terribles combats sur l'Yser, perdant la quasi totalité de ses effectifs.

(3) Joffre et Lyautey, volontaires pour servir aux colonies, n'appartiennent ni aux troupes de marine ni à l'armée d'Afrique, mais à l'armée métropolitaine.

(4) Le drame de la mission Voulet-Chanoine de 1899 a été plusieurs fois raconté, notamment par Jacques-François Rolland, *Le Grand Capitaine*, Grasset, Paris 1976. A l'époque, les deux officiers ont été défendus par le lieutenant Gaston Lautour, *Journal d'un spahi au Soudan, 1897-1899*, Perrin, Paris, 1909, p. 309-315.

BIBLIOGRAPHIE :

- R. Huré, H. de la Barre de Nanteuil, P. Devautour, J. Pradel de Lamaze, *L'Armée d'Afrique, 1830-1962*, Charles-Lavauzelle, Paris, 1977.
- Jean-Charles Jauffret, *Les Armes de « la plus grande France »*, Histoire militaire de la France, tome 3 (1871-1940), PUF, Paris, 1992.
- *Les Troupes de Marine*, Revue historique de l'Armée, numéros spéciaux, 1970 et 1983.
- Francine Dessaigne, *La Résistance fondamentale ou l'esprit de revanche dans l'Armée d'Afrique de 1940 à 1942*. Ed. Confrérie-Castille (Le Roudour, 22080 Plougrescant) 1991.

L'ARMÉE D'AFRIQUE

L'armée d'Afrique (1) tire son nom du corps expéditionnaire qui débarque à Sidi Feruch le 14 juin 1830 et s'empare d'Alger le 5 juillet. A l'époque, on ne parle pas encore d'Algérie, entité créée par la colonisation.

Partout en Europe, la victoire française sur les Turcs du bey d'Alger a été accueillie avec satisfaction et soulagement. Depuis l'échec de Charles-Quint devant Alger, en 1551, jamais les Européens n'avaient pu nettoyer ce nid de piraterie barbaresque qui semait l'insécurité en Méditerranée.

Pourtant le gouvernement de 1830 ne songe nullement à étendre sa conquête. Celle-ci se fera de proche en proche, par une sorte d'automatisme, pour assurer la sécurité des premiers territoires pacifiés, jusqu'à l'absorption finale de la Tunisie et du Maroc.

Zouaves et « Turcos »

Dès sa victoire, le maréchal de Bourmont a pris langue en Kabylie avec la tribu des Zouaouas qui, traditionnellement, fournissaient des soldats aux Turcs. Son successeur, le général Clauzel constitue avec eux le corps des Zouaves qui leur doit son nom (1er octobre 1830).

Officialisés par une ordonnance du 21 mars 1831, les zouaves qu'encadrent d'excellents officiers français, se distinguent dès le 3 juillet 1831 au col de Mouzaïa, au sud de Blida. Un décret du 1^{er} février 1852 porte les effectifs à trois régiments. Un quatrième régiment, celui des zouaves de la Garde impériale sera constitué en 1855. Les zouaves prouvent leur valeur en Crimée (1854-1856). Cependant, ils ont perdu à cette époque leur caractère de troupe indigène. Depuis plusieurs années, le recrutement accorde une place de plus en plus importante à des engagés volontaires français. Après l'insurrection kabyle de 1871, on jouera des aversions traditionnelles entre musulmans et juifs, en ouvrant à ces derniers l'accès aux zouaves dont l'heure de gloire est passée. Edouard Detaille écrit en 1889 qu'ils ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes.

En 1841, pour reconstituer des troupes vraiment indigènes, le général Bugeaud lève trois bataillons de tirailleurs, ancêtres de toutes les unités de tirailleurs indigènes, qu'ils soient algériens, marocains, tunisiens, sénégalais, malgaches, annamites ou tonkinois. Ils proviennent en partie d'anciennes unités

d'infanterie « turque » passées au service de la France après 1830. D'où le surnom de « turcos » donné aux tirailleurs algériens. le 10 octobre 1855, trois régiments de tirailleurs algériens sont constitués. Leur nombre sera augmenté par la suite. Ils ne disparaîtront qu'en 1962, lors de l'indépendance de l'Algérie. Cette troupe solide participe à d'innombrables campagnes hors d'Algérie.

Chasseurs d'Afrique et Spahis

Par une ordonnance du 17 novembre 1831, deux escadrons de Chasseurs indigènes et trois escadrons des 12^e et 17^e chasseurs à cheval ayant participé au débarquement de 1830, donnent naissance aux deux premiers régiments de Chasseurs d'Afrique. Quatre autres seront créés jusqu'en 1887. Européens et musulmans y servent ensemble jusqu'à la création des spahis en 1834. Dès lors, le recrutement sera exclusivement européen. Ils interviendront sur tous les théâtres extérieurs et dans les deux guerres mondiales.

Les spahis, nom d'origine persane donné aux cavaliers de l'armée ottomane, sont créés le 6 septembre 1834. Le corps des spahis est alors strictement indigène avec encadrement français. Il est formé de deux détachements. L'un aux ordres du célèbre Yusuf, Italien de l'île d'Elbe, enlevé tout jeune par les Barbaresques et devenu officier de spahis du bey d'Alger, avant de passer au service de la France. Le 16 mai 1843, à la tête de ses spahis, sous les ordres du jeune duc d'Aumale, il sabre la smala d'Abd-el-Kader.

Légion étrangère et « Bat' d'Af »

Par une ordonnance du 10 mars 1831, Louis-Philippe crée en Algérie une Légion formée de volontaires étrangers, avec quartier général à Sidi-bel-Abbès. Cédée à l'Espagne au début de 1835, pour la guerre contre les carlistes, la Légion étrangère est reconstituée le 16 décembre 1835. Elle se distinguera dans toutes les campagnes outre-mer et gagnera pendant la campagne du Mexique, au combat de Camerone (30 avril 1863), sa réputation justifiée de troupe sacrifiée, recours ultime des situations désespérées.

Un régiment étranger de cavalerie (REC) sera formé en 1921 en Tunisie avec une forte

proportion d'engagés russes, rescapés des Armées blanches. Le REC se distinguera bientôt en Syrie contre les Druses, comme le rappellent les paroles de son célèbre chant.

Les bataillons d'infanterie légère d'Afrique (BIL) autrement appelés « Bat' d'Af », sont créés en Algérie le 4 juin 1832. La troupe provient de compagnies disciplinaires formées de condamnés des tribunaux civils et militaires, tandis que l'encadrement est soigneusement choisi. La valeur au feu des « Bat' d'Af » sera appréciée autant que sera redoutée leur conduite dans les cantonnements. Au combat de Mazagan, près de Mostaganem, en février 1840, la stupéfiante résistance des « zéphyr » ou des « joyeux » comme on appellera les « bataillonnaires », prouva que ces réprouvés peuvent se comporter en héros.

Les chasseurs à pied, malgré leur rôle important dans la conquête, ce dont témoigne l'épisode fameux du combat désespéré de Sidi-Brahim (24 au 26 septembre 1845), n'ont jamais appartenu à l'armée d'Afrique, bien qu'ils aient fait carrière en Algérie jusqu'à leur rappel en 1874.

Sahariens et goumiers

L'armée d'Afrique comprend en revanche trois Compagnies méharistes, créées le 30 mars 1902 à l'instigation du commandant Laperrine, avec siège à Adrar. Le recrutement s'opéra au sein de la grande tribu des Chaambas hostiles aux Touareg Hoggar. Les méharistes indigènes, engagés pour deux ans, subviennent eux-mêmes à la fourniture et à l'entretien de leur monture, équipements et nourriture. Une poignée de nomades, commandée par des officiers d'élite, acquis à la magie du désert, vont assurer le contrôle d'immensités jusqu'alors inviolées.

Nommé haut-commissaire pour les confins algéro-marocains, en 1908, le général Lyautey a l'idée de constituer, sur le même principe, des goums, formations supplétives levées par tribu, sous les ordres de leurs chefs naturels, avec un encadrement léger d'officiers français. Les goums se révéleront précieux durant toute la pacification du Maroc et, beaucoup plus tard, durant la campagne d'Italie, en 1943 et 1944.

D. V.

(1) Officiellement, n'existe que le 19^e corps d'armée (décret du 28 septembre 1873).

La bibliothèque impériale

PAR JEAN MABIRE

Une colonne de littérateurs français s'est avancée dans le bled, et dans les rizières. Ils confondaient parfois l'aventure coloniale et l'exotisme, mais qu'importe : la part du rêve fut la plus forte.

Qu'une aussi fantastique aventure que l'épopée coloniale n'ait pas suscité de grandes œuvres littéraires a de quoi étonner. Il n'y a pas de Kipling français. Mais là où manque le roman, l'histoire reprend ses droits, comme si la réalité était finalement plus envoûtante que toute fiction. On ne compte plus les biographies de Lyautey. Les héros n'ont finalement pas besoin de masques pour enflammer les imaginations. Et c'est peut-être après la décolonisation que nous découvrons des écrivains de la nostalgie. Ainsi Erwan Bergot ou Louis Gardel. Seule exception dans ce désert : le Sahara, qui résume à lui seul le grand mythe du silence, de l'infini et de la solitude.

D'abord, il y a l'exotisme, prélude indispensable au goût des océans inconnus et des terres lointaines. Quand le récit de voyage se transmue en roman, cela donne le premier chef d'œuvre du genre, le livre inaugural de la nostalgie tropicale : *Paul et Virginie*. La peinture des horizons « sauvages » s'y accompagne d'un sentiment diffus de paradis perdu qui se nommera un jour romantisme.

Bernardin de Saint-Pierre est bien un précurseur. Il en a la naïveté et l'audace tranquille. Ce Havrais qui découvre la Martinique alors qu'il n'a que douze ans est fils d'une race aventureuse. Soldat de fortune dans le pays de Hesse, ingénieur du roi à Malte, voyageur – et sans doute agent secret – en Hollande, en Allemagne, en Russie, en Pologne, il



Accroché à sa mitrailleuse Maxim 08/15, Jean Gabin dans *La Bandera*, film de Julien Duvivier (1935) tiré du roman de Pierre Mac Orlan. Tourné dans le Rif dans le cadre naturel de l'action, il fut dédié au général Franco, qui avait commandé la Légion étrangère espagnole et facilité le tournage. Ultérieurement, la dédicace disparut du générique pour cause de conformisme antifasciste.

découvre sa vraie vocation à l'île de France, aujourd'hui île Maurice. En 1787, il publie le roman qui le rendra célèbre. Trois ans plus tard, il récidive avec *La Chaumière indienne*. Un genre est né. Mais cet aimable amoureux de la nature, même s'il est ancien militaire, se

soucie peu du fracas des armes. Ce n'est pas l'Empire conquis par le fer et par le feu qu'il évoque, mais une sorte de Club Méditerranée où les amours de vacances tourment mal.

Le vicomte François-René de Chateaubriand comprend qu'il y a là une veine à

xploiter. Dans le domaine des récits d'outre-mer, le Malouin veut faire mieux encore que le Javrais. *Les Natchez* préfigure les récits de Fenimore Cooper et du capitaine Mayne Reid. Mais on y sent le voyageur plus que le pionnier. Les Français seront absents de l'aventure américaine et ce n'est qu'en 1914 qu'un autre Breton, de Brest celui-là, Louis Hémon, nous parle du Canada avec *Maria Chapdelaine*.

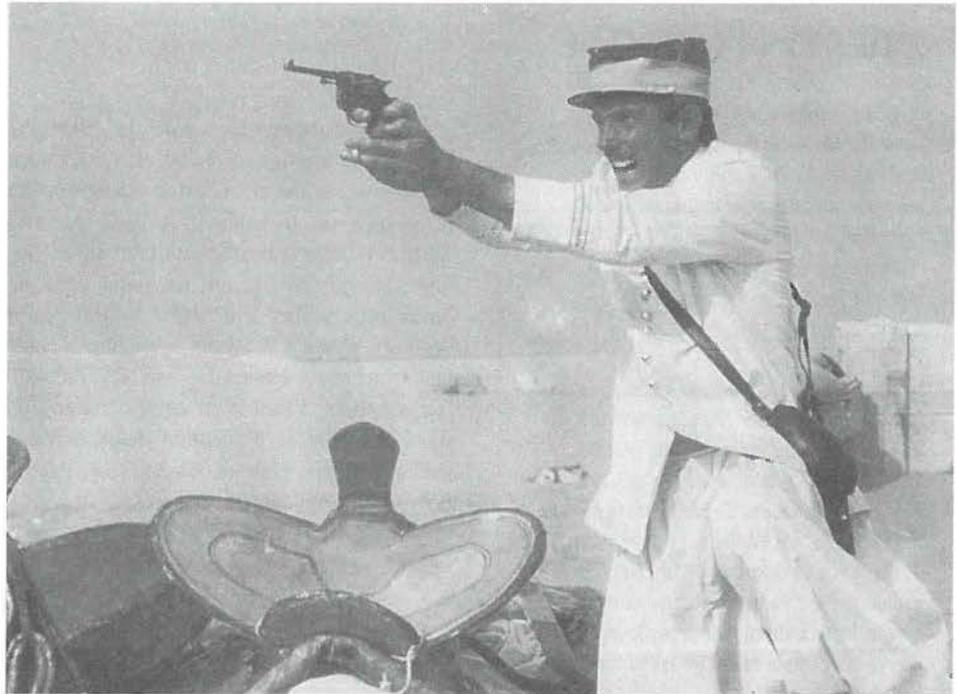
Quant à la littérature acadienne du genre *l'Élagie-la-Charette*, il faudra attendre la fin du XX^e siècle pour la découvrir. Au moment même où l'île de France prend de nouvelles couleurs avec *Le Bal du Dodo* de ce maréchal-es-logis-chef de hussards qu'est Geneviève Dormann.

Larmoyant et capiteux Loti

Avec Jules Verne, les lecteurs vont vagabonder dans le monde entier... en évitant sérieusement les colonies françaises. Toujours, en arrière-plan, s'impose le mythe du nouveau monde américain, avec la réalité sanglante de la guerre de Sécession, destructrice et fondatrice tout ensemble. Grâce au cinéma, les Français la connaîtront un jour mieux que sur propre aventure. Et pourtant ce ne fut pas en de conquérir l'Algérie et l'Afrique Noire, l'Indochine et le Maghreb. Et Madagascar, cette île que les manuels scolaires décrivaient *grande comme la France*.

En fait d'îles, on trouva longtemps la Polynésie plus pittoresque ; elle comblait notre goût d'un exotisme que l'on préférerait plus voluptueux que guerrier.

Julien Viaud, cet officier de la « Royale » qui signait ses romans Pierre Loti, fit rêver quelques générations de jeunes gens qui ne savaient naviguer qu'en chambre. Ce petit homme amoureux des travestis, qui transforma sa maison de Rochefort en bric-à-brac exotique, ne fut certes pas notre Kipling. À peine notre D'Annunzio, par le mauvais goût fin de siècle du moins. Il a beaucoup voyagé, beaucoup écrit, beaucoup aimé, et sans doute plus de matelots que de vahinés, même si *Le Mariage de Loti* a fait beaucoup pour le renom touristique de Tahiti. Il connut aussi le Sénégal, d'où *Le Roman d'un spahi*, et le Tonkin, où *Mon frère Yves*. Ce ne sont point là des visions très gaies de ces forteresses de l'Empire que cimentait le sang des soldats et des marins. La sensiblerie, qui était déjà le plus grand défaut de Bernardin de Saint-Pierre, y paraît de plus en plus larmoyante. On a ten-



CINÉMA GENCE

Le seul vrai « western » inspiré par l'aventure coloniale. Gérard Depardieu et son revolver d'ordonnance Modèle 1892 dans le rôle principal de Fort Saganne, film d'Alain Corneau tiré du roman de Louis Gardel.

dance à trouver aujourd'hui que Loti est bien meilleur dans ses récits de voyages que dans ses romans. Il n'en reste pas moins notre grand orientaliste, avec le parfum capiteux que l'on respire dans toute une œuvre aujourd'hui un peu démodée.

Incontestablement plus viril se montre son disciple Claude Farrère que l'on a bien tort de mépriser aujourd'hui. Officier de marine lui aussi, opiomane de surcroît mais banalement hétérosexuel, il est sans doute l'écrivain qui a le mieux perçu la réalité charnelle de l'Empire. Contrairement à ce qu'on imagine, il sait écrire – et fort bien. En témoigne encore un chef-d'œuvre comme *La Bataille*. Il reste surtout, plus que du roman qu'il a tendance à étiéner, un grand maître de la nouvelle. En témoignent deux recueils qui entrent parfaitement dans le cadre de cette rapide évocation : *Dix-sept histoires de marins* et *Quatorze histoires de soldats*. Par ailleurs, Farrère fut, notamment avec la complicité de son ami Paul Chack, un très bon historien maritime.

Un lansquenet égaré au cœur de l'Afrique

L'épopée coloniale, telle qu'elle fut dans sa réalité de misère et de gloire, n'a pas donné naissance à un seul grand roman, comme si le récit de certains acteurs à lui seul suffisait à fouetter les imaginations. Dans ce sens le livre du commandant Baratier, *A travers l'Afrique, Souvenirs de la mission Marchand*, est resté

inégalé. En contrepoint on peut certes lire – aussi passionnant que n'importe quel roman, *Le Grand Capitaine*, dans lequel Jacques-François Rolland évoque l'incroyable aventure de l'expédition Voulet-Chanoine. Paru chez Grasset en 1976, ce récit sacrifie beaucoup à l'anticolonialisme contemporain, mais constitue une hallucinante saga dominée par la haute figure d'un lansquenet égaré au cœur d'un continent dont il devient le sanglant roi-tyran.

Si le capitaine Danrit – qui était dans l'armée le commandant Driant, gendre du fameux général Boulanger – publie un roman d'anticipation bien à sa manière : *Au-dessus du continent noir*, il y célèbre davantage l'aviation naissante qu'un Empire dont il mesure la fragilité. Son évocation d'un officier de l'infanterie de marine, *Petit marsouin*, est sans nul doute un bon roman pour la jeunesse et un hommage attendu à l'armée d'outre-mer. C'est même un des très grands ouvrages délibérément colonial et militaire d'une III^e République fière de ses possessions lointaines. Pourtant, ce roman, lestement enlevé, n'a pas la force prophétique de *L'Invasion noire*, paru en 1894, qui raconte exactement le contraire : l'occupation de l'Europe par les masses africaines encadrées par les guerriers fanatiques d'un Islam conquérant. Malgré les efforts d'un brave général de l'armée d'Afrique, qui se nomme Quarteron (sic), les Noirs, entraînés par les Arabes, déferlent sur une France qui n'est plus coloniale mais colonisée.

DESTIN IMPÉRIAL

Des Français venus de toutes les provinces et issus de toutes les classes de la vieille terre natale continuent à lutter, à mourir – toujours pour la grandeur et le rayonnement de la race.

Ceux-là combattent dans l'ombre – sans que leur victoire ou leur sacrifice s'inscrivent nulle part.

On les ignore.

Et pourtant, magnifiques isolés, pétris de force et d'obstination, ils bâtissent en leur obscur labeur quotidien la plus grande France – cette France éternelle qui, grâce à eux, rayonne encore de par le vaste monde sur l'Afrique, sur l'Asie, sur l'Océanie.

Pour que cette grande France agrandie se prolonge dans l'espace comme dans le temps, ils se battent jour après jour, et contre les climats et contre les hommes et contre la nature.

Et c'est une extraordinaire épopée – une épopée humaine, c'est-à-dire tout ensemble pleine de faiblesse et d'héroïsme, pleine de grandeur qui s'ignore et d'égoïsme inconscient.

Une épopée où l'on retrouve, poussés à l'extrême, toutes les qualités de la race – et ses défauts aussi...

JEAN D'ESME

Combien plus pacifique est la vision d'Ernest Pischari, qui servit sous l'ancre d'or – il ne fut d'ailleurs pas « marsouin » (fantassin) mais « bigor » (artilleur). *L'Appel des armes* et *Le Voyage du Centurion*, parus avant la guerre de 1914 où ce disciple de Péguy devait se faire tuer, sont des livres d'édification patriotique et religieuse. Pischari est un auteur « bien-pensant » exemplaire, bigor et bigot pourrait-on dire.

L'entre-deux-guerres voit le triomphe d'une littérature qui se révèle bien davantage exotique que coloniale. C'est la grande époque du voyage où triomphent Roland Dorgelès (*Sous le casque blanc*) ou, un cran au-dessus, Paul Morand qui est, lui, un grand écrivain. On ne peut oublier leur maître à tous, Blaise Cendrars, même s'il a sans doute plus voyagé dans son imagination que sur les rails du Transsibérien. *Rhum* n'en est pas moins un grand bouquin sur l'aventure de la Guyane. Mais son héros, Galmot, est un civil, pas du tout militaire et encore moins militariste.

Bat' d'af et légionnaires

Pierre Mac Orlan, qui aimait pourtant bien les « griveton » et se plaisait en la compagnie des « joyeux » des bat' d'af, fait partie des admirateurs inconditionnels de ceux qui servent sous la grenade à sept flammes. Pourtant, dans un de ses plus célèbres romans, ce n'est pas la Légion étrangère « française » qu'il évoque mais le Tercio espagnol. Le succès de *La Bandera* fut relayé par celui d'un grand film, dédié à un colonel inconnu de la guerre du Rif, nommé Francisco Franco.

Si le trop méconnu Georges d'Espargès avait ouvert la route dès 1911, avec *Les Mystères de la Légion étrangère* il faudra attendre l'immédiate avant-guerre pour avoir avec *Les Hommes sans nom* de Jean des Vallières, le roman de la Légion. Encore que le terme récit conviendrait mieux à ce reportage lyrique que devait suivre *Sa Grandeur l'Infortune*. Pour les bataillons d'Afrique, il est curieux de lire *Les Réprouvés* d'André Armandy (Les Editions de France, 1930). Ce livre porte le même titre que le chef-d'œuvre d'Ernst von Salomon. Mais comment nommer autrement de

L'APPEL DE L'AVENTURE

Il descendit de sa chaire pour faire un petit tour dans la classe, les mains derrière le dos. Entre les bancs, au ras des pupitres, circulèrent comme des curiosités instructives ses tristes manchettes, ses grands doigts séchés par la craie et son médius taché d'encre rouge.

Il remonta sur l'estrade et s'assit lourdement. Par la fenêtre il vit le gros ballon pris dans le platane : une belle noix de coco se balançait dans les alizés. Il baissa la tête. Dans son tiroir entrouvert s'amoncelait un riche butin : *Texas Jack*, *Riri chez les Sioux*, un browning en fer-blanc, un kriss en couverture de cahier...

Il descendit encore faire un petit tour dans la classe. Les cache-nez constrictors s'enroulaient aux patères, les radiateurs torrides exhalaient les odeurs louches de la forêt vierge, les palmes du rio bruissaient avec les feuilles des dictionnaires et les insectes mystérieux crissaient confusément sur les brouillons raturés.

Alors il retourna vers la chaire, ferma l'encrier, mit son chapeau, ouvrit la porte et partit...

JACQUES PERRET
Roucou

tels soldats de fortune ? On a tiré un film de cette histoire un peu conventionnelle mais bien ficelée, selon les meilleures recettes du roman populaire. Comme il est d'usage dans ce genre de littérature, on ne voit pas l'ennemi, mais on le devine, invisible, derrière les dunes qui enserrant le « bordj » de ce cercle de feu que personne ne pourra franchir. John Ford a très bien filmé cela dans *La Patrouille perdue*, qui se passe en Syrie, cette Syrie évoquée en



Tintin au Congo, par Hergé. Édition originale de 1931.

quelques images à la fin de *Trois de Saint-Cyr*, exemple parfait du film de propagande tricolore tourné en 1939 à la veille d'une guerre que l'on voulait inévitable.

Mais le roman ? On cherche en vain les hommes dans les livres d'André Demaison, qui se veut surtout grand écrivain animalier, ce qui n'est pas si facile. Ses *Histoires de bêtes qu'on dit sauvages* sont d'un bon observateur de la faune tropicale. Le livre plut tellement que son auteur ne parvint guère à s'échapper du genre. Mais, une fois encore, ce n'est pas là le récit d'une « épopée coloniale », décidément bien fugitive.

Alors, il reste de cette époque un grand nom, tellement lié à l'idée même de l'Empire qu'il est aujourd'hui un peu oublié : Jean d'Esme, dit Jean d'Esme.

Chasseur de fauves journaliste et romancier

Né à Shanghai en 1893, descendant d'une lignée de gentilshommes coloniaux, il passe son enfance en Chine, en Indochine, à la Réunion et à Madagascar. Combattant de la Grande Guerre, promu officier au feu et plusieurs fois blessé, il devient aventurier sur toutes les routes de l'Empire, il est chasseur de grands fauves en AOF et en AEF, avant de traverser à six reprises le Sahara. Journaliste et romancier, il publie, dès 1920, un premier roman qui se situe en Annam et écrira une trentaine de livres, tous consacrés aux « sentinelles de l'Empire », comme *Les Dieux ruges*, *Les Impériaux*, ou *Les Chevaliers sans peur*. Il se choisit une belle devise : « *La demeure de l'homme est l'horizon* ». Un de ses personnages s'exclame, dans *Tornade*, ce qui est le sens même de son œuvre :

– A quatre ou cinq cents Blancs, nous sommes en train de remuer un monde grand comme cinq fois la France !

Tout autant que romancier, Jean d'Esme est historien et surtout biographe.

Parmi les rares romans coloniaux, se détache *La Conquérante* de Robert Brasillach (1943), lui-même fils d'un officier tué pendant la guerre du Rif. Ce roman met en scène, dans le Maroc héroïque et rebelle de Lyautey, une jeune femme qui ressemble fort à la propre mère de l'écrivain. Plus tard viendra *Le Grand Sud* qu'ADG, en bon connaisseur, a consacré à la dure épopée de la Nouvelle-Calédonie, ou encore *Le Sang des colons* d'Alain Gandy.

En revanche, on ne compte pas les grandes biographies dont les plus célèbres sont de



Jean-Pierre Aumont dans *l'Atlantide* tourné en 1948 par Tallas, d'après le roman de Pierre Benoit

René Bazin : *L'Enseigne de vaisseau Paul Henry*, ou d'Henry Bordeaux : *Henri de Bournazel*. Particulièrement nombreuses sont les biographies du maréchal Lyautey, dont une des meilleures est celle écrite par Benoist-Méchin.

Si l'Extrême-Orient, l'Afrique noire et même le Maghreb inspirent peu les écrivains, le Sahara règne en majesté sur l'imaginaire de plusieurs générations. L'amitié du général Laperrine et du père de Foucauld est un thème très fort, réconciliant le trône et l'autel dans une même exaltation des valeurs traditionnelles.

Le Sahara trouve son chantre avec Joseph Peyré, un contemporain de Jean d'Esme, qui a quitté son Béarn natal pour beaucoup vagabonder à travers le monde. De son frère, officier méhariste, il tient de belles histoires de guerre, de sable et de soleil. Il en tirera des romans exaltants et dépouillés, dont le plus célèbre est *L'Escadron blanc*. Le Sahara y devient ascèse et règle de vie. Peyré célèbre « *l'exigence du désert, sa route aride, sa misère et l'âpre mesure de ses joies* ». D'autres titres suivront : des romans comme *Le Chef à l'étoile d'argent* ou *Sous l'étendard vert*, des recueils de nouvelles : *Coups durs*, *Sahara éternel*, *Croix du Sud*.

De tels livres, plus proches de la vérité quotidienne des compagnies nomades que la rocambolesque fiction de Pierre Benoit dans *L'Atlantide*, contribuent à créer le mythe du Sahara, le seul qui aura quelque postérité littéraire grâce aux romans et aux récits du montagnard Frison-Roche ou encore à *La Citadelle du désert* publié récemment par Jean Bourdier.

La perte de l'Empire va-t-elle inspirer une nouvelle vogue romanesque ? On sait que Jean Lartéguy ou Pierre Schoendoerffer ont naguère contracté un inguérissable « mal jaune », qu'exprime très bien Erwan Bergot dans sa trilogie indochinoise *Sud Lointain* (1) ou Claude Riffaud dans *Mekong Palace*, roman plein de tonus et de fureur.

Quant à Louis Gardel, c'est au Sahara et au Maroc qu'il demande un décor et des personnages. Naguère *Fort Saganne* et aujourd'hui *Dar Baroud* sont d'incontestables réussites.

Là encore, le cinéma a pris la relève du roman. *Fort Saganne* est, sans conteste, le premier véritable « southern » français.

JEAN MABIRE

(1) Les Presses de la Cité font paraître *Rendez-vous à Vera Cruz*, dernier roman d'Erwan Bergot inspiré par la saga de la Légion pendant la campagne du Mexique.

Un empire ruineux

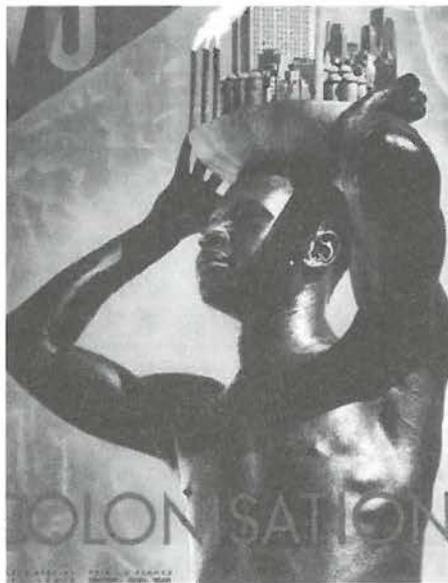
PAR BERNARD LUGAN

Une certaine imagerie d'Épinal nous a présenté, depuis trente ans, les colonies comme des terres abusivement exploitées sur lesquelles les anciennes puissances coloniales ont bâti leur prospérité. État de la question.

Pour les premiers impérialistes français – souvent hommes de gauche laïques et républicains –, les colonies devaient d'abord constituer un marché réservé. Jules Ferry avait été très clair à ce sujet en déclarant : « *Les colonies doivent être un placement de capitaux, une recherche de débouchés pour l'industrie française menacée par la concurrence étrangère.* »

Cette phrase a littéralement « empoisonné » les études africaines car ce qui, pour Jules Ferry, n'était qu'un objectif, s'est transformé en résultat chez les défenseurs du dogme du pillage colonial. Selon ces derniers, la cause est entendue : l'Empire fut une affaire économique ; nous l'aurions exploité et nous avons donc aujourd'hui une dette envers l'Afrique.

Historiquement, la réalité est bien différente. Dans la conception de Jules Ferry, il n'était en effet pas question que l'État français participe à la mise en valeur et à l'équipement des colonies pour ce qui relevait des investissements productifs ; ce domaine devait être à la charge du secteur privé. Or, les territoires en question n'avaient pas de ressources propres et il était nécessaire, avant toute chose, d'y entreprendre des travaux d'infrastructure lourde



« Le système du pacte colonial s'est presque renversé au bénéfice des pays d'outre-mer » expliquait en 1956 François Bloch-Lainé. « Ainsi s'opère aux frais de la métropole le développement économique de tous les pays d'outre-mer. »

comme les ports, les routes, les ponts, les voies ferrées, etc.

La France dut en assurer le coût. L'incohérence du système apparut alors car les capitalistes, constatant que les colonies n'étaient pas une bonne affaire, s'en détournèrent rapidement, laissant le budget français seul face à l'immensité des besoins de l'Empire.

Dès avant 1914 il était en effet devenu évident pour les financiers que l'investissement colonial n'était pas rentable, à l'exception de ces secteurs marginaux, en crise ou en déclin étudiés par Jacques Marseille dans sa thèse (1).

Entre les deux guerres, l'enthousiasme colonial des milieux capitalistes français continua à s'éteindre et l'État fut contraint de définir une nouvelle politique, fondée cette fois sur le seul intérêt des colonies.

L'investissement étatique sans perspectives de rentabilité, véritable acte gratuit, intervint à la place du capitalisme qui refusait de s'engager en Afrique.

Les grands travaux de mise en valeur débütèrent donc durant cet période et ils connurent une accélération remarquable au lendemain de la Seconde Guerre mondiale au moment même où la France, sortie ruinée du conflit, avait pourtant son économie à faire redémarrer.

Elle lança pourtant dans son Empire – et à fonds perdus car la décolonisation était annoncée – une fantastique politique de développement et de mise en valeur qui se fit largement aux dépens de sa reconstruction et de sa modernisation, utilisant autant pour elle que pour l'Empire les capitaux qu'elle obtenait des États-Unis.

L'effort fut à ce point important qu'au moment des indépendances, la France laissait à ses anciens administrés 2 000 dispensaires, 600 maternités, 40 hôpitaux en Afrique noire et à Madagascar ; 30 en Indochine, et 180 en Afrique du Nord. En Afrique, 18 000 km de voies ferrées, 215 000 de pistes principales et plus de 50 000 km de routes bitumées avaient été construits ainsi que 63 ports équipés et 196 aérodromes. En Afrique du Nord, 1,8 million d'enfants étaient scolarisés et 2 millions en Afrique noire et à Madagascar où 16 000 écoles primaires et 350 écoles secondaires, collèges ou lycées avaient été bâtis et fonctionnaient. En 1960, la France en Afrique entretenait 28 000 enseignants, soit un huitième de son corps professoral. Elle n'avait pas les moyens de faire plus.

Une telle comptabilité n'est pas dérisoire et il importe de l'avoir à l'esprit. Elle montre que loin de piller ses colonies, la France les a subventionnées. Durant toute l'époque coloniale, le déficit commercial de l'Empire ne cessa d'augmenter ; ainsi en AOF où il passa de 1,3 milliard de francs CFA en 1948 à 11,2

CE QUE COÛTE L'AFRIQUE

En 1929, les investissements réalisés par la France dans son empire s'élevaient selon J. Marseille (*Empire colonial et capitalisme*, op.cit, p.103) à dix milliards de francs-or et à quinze milliards en 1939.

De 1947 à 1955, l'Empire a reçu pour 300 milliards d'équipement.

En 1955, le total annuel des investissements réalisés par la France dans son domaine impérial atteignit 180 milliards et 200 milliards en 1958. A cette époque, les investissements seuls représentaient 5 % du budget métropolitain de 1955 et 22 % du total de toutes les dépenses d'équipement sur fonds publics !

Dans un article fondamental publié le 9 mars 1984 par la revue *Marchés Tropicaux*, Jacques Allibert écrit que, de 1945 à 1958, l'État français a investi outre-mer 1 700 milliards dont 800 en Afrique noire. Après 1945, la France consacra 60 % de ses investissements impériaux aux infrastructures de transport. Les deux plans 1947-1952 et 1953-1958 permirent de doter l'Afrique française de magnifiques équipements.

Ces dépenses l'étaient à fonds perdus et par pure philanthropie puisque les indépendances étaient programmées. C'est ainsi que pour la période 1947-1958, les fonds publics métropolitains investis pour le développement de l'Empire ont représenté plus que la totalité des mêmes investissements publics pour la période 1880-1946.

B.L.

dépenses réalisées en Afrique pour tenter d'y assurer un minimum vital à des populations de plus en plus nombreuses en raison de la surpopulation résultant du maillage médical introduit par la colonisation.

C'est dans ce contexte que Raymond Cartier écrivit en 1956, dans *Paris-Match*, un article qui provoqua une belle polémique. Il s'interrogeait : les 1 400 milliards investis dans l'Empire depuis 1946 n'auraient-ils permis de faire de la France un pays moderne et compétitif ? Au moment où le sous-équipement métropolitain était criant en matière sociale il demandait s'il n'aurait pas mieux valu construire à Nevers l'hôpital de Lomé et à Tarbes le lycée de Bobo-Dioulasso.

Raymond Cartier posait très exactement le problème car l'Empire coûtait d'autant plus à la France que les épargnants prêtaient, par le biais des emprunts des sommes qui eussent pu

être employées en métropole ; or elles étaient retirées du capital disponible national afin de financer en Afrique des infrastructures tellement nécessaires ici. Ces dépenses eussent été justifiées si, du moins, l'Empire avait eu une véritable utilité économique ; or, sur ce point également, nous sommes en présence d'une idée reçue imposée par l'école historique tiers-mondiste en situation de quasi-monopole dans l'université française.

La réalité est que, à l'exception des phosphates du Maroc, les produits tirés de l'Empire n'étaient ni rares ni stratégiques ; de plus, la France qui avait subventionné leur production ou leur extraction les achetait très largement au-dessus des cours mondiaux (3).

Année après année, la France se ruinait donc en Afrique. Économiquement, à la veille des indépendances, les possessions africaines ne comptaient pas davantage qu'avant la Première Guerre mondiale. C'est ainsi qu'en 1958, Algérie comprise, l'Afrique ne totalisait que 5 % des ventes de notre production industrielle. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le patronat et les milieux financiers aient considéré que le marché colonial était un boulet inutile et encombrant. Après la décolonisation, dégagee des subventions indirectes et allégée des secteurs moribonds qui ne survivaient qu'à l'abri du protectionnisme impérial, l'économie française a pu se lancer dans la bataille de la compétitivité et les transfusions de capitaux publics ont enfin pu bénéficier à des programmes urgents comme le nucléaire ou les autoroutes etc. Nous voilà bien loin du pillage de l'Afrique ! (5)

BERNARD LUGAN

(1) Jacques Marseille, *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*. Paris, 1984. Pour l'Empire britannique, en raison de la décentralisation du système ainsi que de la place prise par les compagnies et le capital privé, il n'existe pas d'études comparables à celles de Bonnefous et de Marseille.

(2) François Bloch-Lainé, *La Zone franc*, Paris, 1956, p. 44.

(3) Jacques Marseille, Op. cit. p. 223 et suivantes. Voir également Jacques Marseille, *L'Héritage colonial français : au-delà des légendes* in *Le Tiers-mondisme en question*. Sous la direction de Rony Braumann. Paris, 1986, p. 68.

(4) Édouard Bonnefous, *Les Milliards qui s'envolent. L'aide française aux pays sous-développés*. Paris, 1963, p. 46.

(5) Sur l'ensemble de la question traitée dans cet article, l'on se reportera à B. Lugan, *Afrique, bilan de la décolonisation*. Éditions Perrin, 1991. Les chapitres 1 à 6 seront spécialement consultés.

Un lycée à Tarbes ou à Bobo-Dioulasso ?

milliards en 1950 et à 22,6 milliards en 1951. Cette réalité faisait dire en 1956 à François Bloch-Lainé que « le système du pacte colonial s'est presque renversé au bénéfice des pays d'outre-mer. Tout se passe comme si la métropole fournissait les francs métropolitains permettant à ses correspondants d'avoir une balance profondément déséquilibrée : ainsi s'opère, aux frais de la métropole, le développement économique de tous les pays d'outre-mer sans exception. » (2)

Une question se pose alors : l'Empire fut-il une ruine pour la France ? Édouard Herriot pensait que « la France ne pouvait devenir la colonie de ses colonies » ; de fait, elle ne parvenait pas à combler le tonneau des Danaïdes impérial pour deux raisons principales :

1°) Localement, en Afrique, les ressources locales tirées de l'impôt ne pouvaient couvrir aucune dépense importante. Les frais administratifs, les investissements, le suivi des projets, la création des équipements sociaux (hôpitaux, dispensaires, écoles etc.) ne pouvaient en aucun cas être supportés par les budgets des territoires coloniaux puisqu'ils étaient en perpétuel déficit ; aussi, l'État français était-il condamné à accorder d'incessantes subventions à fonds perdus afin de les équilibrer. Du lendemain de la Seconde Guerre mondiale aux indépendances, les territoires français d'outre-mer ont toujours eu une balance des paiements avec l'étranger déficitaire et c'est la France qui l'équilibrait sans cesse en puisant dans ses propres réserves de devises.

En 1958, seuls trois pays d'Afrique française avaient une balance commerciale excédentaire : il s'agit du Cameroun, du Gabon et de la Côte-d'Ivoire exportateurs de cacao, de bois et de café. L'indépendance étant programmée, Paris eut l'idée de regrouper ces trois territoires avec d'autres, moins favorisés, pour constituer des ensembles économiques viables. Devant le refus des « trois riches » cette idée fut abandonnée.

2°) Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la France ne se résolut pas à choisir entre l'avenir moderne de la métropole et la mise en valeur de son Empire ; or, elle n'avait pas les moyens de mener de front les deux politiques. La question était même devenue angoissante ; le retard que la France accumulait par rapport à ses concurrents et partenaires européens était en effet proportionnel aux

Les pièges de la coopération

PAR PIERRE BONNEFONT

Les administrateurs coloniaux apprenaient à connaître non seulement l'Afrique mais ses populations. Au stade final de la colonisation vint la coopération. On oublia qu'en Afrique il y avait des Africains. La modernité est-elle soluble dans la tradition ?

Après sa décolonisation, dans la décennie de 1960, l'Afrique noire francophone parut promise à un développement économique et social assez rapide, notamment le Sénégal avec le port de Dakar qui se voulait « la station-service de l'Atlantique », la Côte-d'Ivoire grâce à son café, son cacao, ses oléagineux, le Cameroun, le Gabon et le Congo, en raison de ressources pétrolières croissantes.

Aujourd'hui, depuis quatre ou cinq ans, l'Afrique francophone – et aussi anglophone – subit, comme on le sait, une crise sévère, financière et économique, politique et sociale, bien qu'elle bénéficie d'une aide financière importante de la coopération bilatérale, principalement française et de la coopération multilatérale (Banque mondiale, FMI, CEE).

Les causes apparentes de la crise africaine sont connues : un endettement excessif, la chute



Le sacre de l'empereur centrafricain Bokassa. L'éphémère monarque tirait, dit-on, plus de fierté de ses galons dans l'infanterie coloniale que d'une couronne passagère.

LE FLÉAU DE LA DÉCOLONISATION

Famine, massacres, pillages, horreurs...
La télévision nous montre une bonne sœur au teint rose et aux yeux bleus qui distribue de la bouillie à des enfants réduits à l'état de squelettes et la pitié est à l'ordre du jour. Et l'on nous parle du génocide, par la faim, d'un peuple. Et l'on nous dit que l'Afrique tout entière glisse vers le gouffre. Et l'on nous invite à y aller d'une obole ou d'un colis. Et personne, et aucun homme d'État, et aucun parti n'ose déclarer que la décolonisation est coupable de ces horreurs ; qu'elle a livré l'Afrique aux tyrans, aux fous et aux sauvages ; que ce ne sont pas des colis de lait en poudre distribués par des bonnes sœurs qui stopperont l'apocalypse ; qu'il y faudrait des soldats, des colons et des chefs responsables blancs ; que l'Afrique est un enfant dément qui mérite la tendresse mais aussi l'ordre et la taloche ; que nos intellectuels humanistes et décolonisateurs ont été des irresponsables qui aujourd'hui se lavent les mains, dans leurs bureaux, du malheur qu'ils ont provoqué ; que c'est grâce à eux que l'Ouganda (par exemple) hier « Perle de la Couronne » est devenu aujourd'hui ce chancre fétide, cet enfer où agonisent des milliers d'enfants. Hélas, ils n'en démordront jamais. Non seulement, ils continuent de célébrer la décolonisation, mais, avidement, comme des drogués, ils traquent à la loupe des colonisations imaginaires : celle de la femme par l'homme, du pédé par l'hétérosexuel, de l'enfant par le père, du fou par l'homme sain, etc. Ils n'en oublient qu'une seule et la plus perverse : celle des nations d'Occident par ses intelligentsias et ses médias dégénérés.

JEAN CAU

Reflexions dures sur une époque molle
 La Table Ronde, 1981, p. 152-154.

tielles du sous-développement, notamment en Afrique, c'est « l'absence du sens du temps et l'incapacité de gérer le temps ».

Les notions hiérarchiques en Afrique sont tout autant spécifiques et, dans les administrations et les entreprises, l'indice de distance hiérarchique est élevé parce que dans tous les systèmes socio-politiques africains, l'inégalité a toujours été considérée comme absolument normale.

Enfin, la solidarité communautaire est un phénomène social qui conditionne lui aussi les comportements africains et explique la spécifi-

cité des droits de l'homme en Afrique, comme l'a indiqué très clairement le président Abdou Diouf – président du Sénégal – dans son discours à la Sorbonne où il reçut, en 1988, les insignes de docteur *honoris causa* de l'université de Paris I.

« Alors qu'en Occident, déclara le président Abdou Diouf, la théorie des droits de l'homme est issue de la nécessité de protéger l'individu contre le pouvoir étatique, chez nous, les conceptions relatives aux droits de l'homme procèdent du souci de faciliter l'intégration de l'individu dans une communauté, entité plus proche et plus compréhensive que l'État. »

Peut-être conviendrait-il, aujourd'hui, de tenir compte de cette déclaration du président Abdou Diouf (ancien élève de l'École nationale de la France d'outre-mer) pour comprendre que la démocratie en Afrique noire ne peut évidemment pas être la copie conforme de la démocratie française...

Le droit des Africains à la différence

Le droit à la différence, qu'il s'agisse de la démocratisation ou du développement économique, nous l'admettons quand il s'agit des Asiatiques ou des Latino-Américains, mais nous semblons réticents pour l'accorder pleinement aux Africains, comme si nous regrettions, inconsciemment, qu'après 80 ou 100 ans de colonisation française, leurs comportements en tous domaines ne soient pas semblables aux nôtres.

D'où le paradoxe de la coopération qui prétend créer un espace politique et économique moderne dans un monde encore traditionnel, imprégné spirituellement par l'animisme et caractérisé socialement par des systèmes fondés sur la solidarité communautaire, dans lesquels la notion d'État est absente ou, pour le moins, ambiguë.

Et, d'autre part, comme l'a dit souvent le président Senghor : « Comment, nous Africains, pouvions-nous faire en 30 ans, même avec l'aide que nous accorde l'Occident, ce que vous avez fait, vous Français, en 300 ans ou plus... »

PIERRE BONNEFONT

Pierre Bonnefont a longtemps dirigé l'hebdomadaire *Marchés tropicaux*. Il est membre de l'Académie des Sciences d'outre-mer.

La greffe du chêne sur le baobab

Alors que la colonisation française avait été progressivement assimilatrice dans les domaines politique et culturel, la coopération – pas seulement française – a été souvent assimilatrice dans les domaines de la gestion des États et de l'organisation de l'économie, parce que l'Occident est persuadé qu'il détient des recettes infaillibles du progrès et que, d'autre part, les dirigeants africains ont accepté trop facilement les modèles qui leur étaient proposés, fascinés par le prodigieux développement du monde occidental.

Il semble bien qu'avec ses recettes inadaptables, l'Occident a opéré sur l'Afrique une greffe stérile, comme si l'on avait greffé un chêne sur un baobab... et il ne faut donc pas s'étonner de découvrir en Afrique des « pesanteurs sociologiques » qui ne sont, sans doute, que le reflet infirmé de nos modèles.

Trois facteurs culturels, spécifiques à l'Afrique, ont été méconnus ou négligés, alors que la colonisation avait su les prendre en compte parce qu'au temps de « l'aventure coloniale », les administrateurs de la France d'outre-mer apprenaient à connaître non seulement l'Afrique mais les Africains et donc ces trois facteurs essentiels que sont la notion du temps, la distance hiérarchique, la solidarité communautaire.

Les comportements individuels et collectifs des Africains sont très fréquemment conditionnés par la notion d'un temps cyclique et non linéaire, où le présent est souverain, le futur incertain et la prévision, en conséquence, nécessairement à court terme.

« Le temps africain n'est pas le nôtre », a écrit Edgar Pisani dans son ouvrage *Pour l'Afrique*, et Pierre Moussa dans *La Roue de la fortune* souligne que l'une des causes essen-

Pythagore

par Yvan Gorby

Né à l'aube du VI^e siècle avant notre ère dans l'île de Samos, Pythagore est l'une des figures-clés de la philosophie pré-socratique. Professeur à l'université de Reims, Yvan Gorby signe une claire synthèse sur ce personnage mythique qui tout à la fois enflamma l'imagination des romantiques et séduisit les scientifiques, qui crurent trouver en lui le père des mathématiques.

Éditions Universitaires, 128 pages, 145 F.
B. C.

Unité de l'Empire et division des chrétiens

par Jean Meyendorff

En février 313, les empereurs Constantin et Licinius se rencontrèrent à Milan pour s'entendre sur le principe d'une nouvelle politique religieuse. Deux siècles plus tard, en 528, l'idéal de tolérance religieuse n'était plus qu'un rêve. Dès lors, en deux siècles, l'Empire allait se structurer sur le modèle de la nouvelle religion officielle. Décédé l'an passé, le théologien orthodoxe Jean Meyendorff a su retracer avec un certain bon sens l'expansion du christianisme, des côtes d'Irlande aux rivages de l'Inde, et expliquer les causes profondes de la rivalité entre les Empires chrétiens d'Orient et d'Occident.

Cerf, 427 pages, 238 F.

B. C.

Le Moyen Âge, une imposture

par Jacques Heers

S'étendant sur un millénaire, le Moyen Âge constitue le terreau sur lequel s'est développée, au fil des siècles, l'identité française. Or ce Moyen Âge est, depuis longtemps, vilipendé, mis en accusation : époque d'obscurantisme et de ténèbres – qu'aurait dissipés la glorieuse ère des Lumières, génitrice de la Révolution.

Jacques Heers, qui fut directeur du département d'études médiévales à la Sorbonne, était bien placé pour rétablir la vérité. Celle qu'apporte une science historique dénuée de

Livres



parti pris. En précisant qu'il ne s'agit pas pour lui de parer le Moyen Âge de toutes les vertus, mais tout simplement de remettre les pendules à l'heure.

Avec maestria, Heers démontre que le Moyen Âge ne fut pas l'époque sombre que l'on a dite. Loin d'oublier l'Antiquité, la culture médiévale s'est nourrie de références aux Grecs et aux Romains.

Au sujet du statut des paysans au Moyen Âge, Heers constate qu'on atteint des sommets dans l'ignorance ou la malhonnêteté intellectuelle. Résumons l'imagerie d'Épinal : le seigneur, oisif exploiteur, tenait sous sa coupe de malheureux paysans condamnés à suer sang et eau pour la satisfaction de ses caprices. Ayant beaucoup publié sur les aspects économiques et sociaux des sociétés médiévales, Heers a toute facilité pour démontrer le caractère fallacieux d'une telle présentation.

Perrin, 282 pages, 140 F.

P.V.

L'An Mil

par Georges Duby

Rédition en format de poche de l'étude publiée initialement en 1980 par Georges Duby, professeur au Collège de France, sur les grandes peurs de l'An Mil. Les transformations de la société du Moyen Âge vues à travers le franchissement d'un point mythique de l'histoire. Le passage de l'An Mil devait consacrer la mutation non seulement des structures politiques et sociales, mais aussi des comportements religieux.

Catastrophes, maléfices, fantômes, sorcellerie, signes prodigieux dans les cieus, témoignent d'une crainte des esprits à l'aube d'un nouveau millénaire. Une analyse non dépourvue d'actualité pour appréhender le comportement mental des sectes d'aujourd'hui...

Folio histoire, 295 pages, 44,50 F.

B. C.

Saint-Jacques-de-Compostelle, mille ans de pèlerinage en Europe

sous la direction de Paolo Caucci von Saucken

En cette année « jubilaire » qui fait de Santiago de Compostela l'égal de Rome et de Jérusalem, ce très beau livre – richement illustré – dit toute l'importance du pèlerinage millénaire dans l'histoire européenne. D'éminents spécialistes des études compostellanes y rappellent le rôle essentiel de Cluny, les multiples itinéraires qui ont quadrillé l'Occident, l'organisation (les confréries) et la sociologie des *jacquaires*, parmi lesquels ont figuré princes, chevaliers, riches marchands et pauvres gueux. Le rayonnement du culte voué au « protecteur des pèlerins en chemin » surprend : au-delà de l'Angleterre, des Pays-Bas et de l'Allemagne, il s'est étendu – influence des Hanséates – jusqu'aux contrées les plus septentrionales comme la Scandinavie, la Finlande et la Lituanie. L'évolution de la représentation de l'Apôtre décapité

livre les clés de l'attrait de Compostelle : la Galice où le tombeau du saint a été découvert sur « le champ des étoiles » fait alors figure de « bout du monde connu » et d'avant-poste du monde chrétien. Jacques le Majeur dont l'Hispanie fait son patron dès le IX^e siècle, s'y métamorphose en saint militaire. Renfort providentiel dans les batailles, il surgit à Clarijo en Rioja, pour donner la victoire aux troupes chrétiennes. Désormais célébré comme Jacques le *Matamoros*, le « tueur de Maures », il devient le protecteur et le modèle des chevaliers de l'Ordre de Santiago, fer de lance de la *Reconquista*. Et, plus tard, c'est son nom qu'invoquent encore les conquistadors.

Desclée de Brouwer, 381 pages, 490 F.

A signaler aussi l'album de René de la Coste-Messelière, *Sur les chemins de Saint-Jacques*, enrichi de très belles photos.

Perrin, 144 pages, 260 F.

J.-J. M.

Marie Mancini

par Claude Dulong

Perrin nous fait aujourd'hui le plaisir d'édition un livre étincelant de paillettes baroques, de ces paillettes qui font la vérité de l'âge que l'on assure « classique ».

Que connaissait-on, jusques ici, de Marie Mancini ? Elle semblait reléguée sur les rayons de la « petite Histoire », et seulement admise pour ses amours contrariées avec le Roi-Soleil. Ces amours, Claude Dulong les évoque, bien sûr, et les analyse ; mais cependant elle les relativise, ayant déniché dans les archives Colonna cent documents ou lettres nous permettant de suivre jusqu'à sa disparition l'exceptionnel destin de la nièce de Mazarin. La « nouvelle Bérénice » meurt à Pise en 1715, quelques mois avant celui qui avait un instant songé à la faire reine de France.

Perrin, 410 pages, 145 F.

FRANÇOIS BLUCHE

Philosophie de l'alchimie - Grand Œuvre et Modernité

par Françoise Bonardel

Alchimie : le terme n'est-il pas synonyme d'obscurantisme, de chimères médiévales, tout cela balayé depuis l'Ère des Lumières ? Au rationalisme des temps modernes, l'Église n'a guère opposé qu'incompréhension voire hostilité, quand bien même Saint Thomas publia un *Traité de la Pierre philosophale*. Qu'est-ce que l'alchimie ? L'aspect expérimental de la philosophie hermétique. Or la pensée hermétique s'impose comme un savoir irréductible à toute formulation dogmatique, partant à toute récupération idéologique. Françoise Bonardel, professeur en Sorbonne, publie une *Somme* sur la question. Elle précise, en introduction, que l'originalité de l'alchimie « réside en son caractère inséparablement méditatif et opératif et non spéculatif ». Rappelons que l'on doit au même auteur un excellent *Que sais-je ?* sur cette question. PUF, 656 pages, 320 F.

E. V.

Les Lumières en Europe

par Ulrich Im Hof

Professeur d'histoire à l'université de Berne, l'auteur a étudié la césure qu'a constitué l'introduction du concept de « Lumières » dans tous les secteurs de la vie sociale et culturelle du vieux continent. Dans les différents États européens, sociétés de lecture et salons, académies et loges maçonniques, œuvrèrent pour la diffusion d'un nouveau message et l'abolition des anciennes structures. L'un des premiers livres à être publié simultanément par plusieurs maisons d'édition européennes en cinq langues différentes.

Seuil, 316 pages, 140 F.

B. C.

L'Ancien Régime, Institutions et société

par François Bluche

Professeur à l'Université de Paris X-Nanterre, spécialiste de

Les soixante derniers jours de Marie-Antoinette

par Pierre Sipriot

Étapes par étapes, du 25 août 1793, jour où Marie-Antoinette est transférée à la Conciergerie, à la matinée du 16 octobre où la « veuve Capet » est condamnée à mort et guillotinée, Pierre Sipriot retrace le chemin de croix de la reine de France. Sans parti pris de sentimentalité ni vaine nostalgie, il raconte sur le ton du grand reportage le scénario du double emprisonnement, de la prison du Temple à la Conciergerie, de la cellule insalubre où se tiennent en permanence deux gardiens, jusqu'au cachot « antichambre de la mort ». « À trente-sept ans, note Sipriot, Marie-Antoinette n'a plus d'âge » ; elle est devenue pour l'opinion « une bête curieuse ». Pourtant les journées révolutionnaires, l'ignominie imposée de sa condition, n'arrachent à la souveraine la concession morale la plus ténue : le cœur, semble-t-il ne lui aura jamais manqué. Et c'est précisément ce qui enrage la République, cet « ascendant » imperturbable exercé tant directement sur un époux, qu'indirectement sur les affaires du royaume. Afin de réduire l'« arrogante », la révolution mêlera dans son procès le fiel du sous-entendu à la tourbe des accusations obscènes. Soucieux d'impartialité, Pierre Sipriot ne plaide pas systématiquement à décharge, qui observe : « Dès le 21 janvier 1792, l'ambassadeur d'Autriche lui avait recommandé de faire connaître aux armées autrichiennes "les mouvements de chaque jour et les intrigues de tous les partis" ». De même, le « milieu fermé » que forme la reine au cœur de Trianon est évoqué avec cette remarque : « Une Reine doit être tout à tous ». Après les chaleureuses biographies de Stefan Zweig ou de Jean Chalon, les travaux remarquables de Jean-François Chiappe ou de Paul et Pierrette Girault de Coursac, ce livre récapitule utilement la destinée

brève et tragique de celle que Léon Bloy nomme « la Chevalière de la Mort ». Plon, 248 pages, 98 F.

ÉRIC VATRÉ



La reine au Temple par Lecoigne - 1822.

Trois analyses contrastées du couple royal

Au fil des années, Paul et Pierrette Girault de Coursac ont élaboré une œuvre originale de réhabilitation de la personne et de l'action du roi Louis XVI (Éd. de Guibert). En point fixe apparaît la référence au mysticisme supposé du roi, dont nombre de gestes trouveraient leur vrai sens dans les Écritures. Cette interprétation ne va pas sans un jugement excessivement sévère sur le rôle de Marie-Antoinette. La vision spiritualisée du métier de roi, que les auteurs attribuent à Louis XVI, aurait rencontré l'incompréhension de son épouse, « le seul homme de la famille » selon Bonaparte.

Renouvelant en profondeur l'analyse bainvillienne, Jean-François Chiappe, auteur d'un magistral *Louis XVI* (3 volumes, Perrin, 1989) vise à restituer la destinée du roi et de la reine non pas en termes d'opposition mais en prenant en compte le fait que « le couple, loin de se dissocier, s'était renforcé dans l'épreuve ». Éloigné de tout manichéisme, Chiappe représente Marie-Antoinette en personnage contrasté qui, notamment, « fait preuve d'une rare énergie et désarme par sa crânerie les colères des bandes révolutionnaires venues investir Versailles les 5 et

6 octobre 1789 ». Et de rappeler, nonobstant certaines fautes personnelles incontestables, l'« exemplaire dignité » de la souveraine.

Le *Marie-Antoinette* de Paul del Perugia, historien du règne de Louis XV, propose une réflexion à longue portée sur la signification, pour la France et l'Europe, du martyre de la reine, « le plus sacré des otages », selon Napoléon. L'auteur montre bien que le supplice de Marie-Antoinette, s'il défigure le visage de la France, ruine aussi la grande politique voulue par Louis XV. Le mariage de l'archiduchesse d'Autriche et du dauphin, en 1770, avait pour dessein de sceller « le renversement des alliances », l'établissement de la paix en Europe continentale par l'entente de la France et de l'empire des Habsbourg-Lorraine. Au lieu de quoi, la Révolution jeta l'Europe pour deux siècles dans des guerres qui l'ont conduite au bord du tombeau. Cet essai fait justice des accusations malveillantes colportées sur la reine et en dévoile les sources intéressées. Il reproduit de surcroît la déploration du Chevalier de Maistre, rédigée en 1794 et jamais rééditée.

Éditions régionales de l'Ouest, BP 20, 53100 Mayenne, 336 pages, 220 F.

François Bluche L'Ancien Régime Institutions et société



Le Roi, le royaume
Administration, finances, justice
Vie sociale et religieuse
Ordres et classes

références

INÉDIT

l'époque classique, François Bluche brosse, en 55 courts chapitres de synthèse qui définissent autant de mots clés, un tableau complet de ce qu'il est convenu d'appeler l'Ancien Régime. Cette période de notre histoire, qui commence à la fin du XV^e siècle, moment où le royaume, jusqu'ici Etat féodal, se mue en Etat royal, et qui se termine en 1789, est généralement mal connu de la majorité des Français qui, sous l'influence de l'école, n'en ont généralement retenu que les aspects négatifs. Pourtant, comme l'écrit l'auteur dans son introduction, « l'Ancien Régime ne saurait être réduit à ces tableaux de la France en 1788 que brossent à l'envi tous les livres scolaires ; ni être jugé selon les seules outrances des cahiers de doléances de 1789 ». Il représente en effet « trois cents ans de peines et de joies, de deuils et de gloire, d'habitudes communes et de fidélités » et « on ne peut juger trois siècles d'une histoire aussi dense sur les dix-huit mois de son agonie. » Il faut donc être reconnaissant à François Bluche d'avoir mis à la disposition du grand public, dans un style clair et concis, un ensemble de connaissances que l'on ne trouve généralement pas réunies en un seul ouvrage, et qui feront justice de bien des idées reçues. Parmi les quatre annexes qui accompagnent le livre, une chronologie et un petit lexique historique se révèlent particulièrement utiles à la compréhension du sujet. Le Livre de Poche, « Références », 222 pages, 40 F.

P. M.

Goethe par Pietro Citati

Paru pour la première fois en italien, voici plus de vingt ans, cet impressionnant essai permet de découvrir ou de redécouvrir le géant des lettres allemandes. Véritable voyage initiatique à l'intérieur du vaste monde goethéen, il en dit à la fois la force créatrice et toute la magie. Citati qui a lu Curtius, Hesse, Mann et quelques autres, fait ici sonner à l'art si particulier du grand Borges. Somptueux. Traduit de l'italien par Brigitte Pérol, L'Arpenteur, 538 pages, 165 F.

J.-J. M.

La Relation du martyre des seize carmélites de Compiègne par Sœur Marie de l'Incarnation

Le Dialogue des carmélites de Bernanos et, peu auparavant, *La Dernière à l'échafaud*, nouvelle de Gertrud von Le Fort rendirent fameuse l'exécution à Paris, le 17 juillet 1794, de seize religieuses du carmel de Compiègne. Il restait pourtant une pièce inédite à verser au dossier : le manuscrit de Françoise Geneviève Philippe (1761-1836) – Joséphine-Marie de l'Incarnation – membre de la communauté carmélitaine, mandatée par la prieure au-dehors de la clôture et qui dut à cette circonstance son salut. Considérable est l'intérêt de ces lignes quand bien même une hypothèque les grève : un prêtre, l'abbé Villecourt, proche de l'auteur, aurait altéré, lors d'une transcription négligente, certains passages. Cerf, 352 pages, 150 F.

E. V.

Monsieur Taine par François Leger

« On a vu quel sauvage amour du vrai animait Hippolyte Taine », observe Maurras. Le mot peut s'appliquer à François Leger, biographe minutieux de l'auteur des *Origines de la France contemporaine*. Leger a littéralement traqué Taine, visité les lieux qu'il fréquenta, pris connaissance de ses moindres écrits, ne négligeant rien de ses aveux et confidences. Réputé

austère, Taine apparaît ici pour ce qu'il est essentiellement : le père fondateur, l'inspirateur de cette sensibilité du tournant de siècle dont nous vivons encore pour partie. Il est au départ du roman naturaliste, Zola lui voue un culte (à l'homme et non à ses idées qui l'indiffèrent), Proust développe une analyse « tainienne », Barrès avec *Les Déracinés* reconnaît sa dette et Maurras saisit chez lui les éléments de sa critique de la démocratie. Plus outre, Taine procède en défricheur à l'analyse historique scientifique de la Révolution – et règle au passage un compte avec la Sorbonne qui lui a fermé ses portes –, enfin les principes de son « *histoire totale* » se prolongent chez Braudel, Ariès, Chaunu. Que dire de ses *Notes sur l'Angleterre*, un classique dans les universités britanniques, de son étude sociologique du catholicisme français, de sa découverte de Nietzsche ? Érudit et nerveux, l'essai de Leger rend justice à ce « *clair et prudent bourgeois français* » selon le mot de Bourget.

Critéon-Histoire, 520 pages, 159 F.

E. V.

L'Évadé par Henri Rochefort

Polémiste boulevardier, marquis authentique et vrai patriote, distributeur de *La Lanterne* dans des bustes creux de Badinguet, communard mais déjà nationaliste, membre sur le tard de la Ligue des patriotes, ami de Drumont et de Léon Daudet, Henri Rochefort suscite complicité et connivence pour la liberté de sa plume, la fantaisie de son existence, et d'abord une inimitable façon d'être. Pour autant fallait-il rééditer *L'Évadé*, roman « canaque » de circonstance évoquant sa déportation, en 1873, au bague de la presqu'île Ducos, près de Nouméa ? Sprinter, Victor-Henri de Rochefort-Luçay n'excella pas au marathon-fiction où il s'essouffle. N'importe ! Danclade, héros du récit, exprime de façon très autorisée les sentiments du Hardi Sagittaire : les naturels canaques sont anthropophages – lire l'excellente recette du Blanc à l'étouffée ; on apprend que « *travailler comme un nègre, c'est ne rien faire* » ; enfin, la colonisation est jugée comme une absurdité économique et humaine... Viviane Hamy, 414 pages, 149 F.

E. V.

Ludwig Börne suivi de Ludwig Marcus de Heinrich Heine

Le poète de la « Jeune Allemagne » que prisait tant Sissi, n'était pas un doux agneau, mais un ardent polémiste. Dédiés à deux de ses coreligionnaires, ces textes, peu connus en France, éclairent les cheminements de l'exilé, les débats du républicanisme allemand, les relations intellectuelles franco-allemandes, la question du judaïsme et ses rapports avec l'Allemagne. Avec des jugements féroces sur les Prussiens, les Polonais, les Français et le catholicisme... Cerf, Bibliothèque franco-allemande, 181 pages, 150 F.

J.-J. M.

Le Grand mensonge des intellectuels par Paul Johnson

Sous-titre : vices privés et vertus publiques. Les donneurs de leçons feraient bien de méditer l'adage selon lequel, avant de regarder la paille qui se trouve dans l'œil de leur voisin, il serait bon d'ôter la poutre qu'ils ont dans le leur ! Professeur et journaliste, Paul Johnson s'est livré à un petit travail iconoclaste en mettant en parallèle les discours moralisateurs de Marx, Rousseau et autres Brecht, et leurs peu reluisantes existences au quotidien, aux antipodes de ce qu'ils exigent pour les autres... En un mot, « faites ce que je dis, ne faites surtout pas ce que je fais » ! Robert Laffont, 362 pages, 100 F.

B. C.

Le Suicide d'une république, Weimar 1918-1933 par Peter Gay

Ayant choisi l'exil vers les États-Unis lors de l'accession des nationaux-socialistes au pouvoir, professeur d'histoire à l'université de Yale, Peter Gay a dégagé quelques causes profondes de l'échec de Weimar. Il livre également quelques portraits saisissants comme ceux de Stefan George, Ernst Kantorowicz ou Rainer Maria Rilke. Calmann-Lévy, 240 pages, 125 F.

B. C.

Le Mythe de l'État

par Ernst Cassirer

Philosophe allemand né à Breslau en 1874, Cassirer devait choisir l'exil dès l'accession de Hitler au pouvoir. Avant de s'éteindre à Princeton en 1945, il laissait un ouvrage majeur pour comprendre la nature profonde du national-socialisme, qui fait enfin l'objet d'une édition française. Le matérialisme contemporain crut trop tôt avoir eu raison de la pensée mythique. Or la dimension tragique de l'existence fait partie intégrante de la vie et de l'imaginaire des peuples. En exploitant ce créneau, en célébrant les forces naturelles, en redonnant vie au culte des héros, le national-socialisme sut imposer un temps sa loi à la raison raisonnée. Un classique de l'histoire de la pensée politique.

Gallimard, 402 pages, 250 F.

B. C.

La Religion de la nature et le national-socialisme

par Robert Pois

En exigeant le respect des lois de la nature, en prônant le retour à une vie saine au grand air, en favorisant la symbiose entre la jeunesse et la campagne allemande, le national-socialisme cherchait-il à jeter les bases d'une nouvelle religion « écologique » ? Bien que s'empêtrant parfois dans des considérations psychanalytiques, Robert Pois a su dégager quelques axes de réflexion intéressants sur les particularités du national-socialisme.

Cerf, 241 pages, 230 F.

B. C.

Pierre Laval

par J.-P. Cointet

Il demeure dans la mémoire française un tabou concernant Pierre Laval, note J.-P. Cointet en ouverture d'une nouvelle et remarquable biographie. Pendant longtemps, on a pensé à une opposition entre Pétain et Laval, opposition qui dépasserait les personnalités pour dévoiler deux politiques caractérisées. À de rares exceptions près (Jean Jardin en

représente une notable, signale J.-P. Cointet) les entourages des deux hommes, loin de sympathiser, se goûtaient peu ou se détestaient franchement. Du coup, la longévité de Pétain aidant, Laval a fait figure de mauvais génie du Maréchal, d'homme des Allemands, celui dont Pétain avait su se défaire le 13 décembre 1940 avant de se le voir de nouveau imposer en avril 1942.

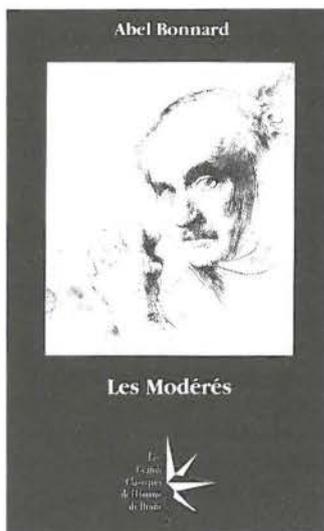
À partir de novembre 1944, selon M. Cointet, le régime est « entièrement sous le contrôle des nazis, qui ne laissent le théâtre d'ombres de Vichy s'animer que dans la mesure où ils en tirent les ficelles, directement ou par l'intermédiaire de Laval ».

Fayard, 700 pages, 160 F.

F. V.

Les Modérés

par Abel Bonnard



Un tel esprit ne pouvait être qu'opposé à tout ce qui est bourgeois et qui s'incarne dans cette catégorie sociale et politique à laquelle il colle l'épithète de « modérés ». « Les modérés pensent pouvoir tout arranger par le dialogue, la conciliation, le compromis, bientôt suivis de la compromission et de la reddition pure et simple à l'adversaire, à son vocabulaire pour commencer. »

Préfacier de cette nouvelle édition des *Modérés*, Philippe Baillet apporte un éclairage fort personnel sur le personnage que fut Abel Bonnard et sur son œuvre, plus littéraire sans doute que politique. Les Grands Classiques de l'Homme de Droit, ELP, 37, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, 240 pages, 175 F + 20 F de port.

J. M.

Essais de mémoire 1943-1983

par Philippe Ariès

Ces *Essais* forment autant de points de passages pour accéder à l'œuvre de Philippe Ariès : l'historien jette ici les réflexions développées dans ses principaux ouvrages, ou à leur suite – notamment *L'Homme devant la mort*. Ainsi, sans lien apparent, traite-t-il de la « nostalgie du roi », du « suicide », de « la famille et la ville », des « attitudes devant la vie et la mort du XVIII^e au XIX^e siècle », des « Mémoires », etc. Ariès se pose en témoin : « Comprendre comment je peux être de mon temps et penser et sentir contre lui, comprendre mes fidélités, mon angoisse et mon dégoût, des changements accélérés qui affectent le monde où je vis ». Homme de rupture au nom de la plus grande fidélité, Ariès se joue du paradoxe : maurrassien hétérodoxe, il cite Durkheim, Halbwachs, Bloch, Febvre et l'École des Annales. Se définissant réactionnaire, il observe pourtant : « Au fond, la France n'est pas chrétienne » et prend parti « contre l'exaltation de la littérature régionaliste » pour mieux défendre l'universalité du français.

Seuil, 372 pages, 150 F.

E. V.

Le Mystérieux docteur Martin (1895-1969)

par Pierre Péan

Il est décidément très fort ce docteur Martin. Un quart de siècle après sa mort, il réussit à tellement envoûter un journaliste, pourtant réputé de gauche, que celui-ci lui consacre une biographie d'un demi-millier de pages qui ressemble fort à une hagiographie. Il faut avouer que le personnage avait de quoi séduire. Ancien combattant de 14-18, médecin à ses heures, militant bagarreur, passant de l'Action française à la Cagoule, tout en poursuivant le combat nationaliste contre la Gueuse, contre les Rouges et contre le Boche, il est de tous les complots de l'entre-deux-guerres. Il se retrouve en prison sous tous les régimes, insupportable à tout pouvoir, avec cette manie d'établir des fiches et de découvrir derrière chaque événement quelque

gigantesque complot international et cosmopolite.

Il s'est battu toute sa vie comme un vieux lion solitaire, aussi détesté par les résistants que par les collabos, partisan acharné de la France seule comme de l'Algérie française. Visiblement, Pierre Péan est séduit par tant de courage et tant de certitude. Le D' Martin est même parvenu à lui faire croire à l'existence de la synarchie !

Fayard, 502 pages, 145 F.

J. M.

Indochine 1940-1945

par Jacques Valette

Jacques Valette enseigne l'histoire contemporaine à Poitiers. L'Indochine est sa spécialité, les services de renseignements son pain quotidien. Son étude *Indochine 1940-1945 (Français contre Japonais)* propose une synthèse sur une période mal connue et un ensemble de documents inédits sur la politique française menée en Indochine entre juin 1940 et le 9 mars 1945. Héritier de la situation que lui laisse Catroux en juin 1940, Decoux et son conseiller diplomatique, M. de Boisanger, ont un objectif unique : maintenir la souveraineté française. Ce qui sera fait malgré l'écrasante présence des Japonais. Ce souci s'accompagne, à partir de 1944, d'une volonté d'éviter toute guerre civile franco-française ; l'amiral reconnaît même le général de Gaulle comme chef du gouvernement.

Le rôle des gaullistes est moins clair. Pour eux la libération de l'Indochine passe par l'épuration. D'où des opérations militaires destinées à accréditer une « résistance ».

Le 9 mars 1945, le coup de force des Japonais qui attaquent les garnisons françaises change totalement les données du problème. Les Japonais font proclamer l'indépendance des trois États indochinois. Et à la fin du mois d'août 1945, la réussite du Viêt-minh à Hanoi et à Huê constitue le fait imprévisible, que nul ne sut comment traiter. Ni les Américains qui jouent la carte d'Hô Chi Minh, considéré comme un pur nationaliste et non comme un marxiste-léniniste. Ni d'Argenlieu, qui annonce le 4 décembre 1945 : « Sauf imprévu,

nous pouvons espérer avoir repris en main l'Indochine au début du printemps. » Une guerre commençait.
Sedes, 508 pages, 154 F.

F. V.

Les Soldats oubliés

par Louis Stien

« Les anciens des Bep d'Indochine se souviennent, rappelle Hélie de Saint-Marc, que Louis Stien fut un tireur exceptionnel, inégalé. Jamais il ne manquait sa cible. » Avec ses *Soldats oubliés*, Louis Stien, « figure exemplaire d'officier de Légion, coulé dans l'acier, forgé dans les combats », raconte son Indochine, celle du service, du dévouement et de la souffrance : lieutenant au 1^{er} BEP, prisonnier lors du désastre de Cao-Bang, il passe quatre années de captivité dans les camps viêt-minh, s'évade deux fois, est deux fois repris.

Son récit, sec, nerveux, précis, sauvegarde la mémoire de ceux qui, dans les camps de la mort du Viêt-minh, firent face à la faim, à la maladie, à l'humiliation, à la délation publique, à la volonté de les anéantir. Une annexe importante sur la mortalité dans ces camps impose le silence à ceux qui persistent à penser que les prisonniers y mouraient d'un climat tropical mal supporté.

Albin Michel, 328 pages, 120 F.

F. V.

Et ils sont devenus harkis

par Mohand Hamoumou

Comme d'autres victimes des engrenages historiques, les harkis ont été les victimes de légendes (noires et roses). Supplétifs recrutés massivement après 1958, ils furent abandonnés par les autorités françaises en terre algérienne, et massivement massacrés pendant l'été et l'automne 1962 (entre 100 et 150 000). Les rescapés qui purent gagner la France, d'origine rurale, peu lettrés, furent cantonnés dans des camps relevant davantage de l'assistance que d'une politique généreuse d'intégration. Pariés des camps vainqueurs, ils eurent certes des défenseurs, mais isolés (1) et

souvent catalogués à « l'extrême droite ». Hamoumou passe sous silence ceux qui alors parlaient pour eux. Il a cependant le mérite d'écrire d'amères vérités où chacun a sa part.

Pour compléter son livre, il faut signaler un album riche en photos, témoignages et documents, publié par une courageuse et indépendante association (2).

Fayard, 364 pages, 120 F.

(1) Parmi les disparus, Amar Naroun. Pour les vivants, André Wormser et Ahmed Kaberseli qui publie un bulletin critique et renseigné, *Le Clin d'Œil*, 6, rue des Rosiers, 76370, Neuville-lès-Dieppe.

(2) *Le Livre des harkis*, par Bernard Coll et Taoués Titraoui. Éditions Jeune Pied Noir, BP 4, 91570 Bièvres. (1991, 275 pages, 220 F + 30 F de port).

J.-P. A.

Un Esthète aux Enfers, Philippe Jullian

par Ghislain de Diesbach

Connu du petit nombre, Philippe Jullian, romancier, illustrateur, collectionneur, dandy épuisa ses jours dans la fréquentation haletante des nobles dames d'outre-Chanel et des salons du Faubourg pour constater : « J'ai mis trente ans à m'apercevoir que je n'aimais pas le monde ». Au vrai, ce temps perdu ne l'était pas où, par la plume et le pinceau, il rendit non sans verte alacrité ni justesse l'atmosphère du bon ton et ses cocasseries. En contrepoint, un roman à clefs, *Café-Society*, publié en 1962, épingle le microcosme snob des années cinquante : « Un monde qui veut allier les facilités d'une maison de passe aux apparences d'une ambassade ». Petit-fils de l'historien Camille Jullian, Philippe appartenait par sa grand-mère aux « dynasties bordelaises ». Le divorce de ses parents, la ruine, lui interdisent l'accès des Chartrons. Ce fut alors la conquête de Paris, les rencontres de Sachs, Cocteau, Bérard, Valentine Hugo, et de nombreux voyages. Du *Dictionnaire du snobisme* aux biographies de Montesquiou et Jean Lorrain, Jullian, moraliste aristocratique et désenchanté, laisse une œuvre de contre-courant. Il résolut de se suicider un 25 septembre 1977. Ghislain de Diesbach signe ici l'une de ses

évoqueries les plus talentueuses, écrite avec tact et affection, impartialité aussi.
Plon, 436 pages, 155 F.

E. V.

La Slovaquie, une nation au cœur de l'Europe

par Renée Perréal et Joseph A. Mikus

La Slovaquie qui appartient plusieurs siècles durant à la Couronne de Saint-Etienne et fut placée sous la coupe tchèque en 1919, vient de recouvrer sa souveraineté. Deux universitaires, dont l'un est slovaque, se penchent sur le passé d'une nation qui fit les frais du centralisme tchèque et de sa propagande. Leur ouvrage explique la particularité d'un peuple qui, dans l'arène « mitteleuropéenne », n'a pas eu la hantise des Tchèques à l'égard du germanisme. Il montre surtout que la question slovaque – contrairement à une opinion encore trop répandue en France – n'est pas née du mauvais génie de Hitler. Il rend justice aux politiques et aux littérateurs, défenseurs de la cause slovaque. La « frustration » d'une nation longtemps niée qu'il met en évidence, permet de mieux comprendre l'attitude souvent abrupte que Bratislava adopte aujourd'hui, tant à l'égard de Prague que de Budapest.

L'Age d'Homme, Slavica-Histoire, 270 pages, 150 F.

J.-J. M.

Histoire de la Croatie et des nations slaves du sud

par Grégory Peroche

Français d'origine croate, l'auteur ne dissimule rien de son attachement pour la Croatie. Du Sabor de Douvno (753) à la décomposition de la Yougoslavie, il relate l'histoire mouvementée d'une terre placée à la césure des empires d'Occident et d'Orient, pour justifier le droit des Croates à disposer d'eux-mêmes. Ce chant d'amour est sans aucune tendresse pour les Serbes.

F.-X. de Guibert (Oeil), 560 pages, 175 F.

J.-J. M.

Smetana l'éveilleur

par Guy Erismann

« La vie des Tchèques est dans la musique » disait Bedrich Smetana (1824-1884). De fait, la musique a pris une part particulière dans le réveil de l'identité nationale en Bohême. La pose de la première pierre du Théâtre national, le 16 mai 1868 à Prague, fut un événement grandiose. Le soir même, Smetana créait son opéra *Dalidor* au Théâtre de la Nouvelle-Ville. Universellement célèbre pour sa *Moldau* (la Vlatva), laquelle constitue le second épisode d'un poème symphonique intitulé *Ma patrie* (Ma Vlast), Smetana est également connu pour *La Fiancée vendue*, un délicieux opéra-comique qui fit naître bien des controverses lors de sa création en 1866. Admirateur de Berlioz, de Liszt et de Wagner, Smetana fut souvent injustement critiqué de son vivant par ses propres compatriotes. Son drame illustre bien la difficulté d'être tchèque. Auteur d'ouvrages consacrés à Dvorak, Janacek et Martinu, Guy Erismann retrace l'itinéraire musical, intellectuel et politique du grand compositeur, aujourd'hui célébré à Prague comme le père incontestable de l'École tchèque. Ce faisant, il éclaire les tumultueuses querelles d'un peuple et livre une précieuse page d'histoire.

Actes Sud, 465 pages, 180 F.

J.-J. M.

Histoires extraordinaires

par Alain Decaux de l'Académie française

En choisissant un titre d'hommage à Edgar Poe, Alain Decaux, en dix chapitres thématiques, désigne l'objectif : saisir dans le quotidien la part du rêve, l'au-delà du miroir qui se confond à l'occasion avec la dimension la plus ingrate du réel. Justement, n'est-ce pas le cas de P'ou-yi, dernier empereur de Chine, prisonnier de Chou En-lai et « rééduqué » par celui-ci afin de rédiger des *Mémoires* conformes au sens de l'histoire ? Dans un autre ordre, Decaux cerne au plus près l'énigme de l'île de Pâques. D'un revers de main il écarte

L'histoire à l'écran

Charlemagne ou la jeunesse du monde Entretien avec Marcel Jullian

Bousculant l'image de « l'empereur à la barbe fleurie », chère aux manuels de jadis, Charlemagne sera prochainement sur nos écrans. Le film qui retrace sa geste jusqu'au couronnement impérial, sera diffusé en trois épisodes de 85 minutes chacun. Il s'intitule : *Charlemagne ou la jeunesse du monde*. L'Anglais Clive Donner, le réalisateur de *What's new Pussy Cat* (1965) et d'*Alfred le Grand* (1973-1974) en a effectué le tournage cet été en Hongrie. Co-produit par France 2, France 3, Pathé-Télévision, Lux SPA, RAI Uno et Beta Films, il est européen comme l'était Charlemagne : le Français Christian Brendel incarne le futur empereur d'Occident, la Française Annie Duperey est Berthe, l'Italien Sergio Fantoni tient le rôle du pape Léon III et l'Allemand Helmut Griemml celui du Saxon Widukind. Le scénario a deux auteurs : l'Anglais Jack Russel et le Français Marcel Jullian. Ce dernier a bien voulu expliquer sa participation à cette aventure.

Enquête : L'idée de ce film vient-elle de votre prédilection pour le Haut Moyen Âge, encore très proche du monde dit barbare ?

Marcel Jullian : Cette période m'est chère depuis longtemps. A la veille de la dernière guerre, je quittais la faculté des lettres avec une thèse sur Aucassin et Nicolette. Par la suite, j'allais écrire les dialogues des *Rois maudits*, et deux livres, *Le Maître de Hongrie* et un *François Villon*. Période violente, mouvementée, brutale dont les périls nous



rafraîchissent en ce temps d'aujourd'hui. Époque roide qui réclame l'obéissance et inflige de terribles sanctions, mais sait donner des règles claires qui permettent à chacun de se tenir debout et de faire ce qu'il faut. Je songe à la formule de Drieu : « *La discipline, la seule liberté qui soit douce.* »

Et Charlemagne, dont les Français ne savent plus rien ou presque ?

– Je me suis naturellement référé à Eginhard, tout en sachant que ce qu'il en dit tient plus de l'hagiographie que de la chronique ou de l'histoire. J'ai pris des libertés, mais sans jamais trahir le personnage de Charlemagne. Je me suis laissé dévorer par lui. J'en suis amoureux et serf. Ce géant de deux mètres a d'abord été un prince surdoué et insouciant, une sorte de *golden boy* qui prenait tout de la vie. C'est à la mort de

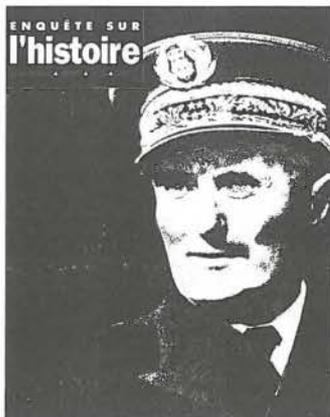
son père qu'il accomplit sa véritable naissance, se révèle capable d'être prince, de trancher et de se dépasser. Il doit conquérir le pouvoir, sacrifier ses amours à plusieurs reprises, faire couler le sang des siens et des autres. Sa geste est tumultueuse, démesurée et d'une grande modernité.

Pourquoi le film a-t-il été tourné en Hongrie ?

– D'abord parce qu'elle offre des prix inférieurs de 30 à 40 % aux nôtres. Nous avons pu y reconstituer la basilique de Saint-Denis. Mais aussi parce que ce pays offre des chevaux, des cavaliers et d'épaisses forêts semblables à celles du temps de Charlemagne. Clive Donner y a tourné des images immenses d'une force superbe qui contribuent au mouvement, au souffle et à la vérité du film.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-JACQUES MOURREAU**

Pages réalisées par Jean-Paul Angelelli, François Bluche, Guy Chambarlac, Bruno Chossat, Jean Mabire, Pierre Maugué, Jean-Jacques Mourreau, Frédéric Valloire, Eric Vatré, Pierre Vial.



Darlan : le rôle de l'amiral Jean Hourcade

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre dernier numéro, en particulier l'article de Charles Vaugeois intitulé « Meurtre au Palais d'été », ainsi que le compte rendu d'entretien avec monsieur Jean Bernard d'Astier de La Vigerie qui lui fait suite.

En ce qui concerne l'article proprement dit, que je trouve excellent quant au fond, j'ai été surpris que lors de la relation des faits survenus le 24 décembre 1943, d'ailleurs très brièvement évoqués, le nom de mon père, l'amiral Jean Hourcade, chef d'état-major particulier de l'amiral Darlan, amiral de la flotte et haut commissaire du gouvernement à Alger, n'ait pas été cité.

Il est en effet notoirement connu que l'assassin, Bonnier de La Chapelle, était seul dans l'antichambre quand l'amiral, suivi à deux pas par mon père, y pénétra, et, ce ne sont pas les gardes, curieusement absents, mais mon père lui-même, qui s'est précipité sur l'assassin pour l'empêcher de sauter dans le jardin par la fenêtre, curieusement aussi laissée ouverte, du bureau de l'amiral Darlan...

Au cours de cette lutte inégale avec un homme armé et qui n'avait plus rien à perdre, mon père a été grièvement blessé mais le but a été atteint : je peux affirmer que sans son intervention courageuse et efficace l'assassin disparaissait, sans laisser de

traces, et il n'y aurait jamais eu d'affaire Darlan. [...]

Certes, mon père, mort en 1976, aurait écrit à ce sujet avec plus de détails que je ne saurais en donner : j'ai le souvenir cependant très précis de ces jours difficiles pour lui de l'après-guerre, où on lui faisait grief de sa loyauté et de son dévouement à l'égard de l'amiral Darlan et de sa famille.

On lui a reproché, entre autres choses, l'aide qu'il essayait d'apporter moralement et matériellement, par tous les moyens – y compris de ses propres deniers – au fils de l'amiral, Alain Darlan, infirme et démuné ; on lui a reproché aussi d'avoir été le seul officier de marine en uniforme à Nérac, aux obsèques de la veuve de l'amiral de la flotte !

À ces sentiments de piété filiale que j'exprime avec une passion non dissimulée, dont vous admettez qu'elle est bien naturelle, s'ajoute l'opinion personnelle étayée au fil des ans, par l'examen des faits historiques dans leur rigoureuse chronologie, par la lecture des nombreux ouvrages parus, encore récemment, sur l'affaire Darlan, et par les témoignages que j'ai pu recueillir de ceux qui ont vécu ces événements et que j'ai pu approcher.

Je suis vaincu en 1993 de ce qu'affirmait le Président Roosevelt en 1942 : « *Le lâche assassinat de l'amiral Darlan est un crime impardonnable* » et je me permet d'exprimer le souhait que les responsabilités dans cette affaire soient clairement établies, fussent-elles très haut placées, et que la mémoire des

victimes soit réhabilitée de façon définitive, afin que justice soit enfin rendue.

L. Hourcade

Meurtre au Palais d'Été

J'ai beaucoup apprécié le récit de Charles Vaugeois « Meurtre au Palais d'Été ». Ce texte court, mais bien structuré, m'a fait revivre l'après-midi du 24 décembre 1942. En cette veille de Noël, vers 15 h 45, le jeune adolescent que j'étais se trouvait à proximité de l'entrée du Palais d'Été... Des coups de feu, un poste de garde en effervescence et, immédiatement après, le transport d'un corps inerte dans une conduite intérieure qui démarre à toute vitesse vers l'hôpital Maillot... L'amiral de la flotte venait de tomber sous les balles de Fernand Bonnier, fils d'un employé de *La Dépêche Algérienne*...

Dès lors, par curiosité, je suis resté à l'écoute des vivants et des « morts »... Et dieu sait ce que nous avons pu entendre sur place !

Tout, cependant procédait d'un même schéma. Qui avait intérêt à « liquider » François Darlan ? La France combattante, le prétendant ou le général transporté en sous-marin *Le Séraph* du Lavandou à Gibraltar ? Et que de contradictions... Pour quelle raison, par exemple, Mario Faivre affirmait-il n'avoir appris l'arrivée du comte de Paris qu'une fois celui-ci installé à Alger, alors qu'il aurait conduit

l'automobile qui avait transporté le prétendant, du Maroc en Algérie, dans la nuit du 8 au 9 décembre 1942...

C.L. Marly

Henri IV

Vous indiquez dans votre dernier numéro (p. 11) qu'Henri IV a été tué rue Saint-Honoré. Le fait est que son carrosse à emprunté cette voie, mais ensuite il s'est engagé dans la rue de la Ferronnerie. C'est là que le roi fut assassiné, face à l'auberge « Au Cœur Couronné Percé d'une flèche ».

Philippe Hosatte

Gettysburg

Dans votre n° 7, je relève plusieurs erreurs. Page 9, Liszt est mort en 1886 et non en 1896. Quant à Wagner, il était mort le 13 février 1883. Page 80 (article d'Anne Brassié), en 1870, le monde ne pouvait pas basculer dans la plaine de Gettysburg (juillet 1863) qui n'entraîna que très indirectement la prise d'Atlanta (16 novembre 1864).

Jacques Breton

Pour Liszt et Wagner, vous avez mille fois raison. En revanche, pour Gettysburg, il est évident qu'Anne Brassié n'ignore pas la date de cette bataille charnière de la guerre de Sécession. Elle rendait compte de l'interprétation de Maurice Bardèche, pour qui l'événement qui fait basculer le monde à la fin du XIX^e siècle

est pas la défaite française ou la victoire prussienne) de Sedan, comme certains le pensent, mais cette bataille de Getysburg (en attendant la prise d'Atlanta) qui voit le triomphe d'un monde et la fin d'un autre, assimilé à l'Europe.

Mayerling

Dans votre dossier sur Mayerling, je suis surpris de ne voir aucune allusion à l'enquête très complète réalisée par l'historien Jean-François Carlier dans son *Elisabeth d'Autriche* (Perrin, 1983). Bien avant François Fejtö et Jean-François Bled (dont les travaux sont d'ailleurs tout à fait estimables), c'est lui qui a révélé au public les nouvelles assertions sur les circonstances du drame. Il s'appuyait notamment sur les confidences que l'impératrice Zita lui avait faites avant son retour à Vienne en 1982.

Adrien Leyris

Dont acte. Nul n'ignore en effet l'excellent ouvrage de Jean-François Carlier.

La Maison de France

Charles Vaugeois dans son très bon article « Meurtre au Palais d'Été » parle du soi-disant comte de Paris en le qualifiant de « chef de la Maison de France », or celui-ci n'est que le descendant des Orléans dont Philippe Égalité a été le régicide de Louis XVI, son cousin.

Le chef de la maison de France ne peut être que le descendant direct de Henri IV, Louis XIII, Louis XIV, Louis XV, Louis XVI, Louis XVIII et Charles X.

C'est donc actuellement le fils du duc d'Anjou décédé, le prince Louis, duc d'Anjou et de Bourbon qui est le chef de la Maison de France, et ce n'est pas de résider en Espagne qu'il perd son titre.

Le comte de Paris, s'il devait régner, verrait plus de 250 altesses royales le précéder...

Charles Camaroque

Sur l'Oustacha

J'ai lu avec intérêt l'article que Guy Chambarlac a consacré à « La vengeance croate ». Tout en félicitant l'auteur pour l'objectivité de son étude, je relève quelques affirmations qui me paraissent erronées.

Ainsi, l'« État (et non le Royaume) des Slovènes, Croates et Serbes » (*Drzava Slovenaca, Hrvata i Srba*) qui fut créé le 29 octobre 1918 n'avait-il rien à voir avec le « Royaume des Serbes, Croates et Slovènes » (*Kraljevina Srba, Hrvata i Slovenaca*) qui naquit le 1^{er} décembre 1918. Le texte de M. Chambarlac ne semble pas faire la distinction. En fait, le Conseil national (présidé par le prêtre Korosec) décida bien de se séparer de l'Autriche-Hongrie, mais pour former un État indépendant, regroupant exclusivement les Slaves des territoires austro-hongrois (Slovénie, Croatie, Dalmatie, Bosnie-Herzégovine). Les députés qui décidèrent de s'unir à la Serbie étaient des dissidents du Conseil national, conduits par le Serbe de Croatie, S. Pribicevic. De son côté, le Conseil national entama des négociations avec les Serbes de Serbie (à Genève), mais elles tournèrent court avec l'annexion pure et simple à laquelle procéda *manu militari* l'armée serbe à partir du 1^{er} décembre 1918. Quant au « Royaume de Yougoslavie », il semble qu'il fut créé le 3 octobre et non le 9 octobre 1929.

En ce qui concerne l'activisme croato-macédonien, la légende veut que l'ORIM se soit chargée de l'instruction des premiers oustachis (cf. Chambarlac, p. 49) ; or, ceci a été catégoriquement démenti par V. Mihailov (cf. *Macedonien Tribune* du 22 mars 1990). Dans cette même inter-

view, Mihailov confirmait formellement l'identité de Kaleman, à savoir Vlado (Vlicko) Georgijev-Cernozmski Kerin, né le 15 mars 1897 à Kamenica. M. Vanca Mihailov est décédé le 5 septembre 1990 à Rome où il vivait depuis 1949.

A propos d'Ante Pavelic, plusieurs remarques s'imposent : il n'a pas « servi loyalement l'Empereur pendant la Première Guerre mondiale », en tout cas pas sous l'uniforme, car il fut réformé à cause de graves problèmes de santé (tuberculose). Docteur en Droit en 1915, il fit aussitôt son stage d'avocat chez le Dr Horvat à Zagreb. Son épouse Mara n'était pas « une juive convertie au catholicisme » (p. 49) ni « une israélite autrichienne » (p. 50). Catholique et croate, l'un des fondateurs de la presse nationaliste croate, ami et collaborateur d'Ante Starcevic, rédacteur de *Hrvatska* et de *Hrvatsko Pravo* ? Peut-être sa mère était-elle d'origine juive, mais ceci n'est pas démontré. Ces renseignements proviennent de l'autobiographie de Pavelic, *Doziviljaji*, et de deux ouvrages publiés par sa fille Visnja, *Putem Hrvatskog Drzavnog Prava* et *Poviest Zbornik* aux éditions Domovina.

C. Dolbeau
auteur de *La Croatie, sentinelle de l'Occident*

Brousse de Montpeyroux

D'une longue correspondance de Mme H. Saunier nous extrayons ces compléments et rectificatifs à la notice que nous avions consacrée à M. de Brousse de Montpeyroux (n° 2, « L'OAS et la guerre d'Algérie »).

M. André de Brousse de Montpeyroux est né le 16 avril 1910. Mobilisé en 1939, volontaire pour les corps-francs, il constitue un commando avec des soldats nord-africains séparés de



leurs unités, lors de l'offensive allemande de mai 1940. Blessé une première fois à La Chapelle, il continue à se battre. Après une défense héroïque, il est grièvement blessé et capturé à Guise. Ayant été rapatrié comme incurable après un an de captivité, il passe en zone interdite et organise un réseau d'évasion en liaison avec « Ceux de la Résistance ». Il termine la guerre dans la 1^{re} armée (de Lattre). Par dégoût pour ce qu'il voit à la Libération, il refuse les avantages liés à sa qualité de résistant. Maire de Saint-Benoît-du-Sault et conseiller général de l'Indre, il est volontaire en 1956 pour la SAS de Masséna en Algérie. Sa grande connaissance de l'Islam et son rayonnement personnel lui permettent d'obtenir le ralliement de plusieurs douars et de très nombreux rebelles. Auteur de plusieurs ouvrages sur l'Algérie, il est le fondateur du mouvement France-Résurrection avec pour adjoint René Villard en qui il a une confiance totale. Il est arrêté en février 1961. Ayant été mis en résidence surveillée, il réussit à regagner l'Algérie. Mais il est trop tard. Il connaît alors onze ans d'exil en Espagne, puis au Congo Kinshasa dans une léproserie. Il est mort en 1986 des suites de ses blessures de 1940, après trois années d'hospitalisation. M. de Brousse de Montpeyroux était chevalier de la Légion d'honneur pour faits militaires, croix de guerre 39-45, croix de guerre TOE, croix de la Valeur militaire.